

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RELATIONS ENTRE LES MOUVEMENTS FÉMINISTES ET LA GAUCHE EN
COLOMBIE: TENSIONS, NÉGOCIATIONS ET CONVERGENCES (1974-1980)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
FRÉDÉRIQUE MONTREUIL

JUIN 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Nombreuses sont les personnes qui ont rendu possible et contribué à la mise sur pied et à l'exécution de cette recherche. J'aimerais remercier le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et le Fonds de recherche du Québec, qui ont permis le financement de ce projet. Je remercie aussi ces professeur-e-s qui, par les réflexions qu'elles et ils ont fait germer en moi, ont façonné la trajectoire de ce mémoire: Martin Petitclerc, Lyse Roy, Catherine C. Legrand, Magda Fahrni, Geneviève Dorais. Je salue également les évaluateurs anonymes de ce mémoire pour leurs commentaires éclairants. J'ai aussi une pensée spéciale pour mes collègues du Laboratoire interdisciplinaire d'études latino-américaines de l'UQAM. Nos conversations, en marge de nos longues journées de rédaction au local, ont fondamentalement ponctué l'évolution de ma pensée. Merci d'avoir partagé avec moi ces précieux moments. Finalement, une partie cruciale de mon parcours à la maîtrise a été mon séjour de recherche en Colombie. J'aimerais remercier la professeure Ingrid Bolívar de l'Université de Los Andes pour son accueil et ses conseils, ainsi que le personnel de la Bibliothèque Nationale de Colombie.

Rédiger ce mémoire dans un contexte de pandémie a été, pour moi comme pour nombre d'étudiant-e-s, un défi énorme. Certaines personnes ont grandement facilité cette expérience. Un merci tout spécial à Christophe pour l'écoute bienveillante et la douceur au quotidien. Merci à Christine et à Bernard pour leur soutien, qui est depuis toujours au rendez-vous. Merci à mes amies qui m'inspirent de la plus puissante des façons.

Je conclus ces remerciements en soulignant mon infinie reconnaissance envers ma directrice de recherche Geneviève Dorais. Dans les dernières années, j'ai eu la chance

de compter sur sa présence attentive, ses encouragements patients, ses commentaires généreux et ses conseils inestimables. Je lui suis redevable, également, pour les nombreuses opportunités qu'elle a mises sur mon chemin. Je la remercie d'avoir été une directrice exceptionnelle, en tous points.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	i
Table des matières.....	iii
Liste des figures	vi
Résumé.....	vii
Introduction.....	1
Chapitre I. Bilan historiographique, problématique, méthode et sources	5
1.1 Bilan historiographique : gauche et féminismes en Colombie.....	5
1.1.1 La gauche en Colombie.....	5
1.1.2 Les féminismes en Colombie	15
1.1.3 Conclusion du bilan	26
1.2 Problématique	28
1.3 Sources et méthodologie	30
Chapitre II. Histoire et trajectoire idéologique de la revue <i>Alternativa</i>	32
2.1 Émergence et débuts d' <i>Alternativa</i> (1974-1976)	36
2.1.1 Les trois groupes fondateurs	36
2.1.2 Politique éditoriale et philosophie d' <i>Alternativa</i>	38
2.1.3 La question électorale	40
2.1.4 La stabilité précaire d' <i>Alternativa</i>	42

2.2 Crise de la gauche et transformation idéologique (1977-1978).....	47
2.2.1 Mai 1977 : une «nouvelle étape» pour <i>Alternativa</i>	48
2.2.2 La conjoncture extraordinaire du <i>Paro Nacional</i> de septembre 1977	50
2.2.3 Une évolution idéologique accélérée	52
2.3 La gauche ample, démocratique et populaire (1978-1980).....	58
2.3.1 Le plébiscite pour un candidat unique contre le système.....	58
2.3.2 Le mouvement <i>Firmes</i> et l'idéal de l'unité populaire.....	61
2.3.3 Une défense soutenue des droits humains et principes démocratiques...	65
Conclusion	68
Chapitre III. Le spectre de la libération féminine: imaginaire genré de la révolution & discours sur le féminisme (1974-1977).....	70
3.1 L'imaginaire genré de la révolution	73
3.1.1 La Nouvelle gauche et l' <i>hombre nuevo</i>	74
3.1.2 L'idéal de la féminité maternelle	76
3.1.3 La féminité vulnérable	78
3.2 Les discours dominants sur le féminisme	83
3.2.1 Le féminisme au service du capital et de l'empire.....	84
3.2.2 Domestication de la pensée féministe	90
3.2.3 Contraception, droits reproductifs et anti-impérialisme	94
Conclusion	102
Chapitre IV. Patriarcat, capitalisme et révolution: percée de la pensée féministe dans une <i>Alternativa</i> en renouvellement (1977-1978)	104
4.1 Contexte historique : deuxième vague féministe en Colombie (1977-1978)..	105
4.2 Visibilité et prises de parole des femmes.....	110
4.2.1 Une perspective féminine à <i>Alternativa</i> : Béatriz de Vieco.....	110
4.2.2 Socorro Ramirez et les élections de 1978	112

4.3 Manifestations des féminismes colombiens dans <i>Alternativa</i>	117
4.3.1 Incursion des théories féministes dans le contenu d' <i>Alternativa</i>	119
4.3.2 Structure patriarcale et hiérarchie des luttes : une critique féministe de la gauche	125
4.3.3 Vers une compréhension féministe des droits reproductifs et sexuels des femmes	127
Conclusion	130
Chapitre V. Pour une démocratie «totale»: rencontre et luttes communes entre les féminismes, <i>Alternativa</i> et <i>Firmes</i> (1978-1980)	132
5.1 Contexte historique (1978-1980)	135
5.2 Agitation féministe et mobilisation sociale des femmes	139
5.2.1 Un engagement pour la cause des femmes	140
5.2.2 Un espace d'engagement : des voix féministes plurielles?	144
5.2.3 Antiféminisme et représentations sexistes : une critique	152
5.3 Mobilisations pour le droit à l'avortement libre et gratuit	157
5.3.1 Abandon de la remise en question de la planification familiale	158
5.3.2 Pour le droit à l'avortement	160
5.3.3 Le <i>momentum</i> pour décriminaliser l'avortement thérapeutique	167
Conclusion	171
Conclusion du mémoire	174
Bibliographie	183

LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 – Guérilléro, ouvrier, paysan et étudiant	76
Figure 3.2 – Mobilisation ouvrière du 1 ^{er} mai	76
Figure 3.3 – Hommage aux mères	77
Figure 3.4 – Hommes politiques et vampires	79
Figure 3.5 – Oncle Sam et l’Amérique latine	79
Figure 3.6 – Multinationales et monstres	80
Figure 3.7 - «L’État de siège frappe encore»	81
Figure 3.8 – Conférence mondiale sur les femmes de Mexico	88
Figure 3.9 – Journée internationale de la femme	93
Figure 5.1 – «Les délices du sectarisme»	153
Figure 5.2 – «Les eunuques du harem»	153
Figure 5.3 – La couverture polémique	154
Figure 5.4 – Manifestation en faveur de l’avortement libre et gratuit	170
Figure 6.1 - «Firmes, une présence différente»	175

RÉSUMÉ

Ce mémoire étudie les relations entre les féminismes et la gauche démocratique en Colombie à la fin de la décennie 1970, moment d'explosion des luttes sociales au pays et d'émergence des mouvements féministes de la seconde vague. En analysant les dynamiques conflictuelles caractéristiques des rapports entre la gauche et les mouvements sociaux, ce mémoire vise plus spécifiquement à éclairer les façons dont les féminismes ont contribué à remettre en question, transformer et construire les discours, l'organisation, les luttes et les pratiques de la gauche colombienne entre 1974 et 1980.

Par l'étude de la revue *Alternativa*, une presse de gauche fondée en 1974 à Bogota, ce mémoire scrute l'évolution des rapports que la gauche entretient avec les mouvements féministes. Entre 1974 et 1976, *Alternativa*, à l'instar de la gauche latino-américaine, identifie le féminisme comme un projet bourgeois, impérialiste et menaçant pour l'identité de classe, et tente d'en discréditer ou d'en faire taire les manifestations. À partir de 1977, le thème de la condition féminine et la pensée féministe s'insèrent de façon progressive dans le contenu de la revue, miroitant par le fait même la force croissante des mouvements féministes en Colombie. Ce mémoire démontre que ce changement est lié, d'une part, à la trajectoire idéologique spécifique à la revue *Alternativa*, qui dès 1978 privilégie une approche populaire et démocratique des luttes de la gauche, incarnée par le mouvement politique *Firmes*. Cette évolution est aussi le fruit, d'autre part, du travail politique des militantes féministes, qui critiquent inlassablement le sexisme et les manifestations du patriarcat au sein des organisations politiques de la gauche, ainsi que leur aveuglement face à la relation des femmes au système capitaliste. Les mouvements féministes parviennent avec succès à défricher un important terrain d'entente et d'agir commun avec la gauche, particulièrement lors de l'année 1979: la lutte pour le droit à l'avortement libre et gratuit. Ce mémoire met ainsi en évidence comment les féminismes ont contribué à organiser et à orienter les luttes de la gauche en Colombie à la fin de la décennie 1970.

MOTS CLÉS : Féminismes; gauche; revue *Alternativa*; Colombie; mouvements sociaux; droits reproductifs; avortement.

INTRODUCTION

[E]n partant du principe que la libération des femmes représente la lutte pour des revendications distinctes selon la situation sociale de chaque groupe de femmes, on peut affirmer que la femme de la classe bourgeoise, en transplantant mécaniquement les consignes du mouvement des femmes européennes et nord-américaines, veut avant tout se libérer de son mari. [...]

Les féministes de la classe moyenne, pour leur part, veulent se libérer de leur statut de "servantes" de la famille. [...] ces femmes semblent vouloir combler un vide social en exerçant une profession ou en participant à la vie publique.

La femme du peuple, par contre, veut se libérer de la misère, de l'ignorance, de la maladie, et en cela elle n'est pas différente de l'homme du peuple. Il n'est pas nécessaire pour elle de "s'émanciper" de l'homme, car l'exploitation les touche tous les deux également ¹.

C'est ainsi qu'une éminente presse de la gauche colombienne, la revue *Alternativa*, se prononce sur la libération féminine en mars 1975. À ce moment-là se prépare dans la ville de Mexico la première conférence mondiale sur les femmes, dans le cadre de l'année internationale des femmes proclamée par l'Organisation des Nations Unies. La notion de libération féminine, soutenue par le mouvement féministe, est analysée dans cet extrait par le biais de l'outil conceptuel fondamental pour la gauche à l'époque : celui de la classe. À travers cette loupe d'analyse, le féminisme ne serait qu'un outil

¹ Les extraits de la revue *Alternativa* cités dans ce travail sont des traductions libres de l'espagnol au français par l'auteur du présent mémoire. «Liberación: de cuál clase? De cuál mujer?», *Alternativa*, n° 28, 10-25 mars 1975, p.18.

pour servir les desseins frivoles des femmes bourgeoises et combler le vide existentiel de celles de la classe moyenne. «La femme du peuple», de son côté, ne souffrirait pas de sexisme, mais pleinement de l'exploitation capitaliste, au même titre que ses pairs masculins. Cet extrait évoque l'aspect contentieux du terme *féminisme* dans le contexte latino-américain des années 1970. Pour la gauche révolutionnaire, il s'agit d'un mouvement *bourgeois*, soutenant l'agenda réformiste des femmes de classe élevée, *étranger*, associé à l'impérialisme idéologique de l'Amérique du Nord et de l'Europe, et qui sème la *division* parmi la classe ouvrière.

En Colombie comme dans le reste de l'Amérique latine, la décennie des années 1960 voit la consolidation de la Nouvelle gauche, qui prend naissance dans les braises de la révolution cubaine. Ces nouvelles organisations surgissent en rupture d'avec le Parti communiste, et entendent repousser les frontières du militantisme politique. Parmi elles émergent des guérillas, qui font de la lutte armée leur moyen d'action privilégié². La fin des années 1970 est une époque, pour la gauche colombienne, de «renaissance *guérillero*» et de «tentatives d'unité»³. D'une part, le projet révolutionnaire se radicalise dans ces années. Les guérillas gagnent en effectifs et en contrôle territorial en milieu rural, et de plus en plus de membres de la gauche pacifique, devant la rigidité du système économique et politique, acceptent la lutte armée comme solution. Cette période est aussi marquée, d'autre part, par l'effort de la gauche démocratique pour surpasser ses divisions internes et constituer des coalitions électorales afin de porter ses revendications dans l'arène institutionnelle. L'articulation des projets armés et démocratiques trouve sa cohérence dans l'idéal de la convergence des luttes.

Si les années 1970 sont le théâtre de ce renouvellement de la gauche, elles correspondent aussi à une réelle explosion des protestations sociales en Colombie. Les

² L'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN) en 1964, les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC) en 1966 et l'*Ejército Popular de Liberación* (EPL) en 1967.

³ Mauricio Archila, *Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia, 1958-1990*, Bogotá, ICAH-CINEP, 2003, p.278.

mouvements étudiants, civiques, syndicaux et paysans sont en tête de cette mouvance contestataire qui marque la décennie, et unissent leurs voix à celles des gauches pour protester contre le bipartisme libéral-conservateur, l'exclusion politique et les inégalités sociales. Dans cette ambiance de politisation généralisée, la croyance envers le triomphe imminent de la révolution est bien présente chez les militant-e-s. Alors que dans les années 1970 le taux de diplomation universitaire des femmes colombiennes atteint celui des hommes⁴, ces dernières font sentir leur présence dans l'agitation sociale. Plusieurs sont très actives dans le mouvement étudiant, et évoluent et forment leur pensée politique dans les groupes de la gauche radicale qui y sont associés. Pour certaines, c'est à travers ce passage dans le militantisme qu'elles trouvent leur chemin vers le féminisme. Le renouveau féministe des années 1970 marque une rupture d'avec le féminisme libéral et suffragiste du début du siècle. Il remet en question la morale privée/publique et les constructions culturelles du féminin et du masculin, et s'aligne notamment sur la conquête de droits sexuels et reproductifs. Les discours égalitaires de la gauche ont été, à bien des égards, propices à «révolutionner les relations de genre»⁵. Or, ce n'est pas sans frictions que se croisèrent les projets de la gauche avec les préoccupations des féministes. Ces dernières, au moment même où se construit leur pensée féministe, prennent conscience que les organisations dans lesquelles elles militent sont empreintes de domination masculine, et que l'idéologie égalitaire utopique est bien loin de la réalité des pratiques quotidiennes, teintées de sexisme. Ces femmes de la gauche, qui commencent à articuler des revendications de genre, endossent donc une posture de «double militante». Elles luttent avec leurs compagnons pour la justice sociale, mais militent aussi pour changer les structures patriarcales et pointer du doigt le sexisme au sein même de ces groupes.

⁴ Gabriela Castellanos Llanos et Katherine Eslava Rivera, «Hacia una historia del feminismo en Colombia: de las certezas sufragistas a las incertidumbres de hoy. El caso de Cali» dans Franklin Gil Hernández et Tania Pérez-Bustos (dir.), *Feminismos y Estudios de Género en Colombia. Un campo académico y político en movimiento*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2018, p.46.

⁵ *Ibid.*

Mon projet de recherche entend examiner ces relations complexes, faites d'antagonismes, mais aussi de négociations et d'alliances, entre les mouvements féministes et la gauche en Colombie lors de la seconde moitié de la décennie 1970. Bien que la montée en force des mouvements féministes ait fait surgir à cette époque des conflits majeurs, parfois irréconciliables, avec les organisations de la gauche, ce mémoire démontre que des changements importants surviennent entre 1974 et 1980 dans les rapports entre les deux. Il dévoile que les mouvements féministes ont contribué, surtout à partir de 1977, à organiser et à orienter les luttes de la gauche en Colombie. Le premier chapitre dresse le bilan historiographique de la littérature en histoire sur les gauches et les féminismes en Colombie, et précise la problématique de recherche et la méthodologie qui sous-tendent le présent mémoire. Le second chapitre, qui sert de contexte historique, présente l'histoire de la revue *Alternativa*, principal matériel d'analyse de ce mémoire, et son évolution idéologique lors de ses six années d'existence. Les chapitres trois (février 1974 à décembre 1975), quatre (mai 1977 à juillet 1978) et cinq (juillet 1978 à mars 1980), revisitent chacun l'une des périodes de publication de *Alternativa* à la lumière de notre problématique. Ils s'intéressent aux façons dont se manifestent les absences et les présences de discours féministes et de discours *sur* le féminisme dans la revue, mettant ainsi en lumière l'évolution des rapports que la gauche entretient avec cet incontournable mouvement social de la décennie 1970 en Colombie.

CHAPITRE I

BILAN HISTORIOGRAPHIQUE, PROBLÉMATIQUE, MÉTHODE ET SOURCES

1.1 Bilan historiographique : gauche et féminismes en Colombie

1.1.1 La gauche en Colombie

La gauche colombienne de la seconde moitié du vingtième siècle peut être définie, de façon générale, comme «toute forme d’opposition politique institutionnelle et extra-institutionnelle au bipartisme» qui «partage des valeurs d’équité et des traditions de changement social qui sont proches de l’idéal socialiste, prêché principalement par le marxisme»¹. La gauche comprend de nombreuses formes organisationnelles et tendances, comme les partis politiques, les guérillas armées, ou encore les collectifs militants prônant une combinaison des moyens d’action. Il est aussi possible de parler de *gauche démocratique* et de *gauche armée* pour tracer une frontière entre les groupes prônant la stratégie électorale et ceux prônant la révolution armée. Cette catégorisation n’est néanmoins pas étanche, puisque les alliances furent nombreuses entre les deux tendances.

¹ Mauricio Archila, *Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia, 1958-1990*, Bogotá, ICAH-CINEP, 2003, p.277.

1.1.1.1 Une gauche divisée : gauche démocratique et gauche armée

La gauche colombienne au XX^e siècle est porteuse d'un paradoxe : elle est l'une des gauches les plus faibles en Amérique latine aux niveaux politique et institutionnel, mais sa frange armée est la plus pérenne dans l'hémisphère². La plupart des guérillas impliquées dans le conflit armé colombien naissent dans les années 1960³. La gauche électorale ou démocratique, elle, est alors morcelée en différentes factions idéologiquement polarisées. L'une des questions persistantes dans l'historiographie sur la gauche est la suivante : comment expliquer l'échec des stratégies électorales de la gauche, ainsi que le surgissement et la longévité des groupes insurrectionnels armés?

Les interprétations mises de l'avant par les historien-ne-s pour expliquer l'échec de la gauche démocratique et la pérennité de la gauche armée donnent lieu à l'un des débats historiographiques les plus importants de cette littérature, débat qui se réactualise dans la foulée des accords de paix entre le gouvernement et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) en 2016⁴. Un courant historiographique relie l'échec de la gauche démocratique et l'émergence des guérillas au caractère répressif et élitiste du système politique colombien. Francisco Buitrago Leal est l'un des premiers à mettre cette explication de l'avant dans son ouvrage *Estado y política en Colombia*⁵. Le bipartisme rigide, consolidé pendant la période du Front National (1958-1974), aurait alimenté une dépolitisation et une délégitimation de l'institution étatique en Colombie. Les guérillas émergent dans ce contexte comme de nouveaux canaux d'expression politique résultant de l'exclusion institutionnelle. Les thèses de

² Charles Bergquist, «La izquierda colombiana: un pasado paradójico, ¿un futuro promisorio?», *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, vol. 44, n° 2, juillet 2017, p.263-299.

³ Une exception notable est le *Movimiento 19 de abril* (M-19), qui est fondé en 1974.

⁴ Les pourparlers de paix entre les FARC-EP (*Ejército del pueblo*) et le gouvernement colombien commencent en 2012 et se terminent en 2016, au terme de négociations menées à La Havane. L'accord signé entre les deux parties est toutefois rejeté par la population (50,21%), lors du référendum du 2 octobre 2016. Un nouvel accord de paix est signé quelques semaines plus tard, le 12 novembre 2016.

⁵ Francisco Leal Buitrago, *Estado y política en Colombia*, Bogotá, CEREC : Siglo Veintiuno, 1989.

l'historien Mauricio Archila font écho à cette interprétation. Le facteur principal de la radicalisation des acteurs sociaux dans les années 1960 et 1970, pour lui, a été l'absence d'une forme de médiation pour porter leurs revendications dans l'arène politique : « Ces classes moyennes, dans leur désespoir pour atteindre des changements structureaux, se heurtèrent à la rigidité du système économique et politique. Pour cette raison, plusieurs de leurs dirigeants acceptèrent la lutte armée comme solution »⁶. En revanche, il n'ignore pas que les guérillas ont tenté de s'approprier les luttes sociales, avec des effets dévastateurs sur ses acteurs, qui deviendront les cibles d'une répression étatique et paramilitaire⁷. Boris Salazar Trujillo propose d'analyser le conflit armé comme un processus contre-révolutionnaire, ayant « débuté d'une manière presque spontanée comme stratégie d'un secteur des élites au pouvoir afin d'assurer le contrôle de l'État à travers la domination électorale »⁸. Selon lui, l'échec du jeu électoral colombien, par sa tradition de mise sous silence de la contestation sociale et de l'opposition politique par la répression, a favorisé l'émergence de la guerre irrégulière au pays.

Un autre courant historiographique associe plutôt l'apparition des guérillas aux dynamiques internes de la gauche des années 1960, plus encline à choisir l'insurrection que la stratégie électorale, comme avec l'adoption de la stratégie du *foquismo* héritée

⁶ Tous les extraits d'ouvrages ou d'articles en espagnol cités dans ce travail sont une traduction libre de l'espagnol au français par l'auteur du présent mémoire. Mauricio Archila, «El Frente Nacional: una historia de enemistad social», *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, n° 24, 1997, p.214.

⁷ Les groupes paramilitaires émergent dans les années 1980 en réaction à la menace que constituent les guérillas. Ils s'inscrivent dans les processus de privatisation des forces armées et dans les logiques de clientélisation qui caractérisent le régime colombien. Selon les données compilées par le *Centro Nacional de Memoria Histórica*, les paramilitaires sont responsables d'environ 60% des massacres perpétrés pendant le conflit armé. Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación (éd.) *¡Basta ya! Colombia, memorias de guerra y dignidad: informe general*, Bogotá, Centro Nacional de Memoria Histórica, 2013, p.36. Sans être des structures totalement intégrées à l'État, une relation d'alliance (bien documentée) s'instaure et se maintient entre les paramilitaires et une grande partie du système politique et des organismes de sécurité colombiens. À ce sujet, voir Francisco Gutiérrez-Sanín, *El orangután con sacoleva: cien años de democracia y represión en Colombia (1910-2010)*, Bogotá, IEPRI, 2014.

⁸ Boris Salazar Trujillo, «Conflit et contre-révolution en Colombie : une hypothèse», *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 83, n° 1, 2012, p.33.

de la révolution cubaine⁹. Dans ce scénario, c'est la militarisation précoce de la gauche, plutôt que la fermeture du régime colombien, qui a signé l'échec de la gauche légale. Eduardo Pizarro parle, dès 1991, du caractère «chronique» de l'insurrection en Colombie, son entêtement malgré son incapacité à se constituer en pouvoir alternatif comme à Cuba ou au Nicaragua. Il souligne que les guérillas ont entretenu une structure organisationnelle où l'action politique et syndicale est subordonnée à la logique militaire, contribuant ainsi à la dévalorisation des luttes sociales non violentes¹⁰. Les travaux de Daniel Pécaut s'inscrivent aussi dans ce courant. S'il reconnaît le caractère répressif de l'État, il suggère que la gauche a été l'artisane de son propre malheur. Pour Pécaut, la radicalisation de la gauche et ses extrêmes divisions, qui l'ont conduite à «donner la primauté aux querelles internes plutôt qu'au combat contre le régime» expliquent ses échecs électoraux et son inaptitude «à récolter les fruits des luttes sociales»¹¹.

Cette explication endogène de l'échec de la gauche démocratique est reprise par l'historien Charles Bergquist dans un article publié en 2017 dans l'*Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*. Il y soutient que la faiblesse historique de la gauche démocratique explique en partie la force et la durabilité de la gauche armée¹². Il lance une flèche, au passage, à ce qu'il considère comme une croyance tenace chez une large part de la communauté historienne, soit celle d'expliquer la faiblesse historique de la gauche colombienne par le seul facteur de la répression. Il tente de remettre à l'avant-plan les causes structurelles de ces insuccès, mais aussi les causes internes à la gauche et aux groupes armés révolutionnaires. Il signale leur responsabilité à la fois dans leurs propres revers, mais aussi dans la dégradation du

⁹ Le foco ou foquisme est une théorie énoncée par Ché Guevara et théorisée et diffusée principalement par l'intellectuel Régis Debray dans l'ouvrage *Révolution dans la révolution* (1967), qui promeut la création de *foyers* de guérillas pour accélérer l'avènement de la révolution.

¹⁰ Eduardo Pizarro, «Elementos para una sociología de la guerrilla en Colombia», *Análisis Político*, n° 12, 1991, p.7-22.

¹¹ Daniel Pécaut, «Colombia : Violencia y democracia», *Análisis Político*, n° 13, 1991, p.39.

¹² Bergquist, *loc. cit.*, p.264.

conflit armé : «Seulement quand elles [les guérillas] reconnaîtront leur part de culpabilité dans la tragédie nationale pourront-elles espérer un futur électoral influent»¹³. Quelques mois plus tard, l'historien Ricardo López publie une réponse à Bergquist dans la même revue. Rappelant que la constitution de la mémoire est liée au pouvoir, López signale les dangers de la reproduction d'une vision dichotomique et réductrice de la gauche. Considérer son histoire comme un pur échec, divisé entre une frange armée puissante et une frange sociale anémique, déprécie le rôle et les incidences de la gauche dans l'histoire nationale. Cette vision, de plus, transfère au présent un air de stabilité, de pacifisme et de démocratie, ce qui sert bien les pouvoirs qui tiennent les rênes du pays. Voilà une téléologie explicative qui, selon López, «reproduit un sens commun, réduit au silence la critique, simplifie les relations de pouvoir et délégitime la dissidence»¹⁴.

Nous retenons de ces débats historiographiques une double mise en garde, celle d'éviter des récits historiques qui versent dans la diabolisation ou dans l'idéalisation de cette gauche. L'historiographie démontre très bien que la gauche colombienne est loin d'être homogène ou unifiée dans les années 1970. Elle est davantage une expression politique plurivoque, où diverses idéologies et tactiques, armées et électorales, se côtoient, voire s'affrontent. L'enjeu de la division est donc au cœur des préoccupations de cette gauche. Par ailleurs, si l'appareil étatique colombien possédait une redoutable capacité répressive, l'action des guérillas finit par mobiliser l'agenda politique de la gauche au début des années 1980 : voilà deux facteurs ayant contribué à sa faillite démocratique.

¹³ *Ibid.*, p.286.

¹⁴ Ricardo López, «De debilidades, fracasos y paradojas. Notas para pensar las historias de las izquierdas», *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, vol. 45, n° 1, janvier 2018, p.309.

1.1.1.2 Les relations entre la gauche et les mouvements sociaux

Alors que la grille de lecture marxiste est peu à peu supplantée par de nouvelles approches théoriques des mouvements sociaux dans les années 1980, inspirées entre autres de la pensée d'Antonio Gramsci et celle d'Alain Touraine¹⁵, l'attention des chercheur-e-s se déplace de la dimension économique de la réalité sociale aux dimensions plus culturelles et symboliques. Les auteur-e-s relèvent aussi l'existence d'une gauche sociale qui se distingue de la gauche politique dans ses discours, plus pragmatiques, et ses pratiques, plus près des acteurs sociaux¹⁶. Mauricio Archila constate que la production académique sur les mouvements sociaux augmente drastiquement au tournant des années 1990. Il note deux tendances dans ces recherches : la première étudie les mouvements sociaux depuis leurs dimensions culturelles, et la seconde se penche sur leurs relations avec l'État et la politique, en portant une attention grandissante au concept de la citoyenneté¹⁷.

Ces rapports complexes entre les mouvements sociaux et les différentes sphères de pouvoir dans la société, y compris l'État et les organisations de gauche, ont été étudiés par le sociologue Leopoldo Múnera dans son ouvrage *Relations de pouvoir et mouvement populaire en Colombie (1968-1988)*. Alors que dans les années 1960

¹⁵ Les approches théoriques des mouvements sociaux sont renouvelées par l'irruption des «nouveaux mouvements sociaux», marqués par de nouvelles formes de résistances dans les années 1960 (par exemple, le mouvement féministe). Certains concepts développés par Antonio Gramsci (1891-1937), comme celui de l'hégémonie culturelle et de la subalternité, ont permis d'aller au-delà du déterminisme socio-économique des conflits et de réfléchir aux processus de négociations qui les traversent. La sociologie de l'action développée par Alain Touraine a reconceptualisé les notions de mouvement social et d'action sociale collective en affirmant l'importance de leurs dimensions culturelles et symboliques, en rupture avec le déterminisme des théories structuralistes antérieures. Archila, *Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia, 1958-1990*, Bogotá, ICAH-CINEP, 2003, p.38 à 61.

¹⁶ Centro de Investigación y Educación Popular (éd.), *Una historia inconclusa: izquierdas políticas y sociales en Colombia*, Bogotá, Cinep, 2009, p.35.

¹⁷ Archila, *op. cit.*, p.61 à 73. Pour la première tendance, il observe un intérêt pour les minorités ethniques, la dimension de genre, et le mouvement pédagogique. La littérature florissante sur la mobilisation citoyenne autour de la défense des droits humains s'inscrit dans la seconde tendance.

émerge la ‘Nouvelle gauche’, une panoplie de nouvelles organisations armées et non armées en rupture avec le parti communiste, «pour les mouvements populaires, la construction de l’autonomie face aux partis traditionnels a souvent signifié un processus inverse d’hétéronomie et de dépendance vis-à-vis d’une ou de plusieurs organisations de gauche»¹⁸, écrit Múnera. Il tente ainsi de démontrer que la relation entre les mouvements sociaux et les gauches est marquée par une forme de sujétion des premiers envers les seconds. En ce sens, il impute à la gauche le fait d’avoir subordonné les luttes sociales à son projet révolutionnaire, par le biais de «lectures doctrinaires de la révolution cubaine et du marxisme» où elle «se transforma en son propre référent»¹⁹.

Mauricio Archila arrive à des conclusions similaires dans *Idas y venidas, vueltas y revueltas*. Dans cet ambitieux travail, Archila synthétise les luttes sociales en Colombie entre 1958 et 1990, en combinant les théories de la conflictivité sociale aux données empiriques. Dans la première partie, il analyse de façon quantitative l’action collective visible pour la période étudiée, en se penchant sur les répertoires de la protestation, les acteurs sociaux et les demandes. Dans la seconde partie, et à partir des données quantitatives mises en évidence, il dresse une explication historique des luttes sociales, en examinant leurs relations avec les gauches et l’État, ainsi que les identités qui s’y construisent. Cet ouvrage est avant tout inestimable pour la contribution quantitative qu’il apporte à l’histoire des mouvements sociaux. En effet, il confirme que la période que nous étudions dans le cadre de ce mémoire est significative au niveau des protestations sociales²⁰. Son examen des acteurs sociaux démontre aussi que les femmes, en tant que groupe articulant des revendications de genre, ne prennent pas

¹⁸ Leopoldo Múnera, *Relations de pouvoir et mouvement populaire en Colombie (1968-1988)*, Louvain-la-Neuve, L’Harmattan, 1997, p.116.

¹⁹ *Ibid.*, p.112.

²⁰ Il catégorise la sous-période de 1971 à 1979 d’«intermédiaire ou de transition, [qui passe] d’une protestation modérée à des niveaux élevés de demande sociale» (p.142). L’année 1975 correspond à celle ayant enregistré le plus grand nombre d’actions de protestations dans les 33 années couvertes par son étude. Par ailleurs, en septembre 1977, les quatre centrales syndicales, avec l’appui d’une large part de la gauche, convoquent une grève nationale (*Paro Cívico Nacional*), le plus grand événement de masse pour la période étudiée. Archila, *op. cit.*, p.142 à 149.

encore beaucoup de place dans la balance de l'action sociale collective dans les années 1970. Elles sont plutôt dispersées dans d'autres protestations sociales, particulièrement les luttes étudiantes²¹. De surcroît, cet ouvrage contribue à notre compréhension de la dimension culturelle des mouvements sociaux en démontrant comment, pour la période étudiée, les identités de classe se dissolvent et s'affirment peu à peu comme des identités citoyennes, plurielles et complexes. Cet ouvrage nous renseigne aussi sur l'évolution des gauches dans leurs relations avec les mouvements sociaux. Tandis que dans les années 1970, ces organisations intensifient leur rapprochement avec les organisations sociales, et que ces deux forces auraient pu coïncider pour le bien commun, l'instrumentalisation des luttes sociales et les pratiques et discours hégémoniques de la gauche plièrent le social au politique. Archila remet même en question la nature radicale de cette gauche intellectuelle et politique:

Les particularités culturelles, environnementales, ethniques et de genre des luttes sociales furent subordonnées à une lecture politique qui pensait que l'économie ou le développement était le moteur d'une histoire marquée par l'expérience européenne. Involontairement, la gauche a fini par être porteur d'un discours modernisateur et a assuré la fonction d'agente d'une sécularisation culturelle, qui a produit beaucoup de frictions avec les secteurs subalternes. Après tout elle était fille du Siècle des Lumières²².

Comme le mettent de l'avant Alvarez, Dagnino et Escobar (2001), les mouvements sociaux ont joué un rôle critique dans la redéfinition de la citoyenneté et de la démocratie en Amérique latine. En traduisant avec succès des projets sociaux en politiques publiques, à certaines occasions, ces mouvements ont repoussé les frontières

²¹ Pour les 33 années étudiées, les femmes comptabilisent à peine 0,6% des actions sociales collectives. *Ibid.*, p.182, 201-208. Toutefois, cela ne signifie pas qu'elles étaient absentes des autres protestations, ni que leurs revendications ont été inefficaces : «C'est une présence sociale et politique sans beaucoup de visibilité mais d'une grande efficacité à l'heure des modifications légales et, encore plus important, des pratiques quotidiennes. Pour cette raison, les mouvements des femmes et des minorités ethniques constituent les expressions les plus novatrices de l'action sociale collective au pays». *Ibid.*, p.209.

²² *Ibid.*, p.301.

de l'arène politique et érigé une conception alternative de la participation politique à l'ère du néolibéralisme²³. De ce fait, ils ont contribué à brouiller la séparation entre les sphères sociales et politiques. L'ouvrage collectif *Una historia inconclusa : Izquierdas políticas y sociales en Colombia*, publié en 2009, reprend ces thèses pour faire l'histoire contemporaine de la gauche colombienne. Plutôt que de scinder la gauche entre sa frange sociale et politique, comme le fait par exemple Múnera, cet ouvrage amalgame plutôt les mouvements sociaux à une gauche «sociopolitique», en opposition avec les gauches de parti, parce qu'«un des nouveaux signes du temps dans la nécessaire redéfinition des gauches à l'échelle globale est l'irruption d'expressions de la gauche qui surgissent des mouvements sociaux»²⁴. Cette redéfinition des catégories d'analyse est symptomatique de cette attention récente de l'historiographie pour la pluralisation et l'entrelacement des champs sociaux et politiques dans l'histoire de la gauche et des mouvements sociaux.

L'historiographie nous démontre ainsi que des relations hétéronomes, teintées de dépendance, ont uni les mouvements sociaux à la gauche dans les années 1970. Il n'est donc pas étonnant que ces relations de pouvoir s'inscrivent aussi dans l'articulation du mouvement féministe à la gauche. Or, une lecture plus nuancée s'impose si l'on veut appréhender la politisation de la sphère sociale par un mouvement comme le féminisme. Nous souscrivons à la lecture composite que fait Archila de la relation entre les mouvements sociaux et la gauche. Si cette dernière a reproduit des hiérarchies discriminatoires et instrumentalisé à son avantage les luttes sociales, il ne faut pas perdre de vue ses impacts positifs dans le déploiement des mouvements sociaux : «Elle n'a pas seulement collaboré à l'organisation des bases et éduqué ses dirigeants, mais aussi contribué à élargir l'horizon des luttes sociales»²⁵. Sans jamais réussir à mettre en branle la révolution tant espérée, elle a «contribué à démocratiser le pays en

²³ Sonia E. Alvarez, Evelina Dagnino and Arturo Escobar, *Cultures of politics/politics of cultures: re-visioning Latin American social movements*, Boulder, Colo, Westview Press, 1998, p.1-25.

²⁴ Centro de Investigación y Educación Popular (éd.), *op. cit.*, p.34.

²⁵ Archila, *op. cit.*, p.472.

signalant les limites de l'exercice du pouvoir bipartite»²⁶. La littérature sur les mouvements sociaux a débouché sur l'étude de ses multiples expressions politiques, dépassant ainsi la traditionnelle division entre la sphère sociale et la sphère politique. Cette vision permet d'appréhender les relations entre la gauche et le féminisme de seconde vague non comme un seul lien de domination, mais aussi comme une négociation, faite d'unions et d'influences mutuelles.

1.1.1.3 Participation des femmes aux projets révolutionnaires

D'autres recherches ont tenté de comprendre la place et la participation des femmes dans les projets révolutionnaires de la gauche. La «féminisation de l'insurrection»²⁷ armée attire de manière croissante l'intérêt des chercheur-e-s. Ces travaux, en explorant la question de la violence armée et du genre, ont contribué à déboulonner le mythe d'une essence féminine garante de comportements pacifistes. Les recherches de Maria Eugenia Ibarra Melo sur les femmes dans les guérillas sont synthétisées dans *Mujeres e insurrección en Colombia*, l'un des ouvrages les plus complets sur la question²⁸. Ibarra Melo s'y intéresse à la transformation de l'identité de genre des femmes dans un espace masculinisé comme la guérilla. Elle démontre comment, malgré un discours prônant l'égalité, ces organisations ont exclu les femmes des centres décisionnels²⁹. Une parcelle de l'historiographie s'intéresse à la place des femmes dans les groupes de la gauche démocratique. Les travaux d'Archila ont porté une attention à la participation

²⁶ *Ibid.*, p.323.

²⁷ Francy Carranza et Francisco Gutiérrez-Sanín, «Organizing women for combat: The experience of the FARC in the Colombian war», *Journal of Agrarian Change*, vol. 17, n° 4, octobre 2017 p. 776.

²⁸ Maria Eugenia Ibarra Melo, *Mujeres e insurrección en Colombia: Reconfiguración de la identidad femenina en la guerrilla*, Cali, Pontificia Universidad Javeriana, 2009, 239p.

²⁹ Pour un témoignage autobiographique d'une militante de la guérilla M-19, voir l'ouvrage de María Eugenia Vásquez, *My Life As A Revolutionary : Reflections of a Former Guerrillera*, Philadelphia, Temple University Press, 2005, 328 p.

politique des femmes au sein de la gauche, même si elle ne constitue pas le noyau de ses analyses. *Dinámicas del movimiento feminista bogotano*, ouvrage de Diana Gómez, est l'un des rares s'intéressant frontalement à ce sujet. Alors que l'usage de l'histoire orale permet à Gómez de retracer la trajectoire militante de dix féministes entre 1970 et 1991, l'impact de leur expérience au sein des groupes de la gauche est déterminant pour ses conclusions. Gómez y dévoile les attitudes conservatrices de ces groupes envers les militantes³⁰. Dans les mouvements révolutionnaires, donc, l'élitisme mâle demeure et les femmes continuent à être exclues des sphères de pouvoir.

En somme, cette revue de la littérature sur la gauche colombienne permet de voir qu'un mouvement social comme le féminisme, qui remet en question les priorités de classe, est évidemment susceptible d'être perçu comme une menace aux hiérarchies politico-sociales imaginées par une gauche hégémonique. Si l'historiographie a bien circonscrit les termes de la domination de la gauche sur les mouvements sociaux, elle s'est moins intéressée à comment les acteurs sociaux jouèrent un rôle, de l'intérieur, pour forger, contester et orienter les pratiques de cette gauche. Étudier les relations de cette dernière avec le mouvement féministe s'inscrit de plain-pied dans cette volonté de mieux comprendre le rôle transformateur des acteurs sociaux dans la sphère politique.

1.1.2 Les féminismes en Colombie

1.1.2.1 Histoire des femmes en Amérique latine et en Colombie

En Amérique latine, les premiers travaux en sciences sociales qui s'intéressent aux femmes voient le jour dans les années 1970, sans nécessairement s'inscrire dans une

³⁰ Diana Marcela Gómez Correal, *Dinámicas del movimiento feminista bogotano: historias de cuarto, salón y calle, historias de vida (1970-1991)*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2011, 262 p.

perspective féministe comme ce fut le cas en Europe ou aux États-Unis³¹. En Colombie, les recherches menées par la sociologue Magdalena León de Leal sont pionnières. Son premier ouvrage, intitulé *La mujer y el desarrollo en Colombia*, «est reconnu comme le travail qui a inauguré, depuis une perspective nationale, le thème des femmes et du développement au pays, autant pour son incidence dans le milieu académique que pour son impact dans la formation de politiques publiques»³². Elle publie subséquemment nombre d'études notables, où elle s'intéresse, entre autres, à l'impact du capitalisme en milieu rural et sur la division sexuelle du travail, au travail domestique, et aux droits sexuels et reproductifs³³. C'est dans les années 1980 pour que la discipline historique commence à s'intéresser plus sérieusement à l'histoire des femmes. Si la catégorie d'analyse du genre commence à être utilisée dans la production historiographique en Amérique du Nord, ce n'est pas nécessairement le cas en Amérique latine. Comme le constate Sueann Caulfield, l'enthousiasme pour la théorisation ou l'adoption du genre s'y fera attendre. La prévalence de la position marxiste dans les sciences sociales favorise alors une étude des femmes contextualisée en fonction de la classe³⁴. Il faut néanmoins souligner que le défrichage du champ historiographique des femmes et du genre, dans le contexte latino-américain, a été marqué par les travaux de l'historienne cubaine Asunción Lavrin. Ses efforts remarquables pour inviter la communauté historique à suivre le pas des autres sciences sociales, et pour rassembler les travaux en histoire sur les femmes latino-américaines, débouchent sur la publication de *Latin American Women : Historical Perspectives* en 1978. Elle y invite les historien-ne-s à surpasser ce qu'elle appelle le «great woman syndrome», où seules les femmes héroïques se taillent une place dans les récits historiques: «The objective of an inquiry

³¹ Marysa Navarro, «Research on Latin American Women», *Signs*, vol. 5, n° 1, 1979, p.113-114.

³² Lya Yaneth Fuentes Vásquez, «Magdalena León Gómez: una vida consagrada a tender puentes entre las mujeres, el conocimiento y la acción» *Nómadas*, n° 18, mayo 2003, p.172.

³³ Par exemple, Magdalena León de Leal, *Mujer y Capitalismo Agrario. Estudio de cuatro regiones colombianas*, Bogotá, Asociación Colombiana para el Estudio de la Población –ACEP–, 1980; *Id.*, *Debate sobre la mujer en América Latina y el Caribe*, Bogotá, ACEP, 1982; *Id.* (éd.), *Mujeres y participación política : avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo, 1994.

³⁴ Sueann Caulfield, «The History of Gender in the Historiography of Latin America», *Hispanic American Historical Review*, 81: 3-4, 2001, p.454-463.

into the roles, status, thoughts, and actions of women should no longer be that of finding superhuman beings, but rather of considering normal individuals who were engaged in everyday activities and were representative of their times and societies»³⁵.

C'est réellement dans la dernière décennie du vingtième siècle que l'histoire des femmes prend son envol en Colombie. Magdala Velásquez Toro, qui s'est intéressée au changement dans la condition juridique des femmes, fait partie des premières historiennes à rétablir la place des femmes dans les processus historiques à l'œuvre dans l'histoire nationale³⁶. Elle dirige d'ailleurs le monumental ouvrage historique en trois tomes intitulé *Las mujeres en la Historia de Colombia*³⁷, publié en 1995, et fruit du travail de 41 chercheur-e-s. Résultat tangible du projet de reconstruction de la mémoire historique des femmes, impulsé dans la foulée de la nouvelle Constitution de 1991, il s'agit d'une production historiographique colossale, où la présence des femmes est étudiée de l'époque coloniale jusqu'au XX^e siècle. On s'y intéresse, entre autres, aux femmes afro-colombiennes et autochtones, aux enfants, à la famille et à la sexualité féminine. Cet ouvrage est aussi emblématique de la transition qui s'opère alors dans la discipline historique en Colombie et en Amérique latine plus largement, «d'une histoire des femmes à une histoire du genre, qui permet d'élaborer un ordre conceptuel pour l'interprétation du fait historico-culturel de la condition des femmes et des hommes, provenant de leur qualité d'êtres sexués»³⁸. Ainsi, à ces efforts de rendre les femmes visibles dans l'histoire politique, sociale et culturelle de la Colombie, s'ajoute, dans les années 1990, une volonté de réfléchir à la différence construite par le genre. Les historiennes qui s'attèlent à cette tâche, qui sont souvent des militantes introduisant les

³⁵ Asunción Lavrin (éd.), *Latin American women: historical perspectives*, Westport, Greenwood Press, 1978, p.4

³⁶ Voir, par exemple, Magdala Velásquez Toro, «La condición social y jurídica de la mujer», dans Alvaro Mejía (dir), *Nueva Historia de Colombia (T. IV)*, Bogotá, Planeta Editorial, 1989, p.9-59.

³⁷ Les trois tomes s'inscrivent dans trois champs historiographiques différents (histoire politique, sociale et culturelle). Le premier est intitulé Femmes, histoire et politique (*Mujeres, historia y política*), le second Femmes et société (*Mujeres y Sociedad*), le troisième Femmes et culture (*Mujeres y cultura*).

³⁸ Magdala Velásquez (éd.), *Las mujeres en la historia de Colombia. Tomo II. Mujeres y Sociedad*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 1995, p.10.

épistémologies féministes à la sphère académique, ont donc posé les premiers jalons de l'histoire des femmes et du genre, ouvrant la voie aux nombreux sous-champs historiographiques qui en découleront.

1.1.2.2 Les mouvements sociaux des femmes

L'un de ces sous-champs qui s'avère important pour notre sujet de recherche est celui sur les mouvements sociaux des femmes (*movimientos de mujeres*), qui englobent les mouvements féministes. Avant de se pencher sur l'historiographie, introduisons d'abord une différenciation. Un mouvement féministe se conçoit, en accord avec Diana Gómez, comme «un domaine spécifique d'actrices qui *se reconnaissent comme telles*, et qui exécutent, de façon commune, des actions qui tiennent leurs origines dans la *réflexion sur le rôle subordonné, d'oppression, d'exclusion et d'invisibilisation des femmes* dans l'histoire et dans la vie quotidienne»³⁹. Le mouvement social des femmes est plus vaste, et se réfère à l'ensemble des luttes sociales soutenues par des groupes de femmes. On peut penser, par exemple, aux femmes qui militent pour un meilleur accès au logement, à l'éducation ou aux services de santé, à partir de leur identité de mère, d'habitante de quartier populaire, ou de paysanne, et qui ne se reconnaissent pas nécessairement comme féministes⁴⁰. Cette catégorisation est surtout utile au niveau théorique : elle permet d'illustrer les différentes formes de luttes sociales féminines, en passant de celles aux intérêts plus pratiques, axées sur l'amélioration des conditions de vie, à celles habitées par l'ambition de déconstruire les rapports de domination patriarcaux. Toutefois, comme le souligne Doris Lamus, «il ne faut pas oublier l'importante mobilité qui se produit, dans la pratique, de la première à la seconde

³⁹ Gómez, *op. cit.*, p.24.

⁴⁰ Norma Villareal, «El camino de la utopía feminista en Colombia, 1975-1991», dans Magdalena León (dir.), *Mujeres y participación política: avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, p.188-189.

position [des intérêts pratiques à la conscience féministe], dans les organisations des femmes»⁴¹. Dit autrement, les mouvements féministes sont inextricables des *movimientos de mujeres* parce qu'ils ont conjointement favorisé l'irruption des femmes dans les mobilisations sociales, et parce que la pratique de la lutte sociale a amené nombre de femmes à prendre conscience des inégalités de genre.

Dans cet ordre d'idées, certains travaux en histoire mettent de l'avant ce choix théorique d'appréhender les *movimientos de mujeres* et le mouvement féministe comme un tout. D'abord, une production historiographique a étudié les *movimientos de mujeres* dans une perspective nationale, c'est-à-dire en évaluant ses dynamiques générales, à l'échelle du pays, sans avoir pour objet d'étude une organisation ou une région en particulier. L'ouvrage de Lola G. Luna et Norma Villareal, *Historia, género y política*, publié en 1994, est considéré comme la première synthèse historique sur les *movimientos de mujeres* en Colombie, et reflète une volonté de scruter l'insertion des femmes dans l'histoire politique à la lumière du genre⁴². Cet ouvrage est divisé en deux parties. La première, écrite par Luna, est une discussion théorique sur la trajectoire des débats académiques sur les femmes en Amérique latine dans les dernières décennies. L'historienne argumente que le «genre» tel que conceptualisé par Joan Scott doit être le point de départ pour étudier la participation politique des femmes. Dans la seconde partie, Villareal présente l'historique des luttes des Colombiennes pour la conquête de leurs droits politiques, économiques et sociaux, entre 1930 et 1991⁴³.

⁴¹ Doris Lamus Canavate, «La construcción de movimientos latinoamericanos de mujeres/feministas: aportes a la discusión teórica y a la investigación empírica, desde la experiencia en Colombia», *Reflexión Política*, vol.9, n° 18, 2007, p.123.

⁴² Lola Luna & Norma Villareal, *Historia, género y política. Movimiento de mujeres y participación política en Colombia. 1930-1991*. Barcelona, Seminario Interdisciplinar Mujeres y Sociedad – Universidad de Barcelona -, CICYT, 1994, 205p.

⁴³ Un des chapitres de cette seconde partie sera révisé et publié plus tard sous le nom de «El camino de la utopía feminista en Colombia, 1975-1991», dans Magdalena León (compiladora), *Mujeres y participación política: avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1994.

La thèse de doctorat de María Emma Wills, soutenue en 2004 à l'Université du Texas, intitulée *¿Inclusión sin representación?* (2004)⁴⁴, scrute les trajectoires féminines et féministes dans les sphères politiques et académiques. Ce faisant, Wills propose un bilan historique des gains en termes d'équité de genre entre 1970 et 2000. Elle avance une distinction fondamentale entre l'inclusion, «qui implique, de la part des exclu-e-s, de transgresser les frontières et d'être *présent-e* dans des espaces où leurs corps étaient auparavant interdits»⁴⁵ et la représentation, soit la traduction d'intérêts et de valeurs dans le champ politique. Ces deux éléments sont vitaux à la construction d'une citoyenneté féminine. Selon elle, pour la période étudiée, les femmes colombiennes ont atteint un meilleur niveau d'inclusion, mais le niveau de représentation reste minime. Autrement dit, ce n'est pas parce qu'il y a plus de femmes *présentes* dans le milieu académique et politique que s'ensuit l'avancement d'un programme politique engagé pour l'équité de genre.

Certaines auteures optent plutôt pour une approche régionale ou locale pour étudier les *movimientos de mujeres*. C'est le cas du chapitre écrit par Patricia Madariaga dans *Una historia inconclusa*, où l'auteure retrace l'histoire de l'*Organización Femenina Popular* (OFP), qui émerge comme regroupement de ménagères dans les années 1970 dans la région du Magdalena Medio⁴⁶. Rapidement, l'organisation devient une figure de proue dans le militantisme contre la guerre et contre la violence politique exercée par l'État et les paramilitaires, et se conjugue de façon croissante avec une pensée féministe. Madariaga démontre bien comment les particularités locales ont forgé son

⁴⁴ María Emma Wills Obregón, *Las trayectorias femeninas y feministas hacia lo público en Colombia (1970-2000) ¿Inclusión sin representación?*, Doctorate, University of Texas, 2004

⁴⁵ *Ibid.*, p.34.

⁴⁶ Patricia Madariaga Villeras, «La Organización Femenina Popular del Magdalena Medio: logros y conflictos de un movimiento de mujeres», dans Centro de Investigación y Educación Popular (éd.), *op. cit.*, p.389 à 412. Luis Van Isschot se penche aussi sur l'OFP dans son ouvrage *The Social Origins of Human Rights: protesting political violence in Colombia's oil capital, 1919-2010*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2015. L'OFP a fait partie d'un contingent d'organisations populaires dans la défense des droits humains dans la ville colombienne de Barrancabermeja, et a joué un rôle important dans la documentation de la violence politique.

action politique. En effet, ces militantes étaient confrontées beaucoup plus directement aux violences du conflit armé que celles vivant à Bogota, par exemple. Elle met aussi en évidence comment l'identité de l'OFP, «populaire» et en confrontation avec l'État, s'est affirmée dans ses différends avec d'autres organisations de femmes, par exemple avec les organisations féministes «intellectuelles», perçues par l'OFP comme empêtrée dans des questionnements rhétoriques et abstraits ne garantissant par l'avancement réel des droits des femmes. Un autre ouvrage important est celui de Doris Lamus Canavate intitulé *De la subversión a la inclusión*. Il s'intéresse aux *movimientos de mujeres* de seconde vague, en mettant en dialogue des histoires localisées avec les discours internationaux sur les femmes, entre 1975 et 2005. En se penchant sur les régions de la *Costa Caribe* et du *Nororiente*, Lamus insiste sur l'importance de mettre en lumière les apports régionaux au mouvement social des femmes. Dans cet ouvrage, elle avance un argumentaire sur deux plans. Au niveau international, avec la prolifération d'ONG dédiées à la condition féminine, on assiste à une institutionnalisation du discours sur «la femme» qui oriente le programme politique des pays dits «en développement» comme la Colombie. Aux niveaux national et régional, la fin des années 1980 correspond, selon elle, à un glissement du féminisme radical vers une posture libérale, reflétée dans le champ discursif et les pratiques des féministes. Dans ce processus, soutient Lamus, «le discours initial perd sa belligérance et sa radicalité et s'inscrit dans le projet démocratique libéral, manifestement le seul disponible pour articuler les diverses formes de résistance à la subordination»⁴⁷. Elle offre ainsi une réflexion critique sur la captation de revendications locales et la neutralisation de leur potentiel contestataire par les instances internationales soutenues par l'idéal néolibéral.

Ces études régionales contribuent donc à dévoiler les connexions et les échanges qui unissent les initiatives locales de femmes avec les projets nationaux. Elles font aussi ressortir les préoccupations féministes d'une diversité de femmes, et pas uniquement

⁴⁷ Doris Lamus Canavate, *De la subversión a la inclusión: movimientos de mujeres de la segunda ola en Colombia, 1975 - 2005*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2010, p.15.

des femmes blanches, urbaines et de classe moyenne. Autrement dit, l'approche régionale nous informe sur la construction autonome et localisée des mouvements sociaux de femmes, et contribue à faire ressortir le caractère pluriel *des* féminismes colombiens.

1.1.2.3 Féminisme de la seconde vague

Si certaines historiennes brouillent les frontières entre le mouvement social des femmes et le féminisme, d'autres marquent cette distinction et prennent le mouvement féministe comme objet d'étude. Comme le soulève Diana Gómez, le féminisme de seconde vague⁴⁸ a été traité comme un chapitre de l'histoire des mouvements sociaux, et a davantage été scruté dans ses rapports avec le reste de la société que dans ses débats, conflits et dynamiques internes⁴⁹. Pour Gómez, si le féminisme est l'une des expressions du mouvement social des femmes, il importe de rendre compte de ses spécificités.

Définissons d'abord ce qui est entendu dans l'expression *féminisme de seconde vague* : cette catégorie correspond au renouveau féministe qui s'observe dans les années 1960 en Europe et en Amérique du Nord, et plutôt dans les années 1970 en Amérique latine. En rupture avec le féminisme libéral du début du XX^e siècle, orienté vers la conquête du suffrage féminin, les courants féministes de seconde vague remettent en question les constructions culturelles du masculin et du féminin, argumentent que *le privé est*

⁴⁸ La métaphore des «vagues», qui apparaît dans le monde académique au tournant des années 60 pour catégoriser différentes conjonctures du féminisme au XX^e siècle, est contestée par certaines auteures, qui jugent ce concept trop normatif. Nous l'utiliserons tout de même dans le cadre de ce travail, notamment pour son «utilité politique, permettant de décrire une mobilisation jaillissante avec des spécificités nouvelles tout en rendant compte d'un long passé de luttes». Bibia Pavard, «Faire naître et mourir les vagues : comment s'écrit l'histoire des féminismes», *Itinéraires*, 2018, p.12.

⁴⁹ Gómez, *op. cit.*, p.22.

politique, et exigent le plein contrôle de leurs corps en réclamant de nouveaux droits reproductifs et sexuels, comme le droit à l'avortement. En effet, comme l'écrit Wills :

Si les premières féministes du pays se sont battues à partir d'une posture qui respectait les canons de la morale privée/publique de leur temps – jusqu'aux années 60, ni les inclinations naturelles des femmes à la maternité ni leur dévouement au bon fonctionnement du foyer n'étaient remis en question –, les militantes des années 70 exigent des ruptures beaucoup plus catégoriques⁵⁰.

Dans son étude de ce qu'elle appelle l'utopie féministe en Colombie, Norma Villarreal identifie deux sous-périodes pour comprendre ce phénomène, soit de 1975 à 1982, qui correspond à la naissance des nouveaux groupes féministes, et de 1983 à 1991, marqué par de nombreuses tentatives pour sortir le pays du conflit armé qui fait alors rage. Si cette historienne place l'origine de l'autonomisation des groupes féministes en 1975, elle reconnaît l'inscription de ce mouvement dans la tradition militante de la gauche, où s'élabore de façon organique cette réflexion sur la notion de pouvoir patriarcal. Elle souligne aussi la polarisation qui s'opère, durant la première sous-période, entre deux tendances féministes, l'une investie par les féministes autonomes⁵¹, l'autre par les féministes qui continuent de militer dans les organisations ou les partis de la gauche⁵². Dans sa thèse, María Emma Wills propose dans le quatrième chapitre un argument qui complète celui de Villarreal sur les divisions au sein du mouvement féministe. Elle y soutient que la période identifiée comme le renouveau féministe en Colombie, soit la seconde moitié des années 1970, est marquée par une désarticulation entre les femmes en politique, les femmes dans les mouvements sociaux et les femmes féministes. Wills relève que le climat d'extrême polarisation dans ces années rend difficile, au niveau idéologique, pour les féministes de gauche de collaborer avec des femmes libérales ou conservatrices héritières du mouvement suffragiste, et que peu de ponts s'érigent donc

⁵⁰ Wills, *op. cit.*, p.146.

⁵¹ L'appellation «autonomes» ou «indépendantes» désigne les féministes qui se sont distancées des partis de gauche et ont délaissé le double militantisme pour se consacrer à la cause féministe.

⁵² Norma Villarreal, dans Magdalena León (dir.), *op. cit.*, p.181-201.

entre les deux vagues féministes: «Les processus d'accumulation de capital politique qui peuvent se donner entre une génération et la suivante ne fonctionnent pas pour le champ féministe colombien de cette époque»⁵³. Si l'année 1978 est identifiée comme un moment important de convergence des luttes féministes en Colombie pour le droit à l'avortement⁵⁴, Wills conclut que les avancées institutionnelles des droits des femmes dans les années 70 et 80 sont plus dues à la pression internationale et aux recherches féministes dans la sphère académique qu'aux mouvements féministes: «les initiatives de la majorité des mouvements féministes de la deuxième vague laissent leur marque dans la sphère publique, mais en raison de leur propre radicalisme et du désintérêt de beaucoup d'entre eux pour le monde institutionnel, elles ne laissent aucune trace directe dans ce domaine»⁵⁵. Pour Wills, les féminismes colombiens de seconde vague n'ont pas échappé aux mêmes logiques sectaires qui les ont éloignées de la gauche, ce qui a rendu difficile la mise sur pied de luttes communes pour faire avancer l'équité de genre.

Diana Gómez, dans *Dinámicas del movimiento feminista bogotano*, analyse le surgissement, les dynamiques internes et les trajectoires du féminisme radical, ou de seconde vague, dans la ville de Bogota entre 1970 et 1991. Grâce à dix *révélations de vie*, fruit d'entrevues exhaustives menées avec dix féministes, et à l'analyse d'archives variées, elle met en lumière les transformations identitaires vécues par les femmes ayant pris part à cette mouvance contestataire. Reconnaisant, tout comme Villarreal et Wills, que les premiers groupes féministes colombiens apparaissent en 1975, Gómez repousse néanmoins les frontières de cette périodisation canonique, en explorant la route ayant mené certaines femmes à se reconnaître comme féministes : «[...] j'ai voulu partir du début de cette décennie des années 70, pour constater que la formation des groupes féministes a de multiples antécédents, parmi lesquels les trajectoires propres à leurs protagonistes, d'autres luttes sociales, des contextes et de petits

⁵³ Wills, *op. cit.*, p.161.

⁵⁴ *Ibid.*, p.150.

⁵⁵ *Ibid.*, p.171.

processus de réflexion collective de différentes femmes, qui ne sont pas très bien documentés»⁵⁶. Avec cet ouvrage, elle offre la première étude exhaustive sur le mouvement féministe de Bogota dans ses dynamiques internes et à partir de la vision de ses protagonistes. La relation entre la gauche et le mouvement féministe dans ces années occupe une place importante de son analyse, ce qui constitue une exception dans le panorama historiographique. Elle relève que «les structures de genre faisaient partie du quotidien au sein de la gauche» et qu'il y existait «le désir de contrôle patriarcal du corps des femmes»⁵⁷. Elle dévoile aussi comment les femmes ont adressé cette discrimination, soit par la confrontation directe, soit par la rupture avec le groupe, ou encore en tentant d'unir les revendications féministes et de gauche.

Dans un ouvrage collectif de 2018, publié par l'Université Nationale de Colombie, et qui se veut une «plateforme de convergences» sur l'état actuel des études féministes et de genre au pays, Gabriela Castellanos et Katherine Rivera signent un chapitre dans lequel elles relient l'évolution du mouvement féministe dans la ville de Cali avec les moments historiques majeurs de la trajectoire nationale. Ces dernières, tout comme Wills, relèvent que les nombreux épisodes de rejets mutuels et mécontentes entre féministes empêchèrent la formation d'alliances stratégiques⁵⁸. Castellanos et Rivera mettent aussi en lumière l'influence du néolibéralisme sur la trajectoire des féminismes à partir des années 1980. Elles démontrent que le caractère perpétuel de la violence en Colombie a «monopolisé» l'agenda féministe au pays, au point de noyer ses revendications sociales, politiques et culturelles dans le mouvement pacifiste pour la défense des victimes du conflit armé⁵⁹.

⁵⁶ Gómez, *op. cit.*, p.13.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 199 et 200.

⁵⁸ Par exemple, alors qu'a lieu le *Primer Encuentro Feminista de América Latina y del Caribe* en juillet 1981 à Bogotá, les femmes militant au sein de partis politiques et les universitaires sont exclues.

⁵⁹ Gabriela Castellanos Llanos & Katherine Eslava Rivera, «Hacia una historia del feminismo en Colombia: de las certezas sufragistas a las incertidumbres de hoy. El caso de Cali» dans Franklin Gil Hernández et Tania Pérez-Bustos (dir.), *Feminismos y Estudios de Género en Colombia. Un campo académico y político en movimiento*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2018, p.68.

Que nous apprend cette littérature sur les mouvements de femmes et les féminismes de seconde vague? La période visée par le présent projet de recherche, soit la fin des années 1970, correspond à un moment crucial dans l'histoire du féminisme colombien. C'est dans ces années que les femmes commencent à s'organiser en mouvements autonomes, bien souvent en rupture avec une gauche qui les a déçues. Malgré de nombreuses mésententes ayant freiné l'action concertée dans l'arène institutionnelle, et sans échapper aux mêmes logiques puritaines qu'elles ont reprochées à la gauche, ces féministes ont convergé dans la lutte pour le droit à l'avortement libre et gratuit. Le féminisme de seconde vague s'exprime d'abord principalement parmi les femmes de la classe moyenne et les universitaires. Il prend forme dans des expériences et des réflexions, «comme de multiples et simultanées prises de conscience»⁶⁰, et il est ancré dans la mouvance contestataire de gauche qui caractérise ces années. La praxis féministe, alors en formation, est liée de façon certes conflictuelle, mais également fondamentale, aux gauches colombiennes. Pour reprendre les mots de Gómez, pour ce qui est de la gauche colombienne, «le féminisme de la seconde vague y a contribué, en même temps qu'il s'en est nourri»⁶¹.

1.1.3 Conclusion du bilan

Cette recherche mobilise donc les champs historiographiques sur la gauche et sur le féminisme de seconde vague en Colombie. Nous espérons, sur un premier plan, contribuer à une littérature qui se construit à l'intersection de ces deux champs, soit celle sur les relations entre les féminismes et les gauches. En effet, comme nous l'avons vu, ces relations ont été peu étudiées dans l'histoire de la Colombie. Si quelques auteur-e-s, dont Archila, ont entamé des réflexions fécondes sur le sujet, ces relations sont

⁶⁰ Villarreal, dans León (dir.), *op. cit.*, p.182.

⁶¹ Gómez, *op. cit.*, p.192.

rarement au centre de l'analyse historique. Une exception notable est l'ouvrage de Diana Gómez, qui sert de point d'ancrage à notre projet de recherche.

La littérature sur le féminisme de seconde vague en Colombie nous apprend que celui-ci a une trajectoire intimement liée à celle de la gauche dans ses débuts. Les premières féministes se nourrissent des théories marxistes et révolutionnaires qui révèlent les mécanismes d'oppression de classe, et élargissent ce raisonnement à leur expérience de genre et à leur vie privée. De son côté, l'historiographie sur la gauche démontre que cette dernière a eu tendance à subordonner les luttes sociales, qu'elle percevait «comme des courroies de transmission d'un projet partisan»⁶², et à perpétrer des rapports de pouvoir basés sur la domination masculine. On sait également qu'initialement, elle a identifié le féminisme comme un projet intellectuel bourgeois, impérialiste et polarisant. Ces dynamiques identifiées par l'historiographie partent *de* la gauche pour aller *vers* le féminisme. Dans cette recherche, c'est plutôt le contraire qui nous intéresse, c'est-à-dire que nous cherchons à comprendre comment et en quoi le mouvement féministe a contribué à la gauche. Sans nier les dynamiques de pouvoir et de domination à l'œuvre dans ces relations complexes entre les gauches et les féminismes, et auxquelles nous porterons attention, nous croyons important d'appréhender ces relations par le biais des processus de négociations qui les composent. En revanche, signalons qu'en s'intéressant à une revue basée à Bogota, cette recherche ne peut prétendre contribuer à mettre en lumière la pluralité des féminismes colombiens, ni les apports des mobilisations des femmes des quartiers populaires urbains et des milieux ruraux, ou des femmes afro-colombiennes et autochtones. En effet, les militantes féministes qui acquièrent une visibilité dans *Alternativa* sont pour la majeure partie des femmes blanches qui évoluent dans les sphères des classes moyennes, universitaires et urbaines.

⁶² Wills, *op. cit.*, p.160.

Sur un second plan, cette recherche s'inscrit dans le champ historiographique sur la gauche colombienne. D'une part, revisiter l'histoire de la gauche à la lumière du genre permet de réexaminer le fondement des prétentions révolutionnaires de ces groupes. Comme l'ont relevé les historiennes, «[w]hen viewed from the perspective of gender politics, in other words, the revolutionary experiments of twentieth-century Latin America appear less radical»⁶³. D'autre part, étudier l'impact d'un mouvement social et d'un projet intellectuel comme le féminisme sur une entité politique aussi vaste que la gauche rend plus transparents les mécanismes par lesquels des acteurs sociaux forgent et construisent ces entités de l'intérieur.

1.2 Problématique

Il apparaît maintenant clair que les antagonismes sont nombreux au sein de la gauche colombienne et des mouvements féministes dans les années qui nous intéressent. Ces conflits sont inhérents à n'importe quel groupe politique qui, malgré une idéologie structurante qui apparaît cohérente, est composé d'êtres humains porteurs d'une agentivité qui elle, s'exprime dans des actions et des discours, et qui est loin d'être toujours alignée avec cette dite idéologie structurante. L'exemple des «doubles militantes», ces féministes qui militent au sein de la gauche pour mieux y confronter les pratiques sexistes, illustre comment les conflits ne se traduisent pas nécessairement en ruptures. Les conflits ont été constitutifs des gauches et les ont traversés en permanence. Dans un article de 2018, l'historien Ricardo López propose justement de prendre ces divergences pour objet d'étude dans l'histoire de la gauche colombienne :

⁶³ Nara Milanich, «Women, Gender, and Family in Latin America, 1820-2000», dans Thomas H. Holloway (éd.), *A Companion to Latin American History*, Malden, Blackwell Pub, 2008, p.471.

Je propose donc une approche qui historicise les luttes pour différentes visions du changement social parmi les différents mouvements politiques et sociaux – et leur multiplicité d’acteurs - au sein de la gauche; luttes à travers lesquelles se construisirent, se contestèrent, se disputèrent, se hiérarchisèrent et se légitimèrent des positions hégémoniques de classe, des visions racistes de la société, des présents violents pour des futurs imaginés et des hiérarchies de genre⁶⁴.

Au lieu de concevoir les gauches colombiennes comme des entités rigides, utopiques et cohérentes, et d’occulter ses conflits moins spectaculaires, tentons, à l’invitation de López, de comprendre les désorganisations et les contradictions inhérentes à leur constitution et à leur cohabitation avec les mouvements sociaux, pour en produire des narrations plus hétérogènes. Notre recherche, en étudiant la façon dont les féministes portant des revendications de genre ont remis en question les pratiques et les discours d’une gauche de laquelle elles faisaient bien souvent partie, contribuera, nous l’espérons, à pluraliser les récits historiques de la gauche colombienne.

À la lumière de cette prémisse et des enjeux soulevés par l’historiographie, la problématique de ce mémoire est la suivante : De quelle manière les féminismes ont-ils contribué à remettre en question, transformer et construire les gauches colombiennes entre 1974 et 1980? Des interrogations plus précises permettront d’apporter des éléments de réponse : quels furent les effets de la consolidation des discours féministes sur la gauche politique en Colombie? De quelle manière se déploient les tensions inhérentes à la rencontre entre les revendications de genre et les revendications de classe au sein des nombreux débats idéologiques qui déchirent la gauche à l’époque? Finalement, comment les termes de ces débats évoluent-ils pendant la période étudiée?

Nous porterons une attention particulière au débat sur les droits reproductifs des femmes, l’historiographie pointant 1978 et 1979 comme d’exceptionnelles années de convergence féministe dans la lutte pour le droit à l’avortement. Par ailleurs, puisque certains groupes de la gauche considéraient alors la contraception comme un outil

⁶⁴ López, *loc. cit.*, p.305.

impérialiste de contrôle des populations, ce débat est révélateur des antagonismes entre les luttes politiques de classe et de genre. Si cette question nous intéresse particulièrement, nous ne mettrons toutefois pas de côté les autres enjeux féministes.

Puisque la source que nous analysons est une presse de gauche, la revue *Alternativa*, il sera révélateur de voir quels enjeux féministes sont débattus, minimisés ou réduits au silence. Autrement dit, nous pourrions voir sous quelles conditions une revue de gauche entendait permettre ou non le déploiement de la pensée féministe dans son discours. Nous voulons ainsi vérifier si la force croissante du mouvement féministe en Colombie lors de la seconde moitié des années 1970 est reflétée dans l'évolution discursive et iconographique de la revue *Alternativa*. Cette évolution fournira des indices sur les changements subis dans l'idéologie de la revue suite à ses interactions avec le militantisme féministe. De cette façon, nous espérons pouvoir déchiffrer l'articulation des rapports de pouvoir entre les féminismes et les gauches.

1.3 Sources et méthodologie

La base documentaire de ce travail repose sur la consultation des 257 numéros de la revue *Alternativa*, publiée entre février 1974 et mars 1980, disponibles dans les archives de la Bibliothèque Nationale de Colombie. Fondée en 1974 à Bogota par un groupe d'intellectuels de la gauche marxiste, *Alternativa* se donne comme mission de participer à l'effort pour unifier la gauche et tous les courants d'opposition au régime politique. En effet, alors que les pratiques divisionnistes sont à l'époque monnaie courante, *Alternativa* s'inscrit à contre-courant dans une orientation unitaire, et tient à ne pas tomber dans le sectarisme qui caractérise d'autres publications militantes. Elle représente ainsi une gauche *non orthodoxe*, c'est-à-dire non conforme à un dogme ou à un courant international du socialisme ou du communisme (maoïsme, léninisme et

trotskyisme, par exemple). D'abord publiée de façon bimensuelle, puis hebdomadaire dès avril 1975, la revue était distribuée partout en Colombie, mais aussi à l'international parmi les réseaux de la gauche. La moyenne de copies en circulation pour chaque numéro tourne autour de 10 000 copies. Par le biais d'un journalisme d'enquête, l'accent était mis sur les luttes sociales invisibilisées par la presse dominante et sur une critique acerbe des pouvoirs impérialistes et capitalistes. L'ouverture idéologique de la revue, à la fois aux différentes expressions de la gauche et aux revendications de mouvements sociaux comme le féminisme, offre un terrain d'analyse adéquat pour mieux comprendre les interactions entre les discours féministes et les postures de gauche en Colombie.

Notre recherche s'inscrit dans le cadre spatio-temporel de la Colombie entre 1974 et 1980. Nous porterons tout de même attention aux conjonctures internationales, puisque les gauches et les féminismes colombiens se sont construits en dialogue avec leurs homologues latino-américains. La temporalité précise qui nous intéresse, février 1974 à mars 1980, est délimitée par les bornes de publication de la revue *Alternativa*. Cette période s'avère tout à fait adaptée à l'étude de l'histoire de la gauche colombienne, comme nous le verrons dans le prochain chapitre. Elle encadre bien cette sorte d'interlude de l'espoir révolutionnaire pour la gauche en Colombie, avant que les groupes armés, guérillas de gauche et groupes paramilitaires de droite, étendent substantiellement leurs opérations dans la décennie 1980. Il s'agit aussi d'une période privilégiée pour étudier l'émergence des féminismes colombiens de la seconde vague.

Pour mieux comprendre l'incidence du féminisme sur l'évolution de la gauche en Colombie à la fin des années 1970, nous ferons une analyse en deux temps de la revue. Dans un premier temps, nous ferons une analyse discursive des articles, en portant une attention particulière à ceux qui abordent la question du féminisme comme tel ou alors les débats qui touchent de près ou de loin aux droits reproductifs des femmes. Nous voulons voir quels principes féministes gagnent en acceptabilité pour la période

étudiée, ceux qui sont soumis aux débats les plus virulents, ou encore ceux qui éveillent les anxiétés propres à la gauche colombienne de la fin des années 1970. Il nous intéresse aussi de voir comment ces éléments sont réappropriés et transformés dans le discours révolutionnaire, et si la conjoncture politique a un impact sur ces mutations.

Dans un second temps, nous ferons une analyse iconographique en rassemblant des caricatures, principalement, et des photographies présentes dans *Alternativa*. Les caricatures sont un matériel intéressant, car elles constituent une sorte de miroir déformant sur des enjeux de l'époque. Cette déformation en soi nous renseigne sur l'image mentale et métaphorique que se fait cette gauche, de soi et de l'autre⁶⁵. Puisque ces caricatures ont été acceptées pour la publication, et sont donc endossées par le comité éditorial d'*Alternativa*, presque exclusivement masculin, dans des circonstances politiques précises, elles mettent en évidence des idéologies et des représentations identitaires de la gauche. Nous voulons comprendre, par l'analyse de ces images, l'imaginaire social de la gauche et l'évolution des représentations de genre pour la période étudiée. La section *Cartas del lector* (Lettre du lecteur), une rubrique de la revue qui laisse la parole aux lecteurs et aux lectrices, pourra nous renseigner sur la réponse du lectorat à ces représentations. Elle nous permettra d'étudier, dans une moindre mesure, la réception de ces caricatures et images.

⁶⁵ Peter Burke, *Eyewitnessing: the uses of images as historical evidence*, Ithaca, Cornell University Press, 2001. p.30.

CHAPITRE II

HISTOIRE ET TRAJECTOIRE IDÉOLOGIQUE DE LA REVUE *ALTERNATIVA*

*Il n'est pas facile en Colombie d'ouvrir une fenêtre par laquelle entre le vent frais d'une pensée de gauche. Cet effort est ALTERNATIVA [...]*¹.

C'est ainsi que se présente *Alternativa* à ses lecteurs et à ses lectrices dans son premier numéro, publié en février 1974, annonçant d'entrée de jeu son ambition d'inscrire la pensée de gauche dans les médias colombiens. *Alternativa* naît dans une conjoncture historique bien précise: la fin de la période du Front National (1958-1974), un accord passé entre les partis libéral et conservateur pour le partage et l'alternance du pouvoir aux quatre ans. Cet arrangement institutionnel a mis un terme aux effusions partisans de brutalité de la période de *La Violencia* (1946-1958)² et mis fin à l'autoritarisme de la dictature du général Gustavo Rojas Pinilla (1953-1957)³. Il a en même temps consolidé la relation entre l'État et l'élite économique et signifié l'exclusion de toute

¹ Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 1, 15-28 février 1974, p.1.

² La période de *La Violencia* correspond au conflit entre libéraux et conservateurs et leurs bandes armées respectives, galvanisé par l'assassinat du caudillo libéral Jorge Eliecer Gaitan en 1948. Le nom de la période fait écho à la radicalisation et à la dégradation de la confrontation et à l'ampleur des atrocités et violences commises. Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación (éd), *¡Basta ya! Colombia, memorias de guerra y dignidad*, Bogotá, Centro Nacional de Memoria Histórica, 2013, p.112 à 115.

³ Le règne de Rojas Pinilla sera l'unique période de dictature militaire au XX^e siècle en Colombie.

force politique distincte des deux grands partis⁴. Le Front National correspond donc à une démocratie à géométrie variable, où la dissidence politique est réprimée par un appareil militaire qui gagne en autonomie sous l'anticommunisme idéologique virulent du contexte de la Guerre froide⁵. L'usage de la force contre les civils, bien que plus modéré que dans la période de *La Violencia*, y demeure à des niveaux extrêmes⁶. «Il est difficile de trouver une quelconque dictature dans le monde aujourd'hui qui a déployé de manière aussi stable des niveaux de violence aussi meurtriers contre sa propre population»⁷, avance même l'historien Francisco Gutiérrez. À l'aube de l'année 1974, alors que se dessinent à l'horizon les premières élections libres des restrictions du Front National au pays depuis plus de vingt ans, l'espoir d'une ouverture démocratique, garante du respect des droits et libertés de tous, est actif en Colombie.

C'est dans un tel contexte que la revue *Alternativa* voit le jour. Trois groupes d'intellectuels qui s'inscrivent dans des champs distincts, soit la recherche académique, la sociologie et le journalisme, convergent pour propulser le projet intellectuel d'une revue de gauche et de masse. Si ces trois acteurs, comme nous le verrons, peinent à définir par consensus le rôle et la ligne éditoriale que doit prendre *Alternativa*, ils s'entendent sur le slogan à accoler à la revue : *Atraverse a pensar es empezar a luchar* («Oser penser, c'est commencer à lutter»). La réflexion est un tremplin vers l'action, soulignent par cette devise les fondateurs de la revue. Le succès d'*Alternativa* est rapide et inédit pour une publication de gauche, à l'époque. En l'espace de ses quatre premiers numéros, elle triple son tirage en passant de 10 000 à 30 000 copies⁸. Initialement

⁴ Marc W. Chernick et Michael F. Jiménez, «Popular Liberalism, Radical Democracy, and Marxism: Leftist Politics in Contemporary Colombia, 1974-1991», dans Barry Carr et Steve Ellner (dir.), *The Latin American left: from the fall of Allende to Perestroika*, Boulder: London, Westview Press, 1993, p.63-64.

⁵ Marco Palacios, *Between legitimacy and violence: a history of Colombia, 1875-2002*, Durham, Duke University Press, 2007, p.170-171.

⁶ Francisco Gutiérrez-Sanín, *El orangután con sacoleva. Cien años de democracia y represión en Colombia (1910-2010)*, Bogotá, IEPRI, 2014, p.118-166.

⁷ *Ibid.*, p.434.

⁸ Fiche publicitaire, *Alternativa*, n° 4, 1-15 avril 1974, p.1.

publiée de façon bimensuelle, *Alternativa*, forte de sa popularité, devient une publication hebdomadaire dès avril 1975.

Ce chapitre vise d'abord, de façon générale, à présenter l'histoire de la revue *Alternativa* en dialogue avec l'histoire de la gauche colombienne dans la seconde moitié de la décennie 1970. De façon spécifique, il vise à mettre en lumière l'évolution idéologique de la revue dans ses six années d'existence, de février 1974 à mars 1980. Il démontrera que de nombreux questionnements politiques et identitaires ponctuent son histoire, forçant une redéfinition de son engagement au sein de la gauche et de la société colombienne. Pour ce faire, nous nous intéresserons principalement aux discours mis de l'avant par le comité éditorial (ou comité de rédaction) d'*Alternativa*, en particulier lorsque ce dernier s'exprime sur le rôle de la revue, sur l'état de la gauche, et sur les luttes populaires en Colombie. Dans la première section, nous nous pencherons sur la première phase de publication d'*Alternativa*, allant de février 1974 à décembre 1976. Nous y retracerons la politique éditoriale de la revue et les antagonismes présents au sein du comité éditorial. Par la suite, nous nous concentrerons sur la période que nous comprenons comme un point de bascule dans la trajectoire idéologique de la revue, allant de mai 1977 à mars 1978. *Alternativa* abandonne alors sa posture de neutralité face au processus électoral et entame une réflexion critique sur l'avenir de la gauche au pays. Nous terminerons par l'examen de la dernière phase de publication d'*Alternativa*, allant de mars 1978 à mars 1980. Lors de ces deux dernières années, la revue tente de penser l'articulation des luttes populaires à la gauche de façon plus inclusive et démocratique. Elle participe alors à la formation et à la promotion d'une alliance large, démocratique et populaire de la gauche, le mouvement *Firmes*, et valorise une forme de travail politique conforme à ses nouvelles valeurs.

2.1 Émergence et débuts d'*Alternativa* (1974-1976)

Dans cette section, nous nous pencherons sur la fondation et le contexte d'émergence de la revue *Alternativa*, de février 1974 à décembre 1976. Les débuts de la revue sont d'abord marqués par une certaine instabilité. Les fondateurs s'entendent sur le fait que la revue doit mener une lutte idéologique contre le système, mais pas sur les façons concrètes par lesquelles ce rôle doit se matérialiser. Ces différends viendront rapidement miner la cohésion du groupe et fragiliser la politique éditoriale d'*Alternativa*. Dans ses premières années d'édition, la revue tente donc de se modeler une philosophie politique cohérente au milieu de ces remous idéologiques, et réussit, malgré tout, à se constituer en contre-pouvoir à la domination des grands médias traditionnels.

2.1.1 Les trois groupes fondateurs

Si le premier numéro de la revue est publié en 1974, l'idée pour le projet d'une publication de gauche naît l'année précédente, comme en témoigne l'incorporation de la société *Alternativa* en novembre 1973⁹. Trois groupes, héritiers de différentes perspectives intellectuelles, deviennent le moteur de la conception, de l'organisation et du financement de la revue¹⁰. Avant même que ne soit publiée la revue, l'absence de consensus entre ces trois groupes sur l'approche journalistique à privilégier met la table pour le déploiement de conflits au sein du comité éditorial.

⁹ Carlos G. Agudelo, *Daring to Think is Beginning to Fight: The History of Magazine Alternativa, Colombia, 1974-1980.*, Doctorate, University of Maryland, 2007, p.63.

¹⁰ *Ibid.*, p.57 à 64.

Le premier groupe est constitué de chercheur-e-s œuvrant dans la sphère académique, avec en tête Bernardo García, un économiste formé en Belgique. Admirateur du magazine socialiste français *Le Nouvel Observateur*, García avait déjà de l'expérience dans l'édition de publications de gauche¹¹. La *Fundación Rosca de Investigación y Acción Social* (groupe La Rosca), mené par le sociologue Orlando Fals Borda¹², forme le second noyau fondateur d'*Alternativa*. Adeptes de la recherche-action participative, une approche militante de la recherche en sciences sociales qui combine recherche empirique et activisme, c'est à travers ce prisme analytique que les membres de La Rosca pensent le rôle d'*Alternativa*. La revue doit outiller les classes populaires, croient-ils, afin qu'elles puissent par elles-mêmes confronter le système et changer leurs conditions de vie. L'éducation populaire étant au cœur de sa pratique¹³, La Rosca entend créer une publication à l'image de ce militantisme, qui informe sur l'histoire des luttes populaires et utilise un langage accessible, loin du vocabulaire technique des intellectuel-le-s. Le troisième groupe fondateur est composé des journalistes et artistes réunis au sein de la *Fundación Pro Artes Gráficas*, un organisme soutenant les communautés marginalisées par le biais de projets culturels. Le journaliste Enrique Santos Calderón, membre de l'une des familles les plus puissantes du paysage médiatique colombien¹⁴, en est à la tête. Santos convaincra Gabriel García Márquez,

¹¹ Avec une publication intitulée *Alternative*, qui circulait parmi les étudiant-e-s latino-américain-e-s en Belgique, et le *Boletín de Estadísticas*, une revue de vulgarisation économique de Bogota. *Ibid.*, p.58.

¹² Fals Borda (1925 – 2008) a fondé, avec le prêtre révolutionnaire Camilo Torres, le département de sociologie à l'Université Nationale de Colombie en 1959. Il est aussi l'auteur d'ouvrages majeurs, comme *La Violencia en Colombia* (1962) avec Eduardo Umaña et Germán Guzmán et des quatre tomes d'*Historia Doble de la Costa* (1979, 1981, 1984, 1986). Il est l'un des principaux théoriciens de la recherche-action participative en sociologie. L'apport épistémologique de Fals Borda aux sciences sociales est majeur, surtout dans les domaines des droits humains et de l'éducation populaire. Jaffe Dilean Robles Lomeli et Joanne Rappaport, «Imagining Latin American Social Science from the Global South: Orlando Fals Borda and Participatory Action Research», *Latin American Research Review*, vol. 53, n° 3, septembre 2018, p.607.

¹³ Très impliqué dans le mouvement paysan du début des années 1970, La Rosca produisait notamment du matériel éducatif, organisait des ateliers d'éducation populaire, et fournissait des ressources légales aux militant-e-s impliqué-e-s dans ce mouvement. La Rosca collaborera étroitement avec la branche radicale de l'*Asociación Nacional de usuarios campesinos* (ANUC), la plus grande association paysanne dans l'histoire du pays. *Ibid.*, p.598.

¹⁴ Les Santos possèdent le quotidien national *El Tiempo*, journal le plus lu au pays. Enrique Santos est également le frère de l'ancien président colombien Juan Manuel Santos (2010-2018).

surnommé Gabo, de se joindre au projet. L'auteur jouissait alors d'un prestige national et international suite à la publication de son célèbre roman *Cent ans de solitude* (1967). Santos et Gabo avaient collaboré, plus tôt en 1973, à la mise sur pied du *Comité de Solidaridad con los Presos Políticos* (CSPP), un organisme consacré à la défense des droits des prisonniers politiques.

2.1.2 Politique éditoriale et philosophie d'*Alternativa*

Le premier numéro d'*Alternativa* est publié en février 1974. En première page figure, à côté de la table des matières, la *Carta al lector* (lettre au lecteur). Cette section, où le comité éditorial s'adresse directement à son lectorat, demeurera une constante dans l'évolution de la structure de la revue. D'entrée de jeu, le comité accuse la presse dominante d'être un instrument au service des élites politiques :

La concentration progressive des médias dans les mains des détenteurs du pouvoir politique et économique a permis à cette minorité de cacher, de déformer et d'accommoder à sa guise les grands événements nationaux. [...] ALTERNATIVA cherche à contrer la désinformation systématique des médias du système et s'engage à servir tous les secteurs de la gauche colombienne de manière pratique, politique et pédagogique¹⁵.

Face à la désinformation des «médias du système», *Alternativa* se donne pour tâche de corriger et démentir la façon dont est rapportée l'actualité par ces derniers. L'idée n'est pas, précisent-ils, de supplanter «la presse syndicale et partisane développée par les forces de gauche», mais plutôt «de la compléter à un niveau nécessairement différent : celui de l'opinion publique»¹⁶. À titre d'exemple, la revue sera à l'avant-plan de la

¹⁵ Tous les extraits de la revue cités dans le présent mémoire sont des traductions libres de l'espagnol au français. Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 1, 15-28 février 1974, p.1.

¹⁶ Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 4, 1-15 avril 1974, p.1.

divulgarion des preuves de cas de violations des droits humains au pays¹⁷, une réalité alors occultée par la presse dominante et systématiquement niée par les gouvernements. Ces violations – torture, détentions arbitraires, évictions des terres et déplacements forcés – étaient rendues possibles par les dispositions légales activées un état d’«exception» quasi permanent¹⁸. *Alternativa* exposera les mécanismes de cette violence d’État, ayant un accès privilégié aux enquêtes du Comité de Solidarité avec les prisonniers politiques¹⁹, mais aussi à celles du Tribunal Russell sur l’Amérique latine²⁰, sur lequel siégeait García Márquez.

À cet objectif de i) *contre-information* s’en ajoutent trois autres qui viennent compléter la politique éditoriale d’*Alternativa*. D’abord, la revue s’engage à ii) *enquêter sur la réalité nationale* et à en divulguer les résultats dans un format accessible et pratique. Ensuite, elle entend iii) *faire connaître les luttes populaires* «des travailleurs, des

¹⁷ Ce sujet fera souvent les manchettes de la revue. Voir, par exemple, les reportages «La tortura. Una macabra ciencia de gobierno», *Alternativa*, n° 15, 2 septembre 1974, p.5 à 7, et «El año de la tortura», *Alternativa*, n° 244/245, 20 décembre 1979 – 10 janvier 1980, p.8 à 12.

¹⁸ Les classes politiques colombiennes ont constamment utilisé le spectre de la criminalité et de la subversion pour circonscrire les libertés civiles. La Colombie vécut, entre 1949 et 1990, plus de 30 ans sous des décrets d’État de siège. Ces décrets «d’exception» transféraient des pouvoirs extraordinaires à l’exécutif, restreignaient la liberté d’expression et de rassemblement (imposant du même coup des restrictions aux grèves et manifestations), autorisaient la mise sur pied de tribunaux militaires pour juger les citoyens «subversifs», imposaient la censure aux médias, etc. «Although formally Colombia was a civilian democracy, «reason of state» trumped civil rights». Catherine C. Legrand, «Legal narratives of Citizenship», *Citizenship Studies*, vol. 17, n° 5, 2013, p.543.

¹⁹ Un important rapport du CSPP, qui détaille les mécanismes répressifs et les actes de violence commis par l’État et les forces militaires pendant la période du Front National, sera publié en 1974 sous la forme d’un ouvrage intitulé «Le livre noir de la répression». L’ouvrage est pionnier dans son emploi du langage des droits humains. Voir Comité de Solidaridad con los Presos Políticos, *El libro negro de la represión: Frente Nacional, 1958-1974*, Bogotá, Comité de Solidaridad con los Presos Políticos, 1974.

²⁰ Le Tribunal Russell est un tribunal d’opinion fondé en 1966 par Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre pour investiguer les crimes de guerre étatsuniens au Viêt-Nam. Un second tribunal est constitué en novembre 1973 pour enquêter sur les violations des droits humains en Amérique latine. En février 1976, la dernière session du tribunal à Rome condamne les gouvernements de onze pays pour violation graves des droits humains (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Guatemala, Haïti, Nicaragua, Paraguay, République Dominicaine et Uruguay). Si les régimes dictatoriaux sont condamnés pour «crimes contre l’humanité», le gouvernement colombien est accusé «d’exercer une répression constante» sur la population et d’ainsi violer de nombreuses règles du droit national et international. Voir le reportage «Colombia en el banquillo», *Alternativa*, n° 67, 26 janvier – 2 février 1976, p.22-23.

paysans, des étudiants, des enseignants et des autres secteurs»²¹, dont l'expression est très limitée dans ce qu'elle appelle la «grande presse». Finalement, la revue veut iv) *contribuer à l'unité de la gauche*, qui est alors très divisée, autant dans ses incarnations syndicales que politiques. Elle «n'encourage pas le sectarisme politique [...], mais ne propose pas non plus une unité idyllique», précise le comité éditorial, qui espère plutôt favoriser la consolidation des forces de la gauche en offrant des conditions favorables à un «débat sain et ouvert»²².

2.1.3 La question électorale : une plateforme impartiale des voix de la gauche

Les premiers numéros d'*Alternativa* sont publiés à la veille des élections présidentielles d'avril 1974, celles-là mêmes qui mettent fin au long règne du Front National. L'épineux débat sur la question électorale prend donc une place importante dans les pages de la revue. Deux candidat-e-s de la gauche se présentent à ces élections: María Eugenia Rojas à la tête de l'*Alianza Nacional Popular* (ANAPO)²³, qui promet un «socialisme à la colombienne», et Hernando Echeverri pour l'*Unión Nacional de Oposición* (UNO), une coalition de partis de la gauche. Est-ce souhaitable de se rendre aux urnes pour appuyer ces candidat-e-s, et profiter de la conjoncture électorale pour faire connaître le projet politique de la gauche au plus grand nombre? Doit-on se ranger du côté de l'abstentionnisme, et refuser d'alimenter l'instrument idéologique qu'est la

²¹ Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 4, 1-15 avril 1974, p.1.

²² *Ibid.*

²³ L'ANAPO est fondé en 1961 par l'ex-président et dictateur Gustavo Rojas Pinilla. Ce dernier passe près, sous fond de large mobilisation populiste, de l'emporter sur le candidat du Front National Misael Pastrana aux élections du 19 avril 1970, qui furent perçues par les partisans de l'ANAPO comme une fraude électorale. La guérilla du *Movimiento 19 de abril* (M-19) se dénomine en référence à cette élection «volée» par l'establishment du Front National. Elle rompt avec le parti vers 1976 pour se consacrer à la lutte armée. María Eugenia Rojas est la fille du général Rojas Pinilla.

démocratie bourgeoise? Voilà des questionnements et des débats qui animent vivement les différentes organisations de la gauche en Colombie.

«[L]a revue ne donne pas de ligne [de conduite], car elle n'est pas un groupe politique, et ne prétend pas en être un»²⁴, rappelle l'éditorial d'*Alternativa* de mars 1974 aux lecteurs exigeant une prise de position sur les élections. Cette position de neutralité découle d'un raisonnement double. D'une part, le comité éditorial avance que la revue n'a pas pour but de prêcher en faveur ou contre les élections. Elle a plutôt pour ambition de permettre l'exploration des méandres de ce débat et l'expression des différentes postures progressistes sur la question, demeurant fidèle à son objectif de nourrir l'unité et le dialogue au sein de la gauche. Plutôt que de prescrire une marche à suivre, le comité espère créer une plateforme au sein de laquelle les forces de gauche débattront des élections. Aussi prend-il soin de dédier les numéros suivants à cet effet. Ils citent :

Nous cherchons ainsi à clarifier, à approfondir une discussion à laquelle tous les mouvements révolutionnaires colombiens participent – directement ou indirectement. L'idée est de clarifier les divergences et les convergences dans cette polémique nécessaire, dont nous reconnaissons tous qu'elle ne reflète pas le problème fondamental de la lutte pour la construction du socialisme²⁵.

D'autre part, comme l'extrait précédent l'illustre, les éditeurs ne considèrent pas les élections comme un enjeu primordial. Ils les qualifient de «polémique nécessaire», certes, mais *Alternativa* affiche clairement une tiédeur face à la stratégie électorale. Dans les deux numéros suivant cet éditorial de mars 1974, la revue expose la position de tous les groupes incontournables de la gauche sur les élections, en passant des guérillas aux partis politiques, dans une série d'articles intitulée «Élections ou abstention?»²⁶. Elle accorde par le fait même une importance égale aux positions

²⁴ Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 3, 16-31 mars 1974, p.1.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Les différents groupes de la gauche qui s'exprimeront sur la question électorale, dans les numéros 4 et 5, défendront des positions variées. Le *Movimiento Obrero Independiente y Revolucionario* (MOIR), le Parti Communiste et la guérilla des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC) appellent

proélections et abstentionnistes. Son engagement pour la neutralité l'amène à faciliter l'expression des opinions plurielles des différents groupes de la gauche, sans jamais elle-même prendre position.

C'est le libéral Alfonso López Michelsen, misant sur son image progressiste²⁷, qui remporte les élections avec 56,3% des voix. Si López est porté au pouvoir par un large support populaire pour son programme réformiste, pour *Alternativa*, ce résultat est une «victoire électorale des oligarchies [...] aux dépens des illusions démocratiques encore puissantes d'une grande partie des masses populaires»²⁸. L'avenir leur donnera raison. Comme nous le verrons dans la seconde section, la gouvernance de López ne marquera pas d'authentique rupture d'avec les dynamiques politiques héritées du Front National.

2.1.4 La stabilité précaire d'*Alternativa*

Tout au long de son histoire, la revue *Alternativa* voit sa stabilité menacée de façon presque constante. Cette précarité est alimentée par de nombreuses menaces venant de l'externe, en passant des pressions économiques aux limitations imposées à la liberté de presse. Or, des dynamiques internes ébranlent aussi avec force l'équilibre de la revue, particulièrement les conflits au sein du comité éditorial entre février 1974 et octobre 1976. Si l'objectif de favoriser l'unité de la gauche, comme nous l'avons vu,

à la «convergence de toutes les formes de luttes» et se rangent derrière le candidat de l'UNO. La guérilla du *Movimiento 19 de abril* (M-19) se range sans surprise derrière la candidate de l'ANAPO. Le *Bloque Socialista* ne juge pas la participation électorale prioritaire, sans défendre une ligne abstentionniste dure. Les guérillas de l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN) et de l'*Ejército Popular de Liberación* (EPL) rejettent le processus électoral. Voir la série d'articles «¿Elecciones o abstención?», *Alternativa*, n° 4, 1-15 avril 1974, p.6 à 8 et *Alternativa*, n° 5, 16-30 avril 1974, p. 4 à 7.

²⁷ López Michelsen fonde le *Movimiento Revolucionario Liberal* (MRL) au début des années 1950, mouvement politique d'opposition au Front National. Il est aussi le fil de l'ex-président libéral Alfonso López Pumajero (1934-1938; 1942-1946), le président le plus réformiste de l'histoire du pays.

²⁸ «Victoria de una ilusión», *Alternativa*, n° 6, 1-15 mai 1974, p.2.

est au cœur de la mission d'*Alternativa*, et sujet d'une constante préoccupation, il sera également celui que le comité éditorial aura le plus de difficulté à incarner et à honorer.

2.1.4.1 Une publication subversive : les menaces externes

D'abord, les soucis financiers ponctuent les six années d'édition d'*Alternativa*. Ne jouissant pas des revenus publicitaires que les autres périodiques pouvaient tirer, la revue connaît de nombreux déficits liés à l'inflation et à l'augmentation des coûts d'impression. Ces problèmes économiques empirent dramatiquement dans ses derniers mois de publication, où se succèdent les augmentations du prix de la revue²⁹.

Néanmoins, ce ne sont pas que d'invisibles forces économiques qui s'en prennent à la revue. En mettant de l'avant un journalisme d'investigation qui dévoile les engrenages du pouvoir, *Alternativa* s'expose à la violence étatique. En effet, un élément clé la distingue alors des autres publications de la gauche radicale : *Alternativa* est une publication de masse qui circule sur la scène nationale non seulement dans les mains des partisan-e-s de la gauche, mais aussi dans les réseaux commerciaux. Elle rompt ainsi avec la tradition de la gauche de répandre ses publications par le biais de ses réseaux militants uniquement³⁰. *Alternativa* ne prêche pas seulement aux converti-e-s. Elle mène aussi une lutte idéologique dans l'arène de l'opinion publique.

La revue paiera à maintes reprises le prix de son statut subversif. Ses reportages sur la corruption et la collusion, notamment entre les classes politiques, les forces armées et

²⁹ Le prix de vente subira deux augmentations entre novembre 1975 et janvier 1980, passant de 30 à 50 pesos l'unité, signe de l'aggravation de ces difficultés économiques. Comité éditorial, «Aniversario con nubarrones – Carta al lector», *Alternativa*, n° 249, 31 janvier – 7 février 1980, p.1.

³⁰ Entrevue avec Enrique Santos Calderon (2005), citée dans Agudelo, *op. cit.*, p.72.

le crime organisé³¹, lui valent un arsenal de menaces anonymes, téléphoniques et écrites. Le président López lui-même, lors d'un discours prononcé en juillet 1975, fait référence aux dommages causés par la «presse indépendante», alors que le général Camacho Leyva, commandant de l'armée colombienne, exige de façon réitérée la censure des médias «au service de doctrines étrangères»³². Ces tentatives d'intimidation culminent avec deux attentats à la bombe : le premier dans les bureaux d'*Alternativa*, le 11 novembre 1975³³, causant des dommages matériels, et le second, le 5 décembre 1975, au domicile de Santos et de sa femme Maria Teresa³⁴. L'événement a un certain écho à l'international, et s'attire la condamnation de François Mitterand, secrétaire du Parti socialiste français³⁵.

Au lendemain du premier attentat, le comité éditorial avance que cet acte est une manifestation de la campagne d'intimidation menée contre toute la presse de gauche en Colombie. L'attentat illustre, selon lui, «dans quelle mesure la liberté de presse fonctionne dans un pays où le monopole absolu de l'information par la classe dominante commence à être atteint, même modestement, par une presse qui exprime les intérêts d'autres classes : les opprimées»³⁶. Les attaques à l'égard d'*Alternativa*, avance le comité, sont la preuve que ses enquêtes journalistiques révèlent des

³¹ Voir les reportages «Padrinos y militares. ¿Quién divide al ejército?», *Alternativa*, n° 37, 9-16 juin 1975, p.8-10, et «El clan de Varón Valencia», *Alternativa*, n° 38, 16-23 juin 1975, p. 2-5.

³² Rapporté dans Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 44, 28 juillet – 4 août 1975, p.1

³³ Cinq jours plus tard, une autre bombe explose dans les installations du *El Bogotano*, une publication critique du gouvernement, où est imprimé *Alternativa* et d'autres revues de la gauche. «¿Quien controla los cueros secretos?», *Alternativa*, n° 61, 24 novembre – 1^{er} décembre 1975, p.2-4.

³⁴ Heureusement, ni l'une ni l'autre ne subirent de blessures graves. «Otro atentado a ALTERNATIVA», *Alternativa*, n° 63, 8-15 décembre 1975, p.20.

³⁵ Il écrit une lettre au président López, qui sera publiée dans les «Lettres du lecteur» du 60^e numéro. Cette intervention étrangère fait montre de l'écho qu'avait *Alternativa* dans les cercles de la gauche intellectuelle à l'international. Dans sa lettre, Mitterand parle de «la revue colombienne *Alternativa*, dont le directeur est Gabriel García Márquez, auteur universellement admiré». Cet énoncé atteste aussi de la dimension symbolique du rôle joué par García Márquez dans le succès de la revue. Le respect dont il jouissait à titre d'auteur et d'intellectuel conférait une crédibilité et une portée internationale à la revue. «François Mitterand condena atentado», *Alternativa*, n° 60, 17-24 novembre 1975, p.5.

³⁶ Comité éditorial, «Las bombas del sistema – Carta al lector», *Alternativa*, n° 60, 17-24 novembre 1975, p.1.

informations dont la divulgation n'est pas dans l'intérêt des élites politiques. Elles attestent aussi de la pertinence de la revue dans le paysage médiatique colombien. Sans exagérer son importance³⁷, il n'en demeure pas moins que l'existence d'une revue comme *Alternativa*, qui révélait les coulisses du pouvoir à un public anormalement large pour une presse de gauche et remettait en question l'ordre social, était vue comme une menace par cette classe dominante.

2.1.4.2 Tensions idéologiques et ruptures dans le comité éditorial

En plus de devoir composer avec de nombreuses formes de provocation externe, tout en naviguant dans les eaux troubles de la précarité économique, la revue devra aussi composer avec les divergences de ses membres. Ces tensions s'agglomèrent essentiellement dans une lutte pour définir le rôle de la revue. Dès la naissance d'*Alternativa*, en fait, se tramait à l'interne une rivalité entre ceux qui souhaitaient un média de gauche axé sur la recherche et l'analyse, comme c'était le cas pour le groupe d'Enrique Santos, et ceux qui espéraient octroyer un caractère plus partisan, voire propagandiste, à *Alternativa*, comme les groupes de Bernardo García et d'Orlando Fals Borda³⁸. Deux importantes ruptures vinrent consommer cette rivalité lors de la courte histoire de la revue.

³⁷ L'ancien directeur et membre fondateur de la revue Bernardo García a déjà affirmé que la revue «n'a laissé aucune sérieuse valeur ajoutée» en Colombie. Toutefois, l'utilisation fréquente des archives de la revue *Alternativa* dans les travaux en histoire politique, sociale et culturelle des années 1970 laisse croire le contraire. Agudelo avance qu'aucune publication similaire n'a eu une telle influence sur l'opinion publique en Colombie qu'*Alternativa* pendant sa durée de vie. Agudelo, *op. cit.*, p.1. L'historien Paulo Palacios avance de son côté qu'*Alternativa* a été pionnière dans les domaines de la communication alternative et du journalisme moderne. Paulo César León Palacios, « El M-19 y la subversión cultural bogotana en los setenta: el caso de la revista Alternativa », *ACHSC*, n° 35, 2008, p.189-212.

³⁸ Agudelo, *op. cit.*, p.82.

La première rupture au sein du comité éditorial survient dès octobre 1974, quand quittent Orlando Fals Borda et son groupe La Rosca. Ce dernier lance, fin novembre 1974, la revue *Alternativa del pueblo*, de conception graphique quasi identique à la revue originale, et dont le slogan, *Atraverse a luchar es empezar a pensar* («Oser lutter, c'est commencer à penser»), une inversion du slogan original, signale son objectif politique : éduquer, orienter et organiser les masses pour la lutte révolutionnaire. Au passage, elle accuse sa rivale d'être une publication petite-bourgeoise et réactionnaire. De son côté, l'*Alternativa* originale réaffirme sa conviction que son rôle se joue au niveau de la lutte idéologique contre le système: «La revue se veut au service des mouvements de gauche et des forces populaires organisées, sans chercher à supplanter les premiers ou à usurper la voix des seconds»³⁹. L'aventure journalistique d'*Alternativa del pueblo* ne dure que quelques mois⁴⁰. Cette dispute affecte néanmoins la crédibilité de la revue aux yeux du grand public, érodant son tirage et sa circulation⁴¹.

La seconde rupture s'entame lors de la publication, en avril 1976, d'un ouvrage de Cristina de La Torre, cofondatrice de la revue et membre du comité éditorial, aux éditions *Cuadernos de Alternativa* (cahiers d'Alternativa). De La Torre et son mari Bernardo García prennent, dans cet ouvrage, une position politique partisane pour un parti trotskyste⁴², remettant en doute l'injonction à la neutralité de la revue face à la gauche. Ce conflit, moins exposé au public que le précédent, mais encore articulé autour du rôle que doit prendre la revue, débouche sur un accord de séparation. En

³⁹ «Alternativa se depura», *Alternativa*, n° 19, 28 octobre – 10 novembre 1974, p.8.

⁴⁰ Son 38^{ième} et dernier numéro est publié en août 1975.

⁴¹ Le nombre de tirages a atteint 40 000 copies à son summum, mais suite à la rupture d'avec La Rosca, cette circulation baissera à 20 000. Agudelo, *op. cit.*, p.159.

⁴² Ils prennent position en faveur du parti trotskyste *Union Revolucionaria Socialista*, qualifiée d'«organisation la plus solide idéologiquement face aux problèmes nationaux et celle qui a la plus grande initiative politique au sein de la nouvelle gauche colombienne». Cité dans «Sobre una introduccion», *Alternativa*, n° 78, 12-20 avril 1976, p.23.

octobre 1976, deux ans après le départ de La Rosca, il ne reste des membres fondateurs que Santos et García Márquez⁴³.

Suite à ce second divorce, le comité éditorial annonce qu'il met sur pause la publication d'*Alternativa* en décembre 1976. Deux raisons sont mises de l'avant : d'une part, «l'aggravation des difficultés financières» et la «récente restructuration interne», et d'autre part, reconnaissant ne pas être «en marge de ce phénomène de crise» que connaît la gauche colombienne, «une pause est [...] nécessaire pour [...] permettre de réfléchir de manière critique au rôle joué et aux critères – d'unité, de dénonciation, d'analyse – utilisés pendant cette période»⁴⁴. Ce sont d'abord les crises vécues à l'interne qui ont fait éclater le noyau fondateur de la revue. Malgré l'ambition annoncée de favoriser la convergence au sein de la gauche, il est clair que la revue n'a pas elle-même échappé aux dynamiques antagoniques qui sous-tendent alors la crise traversée la gauche en Colombie.

2.2 Crise de la gauche et transformation idéologique (1977-1978)

En mai 1977, après quatre mois de pause, *Alternativa* réapparaît dans les kiosques à journaux. Le numéro 112 adopte un ton très réflexif, cicatrice apparente des crises internes ayant ébranlé le noyau fondateur de la revue. Les discours qui l'habitent font montre d'une volonté de faire peau neuve. La période de publication d'*Alternativa* allant de mai 1977 à mars 1978 est caractérisée par une évolution idéologique accélérée de la revue, sur trame de fond sociopolitique d'insubordination populaire et d'élections présidentielles. Alors que les grandes tensions au sein de l'équipe éditoriale ont été

⁴³ C'est en effet au 103^e numéro (octobre 1976) de la revue que disparaissent les noms de Bernardo García et de Cristina de La Torre de la liste des membres du comité éditorial d'*Alternativa*, toujours inscrits en première page aux abords de la Lettre au lecteur.

⁴⁴ Comité éditorial, «Razones de una pausa – Carta al lector», *Alternativa*, n° 111, décembre 1976, p.1.

évacuées et que la politique éditoriale de la revue est redéfinie au regard de ses objectifs fondateurs et de son expérience passée, *Alternativa* rompt avec l'idéal de neutralité pour défendre les élections comme moyen de lutte pour la gauche. La revue développe aussi un discours réflexif et critique sur la gauche colombienne en crise, et sur son inadéquation avec les mouvements populaires.

2.2.1 Mai 1977 : une «nouvelle étape» pour *Alternativa*

La revue «réapparaît à un moment où les symptômes de la décomposition politique et morale du régime et le discrédit des partis traditionnels n'échappent plus à personne»⁴⁵, avance l'éditorial du numéro 112. Il cite :

[L'] apparente incapacité de la gauche à tirer parti de situations comme celle que nous vivons actuellement, pour gagner de l'espace et de la crédibilité politique, en surmontant des divergences incompréhensibles pour la majeure partie des Colombiens, est une question qui devrait susciter une profonde inquiétude, et qu'ALTERNATIVA entend aborder de manière permanente dans cette nouvelle étape⁴⁶.

L'inhabileté de la gauche à tirer profit de la crise de légitimité que traverse le régime pour se tailler une place dans le panorama politique est très préoccupante pour les éditeurs d'*Alternativa*, qui promettent que cette «crise» de la gauche sera au centre des analyses de la revue. Après quatre mois de pause et de réflexions, *Alternativa* n'entend plus seulement mettre les structures capitalistes et impérialistes dans son giron critique, mais aussi l'ensemble de la gauche elle-même. «En ce sens, le magazine essaiera de [...] présenter la gauche telle qu'elle est [...], en renonçant à toute prétention

⁴⁵ Comité éditorial, «Ante la crisis – Carta al lector», *Alternativa*, n°112, mai 1977, p.1.

⁴⁶ *Ibid.*

rédemptrice et messianique»⁴⁷, peut-on lire dans le même numéro. On y annonce aussi un changement structurel important : l'introduction de billets d'opinion de chroniqueur-euse-s. Ces individus sont des figures intellectuelles alors importantes au pays et provenant d'horizons variés, comme le journaliste Daniel Samper, l'avocat Eduardo Umaña, et la critique et autrice Béatriz de Vieco⁴⁸. L'objectif des chroniques serait, aux dires du comité éditorial, d'«offrir le plus grand nombre d'éléments de réflexion sur la réalité que nous vivons, dans une perspective critique et rigoureuse»⁴⁹.

Dans l'article «Alternativa. Nouvelle étape», la politique éditoriale de la revue est reformulée en deux objectifs : i) *informer*, sur la base des critères journalistiques les plus rigoureux, pour gagner «chaque fois plus de lecteurs aux idées du socialisme»⁵⁰, et ii) *contribuer à l'unité de la gauche*. La direction de la revue réaffirme donc que son allégeance première est envers le journalisme d'enquête, et non envers un parti ou une organisation politique en particulier. Elle énonce également que la promotion de l'unité de la gauche ne signifie pas une absence de critique envers celle-ci. «Cela suppose [...] de rejeter le dogmatisme [...], ainsi que d'opposer le sectarisme au débat ouvert»⁵¹. *Alternativa* définit de façon plus précise en mai 1977 qu'en février 1974 son rôle au sein de la gauche. Elle entend contribuer, à partir de son champ d'action qu'est le journalisme, à nourrir une stratégie permettant d'unir les forces de gauche contre les structures fossilisées de l'oligarchie, dans le but ultime de libérer les classes opprimées.

⁴⁷ «Alternativa. Nueva etapa», *Alternativa*, n° 112, mai 1977, p.12

⁴⁸ Béatriz De Vieco sera la première voix à mettre à l'avant-plan le thème de la condition des femmes colombiennes dans les pages de la revue. En ce sens, elle aura un rôle fondamental dans le processus de visibilisation des revendications féministes dans *Alternativa*. Nous y reviendrons dans le chapitre 4.

⁴⁹ «Aquí están, éstos son», *Alternativa*, n°112, mai 1977, p.14.

⁵⁰ «Alternativa. Nueva etapa», *Alternativa*, n° 112, mai 1977, p.12

⁵¹ *Ibid.*

2.2.2 La conjoncture extraordinaire du *Paro Nacional* de septembre 1977

Un événement des plus significatifs dans l'histoire des mouvements populaires en Colombie est la grève générale du 14 septembre 1977, connue sous le nom de *Paro Nacional*. Il s'agit de la plus grande protestation de masse dans la seconde moitié du XX^e siècle en Colombie⁵². Organisée par les quatre principales centrales syndicales⁵³, le mot d'ordre est de juguler l'économie nationale par la convergence d'actions pendant 24 heures: grèves du travail, blocage des routes et manifestations sont à l'ordre du jour. L'événement est le symptôme du mécontentement populaire à l'égard du gouvernement d'Alfonso López Michelsen (1974-1978). En effet, l'élection d'un López d'apparence progressiste en 1974 s'était accompagné de l'espoir d'une rupture d'avec l'héritage répressif du Front National et de mesures pour fermer la brèche des inégalités sociales. La montée dramatique de l'agitation ouvrière et civique à partir de 1975 montre bien que l'espérance d'un changement social mené par López se dissipe rapidement après les élections⁵⁴. Sa politique économique, favorable aux grandes entreprises et axée sur l'ouverture aux nouvelles exportations, a des conséquences brutales sur le coût de la vie pour les populations. L'inflation atteint en 1977 un taux de 35%⁵⁵. Face à la montée de la protestation, le gouvernement réimplante le dispositif juridique de l'état de siège, qui attribue des pouvoirs extraordinaires aux forces militaires dans le maintien de l'ordre public, exacerbant par le fait même la répression de la dissidence politique. La grogne populaire à l'aube du *Paro* s'agglomère autour de

⁵² Le chercheur Álvaro Delgado estime que 1 300 000 personnes participèrent au *Paro Cívico*. Mauricio Archila, «El *Paro Cívico Nacional* del 14 de septiembre de 1977. Un ejercicio de memoria colectiva», *Revista de Economía Institucional*, vol. 18, n° 35, 2016, p.315.

⁵³ La *Confederación de Trabajadores de Colombia* (CTC), près du Parti Libéral, la *Unión de Trabajadores Colombianos* (UTC), près du Parti Conservateur, la *Confederación General del Trabajo* (CGT), chrétienne, et la *Confederación Sindical de Trabajadores de Colombia* (CSTC), communiste.

⁵⁴ L'année 1975 est celle où est enregistrée le plus d'actions de protestation sociale entre 1958 et 1990. Ce nombre d'actions augmente dramatiquement entre 1974 et 1975. Mauricio Archila, *Idas y venidas, vueltas y revueltas*, Bogotá, ICAH-CINEP, 2003, p.133;142-149.

⁵⁵ *Ibid.*, p.110.

deux demandes : le recul du coût de la vie par la hausse des salaires et le gel des prix, et la révocation de l'état de siège⁵⁶.

Dès la convocation du *Paro*, *Alternativa* couvre l'événement avec enthousiasme, arguant que la conjoncture est particulièrement propice au déploiement d'une rébellion à grande échelle⁵⁷. Dans son numéro publié le jeudi 8 septembre 1977, la revue pose un regard optimiste sur les effets que pourraient avoir la protestation sur la conscience populaire: «les milliers de travailleurs qui paralyseront le pays pendant 24 heures apprendront de cette expérience que, unis, ils sont capables d'imposer leurs droits économiques et politiques à une minorité qui n'a pour arguments que la brutalité et le mensonge»⁵⁸. L'élément le plus significatif du *Paro*, croit *Alternativa*, est son caractère unitaire, où pour la première fois le mouvement ouvrier surpasse ses divisions et orchestre une démonstration radicale de solidarité envers toutes les classes opprimées. Cet événement aurait le potentiel de munir la classe ouvrière et le mouvement syndical d'une meilleure capacité de négociation et de l'enhardir pour ses luttes futures⁵⁹.

Le *Paro* se fait surtout sentir dans les grandes villes du pays. À Bogota, les manifestant-e-s paralysent les grandes artères de circulation, causant d'incalculables pertes économiques pour les grandes entreprises. Dix-neuf personnes perdent la vie lors des confrontations avec les forces policières, et presque 3500 sont détenues⁶⁰. Malgré le coût répressif de l'événement et l'occultation de son importance par le gouvernement et les médias, *Alternativa* le qualifie d'«expérience formidable [...] qui a légué une précieuse leçon d'organisation et qui doit devenir une référence incontournable pour

⁵⁶ Archila, *loc. cit.*, p.317.

⁵⁷ Conjoncture alimentée par «la scandaleuse dégradation des salaires face à l'augmentation incessante du coût de la vie, et la détérioration des services publics dans toutes les populations du pays, mais aussi l'attitude de plus en plus intransigeante et agressive du gouvernement face à chaque demande populaire [...]». Comité éditorial, «El paro necesario – Carta al lector», *Alternativa*, n°128, 22-27 août 1977, p.1

⁵⁸ Comité éditorial, «La conveniencia del paro», *Alternativa*, n° 131, 12-19 septembre 1977, p.1.

⁵⁹ «El Paro Nacional : un precedente histórico», *Alternativa*, n° 131, 12-19 septembre 1977, p.2-4.

⁶⁰ Archila, *loc. cit.*, p.317.

les prochaines luttes populaires»⁶¹. On avance dans la revue que, bien plus qu'une grève du travail, le *Paro* a pris l'aspect d'une grève *populaire*. Les acteurs sociaux ayant convergé dans cet événement débordèrent largement du cadre du travail salarié: paysan-ne-s, mères de famille, étudiant-e-s, vendeuses ambulantes et personnes sans-emploi vinrent grossir les rangs de cette rébellion. Si l'aspect organisationnel du *Paro* fut pris en charge par le mouvement syndical, c'est néanmoins la participation massive des milieux populaires à l'événement qui lui donna son envergure et son impact⁶².

Cet événement historique s'inscrit dans une année particulièrement chargée en termes de contestation sociale en Colombie. Mauricio Archila dénombre plus de 200 *paros cívicos*, c'est-à-dire des actions collectives visant la cessation des activités productives, pendant l'année 1977 en Colombie⁶³. Pour certains acteurs de la gauche, voilà une formidable opportunité à saisir : non seulement le *Paro* fournit la preuve de la capacité des couches populaires à se mobiliser, mais aussi celle que la gauche peut surmonter temporairement ses divisions pour converger avec les luttes sociales contre un ennemi commun. Le *Paro Nacional* de septembre 1977 sert ainsi de marqueur symbolique important dans le renouvellement idéologique de la revue *Alternativa*, fréquemment invoqué pour parler du sentiment d'unité perceptible lors de cette mémorable journée.

2.2.3 Une évolution idéologique accélérée

Comme l'expérience du *Paro Nacional* et les réactions qu'il suscite l'illustrent, à la fin de 1977, l'idée selon laquelle la Colombie est en plein cœur d'une conjoncture

⁶¹ Comité éditorial, «El paro enseña – Carta al lector», *Alternativa*, n° 132, 19-26 septembre 1977, p.1.

⁶² Cette conclusion s'applique à la grande majorité des mobilisations urbaines portées par le mouvement ouvrier dans les années 1970. Sans la participation des organisations populaires et de quartier, ces mobilisations n'auraient pas eu un impact aussi grand. Chernick et Jiménez, *op. cit.*, p.69.

⁶³ Archila, *op. cit.*, p.160.

exceptionnellement favorable à l'insurrection populaire est répandue au sein de la gauche⁶⁴. Cette idée galvanise le sentiment d'urgence qui anime *Alternativa* dans sa recherche de l'unité de la gauche. Cette quête de l'unité dans un contexte où la révolution semble être à portée de main accélère la transformation idéologique de la revue, celle entamée depuis son retour sous presse en mai 1977. Ce changement s'incarne dans deux nouvelles postures : une prise de position claire en faveur des élections comme moyen de lutte, et le développement d'une critique du dogmatisme de la gauche en Colombie.

2.2.3.1 Le tournant proélections et l'(impossible) unité de la gauche

Alors que se dessinent à l'horizon les élections de 1978, la réflexion de la revue *Alternativa* sur l'unité de la gauche se lie de plus en plus étroitement à l'enjeu électoral. Bien que le comité éditorial salue les tendances unitaires au sein du mouvement syndical, galvanisé par les événements de septembre 1977, il se désole que les divergences internationales de la gauche, comme la rupture sino-soviétique, sapent les bases d'une union entre partis politiques de la gauche. Ces derniers sont en effet écartelés au sein de trois coalitions d'allégeances soviétique, maoïste et trotskiste⁶⁵. Dans son numéro bilan de l'année 1977 (n° 146/147), *Alternativa* est très critique face à cette gauche fragmentée, jugeant qu'elle «a manqué une occasion unique au cours de l'année qui se termine» de s'organiser en front électoral uni, alors que «les conditions n'auraient pas pu être plus favorables»⁶⁶. Le gouvernement encaisse alors un discrédit

⁶⁴ Mauricio Archila et Jorge Cote, «History of the colombian left-wings between 1958 and 2010», *Revista Tempo e Argumento*, vol. 7, n° 16, 2016, p. 386-388.

⁶⁵ Le candidat de l'*Unión Nacional de Oposición* (soviétique) est Julio Cesar Pernía, le candidat du *Frente para la Unidad del Pueblo* (maoïste) est Jaime Piedrahita, et la candidate de l'*Unión Nacional Obrera y Socialista* (trotskiste) est Socorro Ramírez. Cette dernière, une militante syndicale de 25 ans, est aussi une figure incontournable du féminisme colombien des années 1970.

⁶⁶ «La izquierda y sus perspectivas», *Alternativa*, n° 146-47, 26 décembre 1977 – 20 janvier 1978, p.20.

inédit, les deux partis traditionnels, libéral et conservateur, s'enlisent dans des conflits internes, et les luttes ouvrières et populaires sont à leur zénith. Plutôt que de se perdre en débats théoriques sur les fractures du socialisme à l'international, se demande le comité éditorial, la gauche ne devrait-elle pas se concentrer sur la conjoncture nationale qui a rarement, voire jamais, été aussi propice à la révolution?

En février 1978, dans son 152^e numéro, *Alternativa* prend position, pour la première fois, sur la question du vote. Sur une page couverture dépouillée, on peut voir écrit, en lettres blanches sur fond rouge, l'injonction suivante : «Votez pour la gauche». Jamais encore, dans son histoire, la revue n'avait-elle sommé son lectorat de voter. Dans l'éditorial, le comité déplore le fait que la participation aux élections ait pris des allures de débat acerbe au sein de la gauche. La question électorale, pourtant, ne devrait pas être vue comme un problème de principes, mais plutôt de tactique, car les élections sont «des moyens qui sont là pour ceux qui savent les utiliser»⁶⁷. Il cite :

Le climat d'ébullition politique qu'elles provoquent signifie pour la gauche légale l'opportunité d'exposer ses idées devant un public plus attentif que d'habitude [...]. Qui plus est, les élections servent à montrer ces méthodes comme exemple particulièrement frappant de la farce démocratique permanente que connaît le pays, et à faire ressentir au peuple le besoin d'une stratégie révolutionnaire plutôt que stratégie politique de simple opposition. Mais surtout, une campagne électorale est l'occasion [...] pour la gauche de sortir de l'anonymat, d'acquérir un visage et une voix dans les fissures de l'hégémonie des partis oligarchiques [...]⁶⁸.

Le comité éditorial tente de convaincre son lectorat que la campagne électorale est un contexte à saisir pour dénoncer les vices du système, agiter et organiser les agents sociaux, et faire miroiter au peuple l'attrait du processus révolutionnaire. Bien qu'une victoire électorale ne soit pas l'ultime but des luttes de la gauche, les élections sont certainement un moyen que cette dernière doit utiliser pour gagner en popularité et en

⁶⁷ Comité éditorial, «Pese a todo – Carta al lector», *Alternativa*, n° 152, 20-27 février 1978, p.1.

⁶⁸ *Ibid.*

crédibilité politique. L'éditorial se conclut par une prise de position ferme en faveur du vote pour la gauche, «pour les uns ou pour les autres, puisqu'il n'est pas possible de le faire pour tous ensemble»⁶⁹. Il s'agit là d'une attitude fondamentalement différente de celle manifestée lors des élections de 1974, quatre ans plus tôt. Le comité de rédaction ne prétend plus vouloir laisser s'exprimer les différents groupes de la gauche sur la question électorale. Dès lors, la position proélections supplante l'abstentionnisme dans *Alternativa*.

Ainsi, dans les mois précédents les élections législatives de février 1978, l'ADN d'*Alternativa* subit une réelle mutation. La posture de neutralité qu'elle défend depuis ses débuts par rapport au thème électorale est abandonnée. Non seulement la revue défend l'utilité des élections comme moyen de lutte politique dans le contexte de 1978, allant même jusqu'à targuer la posture inverse de «crétinisme abstentionniste»⁷⁰, mais elle pourfend en outre l'incapacité des partis de la gauche à se présenter unis aux élections. Ainsi, *Alternativa* continue de prôner l'unité de la gauche, mais elle travaille davantage à camper cet objectif dans le terrain électoral.

2.2.3.2 Consolidation de la posture critique face à la gauche

Cette prise de position se raffermi suite aux élections législatives du 26 février 1978. Le taux d'abstention y atteint un taux record de 70%, et la gauche, qui remporte moins de 5% des votes, subit une défaite catastrophique⁷¹. Dans la lettre au lecteur du numéro 153, le comité éditorial avance que la «défaite de ces élections a été le fait de la gauche» et de ses «défauts traditionnels : sectarisme, thématiques doctrinaires et abstraites,

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ «La oposición en las urnas. Cero a la izquierda», *Alternativa*, n° 153, 1-13 mars 1978, p.5.

internationalisme mal compris»⁷². Il met en garde contre le discours qui blâme l'abstentionnisme sur le «prétendu retard politique des masses» : «ce n'est pas le peuple qui a du retard, mais la gauche»⁷³. Si le peuple n'a pas voté pour elle, c'est qu'elle n'a pas su se faire le reflet des espérances populaires. Conséquemment, la vague de protestations sociales de 1977 ne s'est pas traduite en votes, et la gauche seule est à blâmer pour cette piètre performance.

Entre les élections législatives de février et les élections présidentielles de juin 1978, *Alternativa* poursuit et approfondit sa réflexion critique sur la gauche. Cette dernière se trouve fréquemment sur le banc des accusés en ses pages. On y avance que la gauche est en crise, atteinte d'une grave maladie dont l'un des symptômes est sa fragmentation démesurée, sa capacité à former des partis qui semble infinie. Le comité éditorial va même jusqu'à avancer que «sa capacité à transformer la société a été, jusqu'à présent, nulle»⁷⁴. La gauche devient, dans les textes d'*Alternativa*, soumise à de nombreux reproches, dans des mots qui sont loin d'être tendres :

L'indifférence et la moquerie avec laquelle l'écrasante majorité des Colombiens regarde la gauche sont une condamnation retentissante de sa pratique politique, restée inchangée depuis un demi-siècle. Une condamnation de son dogmatisme, de son sectarisme, de ses orthodoxies, de ses hétérodoxies, de son clientélisme, de ses modèles intraduisibles, de ses acronymes inintelligibles, de ses alliances incompréhensibles, de ses candidats invraisemblables. Parmi les Colombiens, la gauche ne trouve qu'incrédulité et incompréhension. Bien peu la comprennent, et presque personne ne croit en elle⁷⁵.

Drapée de ses principes, la gauche n'a pas su être à la hauteur de sa prétention révolutionnaire, n'ayant pas eu d'incidence profonde sur la société. La raison de cet

⁷² Comité éditorial, «Por ahí no es – Carta al lector», *Alternativa*, n° 153, 1-13 mars 1978, p.1.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Comité éditorial, «Tres renuncias de primera – Carta al lector», *Alternativa*, n° 154, 13-20 mars 1978, p.1.

⁷⁵ Comité éditorial, «Por una izquierda con voz propia – Carta al lector», *Alternativa*, n° 159, 17-24 avril 1978, p.1.

échec est évidente, pour *Alternativa* : la gauche vit en retrait de la société quelle prétend vouloir transformer, cloîtrée dans son «ghetto fermé»⁷⁶. Elle semble plus intéressée à régler ses comptes dans un processus de destruction mutuelle que de militer, de travailler à la création d'une conscience populaire et d'étendre son influence. Ses pratiques divisionnistes annihilent son action politique. Et l'indifférence du peuple à son égard est la preuve absolue de son inutilité. La société ne comprend pas la gauche, et en ce sens, son existence n'est pas réelle, et son projet, pas véritablement révolutionnaire.

Alternativa est évidemment elle-même partie prenante de la gauche colombienne. Son objectif n'est donc pas de condamner cette dernière pour lui nuire. Au contraire, la revue espère contribuer à son avenir. Le premier pas pour surpasser cet état de crise doit être, selon elle, la démission des candidat-e-s de la gauche aux élections: «Si les partis révolutionnaires colombiens sont incapables de renoncer à la vanité mesquine de leurs propres candidats et à l'intransigeance de leur vérité [...] peut-être méritent-ils d'être des partis, mais il ne fait aucun doute qu'ils ne méritent pas d'être révolutionnaires»⁷⁷. Ensuite, un dialogue exempt de dogmatisme doit s'établir. Ce processus doit être empreint d'humilité et d'autocritique, comme l'avance la chroniqueuse Béatriz de Vieco, deux attitudes permettant «d'évoluer et de changer collectivement et individuellement»⁷⁸.

La gauche colombienne doit faire mieux sur tous les plans : voilà en somme le message qui s'exprime et se renforce de plus en plus dans *Alternativa* entre mai 1977 et mars 1978. En plantant, dès février 1978, un positionnement clair en faveur de l'exercice électoral, en général, et de la convergence des forces de la gauche dans ce processus,

⁷⁶ Comité éditorial, «Tres renunciaciones de primera – Carta al lector», *Alternativa*, n° 154, 13-20 mars 1978, p.1.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Béatriz de Vieco, «La izquierda en el banquillo», *Alternativa*, n° 156, 27 mars – 3 avril 1978, p.24.

en particulier, la revue fait germer une réflexion politique en ses pages sur la réappropriation des principes démocratiques comme stratégie de lutte.

2.3 La gauche ample, démocratique et populaire (1978-1980)

Forte de cette rénovation idéologique et de cette volonté de contribuer à l'avenir de la gauche au pays, *Alternativa* s'engage, à partir de mars 1978, dans une nouvelle phase de son aventure intellectuelle. Elle passe de la parole aux actes en s'impliquant activement dans une campagne pour un candidat unique de gauche aux élections présidentielles de juin 1978. Les forces politiques en action derrière ce plébiscite débouchent ensuite sur l'organisation *Firmes*, un mouvement démocratique et populaire, et avec lequel *Alternativa* collabore étroitement jusqu'à sa cessation de publication. Ainsi, dans sa dernière phase de publication, allant de mars 1978 à mars 1980, la mission de la revue prend une nouvelle épaisseur : si elle poursuit sa lutte idéologique contre le système, elle promeut maintenant une stratégie politique particulière pour atteindre les changements structurels espérés, outrepassant les frontières du rôle qu'elle s'était défini à sa fondation en 1974.

2.3.1 De la parole aux actes: le plébiscite pour un candidat unique contre le système

En mars 1978, la proposition pour un candidat unique de la gauche aux élections commence à poindre dans les pages de la revue. Un article rapporte par exemple que «se font de plus en plus entendre les voix des syndicats, des intellectuels et politiciens qui réclament une campagne présidentielle unifiée de la part de la gauche»⁷⁹.

⁷⁹ «Se plantea plebiscito unitario», *Alternativa*, n° 155, 20-27 mars 1978, p.15.

Alternativa lance officiellement sa campagne, en avril 1978, pour promouvoir une candidature unique pour la gauche. Le mandat du plébiscite est simple : récolter un demi-million de signatures afin de démontrer «qu'en dehors du militantisme traditionnel de la gauche [...] il existe une réserve gigantesque de partisans et de sympathisants d'une transformation véritablement révolutionnaire de la Colombie»⁸⁰. Le but n'est pas d'imposer quelque candidat-e que ce soit, mais bien de favoriser la convergence entre les groupes de la gauche aux élections en leur prouvant qu'il existe un réel désir populaire de changement. Le plébiscite se lance en contexte électoral, mais *Alternativa* espère que son impact se prolongera au-delà des élections. L'objectif est, avant tout, la création d'un mouvement d'opinion et d'action populaire, comme l'explique l'équipe éditoriale :

L'objectif est de multiplier et d'unir, en créant un vaste mouvement d'opinion qui, au lieu de se diluer une fois de plus dans le désintérêt abstentionnisme, la frustration électorale ou le mécontentement passif, devient quelque chose de vivant et actif, ouvert, réaliste, réel, imaginatif et avec les pieds sur terre. Cette terre où la plupart des gens parlent en espagnol, et non en marxiste⁸¹.

La proposition derrière ce plébiscite est donc un retour à ce qui est commun entre la gauche et toutes les personnes exploitées: un désir de changer ce système qui ne profite qu'à une minorité. Épurons cet appétit de changement de ses extensions théoriques, abstraites et incomprises, pour mieux le canaliser, propose *Alternativa*. Le peuple parle espagnol et a les deux pieds sur terre; il ne parle pas marxiste et n'a pas la tête dans les nuages de la théorie. Le but n'est donc pas, selon la revue, de miner les forces de la gauche, mais plutôt de lui faire réaliser qu'elle «est plus ample qu'elle ne le croit elle-même»⁸². Le plébiscite s'inscrit dans cette volonté de faire éclater les barrières théoriques entre les différents groupes de la gauche, mais aussi celles qui, dans ce

⁸⁰ Comité éditorial, «Por una izquierda con voz propia – Carta al lector», *Alternativa*, n° 159, 17-24 avril 1978, p.1.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*

même processus intransigeant, se sont érigées entre la gauche et le peuple qu'elle prétend vouloir libérer.

Dans le même numéro, on lance un appel à tous, «ouvrier, femme, étudiant, employé, intellectuel ou paysan», afin de soutenir la campagne pour «la démission des trois candidats de gauche, et un candidat uni contre le système»⁸³. À cet appel est jointe une déclaration, que le lectorat est invité à signer et à envoyer aux bureaux d'*Alternativa*. La page couverture du numéro suivant (n°160) met de l'avant ce même impératif : *¡Firme!* (Signez!), peut-on voir en lettres jaunes sur fond noir⁸⁴. La réponse est enthousiaste, et la collecte des signatures, qui se fait aussi dans les rues, croît de façon exponentielle. En seulement 10 jours, la revue récolte plus de 100 000 signatures⁸⁵; à la quatrième semaine, c'est 300 000 signatures qui ont été amassées⁸⁶. Le mouvement prend aussi de l'expansion nationale, alors que se créent des «comités pour l'unité» partout au pays, chargés de promouvoir l'idée du plébiscite et d'amasser des signatures.

Le plébiscite pour le candidat unique est un engagement clair d'*Alternativa* envers une stratégie politique. La revue n'a pas qu'appuyé l'idée du plébiscite : elle a participé à sa constitution et à son organisation⁸⁷, elle s'y est identifiée, et a articulé de façon significative son contenu journalistique à ce mouvement naissant. Ainsi, sous la bannière de cet engagement politique, les principes qui sous-tendent la campagne du candidat unique contre le système deviennent la pierre angulaire idéologique d'*Alternativa*. L'information dédiée aux autres coalitions de gauche s'y trouve désormais réduite.

⁸³ «500 mil colombianos por la unidad», *Alternativa*, n° 159, 17-24 avril 1978, p.6.

⁸⁴ Page couverture d'*Alternativa*, n° 160, 24 avril – 2 mai 1978.

⁸⁵ Comité éditorial, «Más allá del Plebiscito – Carta al lector», *Alternativa*, n° 161, 1-8 mai 1978, p.1.

⁸⁶ «El plebiscito unitario. Más allá de las firmas», *Alternativa*, n° 163, 15-22 mai 1978, p.6.

⁸⁷ Enrique Santos et Gabriel García Marquez faisaient d'ailleurs partie du comité central chargé de promouvoir l'idée du plébiscite, le *Comité por la Unidad* (Comité pour l'Unité).

2.3.2 Le mouvement *Firmes* et l'idéal de l'unité populaire

La campagne du plébiscite se clôt lors d'une rencontre à Bogota le 25 mai 1978, réunissant 400 dirigeant-e-s populaires des quatre coins du pays. 434 000 signatures contre le système y sont comptabilisées. Les délégué-e-s s'entendent alors pour la tenue d'une rencontre nationale le 26 août suivant, afin de discuter, à partir des propositions émanant de consultations régionales, du «contenu du mouvement qui a commencé à être projeté»⁸⁸. Il est pressant, croit-on, de faire mousser l'enthousiasme populaire pour le plébiscite et le transformer en véritable mouvement politique, organisé et pérenne.

Malgré la pression du plébiscite, les candidat-e-s de la gauche restent dans la course pour les élections présidentielles, contrecarrant le projet du candidat unique. Le 4 juin 1978 marque la victoire du libéral Julio César Turbay. Sans grande surprise, la gauche fait piètre figure dans les résultats électoraux, ne récoltant qu'un «maigre 2,5% des voix – contre 4,7% il y a seulement trois mois»⁸⁹. En dépit de ces résultats se dessinent les premiers traits d'un projet politique appelé *Firmes*, qui s'inscrit dans l'extension des principes du plébiscite, reprenant comme nom le slogan de ce dernier (*¡Firme!*).

Le mouvement *Firmes*, dans son affirmation post-plébiscite, est pour la première fois sujet d'un article dans le 167^e numéro d'*Alternativa*, fin juin 1978. Le Comité central pour l'Unité, qui s'était affairé à l'organisation du plébiscite, travaille alors à préparer la rencontre du mois d'août et à mobiliser les comités régionaux, leur recommandant d'intensifier «les rencontres avec les organisations populaires, [...] [et] le travail de diffusion et de discussion des objectifs anti-oligarchiques, anti-impérialistes et unitaires de *Firmes*»⁹⁰. Il annonce aussi le lancement d'une campagne de financement

⁸⁸ «Del plebiscito al movimientto», *Alternativa*, n° 166, juin 1978, p.16 à 18.

⁸⁹ «La oposición en las urnas. Otro cero a la izquierda», *Alternativa*, n° 166, 5-12 juin 1978, p.5.

⁹⁰ «El movimiento Firmes. Hacia el encuentro de agosto», *Alternativa*, n° 167, 19-26 juin 1978, p.14.

et d'un périodique appelé *Firmes*. Le Comité central pour l'Unité s'exprime ainsi sur l'affaiblissement de la gauche aux élections :

Cette situation nous oblige [...] à poursuivre notre tâche, et à la rendre chaque jour plus clairement politique. À continuer pas seulement à partir de la Convention du 26 août prochain [...], mais à partir de maintenant. Dans l'immédiat, dans le réel : dans les luttes civiques, syndicales, paysannes et universitaires. Et dans la lutte politique, qui consiste principalement à organiser nos forces⁹¹.

Cette priorité accordée au «réel», cette urgence du retour au «populaire» dans les luttes sociales, est centrale dans le mouvement *Firmes*. Derrière ce discours se dissimule une double critique, à la fois des élections comme seul mode d'expression populaire toléré, et à la fois des chimères dogmatiques de certains groupes de la gauche. La déclaration de fondation de *Firmes* est approuvée le 26 août 1978, lors de la rencontre nationale au théâtre municipal Gaítan à Bogota, marquant du même coup son officialisation comme mouvement politique. L'événement est une réussite qui, aux dires d'*Alternativa*, marque un nouvel espoir pour la gauche et la société colombienne en entier : «Le lancement public de FIRMES a été, en synthèse, une ratification convaincante devant tout le pays du caractère ample, populaire et démocratique d'un mouvement qui aspire à devenir une nouvelle alternative politique pour le peuple colombien»⁹².

Ample, démocratique et populaire : voilà donc les trois critères à partir desquels se définit *Firmes*. En premier lieu, il se caractérise comme ample au sens où il ratisse très large dans sa quête d'adhérents au mouvement: «Tous ceux qui considèrent que le pouvoir des oligarques locaux et l'ingérence des États-Unis dans l'économie et le gouvernement de la Colombie comme les principaux facteurs de notre situation de retard et de misère [...] ont leur place dans le mouvement *Firmes*»⁹³. Autrement dit,

⁹¹ Comité por la Unidad, «Las perspectivas post-electorales», *Alternativa*, n° 167, 19-26 juin 1978, p.15.

⁹² «El encuentro Nacional de FIRMES», *Alternativa*, n° 178, 4-11 septembre 1978, p.18.

⁹³ «¿Qué es FIRMES?», *Alternativa*, n°177, 28 août – 4 septembre 1978, p.17.

c'est moins une allégeance politique précise qui est commune aux membres du mouvement que l'identification du même double ennemi: l'oligarchie et l'impérialisme. En fédérant les luttes politiques et populaires par le biais de ce qui leur est commun, *Firmes* entend atteindre une amplitude qui aura de réelles chances d'activer une transformation radicale, voire un renversement des structures sociétales. La conquête du socialisme et de la souveraineté nationale «n'est pas l'entreprise d'un seul parti, ni de la classe ouvrière exclusivement, mais du peuple en entier»⁹⁴, comme le formule le chroniqueur Diego Montaña.

En second lieu, tout en aspirant au socialisme, la profession de foi de *Firmes* est avant tout envers la démocratie, et non envers une allégeance de gauche. *Firmes* avance être démocratique dans sa structure, mais aussi dans ses objectifs, soit «l'expansion des libertés et des droits individuels et collectifs»; «[l']intervention constante et active des Colombiens dans les décisions qui affectent leur vie», qui ne se limite pas «à l'acte quasi symbolique» de voter aux quatre ans; la «mise en place de mécanismes de contrôle des agences et des fonctionnaires de l'État par les citoyens»; et finalement, le «rejet de la militarisation croissante de la société colombienne»⁹⁵. En se définissant ainsi, *Firmes* met en évidence la corruption des principes démocratiques par le régime colombien. Bien que ce dernier soit alors célébré à l'international comme un rare exemple de démocratie en Amérique latine, il reproduit les mêmes mécanismes de restriction des droits et libertés de ses citoyen-ne-s que le font ses voisins sous des régimes dictatoriaux. Le mouvement *Firmes* entend ainsi revenir à la genèse de la démocratie et en radicaliser les principes.

«Nous sommes un mouvement populaire», revendique finalement *Firmes* :

Non seulement parce que nos aspirations à la liberté et à la justice sont les mêmes que celles ont toujours animé le peuple colombien dans ses luttes, mais aussi

⁹⁴ Diego Montaña Cuellar, «Estamos con FIRMES», *Alternativa*, n° 178, 4-11 septembre 1978, p.13.

⁹⁵ «¿Qué es FIRMES?», *Alternativa*, n°177, 28 août – 4 septembre 1978, p.18.

parce que nous croyons que *Firmes* doit essayer de fusionner les deux grandes traditions de rébellion de notre histoire [...] : la tradition de radicalisme populiste qui s'est élevé sporadiquement et spontanément, des *Comuneros* à l'Anapo, en passant par le gaitanisme et les guérillas libérales des années 50, et la tradition de la gauche marxiste qui a accompagné les luttes ouvrières et les guerres paysannes au cours du dernier demi-siècle, exprimée dans divers partis et groupes léninistes, trotskystes et maoïstes⁹⁶.

Le mouvement entend donc amalgamer le meilleur du radicalisme populiste et de la gauche marxiste, soit «la capacité d'imagination et le pouvoir d'attraction populaire de l'un, et le sérieux et la conscience historique de l'autre»⁹⁷. Pour *Firmes*, le syncrétisme entre ces deux traditions politiques pourrait permettre de surmonter les crises traversées par l'une et l'autre : le marasme de la gauche marxiste de par son «dédain intellectuel» envers la conscience populaire, et la «trahison répétée du populisme libéral» par sa «manipulation opportuniste et démagogique»⁹⁸ des foules. En reconnaissant l'apport fondamental de ces deux traditions à la justice sociale, *Firmes* se place dans le giron de l'héritage politique de la gauche populiste⁹⁹ et marxiste, tout en réclamant l'aspect novateur de sa proposition, celle d'un véritable projet collectif dont le but est de servir les aspirations de liberté et de justice qu'aurait le peuple. Par ailleurs, en invoquant des figures symboliques de l'histoire populaire de la Colombie, comme celles des *Comuneros* ou de Jorge Eliécer Gaitán, plutôt que celles de héros révolutionnaires étrangers comme le Ché, *Firmes* affirme le caractère national de son mouvement qui

⁹⁶ *Ibid.*, p.19.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ La Colombie a connu dans son histoire deux grandes mobilisations populistes. La première et la plus importante est le *gaitanismo*, un mouvement mené par le politicien libéral Jorge Eliécer Gaitán jusqu'à son assassinat le 9 avril 1948. La seconde a lieu sous Gustavo Rojas Pinilla qui, entre 1953 et 1957, préside la Colombie sous une dictature militaire. Le caractère populiste de la seconde est toutefois contesté par certain-e-s, notamment l'historien Marco Palacios, qui avance que Rojas aurait orchestré des «incursions» populistes, sans plus. Daniel Pécaut avance qu'à partir du Front National (1958-1974), le populisme devient symboliquement interdit en Colombie, et qu'il est alors traité comme une imposture par les groupes de la gauche comme de la droite. En ce sens, le projet politique de *Firmes* est original dans le panorama politique des années 1970, parce qu'il se réclame de l'héritage et de certaines stratégies d'un mouvement alors largement discrédité. Palacios, *op. cit.*, p.132 à 134; Pécaut, «En Colombia todo es permitido menos el populismo», *Revista de Estudios Sociales*, vol. 50, n° 35, 2014, p.21 à 24.

se construit dans les circonstances colombiennes, ainsi que son indépendance face aux alignements internationaux du socialisme.

2.3.3 Une défense soutenue des droits humains et des principes démocratiques

À partir de l'expérience *Firmes*, les autres coalitions de gauche sont presque entièrement privées de la tribune qu'elles avaient jadis trouvée en *Alternativa*. De la fondation du mouvement politique jusqu'à la fin de sa publication en mars 1980, la revue maintiendra cet engagement envers une unité populaire contre le système. Toutefois, dans le contexte du gouvernement de Julio César Turbay (1978-1982), l'un des mandats les plus répressifs du XX^e siècle, cet idéal de l'unité sera concomitant avec un discours de défense des droits humains. Sous la poigne du ministre de la Défense, Luis Camacho Leyva, la logique de privatisation de la sécurité s'accélère, alors qu'est promue la répression de toute forme d'opposition, le tout canalisé par une stratégie discursive antisubversive violente¹⁰⁰. Quelques semaines à peine après son élection, et une semaine avant le premier anniversaire du *Paro Nacional*, Turbay émet le décret 1923, le *Estatuto de Seguridad* (Statut de Sécurité), qui active pour une énième fois l'état de siège en Colombie, transfère de nombreux pouvoirs judiciaires aux Forces armées, et autorise la détention de citoyens sans preuve. Dans cette escalade répressive, l'action politique de *Firmes* et le contenu d'*Alternativa* se concentrent dans l'opposition au Statut de Sécurité. En 1979 est convoqué un Forum pour les droits humains, qui aura lieu en mars au Capitole National de Bogota. À l'occasion, *Firmes* met ses autres activités sur pause pour s'impliquer dans l'organisation du Forum¹⁰¹. Investi par des militants de toutes les formes de gauche, mais aussi par des gens de

¹⁰⁰ Gutiérrez, *op. cit.*, p.105 à 107.

¹⁰¹ «Todo con el Foro», *Alternativa*, n° 205, 26 mars – 2 avril 1979, p.30.

l'Église, de nombreux dirigeants libéraux et conservateurs et des artistes, entre autres, *Alternativa* ne peut que constater que la défense des droits humains est un idéal qui mobilise : «[...] le Forum pour les droits humains ne représente pas la naissance d'un nouveau parti, mais l'émergence d'un nouveau pays»¹⁰².

Au niveau électoral, *Alternativa* et *Firmes* continuent de défendre l'importance d'un front uni d'opposition contre une élite nationale qui représente l'oligarchie et l'impérialisme, et ce, avec encore plus de fougue dans le cadre de la terreur répressive des années Turbay. Dans ce contexte, comme le propose un chroniqueur, la gauche doit s'emparer des «déserts libéraux», ce large champ d'électeurs traditionnellement libéraux désillusionnés par la renonciation démocratique du libéralisme en Colombie¹⁰³. Les principes de la démocratie sont stratégiquement mobilisés par le mouvement *Firmes* pour s'opposer à une démocratie restreinte et une société militarisée : «il y a un peu de démocratie en Colombie, qui n'est pas grand-chose, qui chaque jour s'amenuise et qui n'a jamais été de taille»¹⁰⁴. Ces efforts culmineront avec la constitution du *Frente Democrático*, une alliance entre *Firmes* et le Parti communiste aux élections de *mitaca* (gouvernance au niveau des villes et des départements) de 1980, «signe stimulant de la recherche d'une nouvelle voie, une alternative vers l'urgente unité du peuple»¹⁰⁵.

La conjoncture autoritaire à partir de 1978 force donc le développement d'une stratégie d'opposition renouvelée. L'appartenance de gauche devient secondaire. C'est plutôt la défense des droits humains et des principes démocratiques qui deviennent le socle sur

¹⁰² Comité éditorial, «El Foro: primer acto – Carta al lector», *Alternativa*, n° 205, 26 mars – 2 avril 1979, p.1.

¹⁰³ José Gutiérrez, «Firmes y el liberalismo», *Alternativa*, n° 207, 9-16 avril 1979, p.13.

¹⁰⁴ Comité éditorial, «Menos que ayer, más que mañana – Carta al lector», *Alternativa*, n° 209, 23-30 avril 1979, p.1.

¹⁰⁵ Comité éditorial, «Frente Democrático: aquí y ahora – Carta al lector», *Alternativa*, n° 238, 8-15 novembre 1979, p.1. Les résultats du *Frente* aux élections seront somme toute assez décevants, mais deux figures importantes de *Firmes*, Gerardo Molina et Carlos Bula Camacho, obtiendront des sièges au *Concejo* de Bogotá.

lequel le mouvement *Firmes* entend fédérer le peuple dans une «unité populaire». Le journaliste Jorge Orlando Melo, dans le numéro d'*Alternativa* qui fait le bilan de l'année 1979, avance qu'un nouveau style de travail politique, inspiré par deux idées fondamentales, a émergé au sein de la gauche colombienne :

Tout d'abord, l'accent a été mis sur la défense et la consolidation des aspects démocratiques du système, et en particulier sur la lutte contre les tendances à réduire le cadre des droits individuels, voire à les violer ouvertement et de manière agressive. Deuxièmement s'est consolidée la large union de tous les groupes sérieusement intéressés par la défense de la démocratie – non seulement les secteurs déjà définis comme de gauche, mais aussi ceux appartenant au libéralisme et au conservatisme, ou les indépendants, qui s'inquiétaient de la voie antidémocratique, antilibérale et antipopulaire que le gouvernement essayait de tracer pour le pays¹⁰⁶.

En mars 1980, la publication d'*Alternativa* prend fin, principalement en raison de problèmes économiques chroniques. Le dernier numéro (257) offre au lectorat une rétrospective de l'histoire de la revue¹⁰⁷. L'éditorial, malgré la tristesse du ton, laisse transparaître une certaine confiance en ce que l'avenir réserve, et se montre fier de l'héritage intellectuel et politique, «qu'aucune crise financière ne peut effacer»¹⁰⁸, que la revue laisse derrière elle. Parmi ses réalisations les plus importantes, le comité éditorial insiste, en référence à *Firmes*, sur «celle d'avoir détecté dans tout le pays un formidable conglomérat humain, journalistique et politique, qui s'est regroupé autour d'ALTERNATIVA et forme aujourd'hui tout un courant d'opinion et de pensée, appelé à marquer de son empreinte l'avenir immédiat de ce pays»¹⁰⁹. Ce dernier éditorial évoque la «portée profonde» qu'a eu la proposition fondatrice de la revue de «montrer la Colombie telle qu'est est, et non telle qu'on la dit»¹¹⁰. Mener une lutte idéologique

¹⁰⁶ Jorge Orlando Melo, «Izquierda. Razones para el optimismo», *Alternativa*, n° 244-45, 20 décembre 1979 – 10 janvier 1980, p.20.

¹⁰⁷ «6 años de compromiso», *Alternativa*, n°257, 27 mars 1970, p.4 à 9.

¹⁰⁸ Comité éditorial, «Mirar hacía adelante – Carta al lector», *Alternativa*, n° 257, 27 mars 1980, p.1.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

contre le système par le biais du journalisme aura décidément été un mandat honoré dans les six années d'histoire d'*Alternativa*.

Conclusion

Le mouvement *Firmes* est dans sa genèse intimement lié à la revue *Alternativa*, qui aura contribué à le fonder, à l'organiser, et à lui donner une visibilité. En ce sens, l'expérience de *Firmes* marque de manière irréversible l'évolution et l'histoire de la revue. Dans ce contexte particulier de la fin des années 1970, où il devient de plus en plus difficile d'organiser et de mobiliser les agents sociaux en raison de la répression étatique qui se fait chaque jour davantage brutale, *Alternativa* se fait l'emblème des efforts d'une gauche non-orthodoxe pour surpasser ses divisions. Elle fait aussi montre d'une volonté d'apprendre et de s'inspirer des luttes populaires plutôt que de tenter de les contrôler et de les subordonner. Elle prétend, autrement dit, être le visage inclusif et populaire de la gauche en Colombie. Par ailleurs, par le biais de cette affinité avec le mouvement *Firmes*, *Alternativa* rompt avec l'un de ses principes initiaux. Si elle affirme en mars 1974 ne pas donner de ligne de conduite, car elle «n'est pas un groupe politique, et ne prétend pas en être un»¹¹¹, elle devient dès 1978 étroitement associée à ce mouvement politique, au point de devenir un important moyen de diffusion de l'idéologie de ce dernier. Ne prétendant plus être neutre face aux stratégies employées par les différents groupes de la gauche, elle priorise alors la stratégie électorale, qui est la stratégie mise de l'avant par la coalition large et populaire menée par *Firmes*. Or, cette posture ne convertit pas *Alternativa* en média de propagande, ni ne l'empêche de rester fidèle à son travail journalistique : la revue continue à couvrir sans relâche les

¹¹¹ Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 3, 16-31 mars 1974, p.1.

luttons populaires et locales qui émanent de partout à travers le pays, ainsi qu'à documenter et à dénoncer les formes multiples de répression étatique en Colombie.

À partir de ce que nous avons appelé la transformation idéologique d'*Alternativa* au tournant de l'année 1977-1978, et encore plus avec son engagement envers *Firmes*, la revue change sa conception de l'idéal de l'unité. À ses tout débuts, *Alternativa* prétend vouloir favoriser une plus grande unité au sein de la gauche, tout en se méfiant de ce qu'elle appelait moqueusement «l'unité idyllique»¹¹². Elle croyait promouvoir cet objectif en servant de tribune neutre aux différents groupes et partis. Après *Firmes*, *Alternativa* devient une tribune engagée pour une unité *populaire*, au sens large, qui ne vise pas à réconcilier des postures maoïstes et trotskystes, par exemple, mais bien à trouver ce que toutes ces postures ont en commun avec l'ensemble du peuple colombien. Et ce commun peut être réduit à l'élémentaire: une appartenance nationale et un ennemi commun. Laissons tomber, propose alors *Alternativa*, les querelles idéologiques basées sur des centres de pouvoir socialistes à l'international. Les adversaires ne sont pas au sein du peuple, mais à l'extérieur de ce dernier : l'oligarchie et l'impérialisme. Ainsi, si un dirigeant communiste, un ouvrier, une ménagère, un étudiant trotskiste, une abstentionniste, un politicien libéral radical et une militante féministe peuvent ne sembler ne rien avoir en commun, ils et elles partagent pourtant quelque chose: l'oppression par les mêmes structures économiques, politiques, sociales et culturelles.

Ce cheminement intellectuel, où l'idée d'une unité populaire devient centrale dans l'idéologie de la revue *Alternativa*, aura un impact sur son contenu. L'insertion progressive de la pensée féministe dans le discours de la gauche non orthodoxe représentée par *Alternativa*, et les tensions et les négociations qui sous-tendirent ce processus, sera l'objet des chapitres suivants.

¹¹² Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 4, 1-15 avril 1974, p.1.

CHAPITRE III

LE SPECTRE DE LA LIBÉRATION FÉMININE: IMAGINAIRE GENRE DE LA RÉVOLUTION & DISCOURS SUR LE FÉMINISME (1974-1977)

*De acuerdo
soy arrebatada, celosa, voluble
y llena de lujuria
¿qué esperaban?*

*¿Que tuviera ojos, glándulas,
cerebro, treinta y tres años
y que actuara como un ciprés de cementerio?*

*Revolucionario; esta noche no estaré en tu cama
Que no te extrañe la subversión de amor
antiguo dueño*

*Tú hinchas el cuero
y te preocupas tanto de los problemas sociales
No te fijas, farsante, que en tu casa
calcas tan justamente los modelos del mejor tirano¹*

¹ Ana María Rodas, «Poemas de la izquierda erótica», citée dans *Cuéntame tu Vida*, n° 5, février 1981, p.39. Une traduction imparfaite de ce poème en français irait ainsi: «Très bien, je suis emportée, jalouse, volage, et pleine de désir. À quoi vous attendiez-vous? Que j'aie des yeux, des glandes, un cerveau, trente-trois ans, et que j'agisse comme un cyprès de cimetière? Révolutionnaire : ce soir, je ne serai pas dans ton lit. Ne t'étonne pas de la subversion de l'amour, ancien maître. Tu gonfles le cuir et te préoccupes tellement des problèmes sociaux. Tu ne vois pas, imposteur, que dans ta maison tu calques si justement les modèles du meilleur tyran».

Dans son recueil *Poèmes de la gauche érotique*, publié en 1973, la poète guatémaltèque Ana María Rodas lève le voile sur les rapports de pouvoir dans la sphère intime, dénonçant un modèle sexuel ne prenant en compte que la jouissance masculine. En pleine période des régimes militaires et répressifs en Amérique latine, alors qu'en réponse à ces derniers se multiplient les guérillas armées et groupes de la gauche pressés de reproduire le succès révolutionnaire cubain, cette poésie met cette gauche progressiste au centre de sa critique féministe. Rodas rejette la domination de son confrère révolutionnaire, à qui elle s'adresse: «Tu ne vois pas, imposteur, que dans ta maison tu calques si justement les modèles du meilleur tyran»². S'appropriant la notion d'érotisme au féminin, dépeignant les violences de genre qui se reproduisent dans les relations hétérosexuelles, et pourfendant l'incapacité de la gauche, pourtant d'ordinaire sensible à la notion d'inégalités, à reconnaître cet espace de dominations, cette poésie exulte l'emblématique devise du féminisme de la seconde vague : le privé est politique.

Ce poème exemplifie la situation des femmes alors engagées au sein de la gauche, qui construisent leur pensée féministe en parallèle d'une prise de conscience de la domination masculine dans cet espace politique. Bien que composé par une Guatémaltèque, son propos résonne chez les féministes par-delà les frontières. Le poème sera publié en 1981 dans *Cuéntame tu Vida*, revue du collectif féministe du même nom, fondé en 1977 dans la ville de Cali, en Colombie. *Cuéntame tu Vida* fait partie des regroupements féministes qui émergent en Colombie entre 1975 et 1982³, et

² Rodas, «Poemas de la izquierda erótica», citée dans *Ibid.*

³ L'historienne Norma Villareal identifie deux «sous-périodes» pour le renouveau féministe en Colombie, soit 1975-1982, qui correspond à la constitution des nouveaux groupes féministes, et 1983-1991, où le mouvement féministe concentre ses efforts dans le pacifisme et dans la sortie négociée du conflit armé. Villareal, «El camino de la utopía feminista en Colombia, 1975-1991», dans Magdalena León (dir.), *Mujeres y participación política: avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1994, p.182. L'historienne Diana Gomez parle plutôt de deux grandes «conjonctures féministes», la première étant l'étape de sensibilisation, d'auto-reconnaissance et d'identification des féminismes, qui va de 1970 à 1981, et une seconde étape d'institutionnalisation et d'interlocution dans les années 1980, marquée par les tentatives d'influencer les processus de paix et la participation à

qui s'inscrivent dans le féminisme de seconde vague des années 1970 en Amérique latine: «Le prototype de l'activiste féministe latino-américaine de cette époque était une ex-étudiante militante radicale ou guérilléra, et non une bourgeoise obsédée par ses propres problèmes, comme beaucoup de gauchistes voudraient nous le faire croire»⁴. Cette figure de la «double» militante féministe latino-américaine, caractérisée par ses engagements politiques pluriels, est particulièrement utile pour notre étude. Nous nous y intéresserons, dans ce chapitre et les suivants, de façon à mieux tracer le terrain où luttent les analyses de genre et de classe⁵ dans les débats au sein de la gauche.

Comme nous le rappelle l'historienne Diana Gómez, les mouvements féministes en Colombie ne jaillissent pas du néant en 1975. Ils ont de multiples antécédents et s'inscrivent dans un héritage intellectuel qui remonte aux années antérieures: les trajectoires individuelles de ses militantes, leur implication dans d'autres luttes sociales, et les réflexions collectives qu'elles entament avec d'autres femmes⁶. Cela rend la revue *Alternativa* intéressante pour étudier l'impact des mouvements féministes sur la gauche colombienne, puisque sa période de publication (1974-1980) se situe en plein dans la période où se construisent les «sujets féministes»⁷ et où commencent à émerger des organisations féministes structurées⁸. Le chapitre précédent nous a permis

l'Assemblée Nationale Constituyente (1991). Diana Gómez, *Dinámicas del movimiento feminista bogotano: historias de cuarto, salón y calle, historias de vida (1970 - 1991)*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2011, p.105-106.

⁴ Nancy Saporta *et al.*, «Feminismo en América Latina: de Bogotá a San Bernardo», dans Magdalena León (dir.), *op. cit.* p.74.

⁵ Si les féministes de la deuxième vague en Amérique latine ont dans l'ensemble mis la catégorie de classe au cœur de leurs analyses et pratiques politiques, les questions de race et d'ethnicité ont pris beaucoup plus de temps à s'imposer dans ces débats et dialogues. Nara Milanich, «*Women, Gender and Family in Latin America, 1820-2000*», dans Thomas H. Holloway (éd.), *A Companion to Latin American History*, Malden, Blackwell Pub, 2008, p.471.

⁶ Gómez, *op. cit.*, p.37 à 84.

⁷ Gómez parle de «construction du sujet féministe» pour désigner le moment où, avant de revendiquer l'identité féministe, les femmes prennent conscience des relations de pouvoir qui structurent les rapports sociaux entre les sexes, et des conditions d'exclusion qui les affectent. *Ibid.*, p.50.

⁸ Le contexte historique entourant l'émergence des mouvements féministes et leur déploiement en Colombie dans la seconde moitié des années 1970 sera détaillé dans les prochains chapitres. Voir la section 4.1 du chapitre 4, et la section 5.1 du chapitre 5.

de démontrer que la revue passe, dans ses six années d'existence, au travers d'une transformation identitaire qui l'amène à valoriser une forme de travail politique ancrée dans une conception plus populaire que prolétaire du socialisme. Graduellement, *Alternativa* en vient à considérer que l'unité se trouve dans une lutte vaste et commune contre l'impérialisme et l'oligarchie plutôt que dans une homogénéité identitaire et idéologique. Dans le présent chapitre et les suivants, nous verrons comment cette évolution idéologique aura un impact sur les représentations et les discours sur les mouvements féministes dans *Alternativa*.

Ce chapitre s'attarde à la première période d'édition d'*Alternativa*, allant de février 1974 à décembre 1976, avant le «tournant» idéologique de la revue. Nous analyserons d'abord un ensemble de caricatures et de photographies qui reproduisent l'imaginaire genré de la gauche, puis nous cernerons le discours dominant sur le féminisme qui anime les articles publiés dans la revue. Ces deux composantes – l'imaginaire et le discours –, qui nous renseignent sur les anxiétés de la gauche colombienne, travaillent alors main dans la main pour déprécier et rendre invisibles les mouvements féministes, mais aussi, plus largement, pour domestiquer l'action politique des femmes.

3.1 L'imaginaire genré de la révolution: la masculinité héroïque et sacrificielle et la féminité maternelle et vulnérable

Dans cette section, nous ferons l'analyse iconographique de certaines caricatures et photographies publiées dans *Alternativa* entre février 1974 et décembre 1976. Pour ce faire, nous ferons ressortir trois représentations de genre qui dominent l'univers iconographique de la revue : l'homme nouveau, la mère et la femme vulnérable. Ces représentations permettent de tracer le portrait de l'imaginaire social qui anime alors la

gauche en Colombie, imaginaire qui s'appuie sur un idéal de complémentarité des genres dans la révolution et de l'apolitisme du féminin.

3.1.1 La Nouvelle gauche et l'*hombre nuevo*

La Nouvelle gauche qui émerge dans les années 1960, en Amérique latine et partout dans le monde, sera fortement influencée par le modèle révolutionnaire cubain. Attestant des possibles d'un socialisme tiers-mondiste, le cas de Cuba devient en 1959 un important symbole d'espoir pour la gauche. Les doctrines révolutionnaires qui prennent racine dans ce terreau fertile servent d'inspiration durable pour la gauche du tiers-monde⁹. Par exemple, la théorie du foquisme formulée par Ché Guevara, qui encourage la création de foyers ruraux de guérillas, aura un impact décisif sur l'émergence des groupes révolutionnaires armés en Amérique latine dans les années 1960¹⁰. Un autre important héritage du prêt-à-penser cubain, et plus spécifiquement de la doctrine guévariste, est l'idée selon laquelle la révolution se fait sur un double plan social et individuel. C'est sur ce second plan que naît l'*hombre nuevo*, le nouvel homme. Ce sujet, emblématisé par le guérillero, délaisse les récompenses matérielles du monde bourgeois et renonce aux relations personnelles pour s'adonner à la cause de la révolution. L'homme nouveau est exemplaire, sacrificiel (*¡Patria o muerte!*), et

⁹ Le tiers-monde, plutôt que de désigner un lieu, fait référence au projet politique avancé par les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour lutter contre le colonialisme et l'impérialisme. Les leaders de ces peuples «s'appliquaient à bâtir une idéologie et des institutions aptes à porter l'espoir de leurs populations. Le «tiers-monde» renfermait cet espoir et les institutions créées pour le concrétiser». Vijay Prashad, *Une histoire politique du tiers-monde*, Montréal, Écosociété, 2019, p.23 à 37.

¹⁰ En Colombie, le *Movimiento Obrero Estudiantil y Campesino* (MOEC), né en 1959, sera directement appuyé (financièrement et militairement) par le régime cubain. C'est aussi Cuba qui favorise la naissance de la guérilla de l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN) en 1964, à laquelle se joint le prêtre Camilo Torres. Miguel Ángel Urrego Ardila, «El movimiento sindical, el período de La Violencia y la formación de la nueva izquierda colombiana, 1959-1971», *Dialogos de Saberes*, n° 38, juin 2013, p.142.

héroïque¹¹. Dans cet imaginaire, les masses sont présentées comme irrationnelles, et ont un rôle passif et secondaire : elles sont guidées dans la révolution par le leadership et l'avant-garde de la guérilla¹².

Le respect et la fascination qu'inspire le régime cubain à la gauche intellectuelle d'*Alternativa* transpirent dans les pages de la revue¹³. Chaque année de publication, au début du mois d'octobre, une page est consacrée à l'anniversaire de la mort du Ché, célébration du jour du guérillero héroïque : «les révolutionnaires de la planète sont encouragés par la lumière de sa victoire, le brillant exemple de sa vie»¹⁴. La gauche colombienne a également son martyr-guérillero national: le prêtre Camilo Torres, tué en 1966 alors qu'il combattait au sein de la guérilla de l'*Ejército de Liberación Nacional*. Il aura aussi droit à de nombreux hommages au sein de la revue, qui elle-même admet que le statut de héros de Torres «engendre une inhibition à entreprendre toute réflexion analytique»¹⁵ sur ses contributions idéologiques. Le culte voué au guérillero, l'homme nouveau de la révolution, est au cœur des représentations genrées qui constituent alors l'imaginaire de la gauche révolutionnaire. La valorisation de l'homme héroïque, sacrificiel et à l'avant-plan de la révolution, renforce l'association entre pouvoir, agir politique et genre masculin. Cela s'observe très clairement dans les illustrations qui abondent dans les pages d'*Alternativa*. Sur la page couverture du 30^e numéro de la revue, ce sont quatre hommes, représentant respectivement le guérillero, l'ouvrier, le paysan et l'étudiant, qui pourchassent le président López. Dans le même numéro, pour illustrer la mobilisation ouvrière autour de la journée du 1^{er} mai, ce ne

¹¹ Tamara Vidaurrázaga Aránguiz, «¿El hombre nuevo?: Moral revolucionaria guevarista y militancia femenina. El caso del MIR», *Nomadías*, n° 15, juillet 2012, p.77-78.

¹² Viria Delgadillo, «Performances of Gender in Revolutionary Contexts: The Case of Nicaragua», *Itinéraires*, n° 2 et 3, 2019, p.4

¹³ Gabriel Garcia Marquez, qui vécut quelques mois à Cuba, réalise en 1975 un long reportage (Voir *Alternativa* n° 51, 52 & 53) sur la situation au pays, où les remarques élogieuses ne tarissent pas : «Chaque Cubain semble penser que si un jour il ne reste plus personne à Cuba, lui seul, sous la direction de Fidel Castro, serait capable de poursuivre la révolution jusqu'à sa fin heureuse». García Márquez, «Cuba de cabo a rabo», *Alternativa*, n° 51, 15-21 septembre 1975, p.2.

¹⁴ Dans *Alternativa*, n° 54, 5-13 octobre 1975, quatrième de couverture.

¹⁵ «Experiencias del Frente Unido», *Alternativa*, n° 26, 10-23 février 1975, p.2-3.

sont encore que des hommes qui discutent d'«exproprier les capitalistes», de «détruire l'État bourgeois» et de «lutter unis avec le peuple révolutionnaire»¹⁶ (figures 3.1 et 3.2). Ainsi, lorsqu'il est question de représenter l'insoumission contre l'opresseur, ce sont des figures masculines qui sont mobilisées.

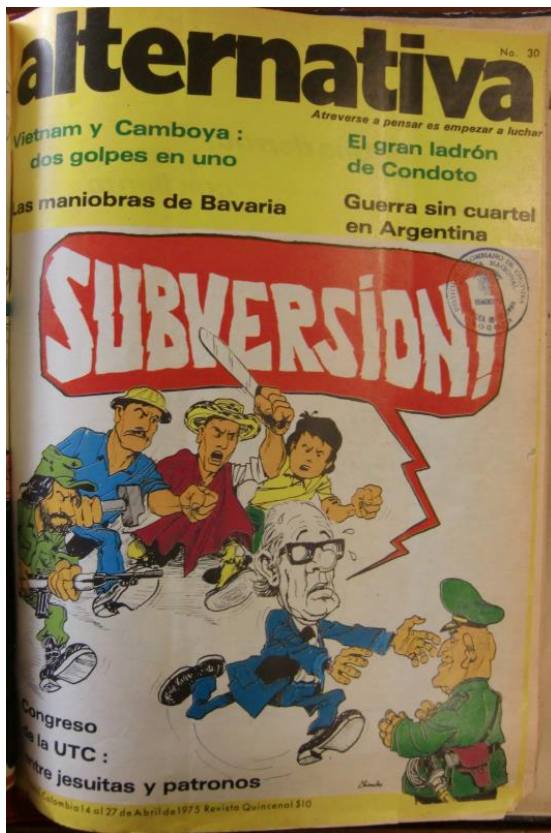


Figure 3.1 – Guérilléro, ouvrier, paysan et étudiant (*Alternativa*, n° 30, avril 1975)

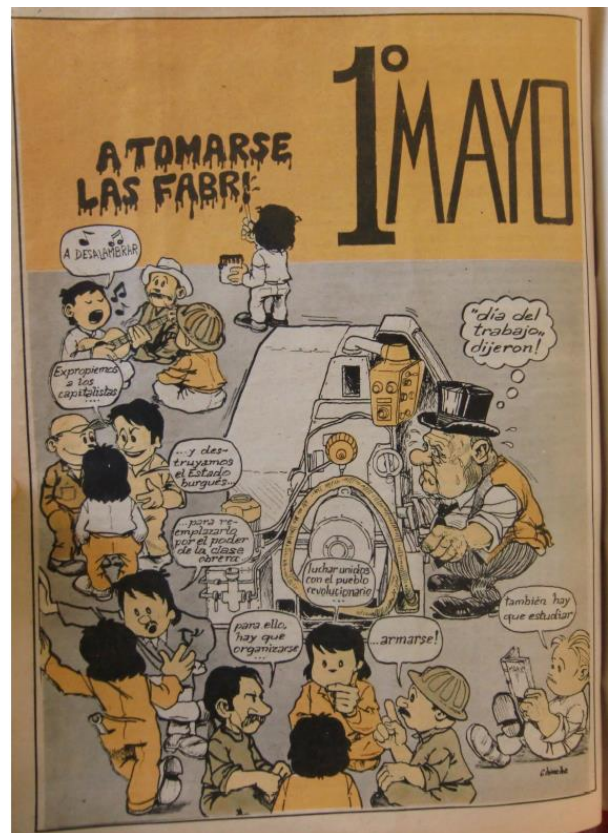


Figure 3.2 – Mobilisation ouvrière du 1^{er} mai (*Alternativa*, n° 30, avril 1975, p.10)

3.1.2 L'idéal de la féminité maternelle

Si l'homme nouveau est le protagoniste de la révolution, qu'en est-il de la femme nouvelle? Malgré la présence des femmes dans les groupes révolutionnaires de la

¹⁶ *Alternativa*, n° 30, 14-27 avril 1975, p.10.

Nouvelle Gauche, «women in revolutionary narratives exist mostly in relation to men»¹⁷. Le discours révolutionnaire reproduit fidèlement et dépend du modèle binaire hétérosexiste du féminin-privé et du masculin-public. S'il essentialise la masculinité politique, et y infuse la vertu d'héroïsme sacrificiel, il renforce et exalte l'imbrication entre maternité et féminité.

Dans le huitième numéro d'*Alternativa*, par exemple, une page entière est dédiée à honorer les mères. Sur fond de photographie du visage d'une femme au regard anxieux est apposée la déclaration suivante: «Nous rendons hommage à toutes les mères de prisonniers politiques qui, malgré l'angoisse et la douleur, comprennent et soutiennent les justes luttes de leurs fils» (figure 3.3). C'est donc la mère qui porte le fardeau du chagrin de la disparition du fils, d'une part, le père étant visiblement déchargé de la



Figure 3.3 – Hommage aux mères (*Alternativa*, n° 8, mai 1974, p.33)

charge émotionnelle de la paternité. Il est aussi sous-entendu que seuls les fils, et non les filles, font partie des luttes contestataires¹⁸. Voilà donc une femme exemplaire dans

¹⁷ Delgadillo, *loc. cit.*, p.2.

¹⁸ Ce qui est évidemment faux. Les femmes prennent part aux luttes sociales et politiques en Colombie quand *Alternativa* est publié entre 1974 et 1980. Elles militent dans les organisations de la gauche, dans les partis politiques, et prennent les armes dans les guérillas, comme nous l'avons mentionné dans le premier chapitre. Par ailleurs, dans le chapitre cinq, nous aurons l'occasion de constater qu'une militante

l'imaginaire révolutionnaire, qui a donné naissance et élevé des *hommes nouveaux* qui vont jusqu'à perdre leur liberté au nom de leurs idéaux. Une mère qui vit intimement sa douleur, comprenant qu'elle ajoute son sacrifice comme sa pierre à l'édifice de la révolution. En célébrant cette forme précise de maternité, ce discours réassigne les rôles de genre traditionnels, et taille un rôle bien précis aux femmes dans le récit révolutionnaire : celui de donner naissance aux héros. En outre, parce que la figure maternelle est socialement valorisée, en mobiliser les représentations permet d'activer des affects autour de différents enjeux : dans l'exemple précédent, c'est par la souffrance de la mère qu'est exacerbée l'empathie pour la cause des prisonniers politiques. Les tourments maternels se font le miroir des inégalités et injustices qui prennent racine dans la société capitaliste.

Rendre hommage à l'identité maternelle est donc aussi, dans *Alternativa*, une occasion d'insuffler un message politique. Ainsi que le commente Viria Delgadillo pour le cas du discours révolutionnaire nicaraguayen, la réitération de l'idée que la maternité est centrale dans l'identité féminine tend à invisibiliser les autres expressions de l'implication politique des femmes¹⁹. *Alternativa* ne fait donc pas exception à cette tendance de la gauche latino-américaine à peindre la maternité comme le summum du geste révolutionnaire au féminin.

3.1.3 La féminité vulnérable

Outre la féminité maternelle, c'est la représentation de genre que nous nommerons *féminité vulnérable* qui est employée abondamment dans *Alternativa*, particulièrement

pour le droit à l'avortement qui écrivait dans *Alternativa* donnera l'étiquette de prisonnière politique aux femmes incarcérées pour «délit» d'avortement.

¹⁹ Delgadillo, *loc. cit.*, p.4.

par les caricaturistes. La mobilisation de la féminité vulnérable permet à ces derniers, en s'appuyant sur une fragilité supposée des femmes, de mettre l'accent sur les violences subies par la patrie colombienne (et l'Amérique latine) devant les assauts du capital étranger, de l'impérialisme et du colonialisme.

Dans ces représentations de la féminité/patrie vulnérable, l'ennemi est souvent personnifié en monstre prédateur. Dans le quatrième de couverture du 32^e numéro, par exemple, les ex-présidents colombiens sont caricaturés en vampires assoiffés de sang (figure 3.4); dans un compte-rendu sur le cinquième sommet des pays non-alignés au Sri Lanka en 1976, une caricature représente l'Oncle Sam qui, dévêtu de ses habits tricolores, devient une sinistre brute, mi-homme mi-bête (figure 3.5); dans un reportage sur les pratiques d'évasion fiscale de la multinationale Renault, cette dernière est une créature au sourire menaçant et aux dents acérées (figure 3.6). Ces représentations de l'élite nationale, courtoise de transmission entre la saignée des richesses naturelles du pays et le capital étranger, du capitalisme et de l'impérialisme comme des monstres servent à illustrer que leurs actions, de par la nature de ces entités, ne peuvent être qu'engendrer la violence.

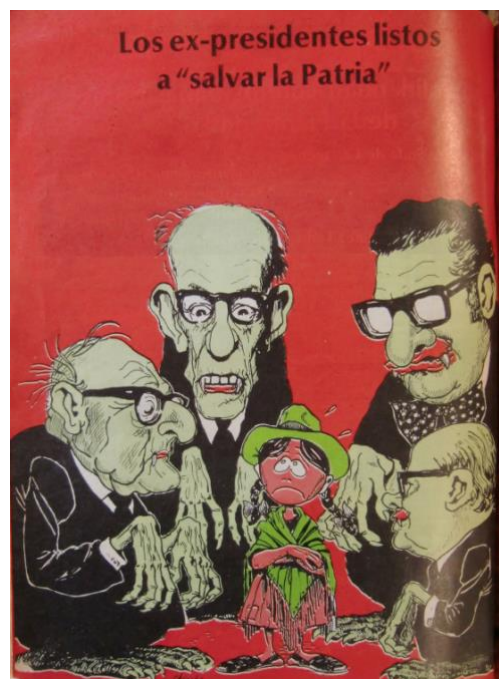


Figure 3.4 – Hommes politiques et vampires (*Alternativa*, n° 32, mai 1975, quatrième de couverture)



Figure 3.5 – Oncle Sam et l'Amérique latine (*Alternativa*, n° 96, août 1976, p.25)



Figure 3.6 – Multinationales et monstres
(*Alternativa*, n° 58, novembre 1975, p.14)

Dans ces caricatures et illustrations, la figure féminine revient inlassablement pour représenter l'extrémité réceptrice de cette violence, soit la patrie colombienne, et parfois plus largement, l'Amérique latine. Qui est sur le point de se faire dévorer par les vampires/ex-présidents? Une toute jeune femme, peut-être même une enfant, dont l'habit traditionnel rappelle une origine paysanne, symbole d'une tradition rurale : l'«innocence» sur le point de se faire sacrifier. Dans la caricature sur la compagnie Renault, une femme, portant un pagne sur lequel il est écrit «Colombie», s'éloigne en pleurant du lit où sont couchées les deux créatures dentées. Ses seins écorchés et couverts de pansements nous indiquent que les monstres s'y sont agressivement abreuvés. Ici, c'est à travers le symbole de la femme abusée, violée, plutôt que de l'innocence juvénile, que sont dénoncées l'inégalité de l'échange capitaliste et l'impunité dont jouissent les multinationales étrangères en sol colombien. Elles «s'abreuvent agressivement» des ressources de la patrie, laissant cette dernière meurtrie, amoindrie. C'est aussi une femme, représentant l'Amérique latine, qui s'apprête à subir la violence de l'Oncle Sam dans la caricature sur le mouvement des

non-alignés²⁰. La narration est toutefois différente des deux autres dans ce cas-ci : le rôle de la figure féminine est plutôt celui d'une protectrice, alors qu'elle s'interpose entre les nations latino-américaines (aussi représentées par des femmes) et la brute impérialiste, laissant sous-entendre que les nations latino-américaines auraient intérêt à s'opposer en bloc à l'impérialisme et s'en trouveraient renforcées.

En octobre 1976, quand le gouvernement de López réactive l'État de siège, poursuivant ainsi le modèle de répression violente de la mobilisation sociale, c'est l'aspect cyclique et répétitif de cette brutalité qu'une caricature publiée dans le numéro 102 d'*Alternativa* tente de transmettre. C'est une fois de plus l'association entre la patrie exploitée et la féminité vulnérable qui transmet ce message. La caricature, intitulée «L'État de



Figure 3.7 - «L'État de siège frappe encore» (*Alternativa*, n° 102, octobre 1976, p.4)

siège frappe à nouveau», met en scène une femme au sol, jambes écartées, regard assommé, cheveux en bataille (figure 3.7). Cette femme représente la Colombie. À sa droite, on voit un militaire qui s'éloigne en remontant ses pantalons, la ceinture flottant au vent. La disposition de leurs corps respectifs laisse entendre que le militaire vient

²⁰ L'article déplore que les gouvernements des pays latino-américains et des Caraïbes s'alignent avec les États-Unis. Seuls l'Argentine, Cuba, la Guyane, la Jamaïque, le Panama, le Pérou, et Trinidad-et-Tobago sont alors membres du mouvement des non-alignés. «Alineada hasta el cogote», *Alternativa*, n° 96, 30 août – 6 septembre 1976, p.25.

d'agresser sexuellement la femme. Voilà une scène qui symbolise les agressions répétées que subit le peuple colombien aux mains du pouvoir de plus en plus autonome des forces militaires. C'est par la convocation du viol d'une femme que l'auteur de la caricature entend dénoncer la réactivation de l'État de siège.

Comment expliquer cette surutilisation du symbole de la femme abusée, battue ou violée? Le corps féminin symbolise dans les scénarios précédents la vulnérabilité, conçue comme inhérente à la féminité. Les auteurs semblent croire que l'image de la violence faite aux femmes et du corps féminin «désacralisé» est un vecteur d'indignation suffisamment puissant pour sensibiliser les consciences face aux profondes inégalités et injustices qui ponctuent le quotidien en Colombie. Le fait que ces caricatures, qui entendent représenter les effets dévastateurs du colonialisme, du capitalisme et de l'impérialisme sur la population colombienne, mobilisent fréquemment la figure de la féminité vulnérable n'a rien d'anodin. Elles témoignent de la prévalence des représentations de genre qui font des femmes les récipiendaires de formes genrées de violence, notamment de la violence sexuelle. Par l'utilisation fréquente de ces représentations, les auteurs de la revue admettent implicitement que les femmes font les frais de violences systémiques qui s'exercent sur elles. Comme nous le verrons, une véritable dissonance se construit au sein de la revue entre cette reconnaissance implicite de l'oppression des femmes dans les caricatures, et le déni explicite de la domination patriarcale dans les discours tenus au sein de la revue, qui réitèrent ce mantra révolutionnaire: la seule oppression significative est celle de classe.

Dans l'imaginaire révolutionnaire des représentations iconographiques publiées entre 1974 et 1976 dans la revue *Alternativa*, les femmes sont symboliquement exclues du champ du pouvoir et du politique. D'une part, ces représentations reproduisent les rapports sociaux de sexe imaginés dans le mythe révolutionnaire, fortement influencé par les doctrines venant de Cuba, assignant les vertus du héros à la masculinité, et un rôle de soutien, qui passe idéalement par la maternité, à la féminité. Dans cette vision,

les rôles de genre sont parfaitement complémentaires : la masculinité révolutionnaire se sacrifie pour la patrie, et la féminité révolutionnaire nourrit, soigne, et participe au sacrifice collectif, dans un scénario où l'agentivité politique demeure l'apanage des hommes. D'autre part, le récit révolutionnaire mobilise le «peuple» dans un patriotisme exacerbé, en opposition à un ennemi désigné, le capitalisme. Il se dégage de cette binarité une vision genrée de la lutte révolutionnaire. Lorsque vient le temps d'illustrer le soulèvement face à cet ennemi, le symbole du guérilléro masculin, héroïque et sacrificiel est incessamment utilisé. Au-delà du guérilléro, les figures masculines ouvrières, paysannes, intellectuelles, sont aussi choisies pour illustrer la résistance. Par contre, lorsqu'il est question de traduire l'indignation des violences que l'ennemi fait subir au pays, c'est la figure de la féminité qui est mobilisée. Quand la patrie se soulève, résiste, se bat jusqu'à la mort, la patrie est masculine; quand la patrie se fait battre, violer, humilier, la patrie est féminine. Cet imaginaire genré de la révolution constitue en quelque sorte la trame de fond à laquelle s'agence un discours hégémonique sur les mouvements de libération féminine.

3.2 Les discours dominants sur le féminisme

Dans cette section, nous examinerons les discours prenant pour objet le mouvement féministe²¹, entre 1974 et 1976, période qui voit naître les premiers groupes féministes de la seconde vague en Colombie. L'objectif est de cerner les versions dominantes du discours sur le féminisme au sein de la frange de la gauche colombienne représentée par *Alternativa*. Nous analyserons donc les articles qui font allusion au mouvement

²¹ Nous employons ici *le* mouvement féministe au singulier, car bien qu'il soit exact de parler *des* féminismes, en Colombie comme partout ailleurs, le portrait qu'en fait la revue *Alternativa* entre 1974 et 1976 laisse croire à un mouvement homogène, bien loin de son réel éclectisme. Ces diverses incarnations du féminisme en Colombie seront abordées plus en détails dans les chapitres 4 et 5.

féministe ou de libération féminine, dans ses expressions internationales ou locales. En premier lieu, nous ferons ressortir la frontière qui s'érige entre le «féminisme bourgeois» et la lutte des «femmes du peuple» dans les discours au sein d'*Alternativa*. Ces derniers suggèrent que la situation de subordination des femmes se renverse par les avenues révolutionnaires que propose la gauche. La désapprobation du féminisme par *Alternativa* se traduit donc par l'invalidation des discours féministes qui émergent alors. En second lieu, nous regarderons comment certains articles procèdent à l'instrumentalisation de ces discours féministes jugés dangereux. Finalement, nous nous pencherons sur les discours entourant les droits reproductifs des femmes. Discuté dans une approche anti-impérialiste, ce débat cristallise une importante tension à l'intersection d'enjeux de classe, de race et de genre.

3.2.1 Le féminisme au service du capital et de l'empire

La Nouvelle Gauche latino-américaine assiste avec anxiété, dans les années 1970, à la consolidation des mouvements féministes de la seconde vague. L'année internationale des femmes, proclamée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) a lieu en 1975 et se convertit en décennie des Nations Unies pour les femmes (1976-1985). L'un des acquis les plus significatifs de cette décennie est l'adoption, en 1979, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), ratifié par la Colombie en 1981. Ces initiatives internationales, qui accélèrent la mise sur pied d'un discours officiel identifiant les racines de la subordination féminine²², ont pour effet de rendre politiquement avantageux pour les gouvernements nationaux de se

²² Doris Lamus avance qu'à partir de l'Année internationale des femmes se met en branle l'*institutionnalisation du discours sur la femme*, «le processus ou le mécanisme par lequel les revendications des femmes sont intégrées dans un cadre institutionnel qui définit le champ du discours et les règles du jeu». Lamus, *De la subversión a la inclusión: movimientos de mujeres de la segunda ola en Colombia, 1975 - 2005*, Bogotá, ICAH, 2010, p.65 à 91.

pencher sur les droits des femmes²³. Néanmoins, pour une gauche farouchement anti-impérialiste, et déjà préoccupée par sa propre fragmentation, l'association entre le féminisme et la bourgeoisie est claire. Les groupes communistes et marxistes-léninistes, en particulier, entretiennent le préjugé que le féminisme est «un refuge bourgeois pour les laides»²⁴. Pourtant, les féminismes latino-américains de la seconde vague, ayant pris racine dans un contexte de profondes inégalités socioéconomiques, ont, pour la majeure partie, insisté sur l'importance de l'oppression de classe dans leurs projets politiques, et ont évolué en maintenant un dialogue étroit avec le marxisme²⁵.

Quand *Alternativa* commence à être publié en 1974, l'appellation féministe est taboue dans les milieux de gauche. Pour cette raison, l'expression «féminisme» est rarement utilisée. Le poème *Compañera campesina*, publié en septembre 1974, à un moment où le mouvement paysan est à son comble²⁶, illustre bien la posture de méfiance et de franche désapprobation que la gauche entretient alors envers la pensée féministe :

Avec toutes ces histoires sur comment résoudre les problèmes de la femme, nos exploiters pensent nous avoir.

²³ Francesca Miller avance par exemple que l'attention internationale croissante portée à la politique des droits des femmes dès les tout débuts des années 1970 contribuera à l'émergence d'une forme d'autocritique genrée au sein du régime cubain, permettant ainsi à Cuba de se placer consciemment à l'«avant-garde» du mouvement des femmes dans la direction des nations non-alignées et du bloc communiste (pensons, par exemple, à l'adoption du Code Familial en 1974). Au Brésil, également, le «parapluie» du mouvement international des femmes a permis l'avancement de l'organisation politique des femmes brésiliennes. Francesca Miller, *Latin American women and the search for social justice*, Hanover, University Press of New England, 1991, p.187 à 195.

²⁴ Entrevue avec Magdala Velásquez, cité dans Maria Emma Wills Obregón, *Las trayectorias femeninas y feministas hacia lo público en Colombia (1970-2000) ¿Inclusión sin representación?*, Doctorate, University of Texas, 2004, p.153.

²⁵ Milanich, *op. cit.*, p.471. Les historiennes qui étudient l'explosion des mouvements sociaux des femmes et la prolifération de groupes féministes dans les années 1970 en arrivent à la même conclusion pour la Colombie : ils ont souvent comme origine commune la proximité avec le militantisme de gauche. Voir, par exemple, Lamus, *op. cit.*; Wills, *op. cit.*

²⁶ L'Asociación Nacional de Usuarios Campesinos de Colombia (ANUC) coordonne alors de nombreuses «invasions des terres» pour presser la mise sur pied d'une réforme agraire. Selon l'analyse statistique faite par Archila, les paysan-ne-s constituent le deuxième groupe d'importance (20,1%) dans les protestations sociales au pays entre 1958 et 1990. Mauricio Archila, *Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia, 1958-1990*, Bogotá, ICAH-CINEP, 2003, p.188 à 192.

Avec l'histoire de ne pas avoir d'enfants. Ou avec celle d'humilier le compagnon quand il ne trouve pas de travail, ou de lui fermer la porte au nez quand il a trop bu. Comme si cela allait rendre le monde meilleur! [...]

Être une femme n'est pas si différent d'être un homme lorsqu'il s'agit de nous exploiter, malgré ce que nos exploiters disent sur la "défense de la femme"

Une pure histoire! Histoire pour duper. Femme paysanne, camarade et travailleuse, ne croyez pas à cette histoire!²⁷

Dans ce texte à l'intention de la «femme paysanne», une mise en garde est servie contre les idéaux de libération féminine. L'auteur ou l'autrice anonyme de ce poème avance que ce mouvement est un instrument des «exploiteurs» pour «duper» la classe ouvrière. Les différences entre hommes et femmes seraient minimes dans le contexte d'une exploitation capitaliste qui s'acharne également sur les deux sexes. Le discours «sur la "défense de la femme"» doit être combattu, parce qu'il identifie le mauvais ennemi, amenant les femmes à «humilier» leurs maris plutôt qu'à se préoccuper de la vraie lutte de libération. *Compañera campesina* exemplifie, à bien des égards, le discours typique que la revue entretiendra sur le féminisme dans ses premières années de publication, discours qui trahit l'anxiété de la gauche de voir l'inégalité de classe éjectée du centre des préoccupations.

La première facette de ce discours dominant concerne le fait que le mouvement de libération des femmes aurait comme effet nuisible de diviser la classe ouvrière. Dans un long reportage publié à l'automne 1974, *Alternativa* s'attaque au concours annuel de beauté de Carthagène²⁸. Elle y critique le spectacle de l'objectification des femmes:

²⁷ «Compañera campesina», *Alternativa*, n° 15, 2 septembre 1974, p.33.

²⁸ Le *Concurso Nacional de Belleza* est un concours de beauté annuel ayant lieu dans la ville de Carthagène depuis 1934. L'historien Michael Edward Stanfield avance que cet événement, se déroulant dans un espace «nonpartisan, civic, and celebratory, performing rituals and spectacles of great regional and national symbolism», a entretenu une relation symbiotique avec la violence et les inégalités au pays en recréant les hiérarchies sociales et raciales héritées de la période coloniale. «Tragically, violence, exclusion, and terror made beauty a powerful sedative for people in a nation dreaming of a better future». Stanfield, *Of Beasts and Beauty. Gender, Race and Identity in Colombia*, Austin, University of Texas Press, 2013, p. 2-11.

«La reine de beauté est l'expression la plus parfaite de la femme-objet»²⁹. Alors que ce reportage explique que la société capitaliste réduit la valeur des femmes à leur beauté pour maintenir l'industrie de la mode et cosmétique, on avance du même souffle que:

Le système capitaliste stimule la différence entre les sexes et finit par transformer les femmes en objets. Sa manipulation des femmes n'est pas indifférente et cherche – comme c'est le cas de certains mouvements de "libération des femmes" – à transformer la lutte commune des hommes et des femmes exploités – la lutte des classes – en fausse confrontation entre les sexes³⁰.

Il est ici sous-entendu, comme dans le poème, que le mouvement de libération féminine exerce un endoctrinement sur la population féminine colombienne. Le féminisme serait donc l'allié du capitalisme, en ce qu'il manipule et attise la confrontation entre les sexes, détournant ainsi la conversation de la lutte des classes. Évidemment, cette vision passe sous silence le fait que le renouveau féministe conteste de bien des façons le système capitaliste, du démantèlement de l'image de la femme «belle, bonne femme au foyer et bonne mère»³¹ à la lutte pour la reconnaissance du travail gratuit de reproduction sociale. Le discours sur le féminisme dans *Alternativa* s'attarde alors moins à ses propositions politiques qu'il ne s'attèle à l'associer à une trahison de classe.

Une seconde facette de ce discours s'attaque à la nature supposée bourgeoise du féminisme. Cet argument prend une couleur locale en Colombie quand le gouvernement de López, élu en 1974, est célébré pour sa promotion politique des

²⁹ «Los reinados de belleza : El opio maquillado del sistema», *Alternativa*, n° 19, 28 octobre – 10 novembre 1974, p.5. À noter que la revue dénonce l'utilisation du corps féminin à des fins mercantiles, alors qu'elle utilise le corps féminin à des fins politiques de manière soutenue dans ses caricatures.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

femmes. Il nomme alors, en effet, María Elena de Crovo au ministère du Travail ainsi que six femmes à des postes de gouverneures³². Cette façade de politique "féministe" est perçue par la gauche comme un «stratagème publicitaire»³³ au profit de l'Année internationale des femmes (1975). Dans cette conjoncture, le féminisme est conçu comme un instrument qui ne sert que les intérêts d'une seule classe : la «politique de promotion des femmes [de López] est précisément celle des femmes au pouvoir»³⁴. Cette même critique sera avancée pour la Conférence mondiale sur les femmes à Mexico, qui a lieu en juin et juillet 1975. La revue reproche alors à l'événement de ne réunir que des «Femmes officielles», c'est-à-dire envoyées par les gouvernements de leurs pays



Figure 3.8 – Conférence mondiale sur les femmes de Mexico (*Alternativa*, n° 40, juin 1975, p.26)

respectifs, et de traiter de «problèmes de femmes riches»³⁵. L'illustration choisie par *Alternativa* pour caricaturer l'événement est parlante (figure 3.8): une femme d'apparence bourgeoise, parlant au nom des «féministes officielles», est juchée sur le dos d'une autre femme à quatre pattes, son bébé à ses côtés. Le message véhiculé ici est que le féminisme des organisations internationales élève les femmes de la bourgeoisie, mais que ces «gains» se font aux dépens des femmes du prolétariat. La mobilisation habile d'un discours de classe permet d'associer les idées de libération féminine à la bourgeoisie.

³² Cette supposée promotion politique des femmes s'accompagnera toutefois de réelles transformations au niveau juridique, comme l'approbation du décret 2820 qui établit l'égalité juridique des sexes et élimine le pouvoir marital de l'homme sur sa femme. Voir Gomez, *op. cit.*, p.102.

³³ «Liberacion de cuál clase? De cuál mujer?», *Alternativa*, n° 28, 10-25 mars 1975, p.18.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ «Liberación con viáticos», *Alternativa*, n° 40, 30 juin – 7 juillet 1975, p.26.

Finalement, un autre volet de ce discours dominant fait du féminisme un mouvement étranger qui, en pénétrant dans les consciences, signe la victoire de l'impérialisme. En effet, on accuse les féministes de transplanter machinalement les consignes et les slogans provenant de l'Europe et de l'Amérique du Nord. «Les types étaient tellement mesquins qu'ils disaient que nous n'étions pas capables de penser par nous-mêmes et que nous copions [...] un féminisme européenisant»³⁶, témoigne une féministe *caleña* sur son expérience militante dans les années 1970. Cette attribution du féminisme à une propriété étrangère ressort encore plus fortement dans la conjoncture entourant la conférence de Mexico. On accuse l'événement de mettre au centre des discussions les solutions proposées par le féminisme du Nord, comme «les antidotes [...] à l'empoisonnement causé par cette grande entreprise de lobotomie collective que sont les magazines féminins»³⁷. Le féminisme est donc réduit à un mouvement puritain contre les «magazines féminins». Dans un article intitulé «La farce du féminisme» publié dans *Alternativa del pueblo*, un journaliste pose le constat suivant sur Mexico :

Lors de la conférence ont été exprimées deux positions qui s'affronteront constamment : celle promue par l'impérialisme nord-américain et soutenu par les bourgeoises, délégués des pays satellites de l'empire qui ont cherché à poser le problème des femmes comme indépendant des problèmes politiques et de la lutte des classes; d'autre part, les délégations de pays qui luttent pour leur libération ou sont en train de construire le socialisme, qui insistent sur la dénonciation de la situation mondiale d'oppression et d'exploitation dont souffrent les hommes et les femmes, et les luttes que mènent également, côte à côte, hommes et femmes contre les exploités communs³⁸.

Cet énoncé résume en quelques mots les préjugés évidents que la gauche porte sur le féminisme au moment où le mouvement gagne en visibilité avec l'Année internationale des femmes. Il s'agirait d'un mouvement promu par l'impérialisme, endossé par la bourgeoisie, et qui, pour les deux raisons précédentes, ne peut en aucun cas s'articuler

³⁶ Entrevue avec Elizabeth Quiñonez, dans Gómez, *op. cit.*, p.78.

³⁷ «Liberación con viáticos», *Alternativa*, n° 40, 30 juin – 7 juillet 1975, p.26.

³⁸ Santiago Altamar, «La farsa del feminismo», *Alternativa del pueblo*, n° 37, juillet 1975, p.27.

à la lutte des classes. Les femmes de la classe ouvrière n'auraient rien à gagner de cette pensée féministe, parce qu'elles sont exploitées au même titre que leurs comparses masculins, dans un prolétariat homogène. En revanche, le journaliste n'a pas tort de constater la présence d'une fracture à la Conférence de Mexico, qui se dessine encore plus clairement dans les débats qui émergent au sein de la Tribune³⁹, opposant bien souvent femmes du «premier monde» et du «tiers-monde»⁴⁰.

La montée des mouvements féministes à l'international est donc redoutée par la gauche, qui craint le détournement de l'attention des femmes de la classe ouvrière. Autrement dit, la pensée féministe est perçue comme une menace à l'identité de classe. Pour la neutraliser, la gauche développe un discours qui, plutôt que de débattre de ses propositions politiques, fait du féminisme un dispositif du capitalisme et de l'impérialisme. Dans *Alternativa*, on altérise donc la femme féministe, la dépeignant comme une bourgeoise aux revendications frivoles, en espérant maintenir les femmes à l'écart de ce «nouveau» mouvement social.

3.2.2 Domestication de la pensée féministe : vers une «bonne» lutte des femmes

Ce discours hégémonique sur le féminisme dans la revue *Alternativa* entretient ainsi, à l'instar d'une grande majorité des publications de gauche des années 1970, le récit

³⁹ La Conférence mondiale de Mexico a consisté en deux réunions parallèles, «the UN IWY [United Nations – International Women's Year] conference, which was attended by delegates from 133 countries [...]; and the Tribune, where representatives of non-governmental organizations and interested individuals convened». Miller, *op. cit.*, p.198. C'est au sein de la Tribune que se firent surtout entendre les voix des femmes et des féministes latino-américaines

⁴⁰ La féministe nord-américaine Betty Friedan et la militante ouvrière bolivienne Domitila Barrios De Chungara sont les deux protagonistes les plus visibles dans cette fracture au sein de la Tribune. Comme l'avance Miller, les deux femmes sont alors caricaturées par la presse internationale dans une entreprise enthousiaste de dépréciation (de la gauche comme de la droite) de l'organisation politique des femmes et du féminisme : «Betty Friedan was depicted as a harridan, representing a brand of North American-European feminist imperialism, and Domitila Barrios de Chungara was presented as a simple woman of the people». *Ibid*, p.198 à 202.

péjoratif d'un féminisme bourgeois, impérialiste et divisif, dont l'unique expression est celle de l'ONU. Néanmoins, il est admis qu'une forme particulière d'oppression touche les femmes : «Nous ne nions pas [...] que des questions aussi sensibles que la planification familiale, le mariage et le divorce, l'accès à l'éducation et au travail touchent toutes les femmes»⁴¹, reconnaît-on en mars 1975 dans un rare article dédié au mouvement de libération féminine. Comment alors concilier l'aveu de la sujétion féminine avec le rejet d'un mouvement social qui prétend justement vouloir s'attaquer à cette subordination? En érigeant une frontière entre le féminisme et la «bonne» lutte des femmes du peuple. La libération féminine est radicalement différente, affirme-t-on, pour les femmes bourgeoises, qui tentent d'exercer le pouvoir politique comme les hommes de leur classe et se libérer sexuellement, et «la femme du peuple» qui lutte pour la libération globale et pour qui «la faim, la maladie et l'ignorance [...] frappent plus que l'autorité du mari»⁴². Cette séparation entre deux formes de libération féminine, où seule la seconde s'arrime à la lutte des classes et ne menace pas l'ordre de genre du politique de la gauche, est exacerbée dans *Alternativa*. Les discours féministes, jugés menaçants pour l'identité de classe, y sont domestiqués et instrumentalisés. En d'autres termes, pour donner de la légitimité à son discours sur le féminisme «nuisible», encore fallait-il que la revue adresse minimalement la question de l'oppression féminine pour en tracer les frontières de l'acceptabilité.

L'autre côté de la médaille du récit sur le féminisme divisif, bourgeois et impérialiste tracé par la gauche se trouve dans la valorisation des luttes «bonnes» et «justes» menées par des femmes de la classe ouvrière. Dans une entrevue publiée dans le 16^e numéro, la dirigeante populaire Carmen de Rodriguez s'exprime, entre autres, sur la situation de «la» femme colombienne, jugeant que son problème principal réside dans l'accès à l'éducation: «La femme n'a pas eu de véritable éducation qui l'amène à comprendre sa

⁴¹ «Liberacion de cuál clase? De cuál mujer?», *Alternativa*, n° 28, 10-25 mars 1975, p.18.

⁴² *Ibid.*, p.19.

situation de classe. Il n'y a que deux classes : les exploités et les exploités»⁴³. Si elle reconnaît que, même au sein du prolétariat, les femmes n'ont pas la même éducation que les hommes, cette injustice est hiérarchisée derrière l'oppression de classe. Un peu plus loin dans l'entrevue, Rodriguez avance que l'accumulation des richesses par la caste capitaliste est possible grâce à une double tactique d'annihilation de la population, par la faim, en élevant les prix de consommation, et par le contrôle natal, en distribuant la pilule contraceptive⁴⁴. Dans ce contexte, croit-elle :

En tant que femmes, nous devons faire naître, éduquer les enfants, leur faire comprendre qu'ils sont au service de leur classe. Les femmes sont obligées de les former politiquement afin de les libérer. Les préparer à se battre pour un autre système. Nous devons créer [les enfants], mais pas pour l'humiliation et le vassalisme.

La libération consiste à comprendre et à reconnaître sa propre valeur. En comprenant que cette valeur peut être mise au service de la lutte des classes. La libération n'est pas la lutte contre l'homme, mais le pouvoir de se mettre en relation avec lui pour lutter côte à côte, au travail, dans la lutte pour la construction du Socialisme⁴⁵.

Ainsi, le rôle des femmes dans la lutte des classes est double. Leur contribution de premier plan à la lutte est de donner naissance et d'éduquer les enfants dans une perspective révolutionnaire. Leur second rôle est de participer, avec les hommes, à la construction du socialisme, avenue unique de libération. En mentionnant que «la libération n'est pas la lutte contre l'homme», Rodriguez fait allusion au féminisme, largement perçu comme l'instigateur d'une bataille entre les sexes. L'idéal du rôle féminin dans la lutte des classes tel qu'exprimé par Carmen de Rodriguez correspond à celui que la revue *Alternativa* infuse dans son contenu sur les femmes et la lutte révolutionnaire. Cela passe d'abord, comme nous l'avons déjà vu, par l'élévation de la figure maternelle, qui s'accompagne nécessairement d'une mise en valeur des

⁴³ «Habla una dirigente popular», *Alternativa*, n° 16, 16-29 septembre 1974, p.24.

⁴⁴ Nous nous attarderons à la question du contrôle natal et de la contraception dans la section suivante.

⁴⁵ *Ibid.*, p.25.

différences de genre. Mais cela passe aussi, comme l'exprime Rodriguez, elle-même militante et bien loin de se définir uniquement par son rôle de mère⁴⁶, par la mise en valeur de l'implication et de la collaboration des femmes dans les luttes sociales. Dans ce second processus, toutefois, les différences de genre sont aplanies pour promouvoir la cohésion au sein du prolétariat. En d'autres termes, comme le formule une consigne syndicale lors la grève ouvrière à l'usine *Tejidos Unica* dans la ville de Manizales, «le prolétariat est un, le sexe est accidentel»⁴⁷.

Ainsi, la revue ne rend pas seulement «hommage» aux mères, mais aussi aux ouvrières, aux grévistes et aux femmes paysannes. Dans son 28^e numéro, *Alternativa* choisit de souligner, en quatrième de couverture, la Journée internationale de la femme du 8 mars (figure 3.9). Une photographie d'une jeune travailleuse actionnant de la machinerie, en premier plan, se juxtapose avec l'illustration, en filigrane, d'une paysanne transportant un lourd sac sur son dos. «La lutte de la femme du peuple colombien est la lutte pour la libération nationale»⁴⁸, peut-on y lire. Pendant l'importante grève des travailleuses à l'usine de textiles Vanytex au début de l'année 1976,



Figure 3.9 – Journée internationale de la femme (*Alternativa*, n° 28, mars 1975, quatrième de couverture)

⁴⁶ Elle est une «leader populaire des *barrios orientales* de Bogotá, membre du *Comité de Solidaridad con los Presos Politicos*, collaboratrice active de l'*Asociación de Usuarios Campesinos* et consacrée depuis plus de trente ans à la défense des droits des classes marginalisées et prolétaires». *Ibid.*, p.24.

⁴⁷ «Las luchas de SINTRAUNICA», *Alternativa*, n° 23-24, décembre 1974 – janvier 1975, p.9.

⁴⁸ *Alternativa*, n° 28, 10-25 mars 1975, quatrième de couverture.

événement qui sera amplement couvert dans la revue et où sera souligné «la combativité de la femme ouvrière»⁴⁹, *Alternativa* publie un «hommage à la femme gréviste de Vanytex». Sous une photographie des grévistes en train de faire du piquetage, on peut lire: «la véritable libération de la femme est la libération de l'exploitation capitaliste»⁵⁰. Ces exemples démontrent la valorisation de «la femme du peuple» en lutte dans la revue.

Ces exemples révèlent aussi comment *Alternativa* tente alors de domestiquer les discours féministes, en opérant une reprise de contrôle de ses propositions politiques et culturelles qui menacent la primauté de l'appartenance de classe. Dans le premier cas, elle s'appuie sur l'attention octroyée à l'Année Internationale des femmes et à la Journée internationale de la femme pour recadrer la cause féminine dans les termes de la classe. Dans le second cas, elle s'approprie la locution féministe de «libération de la femme» pour s'en réclamer d'une version «véritable», qui s'inscrit dans la «libération de l'exploitation capitaliste»⁵¹. Dans les deux cas, elle récupère un aspect du féminisme pour l'intégrer au récit hégémonique de la lutte des classes. La lutte des femmes qui est «bonne» et «juste» est celle qui va dans le sens de l'avènement du socialisme : la seule libération féminine possible passe par le processus révolutionnaire. La lutte des femmes est permise, voire encouragée, tant qu'elle ne remette pas en cause la centralité de l'identité de classe et les rapports de pouvoir entre hommes et femmes.

3.2.3 Contraception, droits reproductifs et anti-impérialisme

Le débat entourant la question de la contraception est révélateur des tensions qui se cristallisent à l'intersection des luttes pour le socialisme et des luttes féministes. Pour

⁴⁹ «Huelga en Vanitex», *Alternativa*, n° 69, 9-16 février 1976, p.29.

⁵⁰ «Obreras de Vanytex», *Alternativa*, n° 73, 8-15 mars 1975, p.32-33.

⁵¹ *Ibid.*

les premières, la contraception s'inscrit dans un récit d'annihilation des populations du Tiers-Monde par les puissances mondiales, particulièrement par les États-Unis, qui «voient que plus il y a de pauvres non-conformistes, plus le danger est grand pour eux»⁵², comme l'exprime la militante Carmen Rodriguez. Les secondes, toutefois, considèrent que la prise de contrôle par les femmes de leur santé sexuelle et reproductive, élément clé de leur émancipation, est aussi en jeu. Entre 1974 et 1976, c'est la rhétorique anti-impérialiste qui prime dans la discussion sur les enjeux contraceptifs dans la revue *Alternativa*. Si l'objectif de ce discours dominant est principalement de discréditer les thèses néo-malthusiennes du développement, il prendra souvent des airs de croisade contre les politiques de planification familiale et la contraception, sous prétexte qu'elles seraient une incarnation de l'impérialisme. Ce discours ira parfois jusqu'à muter en pronatalisme idyllique, où l'on avance qu'en Amérique latine les gens se reproduisent «avec enthousiasme et sans précautions»⁵³. Alors que seul le cadre d'analyse anti-impérialiste est admis, l'attention portée aux principales concernées par ce débat demeure minime.

Quand la revue commence à être publiée en 1974, l'accès aux méthodes contraceptives se normalise en Colombie. En 1965 est créé Profamilia (*Asociación Probienestar de la Familia Colombiana*) à Bogota, un organisme privé de planification familiale. En 1971, afin d'atteindre les femmes à l'extérieur des grandes zones urbaines, Profamilia développe un programme centrifuge (*Community-based distribution program (CBD)*), le premier du genre en Amérique latine⁵⁴, où des membres sélectionnés des communautés rurales distribuent des contraceptifs ne nécessitant pas de supervision médicale (condoms, spermicides et contraceptifs oraux). En 1974, le programme CBD connaît déjà un succès appréciable, avec 270 postes de distribution établis dans six

⁵² «Habla una dirigente popular», *Alternativa*, n° 16, 16-29 septembre 1974, p. 25.

⁵³ Eduardo Galeano, *Las venas abiertas de America Latina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1973, cité dans «Demografía y política: la píldora no evitará la revolución», *Alternativa*, n°16, 16-29 sept. 1974, p.19.

⁵⁴ Laura E. Roper, «The management of Family Planning Programs : Profamilia's Experience», *Studies in Family Planning*, vol. 18, n° 6, Nov-déc 1987, p.339.

départements et environ 12 400 femmes inscrites aux registres⁵⁵. Parallèlement, le Ministère de la Santé commence en 1974 à offrir, lui aussi, des programmes d'éducation sexuelle et de planification familiale⁵⁶.

Cette avancée de la planification familiale en Colombie est vue par plusieurs acteurs de la gauche comme la matérialisation d'une autre facette de l'impérialisme en sol latino-américain. En effet, suite aux mouvements de décolonisation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les puissances mondiales voient la réduction de la natalité dans les pays du tiers-monde comme une nécessité pour la sauvegarde de la démocratie libérale et le développement économique⁵⁷. Or, de nombreux cas de stérilisations contraintes ou forcées de femmes pauvres, afrodescendantes ou autochtones, dans toutes les Amériques, ont révélé les visées classistes, racistes et coloniales de cette obsession pour limiter la natalité⁵⁸. Dès les années 1960, les États-Unis, en particulier, investissent dans la promotion de la planification familiale en Amérique latine⁵⁹. Les politiques qui en découlent ont bien souvent comme assise théorique les thèses néo-malthusiennes qui postulent, à l'instar de l'économiste Thomas Malthus (1766-1834),

⁵⁵ Gonzalo Echeverry, «Development of the Profamilia Rural Family Planning Program in Colombia», *Studies in Family Planning*, vol. 6, n° 6, June 1975, p.142.

⁵⁶ Roper, *loc. cit.*, p.341.

⁵⁷ Vanessa Freije, « Speaking of Sterilization: Rumors, the Urban Poor, and the Public Sphere in Greater Mexico City », *Hispanic American Historical Review*, vol. 99, n° 2, 2019, p.307

⁵⁸ *Ibid.* Il est donc crucial de situer les discours sur la contraception que l'on retrouve dans *Alternativa* dans ce contexte plus large, dans lequel une vision eugéniste structure bel et bien certaines politiques de planification familiale. Néanmoins, le sujet des stérilisations contraintes ou forcées, et des violences reproductives qui s'exercent de façon disproportionnée sur les femmes marginalisées, dépasse le cadre de cette recherche. Voici quelques exemples de lectures pour la lectrice ou le lecteur souhaitant se familiariser avec ces questions importantes. Sur les stérilisations forcées des femmes autochtones au Canada, voir *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées*, vol. 1a, 2019, p.288-289, <<https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/final-report/>> (5 juin 2021). Sur le Programme de santé reproductive et de planification familiale (PSRPF) et les stérilisations forcées de femmes autochtones au Pérou sous le gouvernement d'Alberto Fujimori, voir Lissell Quiroz, «La maternité au croisement des oppressions. Les stérilisations forcées au Pérou (1996-2000)», *Presses de Science Po*, n° 146, 2020, p.69 à 80. Sur les violences reproductives, y compris les stérilisations forcées, pendant le conflit armé en Colombie, voir Centro de Derechos Reproductivos, *Una radiografía sobre la Violencia Reproductiva contra mujeres y niñas durante el Conflicto Armado colombiano*, Centro de Derechos Reproductivos, Bogota, 2020.

⁵⁹ Fabiola Miranda-Pérez & Angélica Gómez-Medina, «Quelle reconnaissance des droits sexuels et reproductifs au Chili et en Colombie?», *Autrepart*, n° 70, 2014, p.30.

un antagonisme entre croissance démographique et développement économique, tout en y greffant une solution moderne: la contraception. Une prolifération d'organisations non gouvernementales s'attardera alors à financer de la recherche sur la planification familiale et à en divulguer les résultats aux quatre coins du globe⁶⁰. À ce titre, l'organisation colombienne Profamilia fait partie, dès sa fondation, de l'organisation internationale *Population Council*, fondée en 1952 par John Rockefeller et financée par la puissante famille d'oligarques. Comme le formule Arlette Gautier, ce mouvement en faveur de la réduction de la natalité «[...] a conduit à la formulation des problèmes de développement en termes de problèmes démographiques : il suffirait de réduire la croissance démographique pour limiter la pauvreté»⁶¹. Il s'agit alors d'un schème de pensée tellement dominant parmi les élites que l'ex-président Alberto Lleras insinue, en août 1974, que le problème de violence en Colombie est dû à l'augmentation de la natalité parmi les populations défavorisées⁶². L'analyse néomalthusienne, en réduisant le conflit et la violence qui le traverse à un problème démographique, prétend contourner l'examen profond qui serait de mise pour en comprendre les causes structurelles.

La revue *Alternativa* se positionne, entre février 1974 et décembre 1976, contre la thèse qui fait du contrôle de la natalité le prérequis pour le développement. À l'instar de la gauche latino-américaine⁶³, elle avance plutôt que c'est l'inversion de cette thèse qui est vraie, que «les gens régulent spontanément leur taux de natalité [...] grâce au changement des structures socio-économiques et à l'amélioration générale des conditions de vie [...]. Ce sont les conditions préalables qui déterminent l'adoption d'une limitation libre des naissances par une population donnée»⁶⁴. Dans un article sur

⁶⁰ Par exemple, le Population Council, Planned Parenthood International, et le Population Crisis Committee (aujourd'hui Population Action International).

⁶¹ Arlette Gautier, «Les politiques de planification familiale dans les pays en développement : du malthusianisme au féminisme?», *Lien social et Politiques*, n° 47, 2002, p.68.

⁶² «Victima de la lambonería», *Alternativa*, n° 15, 2 septembre 1974, p.13.

⁶³ Freije, *loc. cit.*, p.307-308.

⁶⁴ «Demografía y política», *Alternativa*, n°16, 16-29 septiembre 1974, p.19.

la pilule contraceptive publié en mai 1975, par exemple, on cite une journaliste cubaine qui explique comment la libération de la femme et la libération nationale ont permis de solutionner le «problème» démographique : «Immédiatement après le triomphe révolutionnaire, les femmes ont été sorties des confins de leurs foyers[...]», et aujourd'hui, «dans le cadre de cette politique, [...] il est du droit de chaque citoyen et de chaque citoyenne de notre pays de demander un conseil ou un moyen de contraception»⁶⁵. Ainsi, l'utilisation de la contraception dans une société socialiste comme Cuba n'est pas vue d'un mauvais œil, mais plutôt comme une conséquence logique des changements structurels engendrés par la révolution.

Toutefois, lorsque la revue aborde le cas colombien, aux prises avec de nombreuses formes de domination étrangère, la thèse développementaliste est combattue avec autant de vigueur que son incarnation dans le développement de politiques de planification familiale. Cette position se traduit souvent par une hostilité ouverte envers les méthodes contraceptives. Dans un article publié en octobre 1975, l'auteur prend pour exemple la *radionovela* cubaine *El derecho de nacer* de Félix Cagnet pour dénoncer l'omniprésence du message antinataliste dans la culture, encouragé par la Central Intelligence Agency (CIA)⁶⁶. Cette industrie culturelle, renchérit l'auteur, «sert l'industrie électronique américaine, qui trouve dans tous les parents frustrés un grand marché pour leurs postes de radio et de télévision»⁶⁷. Il dénonce ainsi la provenance américaine du message antinataliste, mais surtout les intérêts impérialistes et capitalistes qui s'y cachent. L'anti-impérialisme farouche de la revue force alors un amalgame entre l'antinatalisme au service du capital et la distribution et l'utilisation des méthodes contraceptives. C'est en jouant sur cet amalgame, par exemple, qu'un article intitulé «La pilule n'évitera pas la révolution», publié en septembre 1974,

⁶⁵ «La píldora: un debate estéril», *Alternativa*, n° 35, 26 mai – 2 juin 1975, p.5.

⁶⁶ Il y est révélé que la CIA, par le biais de l'Agency for International Development (AID), organise des cours et séminaires pour les acteurs, les auteurs et les directeurs latinoaméricains de *radionovelas* et de *telenovelas* dans la capitale étatsunienne. Il s'agirait d'une information confirmée par le Washington Post, selon l'auteur de cet article. «El derecho de nacer», *Alternativa*, n° 55, 13-20 octobre 1975, p.25.

⁶⁷ *Ibid.*

associe celles qui divulguent de l'information sur le dispositif intra-utérin dans une communauté rurale à des «agents de l'empire»⁶⁸. On y renchérit que «l'imposition de politiques démographiques, la pilule et le contrôle des naissances ne servent, dans l'organisation économique mondiale actuelle, seulement qu'à perpétuer des situations d'injustice dont bénéficie une minorité privilégiée de nations – et de classes»⁶⁹. Ainsi, pour les auteurs de cet article, tant que la Colombie sera soumise au capitalisme mondialisé, l'utilisation des méthodes contraceptives est inacceptable, car elles ne servent qu'à asseoir la domination du Nord sur l'Amérique latine.

Or, la gauche sert aussi ses propres intérêts politiques en adoptant un discours pronataliste. La natalité abondante sur le continent latino-américain est vue comme une force en devenir, un accélérateur vers la révolution socialiste, car chaque enfant qui naît vient potentiellement grossir les rangs de la cause révolutionnaire. Autrement dit, sa force numérique constituerait son plus puissant outil de révolte contre l'impérialisme. Ces perspectives des masses révoltées en Amérique latine, selon *Alternativa*, «crispent les nerfs des magnats de l'Empire» qui angoissent devant «la possibilité de mourir par submersion»⁷⁰. Dans ce contexte, la contraception, entrave directe à une natalité abondante, inhiberait le pouvoir des mouvements sociaux et des luttes pour le socialisme. Dans «La pilule n'évitera pas la révolution», dont le titre même est révélateur de l'association entre natalité et possibilité insurrectionnelle, les mots de l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano sont repris pour soutenir que les «contraceptifs intra-utérins rivalisent avec les bombes et la mitraille, dans le Sud-Est asiatique, pour stopper la natalité [...]», et que, pour le cas latino-américain, «il est plus hygiénique et plus efficace de tuer les guérilleros dans les utérus que dans les sierras ou dans les rues»⁷¹. D'une part, cette métaphore permet d'associer la contraception au

⁶⁸ «Demografía y política», *Alternativa*, n°16, 16-29 septembre 1974, p.18. Rappelons que dans le cas de Profamilia, ces employées sont majoritairement des membres de leurs propres communautés.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ «La pildora: un debate estéril», *Alternativa*, n° 35, 26 mai – 2 juin 1975, p.4.

⁷¹ Galeano, cité dans «Demografía y política», *Alternativa*, n°16, 16-29 septembre 1974, p.18.

meurtre (du peuple et des «enfants» dans les ventres des mères), équivalente aux armes létales utilisées par l'armée américaine pour tuer les populations du Sud-Est asiatique. D'autre part, le symbole du guérilléro dans l'utérus fait écho à l'idée que l'on se fait des enfants à naître comme de futurs combattants, prêts à servir la cause révolutionnaire. Ce symbolisme s'arrime d'ailleurs parfaitement à la glorification de la maternité dans l'imaginaire révolutionnaire.

Cette condamnation de la contraception suscite toutefois des contestations, admises dans les pages de la revue. En octobre 1974, *Alternativa* publie une longue lettre d'une lectrice, Helena Araujo⁷², intitulée «Machisme et révolution». «Je suis préoccupée [...] par l'approche de la revue en ce qui concerne la question féminine»⁷³ exprime Araujo. Elle avance que «si les conséquences pour les femmes de la défense du taux de natalité ne sont pas prises en considération, les arguments pronatalistes sont peu valables»⁷⁴. Elle se désole surtout qu'*Alternativa* omet de s'intéresser à «l'aspect qualitatif de la question»⁷⁵, soit l'expérience des femmes concernées. La critique qu'Araujo adresse à la revue souligne que les impacts des politiques démographiques et de la planification familiale sur la santé et la vie des femmes, qu'ils soient bénéfiques ou néfastes⁷⁶, sont l'angle mort évident de l'analyse anti-impérialiste de la question démographique. Quelques mois plus tard, en mars 1975, *Alternativa* publie un article sur les enjeux de classe dans la libération féminine. L'analyse du contrôle natal y est beaucoup plus nuancée que dans les articles précédents. L'auteur-trice (anonyme) reconnaît les lacunes de la réprobation unilatérale de la contraception par la gauche, qui «mue davantage par le désir de dénoncer les politiques impérialistes que par la nécessité

⁷² Helena Araujo écrit dès 1978 dans les pages de la revue à titre de correspondante internationale.

⁷³ Helena Araujo, «Machismo y revolución – Cartas de lector», *Alternativa*, n° 18, 14-27 octobre 1974, p.29.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ En effet, même si les stérilisations forcées sont dénoncées par la gauche, les violences spécifiques qui s'exercent sur les corps féminins et leurs conséquences dans le cadre des politiques démographiques sont passées sous silence.

d'analyser le problème avec réalisme, [...] finit par coïncider avec la position de l'Église»⁷⁷. L'article reproche aussi à la gauche de participer à ce bruit ambiant qui stigmatise les femmes, qui sont prises au milieu du «feu croisé de slogans politiques, d'anathèmes moraux et de campagnes antinatalistes»⁷⁸, sans faire preuve de sympathie face à leur situation. Dans un autre article publié en mai 1975, intitulé «La pilule : un débat stérile», où est encore une fois dénoncé le «contrôle natal» dans sa forme impérialiste, un encadré met de l'avant une entrevue avec le docteur Miguel Trias, directeur de Profamilia. L'hostilité de l'intervieweur face à Profamilia émane dans la nature des questions posées⁷⁹. Néanmoins, Trias défend l'organisme face à la critique de son financement étranger, en assurant que «les programmes de Profamilia sont strictement colombiens», et avance qu'avoir des enfants désirés est un *droit* qui pour l'instant demeure «un *privilège* des classes supérieures, alors que la plupart des gens sont confrontés à la tragédie familiale d'avoir en moyenne trois enfants de plus que ce qu'ils désirent»⁸⁰. En cadrant la planification familiale comme une question de droits et de privilèges, et dans une perspective qui prend compte de la réalité de classe, Trias offre une réponse ingénieuse aux pourfendeurs de la contraception. Ces contestations au discours anti-contraception démontrent l'acceptation d'une hétérogénéité dans la ligne de pensée de la revue, compatible avec son objectif d'unifier la gauche.

Ainsi, dans les numéros d'*Alternativa* publiés entre 1974 et 1976, la question de la contraception, et plus largement le thème de la natalité, sont principalement analysés dans le prisme de la lutte pour le socialisme contre l'impérialisme. Les notions de droits reproductifs, d'autonomie féminine ou de santé sexuelle y sont plutôt mis en sourdine. Or, la revue ne se positionne pas, de prime abord, contre la contraception. Comme

⁷⁷ «Liberación de cuál clase? De cuál mujer?», *Alternativa*, n° 28, 10-23 mars 1975, p.18.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Par exemple, «Dans les pays développés [...] la réduction de la croissance démographique a naturellement résulté du progrès économique et culturel. Pourquoi insistez-vous pour combattre le mal par les branches? [Plutôt que par les racines]». «La pildora: un debate estéril», *Alternativa*, n° 35, 26 mai – 2 juin 1975, p.6-7

⁸⁰ *Ibid.*

l'exprime un lecteur d'*Alternativa* dans le 31^e numéro (avril-mai 1975) : «Le planning familial, qui dans un système socialiste signifie donner au peuple l'éducation et les moyens techniques de décider librement [...] du nombre d'enfants engendrés, dans le système capitaliste constitue une stratégie impérialiste d'oppression»⁸¹. Autrement dit, la planification familiale ne peut être encouragée tant et aussi longtemps que la Colombie sera soumise au capitalisme mondialisé. Si c'est l'intérêt des États-Unis dans le contrôle de la natalité à l'étranger qui est dénoncé dans *Alternativa*, cette posture en vient souvent à diaboliser l'utilisation des méthodes contraceptives par les femmes, et à romancer la natalité abondante. En effet, l'intérêt politique derrière la croissance démographique est limpide pour la gauche, qui voit cette force numérique en termes de potentiel révolutionnaire. Bien que cette tangente anti-contraception et pronataliste soit la forme dominante du discours dans les pages de la revue, on peut observer des oppositions à ce discours dominant, qui, sans se réclamer du féminisme, soulignent combien l'analyse d'*Alternativa* porte peu attention aux femmes et aux familles. Dans cette vision où les méthodes contraceptives sont identifiées comme partie intégrante du projet impérialiste, il n'est pas étonnant que les idéaux féministes qui défendent l'usage de ces méthodes soient dépeints comme un ennemi à abattre. Au final, le déploiement de ce débat dans *Alternativa* n'est que l'un des symptômes de la tendance de la gauche à subordonner et à invisibiliser les luttes sociales ne cadrant pas avec le projet hégémonique de la révolution socialiste.

Conclusion

Entre 1974 et 1976, le féminisme n'a pas bonne presse dans les pages de *Alternativa*. Au même titre que le discours hégémonique de la gauche plus largement à la même

⁸¹ Jorge Buitrago, «La izquierda y el control natal – Cartas del lector», *Alternativa*, n° 31, 28 avril – 5 mai 1975, p.21.

époque, la revue entretient l'idée que les mouvements de libération féminine sont de dangereuses idées qui n'ont rien à apporter aux Colombiennes. Ce discours renforce et se nourrit de l'imaginaire genré de la révolution, où le politique est affaire d'hommes. Le pouvoir des hommes dans le projet révolutionnaire de la gauche, tout comme au sein de la société capitaliste, dépend de la séparation étanche entre la sphère publique/masculine et privée/féminine. Pour engendrer la révolution, la gauche stimule le travail politique masculin, exaltant le guérillero héroïque, mais aussi le travail de reproduction biologique et sociale des femmes. En identifiant le patriarcat comme structure de pouvoir et en proposant aux femmes la possibilité d'être autre chose qu'épouse et mère, les idéaux féministes remettent en question l'intégrité même du projet révolutionnaire de la gauche ainsi que l'homogénéité de la classe ouvrière. Puisque le féminisme est identifié comme une menace à l'identité de classe, le traitement qu'en fait la revue entre 1974 et 1976 ressemble à une entreprise de discrédit et de domestication de ses idées qui sont jugées les plus dangereuses pour l'intégrité de la lutte des classes. Le débat sur la contraception fournit un exemple de cette subordination des enjeux de genre à ceux de classe. Dans l'analyse anti-impérialiste, il n'y a pas de place pour entrevoir la contraception comme un moyen d'autonomisation des femmes : il s'agit plutôt d'une arme du capitalisme impérialiste pour en finir avec la croissance démographique dans le tiers-monde. Cette analyse ne s'intéresse pas aux conséquences de la contraception sur les vies des femmes ni à leur intérêt à vouloir limiter, voire à empêcher, leurs grossesses.

Le discours dominant sur le féminisme dans *Alternativa* entre 1974 et 1976 propose ainsi peu d'engagement réel avec les propositions politiques de ce mouvement social. Le prochain chapitre nous permettra de voir que cette fermeture au féminisme évoluera, entre 1977 et 1978, vers l'établissement d'un dialogue avec certains idéaux féministes et vers l'intégration d'une loupe d'analyse plus sensible aux rapports sociaux de sexe.

CHAPITRE IV

PATRIARCAT, CAPITALISME ET RÉVOLUTION: PERCÉE DE LA PENSÉE FÉMINISTE DANS UNE *ALTERNATIVA* EN RENOUVELLEMENT (1977-1978)

Dans ce chapitre, notre attention se portera sur l'émergence du militantisme féministe en Colombie lors de la seconde moitié des années 1970, et sur ses manifestations dans *Alternativa*. Pour ce faire, nous étudierons les numéros publiés entre mai 1977 (n° 112) et juillet 1978 (n° 169), période marquée par un contexte d'élections législatives et présidentielles, où s'entremêlent crise de légitimité du régime politique et effervescence des mouvements populaires. Comme l'avons démontré dans le second chapitre, cette période charnière infléchit la trajectoire idéologique de la revue *Alternativa*, qui renouvelle ses stratégies journalistiques et politiques pour favoriser l'unité de la gauche. En effet, dans ce «tournant» de 1978, la revue appuie publiquement la stratégie électorale, en incitant son lectorat à se rendre aux urnes (n° 152, février 1978), puis s'implique activement dans le plébiscite pour un candidat unique de gauche aux élections avec la campagne *¡Firme!* (n° 159 & 160, avril 1978). Par ailleurs, quand *Alternativa* réapparaît en mai 1977 dans le panorama des médias colombiens après une pause de publication de quelques mois, elle adopte un changement de ton par rapport à la gauche colombienne. Si la revue entend toujours contribuer au projet révolutionnaire de la gauche, elle le fera dorénavant dans une perspective critique, en essayant de dénouer les racines de ses échecs, de démystifier l'absence de soutien populaire à son égard, et de lui proposer de nouvelles perspectives d'avenir basées sur la réalité plurielle et complexe du peuple colombien.

Nous explorerons donc, dans ce chapitre, l'apparition de perspectives féministes dans le contenu d'*Alternativa* à partir de 1977. Nous démontrerons que la revue commence dès lors à se faire discrètement le miroir de l'expansion des mouvements féministes en Colombie. Comment expliquer un tel revirement? En amorçant une réflexion critique sur la gauche en Colombie, la lecture que fait *Alternativa* de la société devient plus flexible et n'est plus uniquement régie par la classe comme catégorie structurant les rapports de pouvoir. Ce discours renouvelé libère des interstices où peuvent se glisser les pensées féministes, qui contribuent par ailleurs à repousser les frontières de ce que signifie la lutte révolutionnaire, et à élaborer des approches nouvelles de subversion du système capitaliste. Nous dresserons d'abord un bref portrait des féminismes colombiens en 1977-1978, véritable période d'envol du mouvement dans de nombreuses sphères de la société, afin de discerner la «trame féministe» sur laquelle se juxtapose cette période de publication d'*Alternativa*. Nous verrons ensuite que lors de cette période, la revue favorise la création d'un espace sur le thème de la condition féminine dans son contenu. Elle engage notamment une chroniqueuse, favorisant une prise de parole féminine en ses pages, et fait montre d'un intérêt envers la campagne d'une candidate aux élections de 1978. Finalement, nous analyserons comment se manifeste l'émergence du féminisme dans le contenu de la revue: par l'incursion de certaines théories féministes, par l'admission de critiques de la gauche à partir d'une posture féministe, et par l'amorce d'une reconnaissance des droits reproductifs et sexuels des femmes.

4.1 Contexte historique : l'émergence de la deuxième vague féministe en Colombie (1977-1978)

Dès les débuts des années 1970, des Colombiennes s'aménagent des espaces collectifs de réflexion sur la condition des femmes dans leur pays :

Dans ces groupes, nous, les femmes, découvrons que de nombreux problèmes considérés comme individuels sont collectifs et possèdent un élément commun : la manifestation du pouvoir patriarcal qui provoque l'inégalité entre hommes et femmes dans la vie quotidienne [...] dans les relations interpersonnelles, dans les organisations et les institutions sociales¹.

De ces groupes naissent les premiers noyaux féministes en Colombie. Les réflexions de ces militantes se nourrissent des ouvrages produits en Europe et en Amérique du Nord² et des théories et des pratiques politiques de la gauche colombienne³. À partir de 1977, des groupes se réclamant du féminisme surgissent dans les grandes villes: *Las Mujeres* à Medellin, *Grupo Amplio para la Liberación de la Mujer* à Cali, *Combate Mujer* à Sincejelo, puis le *Frente Amplio de Mujeres* et la commune féministe anarchiste *El Aquelarre* à Bogota⁴. Autrement dit, vers 1977, de plus en plus de Colombiennes, souvent affiliées à la gauche⁵, ou de façon autonome, commencent à reconnaître, à nommer et à se battre contre l'oppression basée sur le sexe.

Le bourgeonnement des groupes féministes radicaux donne lieu à de nombreuses initiatives culturelles et politiques. La revue féministe *Mi cuerpo es mío* apparaît à Bogota, et *Cuéntame tu Vida* à Cali⁶. Dans la capitale naît aussi la fondation *Cine*

¹ *Nuevos espacios y otros retos: propuestas a las mujeres*, Casa de la Mujer, Bogota, 1986, p.14-15, cité dans Doris Lamus, *De la subversión a la inclusión: movimientos de mujeres de la segunda ola en Colombia, 1975 - 2005*, Bogotá, ICAH, 2010, p.103.

² *Le Deuxième Sexe* (1949) de Simone de Beauvoir est souvent cité par les militantes comme importante source d'inspiration et de prise de conscience féministe. Voir Maria Emma Wills Obregón, *Las trayectorias femeninas y feministas hacia lo público en Colombia (1970-2000) ¿Inclusión sin representación?*, Doctorate, University of Texas, 2004, p.145.

³ «[...] ces deux influences ont dû se soumettre aux adaptations et aux interprétations, ainsi qu'aux conflits que ces contextes [de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes] [...] présentaient. Ainsi, la théorie féministe de la deuxième vague nord-américaine n'est pas mécaniquement reproduite dans les pays d'Amérique latine [...]». Lamus, *op. cit.*, p.32.

⁴ Diana Marcela Gómez, *Dinámicas del movimiento feminista bogotano: historias de cuarto, salón y calle, historias de vida (1970-1991)*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2011. p.106 à 108.

⁵ Norma Villareal, «El camino de la utopía feminista en Colombia, 1975-1991», dans Magdalena León (dir.), *Mujeres y participación política: avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, p.182; Wills, *op. cit.*, 161. Cette proximité entre les militantes féministes et la gauche en Colombie dans les années 1970 s'inscrit dans la tendance des féminismes latino-américains en général.

⁶ Lamus, *op. cit.*, p.104.

Mujer, destinée à «produire des films qui contribueront à améliorer la condition des femmes en s’attaquant aux préjugés et à la discrimination»⁷. Le groupe de théâtre *La Máscara*, à Cali, actif depuis 1972, met la problématique des femmes au centre de sa pratique artistique⁸. Parallèlement, dans la sphère institutionnelle, des pionnières entreprennent des travaux académiques sur la condition des femmes colombiennes, comme ceux de Magdalena León avec l’*Asociación Colombiana para el Estudio de la Población* (ACEP)⁹. Ces recherches contribuent à la diffusion de la pensée féministe et à la visibilité du thème de la discrimination envers les femmes dans l’arène publique. Au niveau gouvernemental, l’intérêt pour la condition féminine croît, moussé par la Décennie des Nations Unies pour les femmes (1976-1985), comme en témoignent les réformes en ce sens entreprises sous le gouvernement d’Alfonso López Michelsen.

Les forces féministes surgissent donc, à l’époque, d’un peu partout. Comme l’avance Doris Lamus, certaines de ces incarnations agissent à l’intérieur de l’État et de ses institutions. D’autres, se concrétisant sous la forme de mouvements sociaux, opèrent à l’extérieur du système politique pour gagner de l’espace «face à l’institutionnalité». Finalement, certaines militent contre l’État «dans une attitude d’opposition et de critique qui ne transige pas avec les pratiques dominantes»¹⁰. C’est ainsi que des antagonismes apparaîtront au sein du mouvement. Comme l’explique Maria Emma Wills, «le climat de polarisation politique [des années 1970] fait qu’il est difficile pour les femmes de la gauche de se réunir avec des femmes libérales ou conservatrices»¹¹. En effet, les groupes féministes de la seconde vague ne seront pas en bonne entente avec la génération antérieure de féministes, celles ayant milité pour l’égalité civile et

⁷ Lettre de Eulalia Carrizosa a Cristina Suaza, 2008, dans Maria Cristina Suaza, *Soñé que soñaba. Una crónica del movimiento feminista en Colombia de 1975 a 1982*, Bogota, AECID, 2008, p.42.

⁸ Suaza, *op. cit.*, p.31.

⁹ Par exemple, Magdalena León, *La Mujer y el desarrollo en Colombia*, Bogota, Asociación Colombiana para el Estudio de la Población –ACEP–, 1977, 394 p.

¹⁰ Le mouvement féministe a «des positions multiples en tant que sujet collectif», et, toujours selon Lamus, cette pluralité est «stratégiquement nécessaire». Lamus, *op. cit.*, p.53.

¹¹ Wills, *op. cit.*, p.161.

juridique des femmes, héritières du mouvement suffragiste¹². Si les premiers, qui émanent souvent de la gauche marxiste, agissent en opposition avec l'État, entendant renverser la structure de classe capitaliste et l'ordre de genre patriarcal, la seconde entretient une relation dialogique avec l'État, s'y impliquant de l'intérieur. Les féministes radicales reprochent aux libérales leur désintérêt pour les femmes des classes populaires. Cette dislocation est apparente lors de *l'Encuentro Femenino* de décembre 1977 ayant lieu dans la ville de Medellín. Avec pour thème «La femme et le travail», l'événement international est convoqué par l'*Unión de Ciudadanas de Colombia* (UCC), une organisation politique fondée en 1957 entretenant des liens étroits avec le Parti libéral¹³.

Le compte-rendu que fait *Alternativa* de cet événement dans son 143^e numéro (décembre 1977) nous renseigne sur la fracture entre les féministes réformistes de la première vague et les révolutionnaires de la seconde vague. Il rend compte également du regard que porte alors la revue sur le féminisme radical émergent. «Dans les rencontres de femmes, l'harmonie est terminée»¹⁴, est-il annoncé en tête d'article. L'auteur ou l'autrice (anonyme) commence par discréditer l'UCC qui, selon ses dires, instrumentalise le suffrage féminin au bénéfice des élites: «Tous les quatre ans, l'UCC s'emploie à gagner les voix de ses consoeurs ignorantes pour élire les partis qui continuent à les tromper»¹⁵. Or, l'article se réjouit de la présence de femmes de la gauche à *l'Encuentro*, dont des communistes, des socialistes et les «ultraféministes» du groupe *Las Mujeres*, et dont l'attitude belligérante perturbe le cours de

¹² Le mouvement féministe de première vague, ou «libéral», s'amorce dans les années 1930 en Colombie. Il s'articule autour de trois types de revendications : la gestion des biens pour les femmes mariées, l'accès à une meilleure éducation pour les femmes, et le droit de suffrage. Suite à la réforme constitutionnelle de 1954 (acte législatif n° 3), les femmes obtiennent le droit de vote en Colombie. Elles pourront voter pour la première fois en décembre 1957. Gómez, *op. cit.*, p.43 à 49.

¹³ *Ibid.*, p.48-49.

¹⁴ «La Mujer y el Trabajo. ¡Ay qué desilusión!», *Alternativa*, n° 143, décembre 1977, p.18.

¹⁵ *Ibid.*

l'événement¹⁶. Heureusement, avance l'auteur, la présence de ces femmes a garanti que «[...] plus de la moitié des participantes [...] avaient [quelque chose] dans la tête», et démontre «le changement qui a eu lieu dans la mentalité féminine»¹⁷. D'un côté, cet article d'*Alternativa* se montre admiratif de la nouvelle génération de féministes qui remet en question les certitudes libérales, et de l'autre, reproduit le stéréotype de la superficialité et du conformisme féminin, traitant l'intelligence des femmes comme un fait exceptionnel, tout en perpétuant le mythe de l'électorat féminin comme fondamentalement conservateur et malléable¹⁸.

Voilà donc un aperçu de l'état du féminisme de la seconde vague vers 1977, au moment où ce mouvement pluriel et éclectique se matérialise partout en Colombie. Si la revue félicite les féministes radicales lorsqu'elles critiquent celles qu'elle perçoit comme des «bourgeoises», l'on peut se demander si les critiques que les féministes formulent alors envers la gauche seront reçues avec autant d'enthousiasme. La revue fera-t-elle de la place aux idées politiques de ces militantes? S'interrogera-t-elle sur l'incidence des prémisses féministes sur la mise en application du projet politique de la gauche révolutionnaire?

¹⁶ On rapporte par exemple que lors d'un hommage à l'ex-président Alberto Lleras pour sa participation à la création de l'UCC, une femme s'est levée pour rappeler à l'assistance que Lleras s'était antérieurement opposé au suffrage féminin. *Ibid.*, p.18-19.

¹⁷ *Ibid.*, p.18.

¹⁸ «The political left, like the political right, tended to view women as highly conservative, politically malleable, and subject to the influence of the church, despite eloquent evidence to the contrary». Francesca Miller, *Latin American women and the search for social justice*, Hanover, University Press of New England, 1991, p.101.

4.2 Visibilité et prises de parole des femmes

En mai 1977, *Alternativa* publie son 112^e numéro après une pause de publication de quatre mois, au grand bonheur de son lectorat¹⁹. Dans les mois qui suivent, deux femmes acquièrent une visibilité dans les pages de la revue. L'une, Béatriz de Vieco, écrit régulièrement des chroniques politiques sur des sujets variés; l'autre, Socorro Ramirez, pionnière féministe et syndicaliste de renom, attire l'attention médiatique pour sa candidature à la présidence à la tête d'un parti socialiste. En parallèle, et tel que démontré dans cette section, le thème de l'oppression féminine prend son envol comme contenu sérieux et digne d'intérêt dans la revue.

4.2.1 Une perspective féminine à *Alternativa* : la chroniqueuse Béatriz de Vieco

C'est à ce 112^e numéro, qui marque pour le comité éditorial le début d'une «nouvelle étape»²⁰, que sont introduits les chroniqueurs d'*Alternativa*. Parmi les huit²¹, une chroniqueuse: Béatriz de Vieco, traductrice, collaboratrice au sein de divers journaux, et critique de théâtre. Son arrivée parmi l'équipe de rédaction est un jalon important dans l'évolution d'*Alternativa* : elle marque l'introduction d'une perspective permanente sur l'oppression féminine, pavant la voie vers une rupture d'avec le discours tranchant et dépréciatif sur le féminisme ayant antérieurement préséance.

¹⁹ Dans le numéro suivant (n° 113, mai 1977), le comité éditorial révèle que le 112^e numéro s'est vendu en moins de 48h à Bogota, et est rapidement retourné en réimpression pour combler la demande des distributeurs locaux et régionaux. «No 112 : Exito total», *Alternativa*, n°113, mai 1977, p.13.

²⁰ «Alternativa. Nueva etapa», *Alternativa*, n°112, mai 1977, p.12.

²¹ L'auteur Gabriel García Marquez, le journaliste Daniel Samper, l'avocat Eduardo Umaña, l'auteur et politicien Diego Montaña, le philosophe Ramon Pérez, le politicien Ramiro de la Espriella, et l'économiste Salomon Kalmanovitz. D'autres se joindront à cette équipe au fil du temps.

Béatriz de Vieco signe au sein du 114^e numéro d'*Alternativa* «La prolétaire du prolétariat», la première chronique écrite par une femme non-anonyme²². Le texte est emblématique du thème à l'avant-plan des intérêts de la chroniqueuse: la condition des Colombiennes. Elle y expose l'instrumentalisation de la cause des femmes par le président Alfonso López, qui aurait usé de «combines politiques et [de] la malhonnêteté sexiste du séducteur»²³ pour attirer l'électorat féminin et accroître son capital politique. Elle le blâme pour avoir ratifié le nouveau Concordat perpétuant l'ingérence de l'Église dans le domaine familial²⁴, et pour avoir brisé sa promesse électorale de légalisation du divorce des mariages religieux²⁵. Selon De Vieco, le président n'a offert que «de petits cadeaux» aux femmes: la défense du «patrimoine des femmes bourgeoises»; la convocation d'un «Forum des femmes» dont l'agenda ignore les réalités ouvrières, paysannes ou autochtones, de l'avortement, du divorce et de la prostitution²⁶; «la nomination de quelques "femmes étoiles"²⁷» dans son gouvernement. Ces changements, pour De Vieco «n'altèrent en rien le fait que la population féminine de Colombie est "doublement exploitée" à tous les niveaux, puisque même la travailleuse continue d'être la prolétaire du prolétariat»²⁸.

À partir d'un cadre d'analyse marxiste en phase avec la ligne éditoriale d'*Alternativa*, Béatriz de Vieco placera communément la question de l'asservissement des femmes au centre de son analyse, dans les chroniques d'opinion et les enquêtes journalistiques

²² D'autres femmes ont fait partie du comité éditorial, comme Maria Teresa de Santos et Cristina de la Torre, mais puisqu'avant le numéro 112, la majorité des articles d'*Alternativa* n'étaient pas signés, il est impossible de savoir quels articles avaient été écrits par ces femmes.

²³ Béatriz de Vieco, «La proletaria del proletario», *Alternativa*, n° 114, 16-22 mai 1977, p.25.

²⁴ La loi 20 de 1974 ratifie le Concordat, qui modifie le régime matrimonial et consacre l'indépendance entre la législation civile et canonique.

²⁵ Toutefois, la loi 1 de 1976 établit le divorce du mariage civil ainsi que la séparation des corps et des biens des mariages catholiques. De plus, le Décret 2820 de 1974 établit l'égalité juridique entre les sexes, et met fin à l'autorité maritale et à d'autres discriminations contre les femmes au sein de la famille.

²⁶ Le *Foro Femenino*, convoqué par le gouvernement de Lopez, eut lieu à Bogota en mars 1977.

²⁷ Notamment Maria Elena de Crovo au Ministère du Travail.

²⁸ Béatriz de Vieco, «La proletaria del proletario», *Alternativa*, n° 114, 16-22 mai 1977, p.25.

qu'elle signera²⁹. Si, à l'instar de nombreux articles publiés dans *Alternativa*, elle critique les injustices de classe qui sont reconduites par les politiques gouvernementales au vernis progressiste, elle ne relègue pas le thème de l'oppression des femmes aux oubliettes, au contraire de plusieurs de ses collègues. Elle discutera de ce qu'elle considère prioritaire dans la lutte pour l'émancipation: l'élimination de la pauvreté, le droit à l'avortement et la légalisation du divorce, entre autres. Plutôt que de contribuer au discours sur le féminisme «divisif, bourgeois et impérialiste», les chroniques de De Vieco remettront ce récit en question par leur reconnaissance de l'oppression sexuelle et par leur réflexion critique sur ses solutions. Elle sera aussi le porte-étendard de la lutte pour le droit à l'avortement au sein de la revue, comme nous aurons l'occasion de le constater dans la troisième section du présent chapitre. Ainsi, en mai 1977, l'irruption d'une «tête d'affiche» féminine, qui de surcroît produit du contenu axé sur la condition féminine, signale qu'*Alternativa* prend au sérieux l'idée d'une «nouvelle étape».

4.2.2 Socorro Ramirez et les élections de 1978

En août 1977, le *Bloque Socialista*, parti politique socialiste aligné à la Quatrième Internationale (trotskiste)³⁰, annonce que sa candidate à la présidence de la République sera Socorro Ramírez, une militante bien connue des milieux étudiant et syndical, et secrétaire générale du plus grand syndicat de professeur-e-s au pays³¹. Il s'agit de la

²⁹ Par exemple, Béatriz de Vieco «La mujer en la casa, el hombre en la plaza», *Alternativa*, n°127, 15-22 août 1977, p.19; *Id.*, «La lucha por el aborto: comenzar ya», *Alternativa*, n° 169, 3-10 juillet 1978, p.15; *Id.*, «Cuentos nuevos para niños nuevos», *Alternativa*, n° 174, 7-14 août 1978, p.20-21; *Id.*, «El aborto ¿militarizado?», *Alternativa*, n° 246, 10-17 février 1980, p.11.

³⁰ Organisation communiste internationale fondée en 1938 par Léon Trotsky. Le trotskysme commence à étendre son influence dans les milieux universitaires et syndicaux en Colombie dès les débuts des années 1970. Mauricio Archila et Jorge Cote, «History of the Colombian left-wings between 1958 and 2010», *Tempo e Argumento*, vol. 7, n° 16, p.388.

³¹ La Fédération syndicale colombienne des professeur-e-s (FECODE).

seconde candidature féminine à l'élection présidentielle dans l'histoire du pays. Le *Bloque* annonce aussi la formation du *Partido Socialista de los trabajadores* (PST), qui tentera d'unifier les groupes trotskistes et socialistes aux élections de 1978³².

«La campagne présidentielle de Socorro Ramírez pour les élections de 1978 a permis de mettre les revendications des femmes au centre du débat»³³, avance l'historienne Diana Gómez. Au moment de cette campagne électorale, Ramírez se considère elle-même comme une féministe³⁴. De fait, c'est autour du *Bloque Socialista*, au début des années 1970, que commencent à surgir les premiers espaces de réflexion féministes à Bogota³⁵. Ainsi, «lorsque le PST a été formé, le débat sur le féminisme était déjà à l'intérieur»³⁶. Cette sensibilité à l'oppression des femmes se constate dans un pamphlet politique du PST, publié dans le 128^e numéro d'*Alternativa* en août 1977. Le pamphlet soutient que la candidature de Socorro est la plus appropriée pour représenter les travailleurs, car elle est «l'une des principales personnalités du courant socialiste» en Colombie, avec un curriculum forgé au cœur de la lutte des classes, «à la tête de chacun de ses combats»³⁷. Interpellant directement les femmes qui prennent «conscience de la situation d'oppression de [leur] sexe», le PST est fier de rappeler que Socorro «a été l'une des premières à hisser le drapeau de la libération des femmes»³⁸ au pays. Ainsi, le PST, bien que concevant son projet politique dans le cadre de la lutte des classes, reconnaît explicitement d'autres formes de dominations, comme celle basée sur le sexe,

³² Ces nouvelles sont rapportées dans l'article «Izquierda y candidatos. Cero y van tres», *Alternativa*, n° 126, 8-15 août 1977, p.8. Le PST finira par se joindre à la coalition Uníos (*Unidad Obrera y Socialista*) aux élections de 1978, toujours avec Ramírez comme candidate.

³³ Gómez, *op. cit.*, p.108.

³⁴ «Très clairement [je pense que je suis féministe], environ depuis le début des années 70, dans tout ce processus de contact avec la Quatrième Internationale». Entrevue avec Ramírez, dans *Ibid.*, p.75.

³⁵ Ces «groupes de réflexion» se réunissaient chaque semaine. La participation oscillait entre 70 à 100 femmes. Socorro Ramirez et d'autres militantes comme Luz Jaramillo et Gladys Jimeno créèrent dès 1972 un groupe de femmes à l'intérieur du Parti Socialiste colombien. Les groupes trotskistes étaient alors les plus ouverts, parmi la gauche, aux revendications féministes. *Ibid.*, p.106 à 11.

³⁶ Lettre de Gladys Jimeno à Cristina Suaza, 2008, dans Suaza, *op. cit.*, p.46.

³⁷ PST, «Vamos al socialismo », publié dans *Alternativa*, n°128, 22-27 août 1977.

³⁸ *Ibid.*

et construit sa plateforme politique en conséquence³⁹. Comme l'avance Ramírez dans une entrevue avec *Alternativa* dans le même numéro, «notre appel, bien que principalement adressé à la classe ouvrière [...], inclut également tous les travailleurs et les personnes opprimées : employés, paysans, artisans, femmes et les secteurs victimes de discrimination raciale, comme les noirs et les Indiens»⁴⁰.

Cette candidature féminine de la gauche socialiste fut reçue par la revue *Alternativa* avec un mélange de curiosité et d'enthousiasme. Rappelons que lors de cette campagne électorale, la revue se désolait de la fragmentation de la gauche en trois coalitions⁴¹. C'est en ce sens qu'est formulée la principale critique d'*Alternativa* contre le PST et Socorro Ramírez. Si cette dernière jouit d'une popularité considérable pour une candidate de gauche dans les médias traditionnels⁴², on lui reproche d'utiliser sa tribune pour attaquer les deux autres candidats de la gauche, considérés par le PST comme de «vieux politiciens bourgeois»⁴³, contribuant ainsi à l'image d'une gauche sectaire aux yeux du grand public. Les articles sur la campagne de Ramírez invoquent fréquemment, sans surprise, son apparence physique. Ramírez est une belle jeune femme de 25 ans, répète-t-on⁴⁴, évoquant sa «jolie figure»⁴⁵ et sa personnalité «attirante et provocante»⁴⁶.

³⁹ Selon Ramirez, la plateforme du PST «comportait une forte composante de lutte pour les droits des femmes». Gómez, *op. cit.*, p.108.

⁴⁰ «Socorro Ramirez, candidata presidencial», *Alternativa*, n°128, 22-27 août 1977, p.21.

⁴¹ Julio Cesar Pernía pour l'Unión Nacional de Oposición (UNO), dont fait partie le Parti Communiste de Colombie (PCC); Jaime Piedrahita pour le Frente de Unidad Popular (FUP), dont fait partie le Movimiento Obrero Independiente y Revolucionario (MOIR); et Socorro Ramírez pour le PST qui se joindra avec d'autres groupes trotskistes dans l'Unión de Izquierda Obrera y Socialista (UNIOS). «La izquierda y sus candidatos», *Alternativa*, n° 151, 13-20 février 1978, p.2.

⁴² Voir «Socorro y el entusiasmo de la prensa», *Alternativa*, n° 129, 29 août – 5 septembre 1977, p.6.

⁴³ PST, *loc. cit.*

⁴⁴ Selon un article d'*Alternativa*, le caractère inusité de la présence d'une si jeune femme en politique explique en partie la curiosité de la presse dominante à son égard. Voir «Socorro y el entusiasmo de la prensa», *Alternativa*, n° 129, 29 août – 5 septembre 1977, p.6. Dans une chronique, Guillermo Fergusson laisse entendre que la jeunesse et la beauté de Ramírez ont également fait beaucoup parler: «Comme plusieurs l'ont souligné et d'autres critiqué, Socorro est jeune, belle, intelligente et d'une grande honnêteté politique et personnelle». Fergusson, «Por qué apoyo a Socorro», *Alternativa*, n°138, 31 octobre – 7 novembre 1977, p.15.

⁴⁵ Guillermo Fergusson, «Balada a Socorro», *Alternativa*, n° 130, 5-12 septembre 1977, p.11.

⁴⁶ «Socorro y el entusiasmo de la prensa», *Alternativa*, n° 129, 29 août – 5 septembre 1977, p.6.

Le paternalisme à son égard atteint son sommet dans le 130^e numéro (septembre 1977). Le chroniqueur Guillermo Fergusson y publie un texte que lui fait parvenir un lecteur intitulé «Ballade pour Socorro». Dans un style alliant poème amoureux et réprimande, l'auteur désapprouve l'intransigeance de Ramírez envers les autres partis de gauche. La comparant avec condescendance à une «reine du carnaval», il lui conseille, pour son propre bien, de changer d'attitude : «Si tu ne le regrettes pas, je t'enlèverai ce vote que je t'ai promis un jour»⁴⁷. En épigraphe, il cite un vers du poète Pablo Neruda, «j'aime quand tu te tais»⁴⁸. Sur la place publique, on préfère les femmes silencieuses, signale l'auteur avec cette citation. Ramírez dérange alors, car elle n'incarne pas les attitudes culturellement attribuées au genre féminin : discrétion, modestie, retenue.

Outre ce biais sexiste, la candidature de Socorro Ramírez est somme toute bien accueillie. D'une part, le fait que le comité éditorial d'*Alternativa* ait accepté de publier le pamphlet du PST en ses pages, signifie au moins un intérêt, au plus un enthousiasme pour son programme politique⁴⁹. D'autre part, plusieurs chroniques et articles ont de bons mots à son égard. Plus spécifiquement, c'est le fait qu'elle soit une candidate du peuple, sans antécédents parlementaires et actrice engagée dans de nombreuses luttes sociales, qui lui attire beaucoup de sympathie⁵⁰. Son appui le plus clair vient de Guillermo Fergusson, qui avance dans sa chronique «Pourquoi j'appuie Socorro» en octobre 1977 qu'il est «avantageux qu'il s'agisse d'une candidate, car elle peut contribuer à élever le niveau politique du prolétariat féminin»⁵¹. Reconnaisant la présence du machisme comme «une autre des conséquences de notre formation

⁴⁷ Guillermo Fergusson, «Balada a Socorro», *Alternativa*, n° 130, 5-12 septembre 1977, p.11.

⁴⁸ «Me gustas cuando callas». Ce poème est tiré de Neruda, *Veinte poemas de amor y una canción desesperada*, Editorial Nascimento, Santiago, 1924, 146 p.

⁴⁹ Il est publié au centre du 128^e numéro de la revue. Si des documents équivalents existèrent pour l'UNO et le FUP, ils ne furent pas publiés dans les pages d'*Alternativa*, bien que la revue ait couvert les campagnes électorales des trois personnes candidates.

⁵⁰ Par exemple dans «Izquierda y candidatos. Cero y van tres», *Alternativa*, n°126, 8-15 août 1977, p.8; Guillermo Fergusson, «Ni alineados, ni alineados», *Alternativa*, n° 128, 22-27 août 1977, p.13; «Socorro y el entusiasmo de la prensa», *Alternativa*, n° 129, 29 août – 5 septembre 1977, p.6; Fergusson, «Por qué apoyo a Socorro», *Alternativa*, n°138, 31 octobre – 7 novembre 1977, p.15.

⁵¹ Fergusson, «Por qué apoyo a Socorro», *Alternativa*, n°138, 31 octobre – 7 novembre 1977, p.15.

sociale», Fergusson croit que, bien qu'«il ne s'achèvera pas parce qu'il y aura une femme à sa tête, il peut commencer à être combattu efficacement en réaffirmant la présence féminine belligérante au sein de la gauche»⁵². Ainsi, croit le chroniqueur d'*Alternativa*, la candidature de Ramírez est une opportunité politique de grande importance pour la gauche, car son genre féminin a le potentiel de rendre visible et de stimuler la lutte contre le machisme dans la société entière.

Alors que s'amorce un nouveau chapitre dans l'histoire de la revue *Alternativa* au printemps 1977, deux femmes s'imposent en ses pages. La visibilité dont jouit Béatriz de Vieco découle de dynamiques internes à la revue, qui restructure son contenu pour arrimer des chroniques d'opinion à ses enquêtes journalistique. Grâce à elle, *Alternativa* peut enfin offrir à ses lectrices et lecteurs de sérieuses analyses de l'oppression spécifique qui afflige les femmes. Bien que ceci ne soit jamais mentionné par le comité éditorial, l'on peut penser que ce choix d'engager une chroniqueuse, déjà impliquée dans la question féminine de surcroît⁵³, relève de cette volonté de pluraliser les perspectives politiques au sein de la revue, voire de créer un espace pour le thème de la condition féminine. De son côté, la visibilité de Socorro Ramirez découle plutôt de dynamiques externes à la revue, soit la campagne électorale pour les élections de 1978. Si *Alternativa* s'abreuve d'un imaginaire sexiste lorsqu'elle aborde la campagne de Ramírez, les propos à son égard sont malgré tout généralement positifs. Plus largement que dans *Alternativa*, sa candidature ne passe pas inaperçue dans la sphère publique, et contribue à rendre visible le thème de la condition féminine dans l'arène politique. Pour certains, comme Fergusson, voilà une opportunité pour s'attaquer aux manifestations les plus évidentes du machisme dans la société. Les cas de De Vieco et de Ramírez, bien que différents, montrent que la simple visibilité de ces militantes a une influence sur le contenu d'*Alternativa* : un engagement avec l'enjeu de

⁵² *Ibid.*

⁵³ De Vieco a notamment été la directrice adjointe, entre 1966 et 1973, de l'émission *Contrapunto Femenino* à Radio Caracol. Voir «Aquí están, éstos son», *Alternativa*, n°112, mai 1977, p.15

l'oppression des femmes, qui sème les racines d'une reconnaissance que ce problème doit être pris au sérieux et combattu, même sous le système capitaliste.

4.3 Manifestations des féminismes colombiens dans *Alternativa*

La période de publication d'*Alternativa* qui fait l'objet du présent chapitre (mai 1977 à juillet 1978) correspond à ce que nous avons identifié, dans le second chapitre, comme la *transformation idéologique* de la revue. Ce tournant signe la consolidation de la posture critique d'*Alternativa* face à la gauche, diagnostiquée comme en état de crise en raison de sa fragmentation, de son dogmatisme, et de son inhabileté à engendrer des transformations au pays. Comme le relève De Vieco au lendemain des élections législatives de février 1978, «la gauche n'a pas su apprécier de façon créative» la flambée des luttes populaires. «[L]ançant des insultes aux frères de lutte»⁵⁴, elle a perdu de vue ses objectifs dans le jeu électoral. En d'autres termes, les collaborateurs et collaboratrices d'*Alternativa* reprochent de plus en plus ouvertement à la gauche son penchant pour les règlements de compte plutôt que pour les luttes populaires. À travers ce nouvel œil critique, des discours traditionnellement marginalisés par la gauche peuvent alors se tailler une place au sein de la revue. C'est le cas de la pensée féministe. Si dans ses premières années de publication *Alternativa* contribue largement à amplifier les préjugés négatifs sur le féminisme, la période 1977-1978 marque un changement net de ton. Non seulement la prise de parole des femmes augmente, mais, comme nous le verrons dans cette section, la pensée féministe commence à s'inviter dans le contenu journalistique de la revue. Ces deux aspects sont fondamentalement liés: ce sont ces femmes journalistes (Béatriz de Vieco et d'autres) qui feront de ce thème une priorité. Dans cette section, nous examinerons d'abord les théories féministes qui se fraient un

⁵⁴ Béatriz de Vieco, «La izquierda en el banquillo», *Alternativa*, n° 156, 27 mars – 3 avril 1978, p.24.

chemin dans le contenu d'*Alternativa*, et comment ces dernières mettent en lumière les angles morts des analyses de la gauche. Ensuite, nous chercherons à comprendre comment ces discours féministes alimentent le processus de critique d'*Alternativa* par rapport à la gauche et d'autocritique par rapport à elle-même comme publication de gauche, participant de la remise en question de la conception séquentielle et hiérarchisée de la lutte des classes. Finalement, nous démontrerons que le discours sur la planification familiale commence aussi, durant cette période, à changer, traçant les contours d'une rhétorique des droits reproductifs des femmes.

Quatre articles importants feront l'objet de notre analyse pour cette période (1977-1978). Si quatre textes peuvent sembler limités pour tirer des conclusions sur une période d'un peu plus d'un an (et de cinquante-huit numéros), leur existence est significative dans le contexte d'*Alternativa*. En effet, ces articles abordent des sujets qui tranchent fortement du contenu dominant de la revue, tout en mettant de l'avant un ton belliqueux qui n'hésite pas à écorcher la gauche traditionnelle. Ils déploient également un bagage discursif singulier, jusqu'alors non employé dans la revue : on y parle de patriarcat, de misogynie, d'aliénation sexuelle, de dignité des femmes, entre autres. Ces articles sont réellement des marqueurs de la transition qu'est alors en train de vivre la revue. Le premier s'intitule «La femme dans la maison, l'homme sur la place publique», signé par Béatriz de Vieco et publié en août 1977. Le second est un article sur le premier mouvement de libération homosexuelle en Colombie, non signé et publié en décembre 1977, intitulé «La politique du sexe». Le troisième est une analyse d'Helena Araújo intitulée «Femmes latino-américaines. Les visages du machisme», publié en mars 1978. Le dernier est une autre chronique de Béatriz de Vieco de juillet 1978 intitulée «La lutte pour l'avortement : commencer maintenant!».

4.3.1 Incursion des théories féministes dans le contenu d'*Alternativa*

4.3.1.1 Une analyse féministe de la reproduction sociale et de la domination culturelle

Dans les années 1970 naît en Italie, au sein du Collectif féministe international, le mouvement pour le salaire au travail ménager. Des ouvrages comme *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale* de Mariarosa Dalla Costa et Selma James, ou encore *Wages Against Housework* de Silvia Federici posent «les jalons d’une théorie féministe de la reproduction sociale»⁵⁵. Comme le formule Dalla Costa, ces féministes marxistes découvrent «la maison à côté de l’usine»⁵⁶. En postulant que le travail ménager, soit «l’ensemble des activités par lesquelles la vie humaine est produite et reproduite»⁵⁷, est une partie intégrante du processus d’accumulation capitaliste, les théoriciennes de ce courant démontrent que la lutte féministe est fondamentalement anticapitaliste. Puisque le capitalisme dépend de ce travail de reproduction sociale, non payé, naturalisé et effectué par les femmes (mais pas uniquement), la revendication d’un salaire au travail ménager constitue «un véritable levier de pouvoir pour les femmes» et «le pivot de la plus puissante recomposition de classe»⁵⁸ par le refus de la division entre travail salarié et travail non-salarié. Comme l’explique la chercheuse et politologue Louise Toupin, cette stratégie de lutte, perçue comme rétrograde, a été rejetée par le mouvement des femmes⁵⁹. Toutefois, le courant pour le salaire au travail ménager nourrit les mouvements féministes de contributions théoriques majeures : la

⁵⁵ Louise Toupin, «Le salaire au travail ménager, 1972-1977 : retour sur un courant féministe évanoui», *Démarches méthodologiques et perspectives féministes*, vol 29., n°1, 2016, p.191.

⁵⁶ Mariarosa Dalla Costa, dans Louise Toupin, *La crise de la reproduction sociale*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2020, p.9.

⁵⁷ Toupin, *loc. cit.*, p.182.

⁵⁸ Dalla Costa, dans Toupin, *op. cit.*, p.18-19.

⁵⁹ On considérait alors que la libération féminine passait par l’accès à l’emploi salarié, la socialisation des tâches ménagères et la mise sur pied de services sociaux financés par l’État. Le mouvement féministe a ainsi laissé «un impensé en matière de reproduction sociale», alors qu’encore aujourd’hui, ce sont principalement les femmes qui effectuent ce travail. Toupin, *loc. cit.*, p.191-192.

mise en lumière de la réorganisation du patriarcat par le capitalisme, et du salaire comme «rapport de pouvoir qui organise la société»⁶⁰.

L'influence de ce courant de pensée sur les féministes de gauche en Colombie est décelable dans l'écriture de Béatriz de Vieco. Dans une chronique publiée en août 1977 (n° 127) intitulée «La femme dans la maison, l'homme sur la place publique», elle s'attaque à la division sexuelle du travail sous le capitalisme et de ses implications sur l'oppression des femmes. Depuis «l'aube du capitalisme», avance-t-elle, les ouvrières et les paysannes endurent la «double journée», avec d'un côté le travail salarié à l'extérieur de la maison, moins bien payé que celui des hommes, et de l'autre le travail domestique effectué gratuitement dans la maison. Cette dernière forme de travail, «invisible et incessant», est «destiné à produire et reproduire la force de travail mercantile dont l'économie a besoin»⁶¹. En dévoilant comment le travail ménager effectué par les femmes et la tâche de donner naissance est indispensable au fonctionnement du système de classes en même temps qu'il y est invariablement déprécié, De Vieco expose comment l'analyse marxiste de la lutte des classes confine souvent, à tort, «la classe» dans sa tangente salariée (et par le fait même, masculine, blanche et hétérosexuelle). Si elle ne va pas jusqu'à défendre le salaire au travail ménager, les théories de la reproduction sociale lui permettent d'articuler une critique féministe du capitalisme.

Dans le même ordre d'idées, De Vieco discerne comment la famille s'actualise comme site d'oppression des femmes. La famille humaine n'est pas tyrannique en soi, croit De Vieco, c'est la société capitaliste qui la rend ainsi. Le cas du Code de la famille de Cuba⁶², qui «a établi la base juridique d'une nouvelle famille fondée sur l'amour et le

⁶⁰ *Ibid.*, p.185.

⁶¹ Béatriz de Vieco, «La mujer en la casa, el hombre en la plaza», *Alternativa*, n°127, 15-22 août 1977, p.19.

⁶² Le Parti communiste de Cuba adopte en 1975 le Code de la famille, basé sur l'égalité entre hommes et femmes, qui régit le mariage, le divorce et la famille. Il contient une clause concernant la responsabilité des hommes dans les tâches domestiques à la maison. Miller, *op. cit.*, p.189-190.

respect mutuel, sur la pleine égalité des hommes et des femmes[...]»⁶³, permet, à son avis, de démontrer que la structure familiale peut être révolutionnée. De son côté, l'autrice Helena Araújo⁶⁴, dans son article «Les visages du machisme» (n° 156, mars 1978), est critique de l'exemple cubain. S'appuyant sur une enquête de la Fédération des femmes cubaines⁶⁵, elle explique que les habitudes culturelles empêchent l'avènement de l'égalité entre les femmes et les hommes à Cuba⁶⁶. Si De Vieco semble considérer qu'abolition du capitalisme et du patriarcat vont de pair, Araújo se méfie de l'utopie de la société sans classes. Selon elle, il existe une domination sur les femmes qui «se fait au profit des hommes», et ce, peu importe la classe ou la société dans laquelle ils s'inscrivent:

Car s'il est clair que la libération des femmes doit être pensée dans le contexte de la lutte des classes [...], il ne faut pas oublier que dans la plupart des cas, le pouvoir reste dans les mains des hommes, laissant intactes des structures de répression qui faussent les relations entre les sexes⁶⁷.

Ces articles relèvent aussi l'importance de mener la lutte d'émancipation sur le front culturel, où s'exerce la domination des femmes. Avant 1977, les rares articles qui analysaient la condition des femmes se concentraient principalement sur leur situation

⁶³ De Vieco, *loc. cit.*

⁶⁴ Helena Araújo est une écrivaine et critique littéraire colombienne. Il appert qu'elle commence à collaborer à *Alternativa* vers 1977, alors qu'elle est établie à Genève, en Suisse. Rappelons qu'elle est l'autrice de la lettre intitulée «Machisme et révolution» publiée en octobre 1974 dans *Alternativa* (analysée dans le troisième chapitre du présent mémoire), qui critiquait l'absence de contenu sur la condition féminine dans la revue. Le fait qu'*Alternativa* décide de collaborer avec une lectrice les ayant publiquement durement critiqués tend à confirmer l'une des hypothèses que nous avons posé dans ce chapitre, à savoir qu'*Alternativa* entend consciemment, à partir de mai 1977, favoriser la pluralité de perspectives politiques, et celle des femmes, dans son contenu.

⁶⁵ Cette enquête examine la participation féminine aux élections du pouvoir populaire dans la ville cubaine de Matanzas en 1975. Elle révèle que seulement 7,6% des candidatures étaient féminines, et que ces dernières n'ont obtenu que 3% des votes. Les questionnaires utilisés ont permis de révéler que l'électorat reprochait «aux candidates de vouloir assumer des responsabilités auxquelles elles n'étaient pas préparées». Helena Araújo, «Las caras del machismo», *Alternativa*, n°156, 27 mars – 3 avril 1978, p.18.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*

matérielle⁶⁸. Avec leurs articles respectifs, De Vieco et Araújo remettent en question cette lecture économiciste qui aplanit les différences sexuées⁶⁹ et fait de la domination et de l'exercice du pouvoir une affaire de classe exclusivement. La domination s'exerce aussi à travers les codes, les symboles et les pratiques quotidiennes, avangent ces femmes. De Vieco s'insurge contre un système ayant nourri un imaginaire dégradant sur le genre féminin. Elle invoque ses plus cruelles représentations culturelles: «La société de classes a abaissé la condition féminine et l'a enfermée dans une mystique aliénante [...], l'a objectivée, transformée en objet, en ustensile domestique et en parure de plaisir, [...] en sainte ou en prostituée, en vierge ou en mère», lui donnant «le titre *ad honorem* d'éternelles coupables»⁷⁰. Dans cette perspective, De Vieco insiste sur le fait que la libération féminine déborde du plan économique. Les femmes sont «déterminées à ne pas rester des parias», croit-elle, et la révolution qu'elles ont entamée vise à «atteindre leur dignité démystifiée de personnes, pour le droit de choisir leur destin et de développer pleinement leur personnalité»⁷¹. Araújo croit aussi que l'émancipation se joue au-delà du plan matériel, et prône une lutte «sur tous les fronts» qui permettra de «préparer les mentalités au changement» et de «transformer les modèles et les stéréotypes»⁷².

⁶⁸ Par exemple, «Liberacion de cuál clase? De cuál mujer?», *Alternativa*, n° 28, 10-25 mars 1975, p.18.

⁶⁹ Par exemple, le poème «Compañera campesina», selon lequel «être une femme n'est pas si différent d'être un homme lorsqu'il s'agit de nous exploiter», dans *Alternativa*, n°15, 2 septembre 1974, p.33

⁷⁰ De Vieco, «La mujer en la casa, el hombre en la plaza», *Alternativa*, n°127, 15-22 août 1977, p.18

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Araújo, «Las caras del machismo», *Alternativa*, n°156, 27 mars – 3 avril 1978, p.17.

4.3.1.2 Remise en cause de l'universalité de la sexualité masculine hétérosexuelle

Les analyses de De Vieco et d'Araújo abordent dans des mesures différentes la tangente sexuelle de l'oppression⁷³. Néanmoins, aucune des deux ne fait de ce sujet le centre de son analyse. Le seul article qui explore le thème de la sexualité plus en profondeur concerne le mouvement de libération homosexuelle naissant⁷⁴. Publié en décembre 1977 (n° 143), l'article «La politique du sexe» résume une entrevue par correspondance entre *Alternativa* et León Zuleta⁷⁵, le militant à la tête du *Movimiento de los grupos de Liberación Homosexual* (MLH) de Medellín, premier groupe de libération homosexuelle au pays. Cet article est singulier dans le paysage d'*Alternativa* parce qu'il constitue la première analyse de la sexualité et des identités sexuelles en ses pages⁷⁶, mais aussi parce qu'il s'intéresse aux minorités sexuelles sans en faire objet de ridicule⁷⁷. Dans la correspondance, Zuleta avance que les constructions sociales de la sexualité, notamment son assignation au «privé», répriment tout ce qui ne se vit pas à partir de la masculinité hétérosexuelle :

⁷³ Araújo identifie l'existence d'une «répression sexuelle» à laquelle les femmes sont soumises et parle de l'importance de défendre «la sexualité libre». De Vieco décrit la misogynie qui imbue la méthode psychanalytique, notamment l'idée freudienne de la «défectuosité» des organes génitaux féminins.

⁷⁴ Le terme «mouvement de libération homosexuelle» est ici privilégié pour se conformer à l'utilisation qu'en font alors les acteurs historiques.

⁷⁵ León Zuleta (1952-1993) fut un activiste de première heure de la libération homosexuelle en Colombie. En plus de fonder le MLH, il publiera la revue *El Otro*, la première presse homosexuelle en Colombie. Il est assassiné en 1993 à Medellín. Ce meurtre demeure encore aujourd'hui irrésolu et impuni.

⁷⁶ La sexualité est souvent vue par la gauche comme un thème «bourgeois». Même Helena Araújo, dans sa lettre «Machisme et révolution» publiée en octobre 1974, croit que la lutte pour la libération sexuelle est une pente glissante car elle entraîne des «tensions individualistes» qui sont «exploitées par la société de consommation». On ne peut que constater l'évolution de sa pensée sur le sujet presque quatre ans plus tard. Araújo, «Machismo y revolución», *Alternativa*, n° 18, octobre 1974, p.29.

⁷⁷ Comme l'avance Zuleta, les discours marxistes ont alors tendance à faire correspondre homosexualité et «décomposition du capitalisme». Dans une chronique publiée en juillet 1977 (n°124), par exemple, le chroniqueur Eduardo Umaña force cette association en s'indignant du fait que «les grandes et moyennes villes de Colombie sont infestées de nombreuses tanières de prostituées, de lesbiennes et d'homosexuels», lieux à son avis emblématiques de la «corruption, la démoralisation et de l'aversion qui entoure tout le système polyclassiste d'une société de plus en plus désorganisée, chaotique et inhumaine». Eduardo Umaña, «Los proxenetas», *Alternativa*, n°124, juillet 1977, p.23.

Nous appelons à l'érotisation de la politique et à la politisation de l'érotisme; nous proposons le décodage des signes sexuels du capitalisme, où le sexe est maintenu dans la sphère privée alors qu'il est en fait un phénomène social. Décodage du signe phallocrate comme l'idéal du moi socialement valable, et à partir duquel les autres sexualités sont marginalisées : perverses, homosexuelles, féminines, etc.⁷⁸

Bien qu'avec un angle différent, cette analyse rejoint celle de De Vieco par son insistance sur la dépendance de l'organisation capitaliste envers la famille patriarcale et hétérosexuelle. Le mouvement de libération homosexuelle, au même titre que le féminisme marxiste, est profondément anticapitaliste, car il entend subvertir les valeurs culturelles qui assurent le bon fonctionnement de ce système. Les deux mouvances partagent d'ailleurs des liens et des objectifs communs, avance Zuleta, comme «la lutte contre la virginité comme concept répressif, pour l'avortement, pour le couple libre et ouvert»⁷⁹. Ce ne sont pas seulement des objectifs que les deux mouvements partagent, mais aussi une genèse. C'est du moins ce qu'avance Zuleta pour le cas de Medellín. Il soutient que ces groupes se sont formés dans des discussions entre militant-e-s sur l'insatisfaction ressentie au sein de la gauche, sur la critique de son «autoritarisme», de «l'asexualité du militantisme», de «l'aliénation dans la machine de parti»⁸⁰. La gauche, avance Zuleta, participe au renforcement de la moralisation de la sexualité et des désirs qui fait le beau jeu du capitalisme, confinant le militant au rôle d'«être abstrait et sans sexe»⁸¹. C'est donc dire que l'expérience vécue de l'oppression au sein des instances hiérarchiques de la gauche fut déterminante dans la formation de ces mouvements.

⁷⁸ «La política del sexo», *Alternativa*, n°143, 5-12 décembre 1977, p.8.

⁷⁹ *Ibid.*, p.9.

⁸⁰ Ces hommes et ces femmes, rejetant la bureaucratie caractéristique des organisations politiques, se réunirent autour de la revue «Carreta Libertaria» en 1975, duquel émergèrent le «Mouvement Féministe Radical et les groupes d'émancipation homosexuelle (des deux sexes)», toujours selon les dires de Zuleta. *Ibid.*, p.8.

⁸¹ *Ibid.*

4.3.2 Structure patriarcale et hiérarchie des luttes : une critique féministe de la gauche

Les réflexions que proposent De Vieco, Araújo et Zuleta dans *Alternativa* font donc valoir de nombreux aspects de la pensée politique des féminismes, qui permettent l'exploration de thèmes jusqu'alors gardés dans l'ombre de la lutte des classes. Ce faisant, elles ébranlent la hiérarchie des luttes sociales: les mouvements de libération doivent, selon elles et lui, lutter à tous les niveaux, partout où il est possible de le faire, parallèlement et de concert. En ce sens, les trois pointent du doigt, dans leurs articles respectifs, la participation de la gauche à la marginalisation des femmes et des minorités sexuelles, voire sa complicité dans le frein des projets d'émancipation féminine et de la diversité sexuelle.

«La politique du sexe» nous permet de constater que le MLH s'oppose farouchement à la verticalité et aux hiérarchies qui caractérisent les organisations politiques de la gauche, sourdes aux revendications des femmes et des minorités sexuelles. De fait, le groupe se considère comme indépendant de la gauche et refuse de collaborer avec la plupart de ses organisations et partis. Bien que le MLH reconnaisse la nécessité de travailler de concert avec les mouvements socialistes contre les élites, le groupe «ne croit pas que le socialisme parviendra à une libération sexuelle complète»⁸², arguant que les États socialistes persécutent encore les personnes homosexuelles et font de la famille hétérosexuelle une institution. Le MLH propose donc une critique très frontale de la gauche, de son organisation, de l'intransigeance de ses principes politiques, et de sa culture hétérosexiste. Cette critique est emblématisée par cette exclamation de Zuleta: «Dehors les marxistes avec leurs conceptions puristes et idéalistes des ouvriers!»⁸³.

⁸² *Ibid.*, p.9

⁸³ *Ibid.*

De son côté, De Vieco aborde «les difficultés qu'éprouvent de nombreux marxistes à comprendre que le problème des femmes existe et fait partie de la lutte pour la libération totale de l'humanité»⁸⁴. Selon elle, «les graves échecs et les erreurs des groupes révolutionnaires» peuvent en partie s'expliquer par leur méconnaissance «des mécanismes psychiques [...] par lesquels les relations et les idéologies aliénantes se reproduisent»⁸⁵. Autrement dit, avance-t-elle en sous-texte, parce que la gauche révolutionnaire, obsédée par une vision économique du monde, s'intéresse peu aux prémisses psychiques du vécu humain, elle peine à créer une adhésion de masse à son projet politique. Quant à Helena Araújo, elle remet carrément en question l'idée d'une hiérarchie des luttes. Parce que l'asservissement des femmes est inscrit partout profondément, y compris dans les psychés individuelles et la culture, comme en témoignent les «restes de machisme» de la société cubaine et l'«attitude conservatrice et parfois réactionnaire que certains membres d'organisations révolutionnaires adoptent dans leur pratique quotidienne»⁸⁶, la révolution féministe ne saurait attendre. Araújo estime que «la marche sera longue», et que

[...] le changement ne viendra pas seulement de la prise de conscience et de l'adhésion au mouvement révolutionnaire, mais de la rupture avec tous les styles de stéréotypes dans la vie sociale et familiale, et même dans la langue. Ainsi, finalement, les attitudes et les habitudes mentales qui pourraient autrement perdurer dans les mêmes organisations politiques seront remises en question, puis dans la reconstruction de nouvelles relations économiques, qui est l'objectif premier de la lutte des classes⁸⁷.

Non seulement le changement culturel au sein des organisations de la gauche peut très bien précéder la révolution politique, croit Araújo, mais cette transformation des «attitudes» et des «habitudes mentales» sert la lutte des classes parce qu'elle contribue à la création de nouvelles relations humaines plus justes. Si la gauche est aussi

⁸⁴ De Vieco, «La mujer en la casa, el hombre en la plaza», *Alternativa*, n°127, 15-22 août 1977, p.18

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Araújo, «Las caras del machismo», *Alternativa*, n°156, 27 mars – 3 avril 1978, p.17.

⁸⁷ *Ibid.*, p.18.

révolutionnaire qu'elle le prétend, s'interroge-t-elle, ne voudrait-elle pas que la transition vers le socialisme s'évite l'écueil de reproduire des systèmes d'oppression hérités du système capitaliste? Pour Araújo, la réponse va de soi : «[...] nous pensons qu'aujourd'hui, tout militantisme révolutionnaire doit être simultanément un militantisme féministe»⁸⁸.

4.3.3 Vers une compréhension féministe des droits reproductifs et sexuels des femmes

Helena Araújo est la première femme écrivant dans les pages d'*Alternativa* à se réclamer de la bannière du féminisme. Refusant de considérer le projet socialiste comme la clé de l'émancipation féminine, elle exige des organisations révolutionnaires qu'elles déploient une lutte féministe en leur sein. Dans «Les visages du machisme», elle s'attaque, pour la seconde fois dans *Alternativa*⁸⁹, à ce qu'elle considère comme un exemple inacceptable d'absence de perspective féministe au sein de la gauche: l'association indue tracée entre la stérilisation forcée et la planification familiale.

En dénonçant les programmes de stérilisation, «certains gauchistes (des hommes, bien sûr)», avance-t-elle, font allusion aux programmes de contraception comme s'il s'agissait de la même réalité, et «vont jusqu'à s'allier au clergé le plus réactionnaire dans leurs proclamations de "respect de la vie" [...]»⁹⁰. Pour Araújo, il faut évidemment condamner la stérilisation forcée, l'«une des impositions les plus inhumaines de l'impérialisme», mais cela doit s'accompagner «d'une défense simultanée de la

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Dans «Machisme et révolution» (dans *Alternativa*, n°18, octobre 1974, p.29), elle critiquait déjà, sur un ton certes beaucoup moins vindicatif que dans «Les visages du machisme», le peu d'attention que la gauche portait aux femmes dans le débat sur les méthodes contraceptives.

⁹⁰ Araújo, «Las caras del machismo», *Alternativa*, n°156, 27 mars – 3 avril 1978, p.17.

planification familiale» et de «l'avortement légal»⁹¹. Esquissant une rhétorique féministe des droits reproductifs et sexuels, elle s'insurge contre la position de la gauche, qui considère les femmes du peuple «comme de simples agents de reproduction» au service de la cause révolutionnaire, obligées de «vivre leur sexualité en fonction de la procréation et leur existence en fonction de leur progéniture»⁹². Cette posture méprise et prive les femmes du «plus sacré de leurs droits, à savoir la juridiction sur leur propre corps»⁹³. Elle avance que confiner les femmes à leur fonction reproductive, à la fatigue des grossesses consécutives et de la tâche éducative, est aussi une manière de les empêcher de prendre part au mouvement révolutionnaire, et donc de les tenir à l'écart du politique. Il est grand temps, signale l'autrice, que la gauche reconnaisse que les droits des femmes forment le cœur de la question reproductive.

Si Araújo défend au passage la légalisation de l'avortement, cet enjeu fait l'objet d'une chronique de Béatriz De Vieco qui, une fois de plus, marque l'histoire d'*Alternativa*. Avec «La lutte pour l'avortement: commencer maintenant!» (n° 169, juillet 1978), De Vieco signe le premier texte exhaustif sur cette question, alors extrêmement taboue, dans les pages de la revue. Avec comme point de départ optimiste l'«événement historique» que constitue la légalisation de l'avortement en Italie⁹⁴, «en plein territoire de pouvoir papal»⁹⁵, De Vieco ébauche des pistes de réflexion sur l'avenir de ce combat Colombie, où l'avortement est toujours criminalisé⁹⁶. Elle avance que la lutte pour le droit à l'avortement, droit «à disposer de son propre corps» nécessaire à la liberté des femmes, se campe dans «la logique des faits et de la raison scientifique»⁹⁷. En effet,

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Loi 194 de 1978 sur la protection sociale de la maternité et l'interruption volontaire de grossesse.

⁹⁵ De Vieco, «La lucha por el aborto : comenzar ya!», *Alternativa*, n° 169, 3-10 juillet 1978, p.15.

⁹⁶ L'avortement est alors régi par le Code Pénal de 1936. Les articles 387 à 390 criminalisent l'avortement en toutes circonstances, et ce, pour la femme qui avorte comme pour la personne qui cause l'avortement. Les peines vont d'une à six années de prison selon le contexte. Cecilia Barazza Morelle & Claudia Gómez López, *Un derecho para las mujeres: la Despenalización parcial del Aborto en Colombia*, Bogota, Mesa por la Vida y la Salud de las Mujeres, 2009, p.11.

⁹⁷ De Vieco, «La lucha por el aborto : comenzar ya!», *Alternativa*, n° 169, 3-10 juillet 1978, p.15.

l'avortement est selon elle un enjeu de santé publique: sa pratique clandestine affecte non seulement les femmes, alors qu'il s'agirait de la principale cause mondiale de mortalité féminine⁹⁸, mais la société entière par le coût de sa criminalisation sur les services publics de santé.

De Vieco fait contraster son argumentaire avec «le mysticisme et l'irrationalité» et les «arguments abstraits sentimentaux, moraux et d'autorité»⁹⁹ du discours antiavortement de l'Église. Elle relève l'hypocrisie de la rhétorique antiavortement qui d'un côté mobilise le «respect de la vie humaine», et de l'autre soutient «un système basé sur l'injustice la discrimination et l'exploitation»¹⁰⁰. Tout comme Araújo, qui prédit que le trajet de la libération féminine sera parsemé d'embûches, De Vieco croit qu'en Colombie, où l'Église et l'État poursuivent leur concubinage, la lutte pour le droit à l'avortement sera longue. Il faut donc, comme l'indique le titre de sa chronique, l'entamer maintenant.

Ainsi, en 1978, Béatriz de Vieco et Helena Araújo remettent en cause l'argumentaire anti-impérialiste de la gauche sur la planification familiale, qui l'amène à épouser une défense de natalité et une condamnation des méthodes contraceptives et de l'avortement, évinçant de la conversation les principales concernées. Les femmes ont le droit de disposer de leur propre corps, allèguent en cœur ces deux autrices, et ce droit ne saurait être sacrifié à l'autel de la révolution. Ce faisant, elles recadrent entièrement le débat, traçant le calque d'une lutte pour les droits reproductifs et sexuels des femmes.

⁹⁸ Elle cite un rapport des Nations Unies qui estime à 55 millions le nombre d'avortements sur l'ensemble de la planète.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

Conclusion

Les mouvements féministes de la seconde vague en Colombie, qui gagnent en vigueur dans la seconde moitié des années 1970, commencent à trouver résonance dans *Alternativa* vers mai 1977, quand la revue revient de sa pause réflexive de publication. Bien que l'expansion des féminismes dans la sphère publique puisse en partie expliquer cet intérêt pour un mouvement considéré pour le moins controversé à peine quelques mois plus tôt, la concomitance entre l'arrivée de perspectives féminines et féministes à *Alternativa* et la transition idéologique de la revue, qui tendra avec *Firmes* vers un projet politique électoral de gauche aux ambitions démocratiques et populaires, n'est pas anodine. Le comité éditorial est alors déterminé à alimenter la réflexion critique sur l'état de la gauche en Colombie. Il fait ainsi les choix, par exemple, d'engager une chroniqueuse qui écrit sur l'oppression des femmes et son imbrication avec le système économique capitaliste, d'interviewer un militant homosexuel qui formule une critique incisive des hiérarchies au sein de la gauche, et de publier une longue analyse sur les nombreuses formes que prend le machisme en Colombie. Ces nouvelles perspectives demeurent encore, entre mai 1977 et juillet 1978, assez marginales au sein de la revue. Elles ne prouvent évidemment pas un changement total et soudain dans la ligne de pensée dominante dans *Alternativa*. Cependant, force est d'admettre qu'il aurait été impensable de lire une allocution comme «Dehors les marxistes[...]!»¹⁰¹, ou de rencontrer l'idée que féminisme et révolution vont de pair¹⁰², dans la *Alternativa* de 1974.

Les premières années d'édition de *Alternativa* nous ont révélé comment les relations entre la gauche et le féminisme étaient marquées par des tensions et des antagonismes qui semblaient sans issue, se soldant en rejets mutuels et en ruptures. Dès 1977, bien

¹⁰¹ Zuleta, cité dans «La política del sexo», *Alternativa*, n°143, 5-12 décembre 1977, p.9.

¹⁰² Araújo, «Las caras del machismo», *Alternativa*, n°156, 27 mars – 3 avril 1978, p.18.

que ces relations demeurent marquées par des tensions importantes, des processus de négociations s'y mettent bel et bien en branle. Entre mai 1977 et juillet 1978, période d'évolution idéologique significative pour la revue, la pensée politique et les propositions de changement radical du féminisme sont examinées, pensées et débattues par la gauche non orthodoxe représentée par *Alternativa*, plutôt que d'être écartées et méprisées. Dans le prochain chapitre, nous verrons comment ce processus s'accélère dès l'été 1978, alors que le mouvement *Firmes* gagne en cohérence et en organisation. À partir de ce moment, la portion du contenu consacré à la condition des femmes et aux luttes féministes augmente de façon significative, et *Alternativa* s'allie même à la lutte féministe pour le droit à l'avortement qui culmine en 1979.

CHAPITRE V

POUR UNE DÉMOCRATIE «TOTALE» : RENCONTRES ET LUTTES COMMUNES ENTRE LES FÉMINISMES, *ALTERNATIVA* ET *FIRMES* (1978- 1980)

Le premier inconvénient majeur pour une femme dans notre société est de naître femme. Les premiers cadeaux qu'elle reçoit sont des poupées qui éveillent son "instinct" maternel, et des cuisinettes et des plats miniatures pour qu'elle n'oublie pas le rôle qu'elle aura à jouer dans le futur. Et elle apprend. Ensuite, on lui apprend à marcher, à regarder, à croiser les jambes dans les réunions sociales et à se défendre contre les hommes qui poursuivent son trésor le plus précieux, sa virginité. Et elle apprend. [...] Jusqu'au jour où, dans l'extase d'un baiser en cachette ou dans la caresse audacieuse du petit ami, elle découvre quelque chose qu'on ne lui avait pas appris, quelque chose qu'on voulait lui cacher. Et dans son ignorance lucide, cette femme, ce jour-là, "cède".

Nous allons supposer qu'elle tombe enceinte. Encore jeune, célibataire, soi-disant vierge, [...] avec un petit ami qui soudainement ne l'aime plus, il ne lui reste comme remède que de guérir ce qu'elle ne pouvait empêcher, par manque de temps et de connaissances. Une amie lui parle d'une femme qui fait des avortements [...], et elle décide de prendre le risque, plutôt que de détruire l'honneur de sa famille et le sien. Elle est si malchanceuse que la sonde que la sage-femme lui insère dans le vagin perfore son utérus, elle ne s'en rend pas compte, car elle est sous anesthésie locale, et quelques jours après l'"opération" elle est emmenée d'urgence dans une clinique, où les médecins diagnostiquent : complications d'un avortement septique¹.

¹ «El aborto en Colombia. 250 mil tragedias al año», *Alternativa*, n° 170, 10-17 juillet 1978, p.2.

Ce scénario imaginé, qui trace les contours d'une matrice répliquée des milliers de fois, met en lumière comment la socialisation des femmes les aliène de leur propre sexualité, aliénation doublée d'une ignorance dont elles paient le prix dans une société qui met sans scrupules leurs vies en danger au nom de principes moraux et patriarcaux. «En Colombie [...], l'Église dit non et l'État s'en fait l'écho»², est-il déploré dans cet article, non pas publié dans une presse féministe, mais dans le 170^e numéro de la revue *Alternativa*, qui place l'enjeu de l'avortement en manchette: une première. Cette enquête, publiée en juillet 1978, brosse le portrait statistique de l'avortement clandestin au pays, s'appuyant notamment sur des données de l'organisme de planification familiale *Profamilia* et de l'Organisation mondiale de la Santé. Rappelons qu'à peine trois ans plus tôt, la revue dépeignait *Profamilia* comme le laquais de l'impérialisme étatsunien en Colombie³. L'enquête est enrichie par les travaux de Sara Bright et Eulalia Carrizosa, deux militantes très actives dans les cercles féministes de Bogota⁴, qu'*Alternativa* désigne alors comme «collaboratrices» de la revue. L'article déconstruit les arguments moraux mis de l'avant par l'Église pour maintenir la prohibition de l'avortement, citant Simone de Beauvoir, et plaide pour sa légalisation au nom de la santé des femmes et du droit à «disposer de son propre corps»⁵. Résumons: en juillet 1978, *Alternativa* soutient publiquement le droit à l'avortement, mobilise les données du plus grand organisme de planification familiale au pays, et s'associe publiquement à deux féministes que l'on pourrait difficilement qualifier de modérées. Que s'est-il

² *Ibid.*

³ Par exemple, «La pildora: un debate estéril», *Alternativa*, n° 35, 26 mai – 2 juin 1975, p.4 à 7.

⁴ Les deux font partie des groupes autonomes de femmes se réunissant en marge du *Bloque Socialista* et du PST vers 1976 et 1977, et s'impliquent spécifiquement dans les groupes d'études sur la sexualité et l'avortement. Bright et Carrizosa seront impliquées dans la formation du *Frente Amplio de Mujeres* (FAM) à Bogota, et créeront l'organisme féministe à but non lucratif *Ciné Mujer*, produisant des courts-métrages sur la condition féminine. Diana Gómez, *Dinámicas del movimiento feminista bogotano: historias de cuarto, salón y calle, historias de vida (1970-1991)*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2011. p.113 à 116; Maria Cristina Suaza, *Soñé que soñaba. Una crónica del movimiento feminista en Colombia de 1975 a 1982*, Bogota, AECID, 2008, p.41 à 43.

⁵ «El aborto en Colombia. 250 mil tragedias al año», *Alternativa*, n° 170, 10-17 juillet 1978, p.4.

passé depuis l'époque où la revue entretenait une méfiance pour le moins farouche envers le féminisme?

Dans ce chapitre, c'est la dernière période de publication d'*Alternativa* qui sera à l'étude. Nous commençons cette période en juillet 1978 (n° 170) pour marquer symboliquement le tournant «proavortement» que prend la revue, et la terminons en mars 1980 (n° 257), quand elle publie son dernier numéro. Cette période correspond également à l'implication active de la revue *Alternativa* dans le mouvement politique *Firmes*, héritier du plébiscite pour un candidat unique pour les élections présidentielles de juin 1978. *Firmes* s'homologue officiellement le 26 août 1978 à Bogota. Comme nous l'avons démontré dans le second chapitre, l'engagement politique d'*Alternativa* dans ce mouvement qui se veut «ample, démocratique et populaire» est en quelque sorte la suite logique de la métamorphose qui s'opère en son sein à partir de mai 1977. À partir de ce moment, pour la revue, les identifications de gauche deviennent peu à peu secondaires face à l'urgence d'une unité *populaire* contre un système antidémocratique et autoritaire. L'objectif de *Firmes*, au centre de tous ses combats, demeure le même : «élargir la lutte pour la défense de la démocratie en Colombie»⁶.

Nous entamerons le chapitre avec un contexte historique qui inscrit les luttes féministes entre 1978 et 1980 dans leur conjoncture sociopolitique en Colombie. Par la suite, nous examinerons les manifestations des mobilisations féministes dans les pages de la revue. Nous démontrerons qu'*Alternativa* octroie, d'une part, une visibilité importante aux luttes féministes. Ce fait est déjà évident en termes quantitatifs : si, pour la période 1977-1978, nous ne disposons que de quelques articles pour démontrer une certaine ouverture de la revue au féminisme, nous avons affaire, pour la période concernée par le présent chapitre, à une abondance d'articles⁷. D'autre part, nous verrons que la revue

⁶ «Ahora más que nunca: defender la democracia», *Alternativa*, n° 197, 29 janv – 5 février 1979, p.32.

⁷ Entre les numéros 112 et 169, qui correspondent à la période analysée dans le quatrième chapitre (mai 1977 à juillet 1978), nous n'avons dénombré que sept articles ou chroniques s'intéressant de près ou de loin à la condition des femmes, en incluant l'entrevue avec Léon Zuleta, leader du mouvement de

fait montre d'une plus grande reconnaissance de ces mouvements, en déployant un engagement intellectuel sincère avec ses propositions politiques. Pour illustrer davantage cet argument, une section sera consacrée au traitement de la revue de la lutte pour le droit à l'avortement, lutte féministe qui atteint son apogée en Colombie en 1979. La reconnaissance du caractère politique du féminisme dans *Alternativa* dès 1978 se nourrit, suggérons-nous, de la réflexion qui prend forme autour du mouvement *Firmes*. Tout au long du chapitre, nous mettrons donc en lumière les lieux d'imbrication entre ce dernier et les mouvements féministes, non seulement au sein de leurs pensées politiques et revendications respectives, mais aussi dans les affinités organisationnelles que les deux partagèrent entre 1978 et 1980.

5.1 Contexte historique : démocratie, droits de la personne et féminisme (1978-1980)

L'élection de Julio César Turbay à la tête du pays en juin 1978 marque le durcissement des logiques sécuritaires en Colombie, qui s'inscrivent dans la doctrine hémisphérique de sécurité nationale de la Guerre froide⁸. Pour l'historien Francisco Gutiérrez, ce mandat présidentiel (1978-1982) n'entame rien de moins qu'un *cycle de répression*

libération homosexuelle. Entre les numéros 170 à 257 (juillet 1978 à mars 1980), nous avons dénombré 26 articles s'intéressant aux diverses facettes de la condition féminine et au féminisme, ainsi que 10 lettres ouvertes de lectrices publiées dans la section *Lettres du lecteur*. Bien que la première période soit plus courte, en calculant le ratio d'articles sur la condition féminine par nombre de numéros, la seconde période, en excluant les lettres ouvertes, a un ratio d'articles presque trois fois plus élevé (taux de 0,3 (26 articles sur 87 numéros) versus 0,12 (7 articles sur 58 numéros)).

⁸ Bien que la Doctrine de sécurité nationale fut formulée et développée dans les pays du Cône Sud, influencée par les politiques des États-Unis pour empêcher l'expansion du communisme en Amérique latine, ses effets se firent ressentir partout dans l'hémisphère. En Colombie, les institutions militaires s'inspirèrent de la Doctrine, même si elles en utilisèrent les principes de façon fragmentaire plutôt qu'intégrale. Francisco Leal Buitrago, «La doctrina de seguridad nacional : materialización de la Guerra Fría en América del Sur», *Revista de Estudios Sociales*, n°15, 2003, p.74-87.

exterminatrice qui se prolonge sur plusieurs décennies⁹. Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, Turbay signe en septembre 1978 le Statut de Sécurité (Décret 1923), dont l'intention de façade est «la protection de la vie, de l'honneur et des biens des personnes»¹⁰, mais qui s'avèrera être un outil de répression de la gauche et de violation des droits civils¹¹. Dès l'entrée en vigueur du décret, *Alternativa* parle de militarisation de l'État, et prédit avec justesse que «les destinataires du décret sont les travailleurs en grève, les participants aux *paros cívicos*, les groupes politiques d'opposition»¹². Dans les mois qui suivent, la revue dénonce le «terrorisme psychologique», le «climat de terreur»¹³ et l'«arbitraire répressif»¹⁴ qui sévissent au pays. L'idéologie anticommuniste des forces militaires se raffermi, alors que prend de l'ampleur l'activité des guérillas¹⁵. *Alternativa* est rapidement à l'avant-plan de la divulgation d'allégations, de témoignages et de preuves de la torture et des assassinats perpétrés contre les prisonniers politiques. Dans son numéro de clôture de l'année 1979, *Alternativa* lui décerne le titre d'«Année de la torture». La revue avance que bien que la violence d'État soit partie intégrante de l'histoire de la Colombie, «le processus

⁹ Pour Gutiérrez, la répression devient exterminatrice lorsque deux critères sont remplis: d'une part, le répertoire de la répression inclut, de façon systématique, la destruction physique des êtres humains, et d'autre part, la fréquence des attaques contre la population civile est très élevée. Selon l'analyse quantitative et qualitative de Gutiérrez, la Colombie vécut, entre 1910 et 2010, deux cycles exterminateurs de répression : *La Violencia* (1945-1965) et la *guerre contre-insurrectionnelle* (1978-2010). Francisco Gutiérrez-Sanín, *El orangután con sacoleva. Cien años de democracia y represión en Colombia (1910-2010)*, Bogotá, IEPRI, 2014, p.11 à 41; p.160 à 162.

¹⁰ République de Colombie, *Decreto legislativo 1923 de 1978*, 21 septembre 1978. <<http://www.suin-juriscol.gov.co/viewDocument.asp?ruta=Decretos/1870140>> (13 octobre 2020)

¹¹ Le Statut permet de limiter la liberté d'expression et de mobilisation des individus, et confère aux autorités militaires une latitude très large pour détenir les citoyen-ne-s sans mandat. Dans la pratique, le Statut a permis «la massification de la torture». Gutiérrez, *op. cit.*, p.161. Dans sa première année d'application, le Statut rend possible la détention de plus de 60 000 personnes. Marco Palacios, *Between Legitimacy and Violence*, Durham, Duke University Press, 2007, p.197.

¹² «El Estatuto de Seguridad. Turbay se militariza», *Alternativa*, n° 179, 11-18 septembre 1978, p.3.

¹³ «El asesinato de Pardo Buelvas», *Alternativa*, n° 180, 18-25 septembre 1978, p.2-3.

¹⁴ Comité éditorial, «La aclimatación del temor», *Alternativa*, n° 217, 14-21 juin 1979, p.1.

¹⁵ Comme celle du M-19 dans la capitale colombienne. Par exemple, dans la nuit du 31 janvier 1978 au 1^{er} janvier 1979, le M-19 procède au vol de milliers d'armes de la caserne du Cantón Norte à Bogota. En février 1980, exigeant la libération de ses prisonniers politiques, le M-19 occupe l'ambassade de la République Dominicaine à Bogota pendant deux mois. Ce coup d'éclat leur attirera un certain soutien populaire et débouchera sur le transfert des guérilleros vers Cuba. Daniel Pécaut, «Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes», *Cahiers des Amériques latines*, n° 36, 2001, p.85-86.

d'institutionnalisation de la répression a atteint son apogée»¹⁶ en 1979. Il va sans dire que la capacité de résistance de la gauche colombienne, ainsi que celle de mobilisation des agents sociaux, est sérieusement mise à mal lors de cette période¹⁷.

Malgré un climat hostile à la liberté de presse, *Alternativa* survit presque deux ans sous Turbay. Avec une rhétorique journalistique doublée d'une pratique politique, par le biais de son implication avec *Firmes*, la revue privilégie une approche ancrée dans la défense des droits humains et de la démocratie pour contester l'autoritarisme. Dès 1979, *Firmes* organise un Forum pour les Droits Humains, événement qui sera abondamment couvert dans les pages d'*Alternativa*. De ce forum découlera la création d'une Commission nationale permanente pour la Défense des Droits Humains¹⁸. De surcroît, en vue des élections de 1980, *Firmes* appelle à la création d'une coalition d'opposition large, le *Frente Democrático*. Faisant campagne sur une plateforme minimale¹⁹, le *Frente* permettra la convergence de partis de la gauche ordinairement isolés dans leurs différences idéologiques. Dans ce contexte de limitation des libertés de mobilisation et d'expression, la défense des principes démocratiques²⁰ et des droits humains devient une importante stratégie de résistance de la gauche en Colombie.

¹⁶ «El año de la tortura», *Alternativa*, n° 244/45, 20 décembre 1979 – 10 janvier 1980, p.8.

¹⁷ Selon le portrait quantitatif dressé par Archila, 1979 constitue le «point le plus bas des protestations sociales depuis 1975». Mauricio Archila, *Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia, 1958-1990*, Bogotá, ICAH-CINEP, 2003, p.147-148.

¹⁸ «Derechos humanos. Así fue el Foro», *Alternativa*, n° 207, 9-16 avril 1979, p.18. Il s'agit d'un impact concret et pérenne du mouvement *Firmes*, car le CPDH existe et milite toujours aujourd'hui.

¹⁹ La plateforme s'articule autour de cinq points : la défense des droits humains, la répartition de la richesse, l'opposition au gouvernement de Turbay, l'appui aux luttes ouvrières, et la solidarité envers les peuples du monde luttant pour leur autodétermination. *Firmes*, ANAPO, PCC, MIL, UNO, «Frente Democrático. Declaración por la unidad», dans *Alternativa*, n° 246, 10-17 janvier 1980, p.14-15.

²⁰ Rappelons que ces principes sont, tels que définis par *Firmes*, «l'expansion des libertés et des droits individuels et collectifs»; «[l']intervention constante et active des Colombiens dans les décisions qui affectent leur vie», qui ne se limite pas «à l'acte quasi symbolique» de voter aux quatre ans; la «mise en place de mécanismes de contrôle des agences et des fonctionnaires de l'État par les citoyens»; et le «rejet de la militarisation croissante de la société colombienne». «¿Qué es FIRMES?», *Alternativa*, n°177, 28 août – 4 septembre 1978, p.18.

Les mouvements féministes colombiens de la fin des années 1970 doivent composer, tout comme les autres mouvements sociaux, avec la réalité de la répression. Cependant, les mobilisations de femmes ne suscitent pas de réactions étatiques aussi brutales que celles auxquelles ont droit d'autres expressions sociales. Alors que le système use de violence pour réprimer les revendications de classe, il «confronte les revendications féministes avec indifférence ou par des moyens légaux»²¹, révélant que l'État ne perçoit pas le féminisme comme une menace réelle à sa stabilité. Néanmoins, entre 1978 et 1980, les expressions féministes sont plus visibles que jamais en Colombie. En décembre 1978 est organisé le premier *Encuentro Nacional de Mujeres* à Medellín. Près de 300 femmes provenant de diverses organisations, syndicats ou partis politiques y participent. À l'issue de cette rencontre est prise la décision de se joindre à la Campagne internationale pour l'avortement et la contraception et contre les stérilisations forcées, campagne organisée dès 1978 par la National Abortion Campaign (NAC) du Royaume-Uni et lancée début 1979²². La lutte pour le droit à l'avortement, en soi subversive dans une société catholique et face à un gouvernement conservateur, constitue un rare site de confluence entre les féministes radicales et libérales, et ce, particulièrement lors de l'année 1979. En effet, à la fin de cette année, la représentante Consuelo Lleras présente devant le Congrès un projet de loi pour décriminaliser l'avortement, qui sera finalement défait sous les exclamations scandalisées de l'Église et des conservateurs. Dès 1980, les féministes colombiennes s'affairent, non sans tensions, à l'organisation du premier *Encuentro Feminista Latinoamericano y del Caribe*, qui aura lieu à Bogota en 1981²³. Définitivement, à la fin de la décennie 1970, le mouvement féministe colombien, maintenant étendu partout au pays, a acquis une

²¹ Maria Emma Wills, *Las trayectorias femeninas y feministas hacia lo público en Colombia (1970-2000) ¿Inclusión sin representación?*, Doctorate, University of Texas, 2004, p.174.

²² Cette campagne internationale culmine avec une manifestation à l'échelle mondiale pour le droit à l'avortement le 31 mars 1979. Suaza, *op. cit.*, p.55.

²³ Les *Encuentros Feminista* sont des rencontres régionales féministes ayant lieu chaque deux ans dans une ville d'Amérique latine ou des Caraïbes, depuis sa première en 1981 à Bogota. Les *Encuentros* sont aujourd'hui encore des sites transnationaux de solidarité entre militantes féministes, et ont favorisé la mise sur pied de stratégies et d'identités féministes proprement latino-américaines. Sonia E. Alvarez *et al.*, «Encountering Latin American and Caribbean Feminisms», *Signs*, vol. 28, n° 2, 2002, p.537 à 541.

capacité tangible de convocation et de mobilisation. Il s'insère dans les débats théoriques internationaux du féminisme, et construit ses propres interprétations à partir de la réalité en Colombie.

5.2 Agitation féministe et mobilisation sociale des femmes

Dans cette section, nous démontrerons que l'ampleur de la mobilisation sociale des femmes se reflète dans *Alternativa* entre 1978 et 1980. Nous avons vu dans le dernier chapitre qu'à partir de 1977, alors qu'*Alternativa* est en plein processus de remise en question des discours et des pratiques de la gauche, la revue commence à octroyer une plus grande visibilité, d'une part, aux voix féminines, et d'autre part, au thème de la condition des femmes. En 1978, cette logique se renforce et acquiert une troisième facette : un intérêt pour le mouvement féministe. Non seulement *Alternativa* change de ligne éditoriale par rapport au féminisme, prenant soin de s'écarter de l'attitude de «rejet» qui était la norme dans les premières années de publication, mais s'engage, en tant qu'entité journalistique, à aborder les nombreux aspects de l'oppression féminine. Cette nouvelle approche s'inscrit aussi dans une reconnaissance des épistémologies féministes et de l'expertise des chercheuses, dont les travaux sont mobilisés pour étoffer ses articles. Par ailleurs, la revue laisse une place de plus en plus grande aux voix de femmes, notamment en embauchant une seconde chroniqueuse. *Alternativa* devient une publication où il n'est pas si rare de pouvoir lire sur la sexualité féminine, l'avortement, et le patriarcat. La rubrique des *Lettres du lecteur* est investie par les groupes féministes, et devient une plateforme pour disséminer de l'information militante. En outre, si les caricatures dans la revue empruntent toujours à un imaginaire machiste, une polémique qui se déroule en 1979 nous permettra de voir que les représentations sexistes suscitent la critique des groupes féministes, et qu'*Alternativa* se montre ouverte à cette critique. Ainsi, c'est à partir de la naissance du mouvement

Firmes que la revue octroie une visibilité plus importante et une reconnaissance au féminisme en tant que mouvement social valide et digne d'intérêt.

5.2.1 Un engagement pour la cause des femmes

En décembre 1978 a lieu la première rencontre nationale des femmes de Colombie. Plus de 19 groupes féministes, autonomes ou liés à un parti²⁴, se rejoignent à Medellín pour l'événement qui s'échelonne sur deux jours. Des militantes de *Firmes* y prennent part²⁵. Il ne s'agit donc pas d'une coïncidence, croyons-nous, que ce soit en cette occasion précise qu'*Alternativa* prenne l'engagement clair de publier sur le thème de l'oppression féminine.

Un compte-rendu publié dans le 196^e numéro rapporte que cet événement est la preuve que le féminisme en Colombie est «un mouvement naissant, mais énormément positif»²⁶. L'absence de consensus à l'issue de cette rencontre n'est pas la preuve de son échec, mais reflète plutôt la spontanéité et «les différentes conceptions qui ont animé cette réunion féministe»²⁷. Selon l'article, le principal débat de la rencontre de Medellín s'est articulé autour de l'origine de l'oppression : les femmes sont-elles d'abord opprimées par leur sexe, ou d'abord par la structure économique? En effet, l'une des grandes tensions qui animent alors le féminisme concerne la place du mouvement dans la lutte des classes et son degré d'autonomie des partis politiques²⁸.

²⁴ Parmi les groupes autonomes, on retrouve le FAM (Bogota) et Cuéntame tu Vida (Cali). Parmi les groupes militants au sein d'un parti, on retrouve l'*Unión de Mujeres Democratas* (libéral), *Firmes* et le comité des femmes du *Partido Socialista Revolucionario* (PSR).

²⁵ Suaza, *op. cit.*, p.55.

²⁶ «¿Opresión sexual o económica?», *Alternativa*, n° 196, 22-29 janvier 1979, p.9.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Les féministes dites autonomes défendent l'organisation en groupes indépendants des partis, syndicats ou tout autre structure politique, considérant le féminisme comme révolutionnaire en soi et à même de changer intégralement la société. Les féministes dites politiques ou de parti, de leur côté, défendent le double militantisme, soit la lutte féministe et l'implication au sein des groupes politiques afin de libérer

Le compte-rendu se conclut sur cette promesse : «il y a d'autres aspects très divers du problème de la femme que des réunions comme celle de Medellín ont à peine esquissé et que ce journal entend aborder régulièrement à partir de maintenant»²⁹. Comme le reste du chapitre démontrera, cette promesse sera honorée par la revue, à des degrés différents selon les enjeux de la lutte féministe.

La montée en force du mouvement féministe en Colombie devient prétexte à poursuivre ses réflexions critiques sur la gauche pour *Alternativa*. L'article «Mouvement féministe : le vieil ennemi de l'homme», publié en juin 1979, s'intéresse au féminisme et à ses principales revendications : «Par-delà les orthodoxies du machisme et de la partisanerie, les mouvements féministes commencent à s'organiser en Colombie»³⁰, est-il annoncé. Il s'agit du premier article exhaustif qui met en lumière le mouvement féministe spécifiquement, et non le thème plus large de la condition féminine. On y avance qu'à la différence des suffragistes, les féministes d'aujourd'hui proposent «l'établissement d'un nouveau type de relation avec les hommes»³¹. C'est en réaction à la difficulté d'exercer leur autonomie même au sein des fronts féminins des groupes politiques de la gauche, dominés par les hommes, que des militantes ont rejeté les partis pour se regrouper sous la bannière du féminisme, soutient-on dans l'article. Quatre types de féminismes existent, est-il avancé : les *sexistes*, qui voient les hommes comme des ennemis, les *réformistes*, qui croient en la libération par les réformes parlementaires, les *socialistes*, pour qui le socialisme crée les conditions pour l'émancipation féminine sans toutefois la garantir, et les *partidistes*, qui militent aux

simultanément les femmes et toutes les classes exploitées. Ce débat créera des tensions très vives entre les deux factions, notamment lors de l'organisation du premier *Encuentro Feminista* de Bogota. Doris Lamus appelle cette conjoncture la «fracture d'origine» du féminisme en Colombie. Lamus, *De la subversión a la inclusión*, Bogotá, ICAH, 2010, p.105 à 108.

²⁹ «¿Opresión sexual o económica?», *Alternativa*, n° 196, 22-29 janvier 1978, p.9.

³⁰ «Movimiento feminista. El viejo enemigo del hombre», *Alternativa*, n° 218, 21-28 juin 1979, p.30.

³¹ *Ibid.*

côtés des hommes dans les partis³². Se concluant sur l'importance de discuter des «vertus» et des «aspects plus négatifs» du féminisme, l'article avance cependant que :

Ce qui ne peut être fait d'emblée, et c'est la tendance de certains secteurs, c'est de le disqualifier [le féminisme]. La reconnaissance tacite [des] conditions désavantageuses et bien souvent scandaleuses de la femme, oblige à écouter et à accepter ses attitudes « indépendantes » [...].³³

Ainsi, l'article avance que les groupes politiques auraient tort de disqualifier sans procès le féminisme. Il propose une conduite basée sur l'écoute et la reconnaissance de son indépendance. Après tout, est-il sous-entendu, le machisme de la gauche est en partie responsable de l'autonomisation des féministes. Si *Alternativa* ne reconnaît pas, dans ce passage, avoir elle-même pris part à cette tendance à discréditer le mouvement, on remarque néanmoins son changement de paradigme par rapport au féminisme.

Un autre aspect de l'engagement d'*Alternativa* envers les luttes féministes est la mise en valeur de la recherche effectuée par des femmes dans la sphère académique. Deux articles publiés dans le même numéro en novembre 1979, qui traitent de sujets relatifs à l'expérience des femmes et qui se fondent sur les travaux de chercheuses, illustrent cette tendance. Le premier, intitulé «Les universitaires et le sexe», s'intéresse au comportement sexuel des étudiant-e-s universitaires, en s'appuyant sur les données recueillies par une chercheuse et quatre chercheurs dans les villes de Bogota, Manizales, Barranquilla et Bucaramanga. L'article mobilise par ailleurs des écrits de l'anthropologue Virginia Gutiérrez de Pineda³⁴. Cette enquête révèle nombre de comportements sexuels tabous pour l'époque, notamment les «maladies vénériennes»³⁵, la masturbation féminine, et les relations homosexuelles. Le constat

³² *Ibid.*, p.30-31.

³³ *Ibid.*, p.31.

³⁴ Virginia Gutiérrez de Pineda (1921-1999) est une anthropologue émérite en Colombie, connue pour ses nombreuses études historiques et ethnographies sur la famille colombienne.

³⁵ José Manuel González, «Los universitarios y el sexo», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.10.

principal qui s'y dégage est que les jeunes hommes sont plus sexuellement actifs que les femmes³⁶. L'auteur de l'article avance que cette asymétrie est le produit du «phénomène psychosocial»³⁷ qu'est le machisme.

Un second article du 240^e numéro met de l'avant une entrevue avec la psychologue Consuelo Cárdenas, qui déploie alors un travail de recherche sur l'avortement en Colombie et ses effets psychosociaux sur les femmes. Selon les données récoltées par Cárdenas et ses étudiantes³⁸, les femmes ayant recours à l'avortement ne correspondent pas à l'image que l'on se fait de la jeune célibataire enceinte. En effet, la plupart d'entre elles ont entre 21 et 30 ans, sont mariées, ont des enfants, et n'en sont pas à leur premier avortement. Elles se font avorter, et cela met en lumière l'aspect social «insoupçonné» de l'avortement, pour des raisons économiques principalement. Par ailleurs, note Cárdenas, «pour la plupart de ces femmes, il ne semble pas y avoir de problème «moral» [avec l'avortement], puisque leur situation particulière prévaut sur toute conception religieuse»³⁹. L'avortement doit être vu, avance la psychologue, comme «un problème social et non individuel»⁴⁰, et la discussion à son sujet doit se faire sur le terrain de «la santé publique, l'équité sociale, les droits des femmes et la liberté individuelle»⁴¹.

Alternativa, à partir de 1978, change donc de ton éditorial sur le féminisme. La revue fait montre d'un engagement, dans le contenu qu'elle produit, envers le problème de l'oppression féminine, défini comme un nouveau sujet d'intérêt dans sa ligne éditoriale.

³⁶ Par exemple, dans la catégorie «Incidence de coït entre célibataires», dans la ville de Bogota, le taux pour les hommes est de 93% alors qu'il est de 34% pour les femmes. *Ibid.*, p.11.

³⁷ *Ibid.*, p.11.

³⁸ Cárdenas mentionne qu'elle est aidée, dans son étude, de neuf étudiantes qui suivent son séminaire de recherche sur l'avortement. Au moment où est publié l'article dans *Alternativa*, l'étude est encore en cours, c'est-à-dire que les résultats présentés sont préliminaires et partiels.

³⁹ Consuelo Cárdenas, citée dans «Investigación sobre aborto. Una decisión del bolsillo», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.17.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*, p.16.

5.2.2 Un espace d'engagement : des voix féministes plurielles?

Alors qu'*Alternativa* s'engage à traiter de l'oppression des femmes dans une perspective multidimensionnelle, il appert que cet engagement passe d'abord et avant tout, tel que nous l'avons vu également dans le chapitre quatre, par l'octroi d'une plateforme à des voix de femmes. Nous démontrerons que la revue offre une visibilité aux expressions féministes qui se multiplient alors en Colombie, non seulement par le biais de ses chroniqueuses, mais aussi dans la section des *Lettres du lecteur*. *Alternativa* cultive, entre 1978 et 1980, un intérêt actif pour la montée du mouvement féministe, et cette curiosité intellectuelle se traduit dans l'exploration de plusieurs enjeux liés à l'expérience des femmes dans une société machiste et patriarcale. Or, en tant que revue de gauche prônant le socialisme, elle amplifie les discours féministes ancrés dans une critique du capitalisme.

5.2.2.1 Une nouvelle voix permanente à *Alternativa*

À l'été 1978, *Alternativa* embauche la chroniqueuse Nazareth de Cruz, qui fera partie de l'équipe permanente du magazine jusqu'à sa fermeture en mars 1980. Alors que l'arrivée de la chroniqueuse Béatriz de Vieco en mai 1977 signalait déjà l'amorce d'un changement dans l'approche éditoriale d'*Alternativa* sur la condition féminine, l'admission de De Cruz dans l'équipe de la revue marque une volonté de laisser le champ libre à une perspective féministe. De ce fait, si De Vieco produit des chroniques pionnières, comme celles sur la question de l'avortement, elle ne se réclame pas explicitement du féminisme, ce que De Cruz n'hésite pas à faire dans ses écrits.

Le titre de son premier article, publié en août 1978 (n° 176), donne une idée claire de ses intérêts. «La crise de la famille patriarcale»⁴² explore la façon dont la co-construction historique de la cellule familiale patriarcale et du capitalisme a cimenté les rôles genrés et cristallisé l'oppression féminine. De Cruz signe de nombreuses chroniques dans les pages d'*Alternativa*, toutes dédiées à divers aspects de l'oppression des femmes, allant du travail ménager et domestique⁴³ aux droits des enfants⁴⁴, de la libération sexuelle⁴⁵ à l'avortement⁴⁶. Mobilisant le champ sémantique du féminisme, appelant les femmes à se mobiliser pour leurs droits, ses chroniques permettent au lectorat d'*Alternativa* de suivre les débats qui traversent alors les mouvements féministes en Colombie et dans le monde. La voix féministe marxiste de Nazareth de Cruz s'impose dans *Alternativa* au même moment où le mouvement *Firmes* s'institutionnalise pour assurer sa pérennité. Le lancement officiel du mouvement, rappelons-nous, a lieu le 26 août 1978 à Bogota, lors d'une rencontre entre les représentant-e-s de tous les comités régionaux. Qui est, apprend-on dans un compte-rendu de l'événement publié dans *Alternativa*, la dirigeante du comité del Valle⁴⁷? Nazareth de Cruz. L'une des leaders régionales du mouvement *Firmes*, donc, devient carrément la voix féministe dominante de la revue *Alternativa*.

⁴² Nazareth de Cruz, «La crisis de la familia patriarcal», *Alternativa*, n° 176, 21-28 août 1978, p.14-15.

⁴³ *Id.*, «El trabajo invisible del ama de casa», *Alternativa*, n° 188, 13-20 novembre 1978, p.23; *Id.*, «Ama de casa: trabajadora sin salario», *Alternativa*, n° 199, 12-19 février 1979, p.33; *Id.*, «Trabajo ingrato», *Alternativa*, n° 236, 25 octobre – 1^{er} novembre 1979, p.23.

⁴⁴ *Id.*, «¿Y los derechos de los niños?», *Alternativa*, n° 211, 3-10 mai 1979, p.31.

⁴⁵ *Id.*, «Ser o no ser madre», *Alternativa*, n° 248, 24-31 janvier 1980, p.18.

⁴⁶ *Id.*, «Las colombianas abortan», *Alternativa*, n° 229, 6-13 septembre 1979, p.13.

⁴⁷ Le Valle del Cauca est un département du sud-ouest de la Colombie, dont la capitale est Cali. «El encuentro Nacional de FIRMES», *Alternativa*, n° 178, 4-11 septembre 1978, p.16 à 18.

5.2.2.2 Un thème dominant : la famille patriarcale, épice de l'oppression féminine

Alors qu'*Alternativa* laisse la parole à des voix qui adoptent le féminisme, la critique de la famille nucléaire patriarcale, c'est-à-dire hétérosexuelle, avec enfants, et structurée par le travail domestique et de reproduction sociale, s'impose. Les chroniques de De Cruz et De Vieco sur les femmes, par exemple, tendent vers le même objectif : démontrer que l'ordre économique capitalise sur le travail gratuit effectué par les femmes au sein de l'unité familiale, et donc que le capitalisme a tout intérêt à entretenir le modèle culturel de la famille patriarcale. En ce sens, et c'est l'argument de De Cruz, la lutte des femmes, en décortiquant ce mécanisme trop souvent ignoré par les analyses marxistes, «touche des questions de fond»⁴⁸ et a un réel potentiel de déstabilisation. Cet argumentaire, qui s'ancre dans une critique anticapitaliste du patriarcat comme structure sociale et historique, et ce, tout en étant fort critique de la culture machiste de la gauche, sera celui dont l'expression domine dans *Alternativa*.

La dévalorisation culturelle des femmes, avance de Cruz, s'observe dans la valeur que la société accorde au travail qu'elles effectuent, qu'il soit formel ou informel. Dans le premier cas, où les femmes sont incorporées au marché du travail, cela se fait «dans ces activités qui, bien que rémunérées, impliquent une servitude, de faibles salaires et peu d'estime sociale»⁴⁹. Dans le second cas, qui correspond au travail domestique que même les salariées doivent effectuer dans le cadre de leur «double» journée, les femmes sont «des travailleuses non rémunérées dont la contribution à l'économie nationale n'est pas reconnue, car elle est en dehors des rapports capitalistes de production»⁵⁰. Dans l'enceinte du foyer, ce travail ingrat, qui ne reçoit «même pas le nom de travail dans le langage de l'économie capitaliste», consiste en «un ensemble de tâches

⁴⁸ Nazareth de Cruz, «El trabajo invisible del ama de casa», *Alternativa*, n° 188, 13-20 nov 1978, p.23.

⁴⁹ *Id.*, «La mujer sin oportunidad», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.22.

⁵⁰ *Id.*, «Ama de casa: trabajadora sin salario», *Alternativa*, n° 199, 12-19 février 1979, p.33.

exécutées dans des rapports [...] de servitude, monotones et éprouvantes»⁵¹. Les archétypes culturels qui traversent la société facilitent le maintien de cette situation. La maternité est «appelée de façon euphémique "la mission sublime"» et la domesticité est conçue comme obligation inhérente «à la condition même de la femme»⁵². C'est précisément parce qu'il dépend de ce labeur, ni reconnu ni rémunéré, que le capitalisme a tout intérêt à naturaliser et rendre invisible le travail de reproduction sociale des femmes dans la cellule familiale:

Une idéologie compliquée a été élaborée avec des mythes religieux (Adam et Ève), des principes philosophiques (la femme comme élément passif), des normes juridiques (le pouvoir conjugal), des canons éthiques et esthétiques discriminatoires, etc., tout cela pour maintenir et justifier l'oppression des femmes en tant que reproductrices de la force de travail et leur exploitation domestique non rémunérée⁵³.

C'est pourquoi, pour De Cruz, une des tâches de la lutte des femmes est de montrer «que le travail de la femme au foyer représente une part considérable de l'économie nationale»⁵⁴, et d'ainsi déconstruire cette naturalisation des rôles sexués qui est le fruit de «dix mille ans d'idéologie patriarcale»⁵⁵. Elle insiste beaucoup sur cette valeur marchande qu'aurait donc le travail domestique et de reproduction. Par exemple, dans une chronique publiée en octobre 1979, De Cruz estime, en se basant sur les travaux de la sociologue Magdalena León⁵⁶, que l'apport du travail domestique des femmes au produit national brut, s'il se traduisait en salaire, se chiffrerait au minimum à \$198 720 000 000 pesos colombiens, soit plus que l'entièreté du budget national pour 1980⁵⁷.

⁵¹ *Id.*, «El trabajo invisible del ama de casa», *Alternativa*, n° 188, 13-20 novembre 1978, p.23.

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Id.*, «Una discusión para todos», *Alternativa*, n° 225, 9-16 août 1979, p.22.

⁵⁴ *Id.*, «El trabajo invisible del ama de casa», *Alternativa*, n° 188, 13-20 novembre 1978

⁵⁵ *Id.*, «La crisis de la familia patriarcal», *Alternativa*, n° 176, 21-28 août 1978, p.15.

⁵⁶ Magdalena León de Leal, *La mujer y el desarrollo en Colombia*, ACEP, Bogotá, 1977, 394 p.

⁵⁷ Nazareth de Cruz, «Trabajo ingrato», *Alternativa*, n° 236, 25 octobre – 1^{er} novembre 1979, p.23.

Bien qu'elle juge cette conversion théorique du travail domestique en salaire utile pour faire éclater le mythe de la vocation «naturelle» des femmes, De Cruz ne défend pas le salaire au travail ménager. Elle juge cette mesure régressive et croit qu'elle «consacrerait définitivement [...] les tâches domestiques comme des activités propres et exclusives aux femmes et confirmerait comme acceptable la division millénaire du travail entre les sexes»⁵⁸. À son avis, il importe plutôt de défendre la socialisation des tâches domestiques, c'est-à-dire la prise en charge par l'État et par la société des relations domestiques de production, comme avec la création d'infrastructures de garderies. Elle reconnaît toutefois que ces mesures, qui ne sont pas révolutionnaires, mais constituent une avancée pour les femmes, sont difficiles à établir dans un pays comme la Colombie qui a les mains liées par le sous-développement, au contraire de l'Europe ou de l'Amérique du Nord⁵⁹.

Comment éradiquer, selon De Cruz, l'oppression féminine? Malgré les réformes passées pour une égalité de droit avec les hommes, les femmes de toutes classes demeurent dans une situation d'infériorité sociale, isolées du pouvoir économique et politique. Espérer la libération féminine par les réformes, comme l'ont tenté les féministes de la première vague, en laissant intacts les attributions culturelles et les rapports de pouvoir dans la sphère privée, estime De Cruz, est donc vain. La lutte des femmes doit viser «une égalité réelle (pas seulement juridique), et non seulement pour quelques une, mais pour l'ensemble du sexe féminin»⁶⁰. Par cette affirmation, De Cruz ne désavoue nullement le féminisme. Elle défend plutôt un «nouveau féminisme», qui «adopte une position critique à l'égard du système» en insistant «sur les changements structurels et non sur les réformes superficielles»⁶¹. Si cette position est critique du féminisme libéral, elle l'est tout autant d'une gauche qui considère que les enjeux des femmes sont superficiels. La subordination des femmes «n'est pas une question de

⁵⁸ *Id.*, «La socialización de las tareas domesticas», *Alternativa*, n° 201, 26 février – 5 mars 1979, p.19.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Id.*, «Una discusión para todos», *Alternativa*, n° 225, 9-16 août 1979, p.22

⁶¹ *Id.*, «La crisis de la familia patriarcal», *Alternativa*, n° 176, 21-28 août 1978, p.15.

classe : elles sont opprimées et exploitées dans toutes les classes sociales, même si dans les classes les plus élevées et cultivées, l'oppression et l'exploitation sont atténuées»⁶². Pour De Cruz, cette subordination, qui se manifeste dans toutes les sphères de la société, est un enjeu structurel qui soulève «une discussion idéologique fondamentale» et en ce sens, «l'organisation indépendante des femmes»⁶³ est absolument justifiée et nécessaire. La révolution des femmes doit donc être double, soit proposer «non seulement un changement des structures économiques» et rejoindre ainsi les aspirations égalitaires de la gauche, mais aussi accélérer «la destruction de l'idéologie contenue dans les superstructures par le biais d'une révolution culturelle»⁶⁴.

Ainsi, à partir de l'été 1978, le flambeau du thème de la condition féminine passe des mains de Béatriz de Vieco à Nazareth de Cruz⁶⁵. Cette dernière, contrairement à sa prédécesseuse, défend l'approche féministe et s'attarde à démontrer comment et pourquoi le nouveau féminisme est un moteur de changement radical de la société. Parce qu'elle endosse un rôle officiel dans la revue, celui de chroniqueuse, la voix de De Cruz est la voix féministe la plus présente dans *Alternativa*. Le thème de la famille patriarcale et de la construction sociale du travail féminin prend une partie importante de son discours, et devient par le fait même un important thème d'intérêt dans la revue.

⁶² *Id.*, «Una discusión para todos», *Alternativa*, n° 225, 9-16 août 1979, p.22

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ En effet, à partir de l'automne 1978, les chroniques de Béatriz de Vieco s'éloignent du thème de la condition des femmes, pour se concentrer sur l'avenir de la gauche en Colombie, la répression d'État et la démocratie. Voir, par exemple, De Vieco, «La patria emergente», *Alternativa*, n° 187, 6-13 novembre 1978, p.11, ou *Id.*, «El huevo de la serpiente», *Alternativa*, n° 227, 23-30 août 1979, p.23.

5.2.2.3 Les lettres du lecteur

Un autre phénomène qui permet l'expression des voix féministes se consolide dans *Alternativa* à partir de 1978: la section *Lettres du lecteur*, qui existe depuis la fondation de la revue comme espace d'expression du lectorat face à son contenu et aux enjeux d'actualité, devient un site d'engagement et de diffusion de la pensée féministe.

Par exemple, lorsque Nazareth de Cruz fait un appel à la prise de conscience et à la mobilisation féminine dans sa chronique de novembre 1978⁶⁶, le *Frente Amplio de Mujeres* (FAM) de Bogota réagit dans les *Lettres du lecteur* du 191^e numéro (décembre 1978). Appuyant le projet d'une quête collective intellectuelle des femmes, le FAM soutient les propos de De Cruz. L'ignorance collective sur l'ampleur du travail invisible des femmes est une modalité importante de leur oppression, avancent les militantes du FAM. Elles se rangent derrière le constat de De Cruz, qui déplore le manque d'organisation des féministes en Colombie : «rien de plus vrai et rien de moins justifiable»⁶⁷, admettent-elles. Néanmoins, cette situation est appelée à changer :

Le FAM (*Frente Amplio de Mujeres*) souhaite informer la collègue Nazareth, les lecteurs d'*Alternativa* en général et les femmes colombiennes en particulier, que des démarches sont entreprises en vue de l'organisation d'un grand mouvement militant pour les revendications des femmes [...] ⁶⁸.

Cet exemple permet de constater que les féministes voient le potentiel de la rubrique des *Lettres du lecteur* comme outil de mobilisation, permettant de passer divers messages au lectorat d'*Alternativa*. Rappelons-nous, d'ailleurs, que c'est dans cette section de la revue que sera articulée la toute première critique de la gauche et

⁶⁶ «Nous, les femmes, avons l'intention de faire une auto-investigation pour montrer [...] que le travail de la femme au foyer représente une part considérable de l'économie nationale». Nazareth de Cruz, «El trabajo invisible del ama de casa», *Alternativa*, n° 188, 13-20 novembre 1978

⁶⁷ FAM, «Las mujeres se organizan – Cartas del lector», *Alternativa*, n° 191, 4-11 décembre 1978, p.32.

⁶⁸ *Ibid.*

d'*Alternativa* par une femme en 1974⁶⁹. Alors que le féminisme gagne en importance au pays, et au vu de la place limitée que les médias leur accordent, les *Letras del lector* deviennent le témoin privilégié de l'effervescence de ce mouvement. L'*Unión de ciudadanas* (UCC) lance l'invitation à sa seconde rencontre continentale, qui a lieu à Bogota sous le thème «Femme et politique», dans les *Letras del lector* de novembre 1979⁷⁰. De nombreuses lettres en appui au droit à l'avortement seront aussi publiées dans cette rubrique, spécialement entre octobre 1979 et janvier 1980, suite à la présentation devant le Congrès d'un projet de loi pour dépénaliser l'avortement. «Nous voulons dire : assez! [...] Nous n'acceptons plus d'être punies comme si nous étions des criminelles»⁷¹, écrit le *Colectivo de Mujeres*⁷² dans le 238^e numéro, avant de lancer une invitation à une manifestation pour le droit à l'avortement. Le *Grupo Amplio por la Liberación de la Mujer* (GALM) de Cali, pour sa part, avance que les colombiennes exigent «le droit de contrôler notre corps, le droit à la contraception, le droit à l'avortement libre et gratuit, le droit de refuser la stérilisation»⁷³.

Les *Letras del lector* deviennent donc un outil de mobilisation pour les militantes. Cette rubrique marginale de la revue permet, entre 1978 et 1980, aux organisations féministes de disséminer de l'information sur leurs revendications et leurs différentes actions collectives, surtout dans la conjoncture de mobilisation autour du droit à l'avortement lors de l'année 1979. Comme nous le verrons dans la section suivante, les *Letras del lector* sont aussi une tribune pour critiquer le contenu d'*Alternativa*.

⁶⁹ Helena Araujo, «Machismo y revolución», *Alternativa*, n° 18, 14-27 octobre 1974, p.29.

⁷⁰ UCC, «Mujer y política – Cartas de lector», *Alternativa*, n° 237, 1-8 novembre 1979, p.32.

⁷¹ Colectivo de Mujeres, «Mujeres dicen ¡Basta! – Cartas de lector», *Alternativa*, n° 238, 8-15 novembre 1979, p.32.

⁷² Le *Colectivo de Mujeres* est alors une entité qui agglomère plusieurs organisations dans le but de coordonner et de favoriser la recherche de convergences entre les groupes féministes autonomes et les groupes féministes liés aux partis politiques. Suaza, *op. cit.*, p.49.

⁷³ GALM, «Si al aborto – Cartas de lector», *Alternativa*, n° 238, 8-15 novembre 1979, p.32.

5.2.3 Antiféminisme et représentations sexistes : une critique

L'introduction d'une perspective féministe au sein de *Alternativa* ne se fait pas sans tensions. Dans le troisième chapitre, nous avons pu voir, par l'analyse de caricatures, que la représentation de la «féminité vulnérable», qui invoque le symbolisme entourant les violences sexuelles faites aux femmes, était fréquemment employée dans la revue pour instiller l'indignation du lectorat face aux diverses formes de violences perpétrées contre le peuple colombien. Bien qu'à partir de 1977, la revue adopte une approche plus conciliante envers les thèses féministes qui gagnent en vigueur dans l'espace public, les représentations sexistes dans les caricatures ne disparaissent pas. Par exemple, le caricaturiste Antonio Caballero développe une affection particulière à partir de 1978 pour la représentation des politiciens corrompus en femmes sexualisées. Ainsi, dans une caricature publiée au lendemain des élections de 1978, le président Turbay devient une femme en sous-vêtements prenant la pose (figure 5.1). Pour illustrer le processus de nomination du cabinet des ministres, Caballero imagine les potentiels ministres en femmes nues s'exhibant devant le nouveau président, assis sur un tapis en «eunuque du harem» (figure 5.2). Ces exemples n'en sont que deux parmi d'autres caricatures qui tendent à équivaloir la décadence de la politique et le corps féminin.



Figure 5.2 – «Les délices du sectarisme»
(*Alternativa*, n° 164, mai 1978, p.2)



Figure 5.1 – «Les eunuques du harem»
(*Alternativa*, n° 167, juin 1978, p.3)

Si les stéréotypes genrés continuent de définir l’imaginaire de *Alternativa*, la réception de ces images, elle, sembler changer. En septembre 1979, la revue publie en couverture de son 232^e numéro une photographie en noir et blanc de trois femmes nues, dont les visages ont été remplacés par ceux de politiciens haut placés dans la machine du parti

libéral de Colombie (figure 5.3)⁷⁴. Avec pour titre «Le striptease libéral», l'image-choc de cette couverture entend illustrer le chaos institutionnel qui règne alors dans ce parti, en associant pour une énième fois la ruine du système politique au corps féminin. Dès le numéro suivant, une Julia Mancera⁷⁵ exprime son indignation dans les *Lettres du lecteur*. «Je voudrais vous demander : quelle connotation d'infériorité le corps féminin a-t-il pour vous?»⁷⁶, s'enquiert-elle auprès du comité éditorial. Mancera se dit consternée face à «l'antiféminisme mal dissimulé»⁷⁷

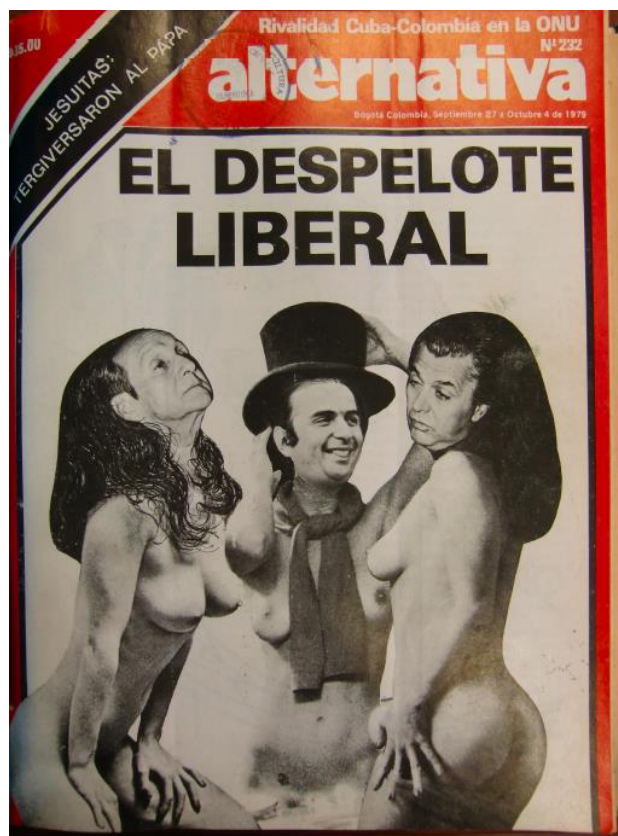


Figure 5.3 – La couverture polémique (*Alternativa*, n° 232, septembre 1979)

de la revue. Il est aberrant, croit-elle, que des militants sensibles à l'oppression «ignorent, parce qu'ils appartiennent au sexe privilégié et puissant [...], la légitimité de la lutte que le sexe infériorisé a entreprise»⁷⁸. En utilisant le corps féminin comme «symbole de toutes les bassesses et fautes de caractère», la revue contribue à l'oppression des femmes, qui commence avec «l'imposition précoce de modèles culturels "féminins"»⁷⁹ dégradants. Ces représentations culturelles autorisent «aux

⁷⁴ Il s'agit d'Augusto Espinosa, Alberto Santofimio et Alvaro Uribe.

⁷⁵ Mancera était une militante du Frente Amplio de Mujeres (FAM) de Bogota. Suaza, *op. cit.*, p.31.

⁷⁶ Julia Mancera, «Carátula antifeminista – Cartas del lector», *Alternativa*, n° 233, 4-11 octobre 1979, p.32.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

hommes (vous y compris)», interpelle-t-elle directement les hommes derrière *Alternativa*, «d’avoir le luxe de se sentir et d’agir comme des êtres supérieurs» et d’utiliser comme arme contre les femmes «les mêmes limitations qui leur ont été imposées par la colonisation idéologique»⁸⁰. Mancera avance donc que la revue alimente la «colonisation idéologique» des mentalités collectives, qui engendre et renforce l’idée de l’infériorité des femmes. Mancera lui reproche non seulement de prendre à la légère la légitimité des luttes féministes, mais aussi de participer activement à alimenter le système patriarcal.

Le *Frente Amplio de Mujeres* (FAM) proteste lui aussi contre cette page couverture, une image sur laquelle «[...] le corps féminin est utilisé et abusé pour montrer la décadence et la vulgarité de nos dirigeants politiques»⁸¹. Le FAM se dit surpris de ce geste d’*Alternativa*, en contraste avec son admirable «dénonciation constante des abus et des injustices»⁸² contre les groupes opprimés. La controverse se poursuit dans le numéro 235. Le *Club de Amas de Casa* de Barrancabermeja se dit déçu de la couverture, «qui reflète le machisme et enlève du sérieux à votre magazine»⁸³. Le *Club* expose le contraste entre son appréciation d’*Alternativa*, qu’il dit lire chaque semaine, et sa déception «qu’une revue qui se prétend de gauche et qui devrait donc promouvoir le changement des valeurs de cette société capitaliste»⁸⁴ utilise de telles images. Ces trois critiques soulèvent donc toutes la même question à l’intention d’*Alternativa*: comment une revue de gauche qui réfléchit constamment à la question de l’injustice peut-elle être si aveugle aux mécanismes qui perpétuent l’oppression des femmes? Ces militantes relèvent la présence persistante de ce paradoxe au sein de la gauche. Visiblement, leur argumentaire convainc assez le comité éditorial d’*Alternativa* pour que ce dernier accepte de les publier. La présence de ces textes dénonciateurs, assez

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Frente Amplio de Mujeres, «Cartas del lector», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.32.

⁸² *Ibid.*

⁸³ Clubes de Amas de Casa, «Cartas del lector», dans *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.32

⁸⁴ *Ibid.*

durs à l'égard de la revue, témoigne de son ouverture à recevoir la critique. Après tout, c'est au comité éditorial de choisir ce qui est publié ou non dans les *Letras du lector*.

En somme, à partir de 1978, *Alternativa* pousse plus loin son ouverture aux féminismes par un engagement maintes fois réitéré envers les luttes menées par les femmes pour se libérer de leur oppression. La revue démontre une volonté, en effet, de «faire connaître l'existence du phénomène féministe»⁸⁵ au pays. En 1978, dans *Alternativa*, le dénigrement du féminisme semble être chose du passé. Cet intérêt pour la pensée féministe alimente par ailleurs le processus de critique de la gauche et d'autocritique entamé par le comité éditorial d'*Alternativa*. Ce dernier reconnaît les raisons de la distance prise par certains groupes féministes d'avec la gauche. La revue est encline à s'exposer à la critique féministe, et publie les nombreuses lettres de protestation contre la «couverture antiféministe» du numéro 232. *Alternativa* s'ouvre aussi aux luttes des femmes en offrant une plateforme à des voix féministes, comme à la chroniqueuse Nazareth de Cruz, une militante de première heure du mouvement *Firmes*. Le discours sur le travail invisible dans la famille patriarcale est celui qui a le plus de visibilité. En ce sens, on ne peut pas avancer qu'il y avait une diversité de voix féministes à *Alternativa*. Cette idée de la famille comme nœud de l'oppression des femmes s'articule par ailleurs assez bien au projet politique de *Firmes*, aussi porteur d'idéaux anticapitalistes. Il porte en revanche une attention soutenue aux mécanismes culturels qui reproduisent et maintiennent l'oppression des femmes, aspect qu'*Alternativa* avait pour le moins négligé dans ses premières années de publication.

⁸⁵ «Movimiento feminista. El viejo enemigo del hombre», *Alternativa*, n° 218, 21-28 juin 1979, p.31.

5.3 La reproduction comme site d'une lutte féministe renouvelée: mobilisations pour le droit à l'avortement libre et gratuit

L'une des incarnations les plus importantes du mouvement féministe colombien, à la fin des années 1970, niche dans les luttes pour le droit à l'avortement. La rencontre des femmes de décembre 1978 à Medellín, à ce titre, mène à un débouché majeur : l'adhésion des regroupements féministes présents à la Campagne internationale pour l'avortement et la contraception et contre les stérilisations forcées⁸⁶. Armées du slogan *Las mujeres deciden* («les femmes décident»), les féministes orchestrent alors une campagne à l'échelle nationale pour soutenir l'autodétermination des femmes et leur droit d'accès à l'avortement sûr et gratuit⁸⁷. Elles déploient à cet effet un ensemble d'actions concertées à travers la Colombie⁸⁸. «Cette première action nationale a permis à la créativité féministe de se manifester»⁸⁹, exprime la militante Gladys Jimeno. Cet esprit de militance trouve une certaine résonance au niveau institutionnel. En effet, la représentante libérale Consuelo Lleras, en octobre 1979, tente de traduire cette revendication en changement législatif en présentant devant le Congrès un projet de loi pour décriminaliser l'avortement thérapeutique. Au même moment, sur le «terrain», des militantes vont présenter leur œuvre audiovisuelle *¿Cuál es la vida que dicen defender?* («Quelle est la vie que vous prétendez défendre?») dans les universités, alors que d'autres intègrent les débats publics pour défendre le droit à l'avortement⁹⁰. Autrement dit, entre 1978 et 1980, une alliance de femmes et de groupes féministes

⁸⁶ Cette décision ne fut pas prise unanimement. Les militantes maoïstes et certaines socialistes s'y opposèrent, considérant la campagne comme une «manœuvre de l'impérialisme contre les femmes populaires pour empêcher la naissance d'enfants révolutionnaires». Gómez, *op. cit.*, p.125.

⁸⁷ Lamus, *De la subversión a la inclusión...*, Bogotá, ICAH, 2010, p.138.

⁸⁸ Parmi ces actions, on compte la mise sur pied d'une œuvre audiovisuelle intitulée *¿Cuál es la vida que dicen defender?*, l'organisation d'une journée d'information et d'échange sur l'avortement au Planétarium de Bogota le 8 avril 1979, et l'organisation d'une manifestation pour le droit à l'avortement à Bogota le 23 novembre 1979. Gómez, *op. cit.*, p.122-128.

⁸⁹ Citée dans Suaza, *op. cit.*, p.47.

⁹⁰ *Ibid.*, p.65 à 67.

profite de l'attention que reçoit alors l'enjeu de l'avortement, sur la scène internationale comme sur les scènes régionales, pour tenter d'insuffler un changement des mentalités sur la question de la reproduction en Colombie.

Tel que nous l'avons démontré dans le troisième chapitre, le discours anti-impérialiste sur la reproduction dans *Alternativa*, entre 1974 et 1976, est le miroir des anxiétés d'une gauche qui à l'époque perçoit son projet révolutionnaire comme menacé par le ralentissement des naissances. Dans la période visée par le présent chapitre (1978-1980), il reste bien peu de traces de cette rhétorique qui, bien qu'ancrée dans une préoccupation légitime sur l'impérialisme et ses visées eugénistes en Amérique latine, fait fi de la santé et de l'autonomie des femmes. Par ailleurs, si l'avortement était pratiquement absent de ces discussions sur la reproduction et la contraception⁹¹, il devient pour lors l'un des thèmes les plus discutés dans la revue. *Alternativa* devient à partir de 1978 une publication alliée à la lutte féministe pour le droit à l'avortement accessible, gratuit et sécuritaire, servant à la fois de plateforme de diffusion d'informations par la publication de moult reportages sur la question, et de tribune pour amplifier les arguments en faveur de ce droit. En témoignent les lignes qui ouvrent l'enquête sur l'avortement publiée dans le 170^e numéro: «Chaque année, 250 000 femmes en Colombie se font avorter clandestinement et environ 1500 en meurent. Il est grand temps que ce soient elles [...] qui fassent entendre leur voix»⁹²

5.3.1 Abandon de la remise en question de la planification familiale

Les critiques féministes, entre autres contre les militants de la gauche qui considèrent les femmes comme des génitrices de guérilléros, finissent par porter fruit dans

⁹¹ La première mention de l'accès à l'avortement comme un droit des femmes se trouve dans la chronique de Béatriz de Vieco, «La proletaria del proletario», *Alternativa*, n° 114, 16-18 mai 1977, p.25.

⁹² «El aborto en Colombia. 250 mil tragedias al año», *Alternativa*, n° 170, 10-17 juillet 1978, p.2.

Alternativa. Le thème de la planification familiale, à partir de 1978, ne s'y présente plus comme inséré dans une vision manichéenne du monde, où faire des enfants serait une force du bien au service de la révolution et la contraception une force du mal au service de l'Empire. La question de la reproduction est plutôt traitée avec prudence : la critique de l'impérialisme ne disparaît pas, mais *Alternativa* ne laisse plus les principales intéressées de côté.

Un article intitulé «Contrôle natal en Colombie», publié en octobre 1978 (n° 185), illustre cette posture plus nuancée sur la question reproductive. Le texte introduit une différenciation entre la planification familiale, soit l'utilisation consciente de la contraception par les parents pour définir les dimensions de leur famille, et le contrôle des naissances, «le résultat d'une décision étrangère [...], imposée par la contrainte ou par une pression médicale ou économique»⁹³. L'article dénonce l'utilisation des Latino-Américaines comme «cobayes» pour des produits contraceptifs «qui, en Europe et en Amérique du Nord, ne sont testés que sur des animaux ou ont été définitivement interdits en raison de leurs graves effets pathologiques»⁹⁴. Le peu de suivi des méthodes contraceptives par ceux qui les imposent est aussi déploré. Dans le cas du dispositif intra-utérin, par exemple, des femmes développeraient des lésions internes graves et des cancers, car, «faute d'éducation et d'instruction précise» et d'accès aux médecins en milieu rural, elles «restent longtemps avec ces dispositifs dans leurs corps»⁹⁵. L'argument principal de l'auteur ou de l'autrice est le suivant: «sans éducation, il n'y a pas de planification»⁹⁶. Autrement dit, sans une éducation sexuelle pour les femmes et les familles, sans liberté d'accès et sans sécurité sanitaire, les politiques de distribution de méthodes contraceptives relèvent d'une logique d'imposition et de coercition. Si «le planning familial est un droit», le contrôle des naissances, lui, est «un

⁹³ «El control natal en Colombia. A palo seco», *Alternativa*, n° 185, 22-30 octobre 1978, p. 13.

⁹⁴ On utilise l'exemple du stérilisant injectable à base de méthyl cyanoacrylate, qui aurait été utilisé «massivement» en Colombie, alors qu'il n'est pas autorisé en Amérique du Nord en raison de sa dangerosité. *Ibid.*, p.14.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

crime»⁹⁷. L'article, malgré un ton anti-impérialiste, s'attarde aux conséquences du contrôle natal sur la santé des femmes plutôt que sur les potentialités de la révolution. Il s'agit donc d'un important recadrage de la question de la reproduction, au crépuscule de l'année 1978, dans la revue *Alternativa*.

5.3.2 Pour le droit à l'avortement

À partir de juillet 1978, la revue se positionne ouvertement en faveur du droit à l'avortement. Cette prise de position s'illustre de trois façons: d'abord, dans son apparente volonté d'informer sur l'avortement clandestin en Colombie, faisant appel à des travaux de recherche qui documentent et quantifient le phénomène⁹⁸; ensuite, dans l'autorité qu'elle accorde aux mouvements féministes qui mènent cette lutte; finalement, dans sa réitération fréquente des arguments pour le droit à l'avortement. Trois types d'arguments sont le plus souvent invoqués. Premièrement, est-il avancé dans *Alternativa*, la légalisation de l'avortement est une question de santé publique. Deuxièmement, l'avortement est une problématique sociale et politique et non individuelle et privée. Troisièmement, les tenants du maintien de la prohibition sont aveuglés par une morale religieuse irrationnelle.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Par exemple: «El aborto en Colombia. 250 mil tragedias al año», *Alternativa*, n° 170, juillet 1978, p.2 à 4; «Instituto Materno Infantil. El derecho de nacer», *Alternativa*, n° 216, 7-14 juin 1979, p.28-29; «Aborto: una polémica de vida o muerte», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p. 4 à 6; «Investigación sobre aborto», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.16-17.

5.3.2.1 Un enjeu de santé publique

La santé des femmes est un thème de la plus haute importance pour les féministes qui organisent les mobilisations de la fin des années 1970. L'avortement, en plus d'être de façon fondamentale lié aux droits des femmes, touche à des questions de santé publique. C'est l'un des arguments mis de l'avant dans les articles sur l'avortement publiés dans la revue : la prohibition de l'avortement porte préjudice à la santé physique et mentale des femmes en plus de monopoliser une part considérable des fonds publics et des ressources d'un système de santé déjà affaibli et négligé.

Le reportage «L'avortement en Colombie» (n° 170, juillet 1978) s'intéresse à l'impact des avortements septiques, soit les infections intra-utérines suite à un avortement pratiqué dans des conditions non sanitaires, sur la santé des femmes et sur le système de santé. D'une part, est-il avancé, si les femmes pouvaient recevoir un avortement de façon légale et sécuritaire, la mortalité en couches serait significativement réduite⁹⁹. D'autre part, parce que les femmes souffrant d'infections intra-utérines nécessitent des soins extensifs et une hospitalisation plus longue que celle requise après un accouchement, «le problème des avortements clandestins affecte considérablement les maigres budgets des quelques hôpitaux gynéco-obstétriques du pays»¹⁰⁰. Si les sommes dépensées pour traiter les avortements septiques étaient économisées, «plusieurs hôpitaux bien équipés pourraient être construits pour soigner les patientes en obstétrique»¹⁰¹. Un autre reportage de terrain publié dans le 216^e numéro d'*Alternativa* en juin 1979, qui se penche sur la crise traversée par l'*Instituto Materno Infantil* de Bogota, pointe vers la même conclusion. Alors que le sous-financement chronique et

⁹⁹ «El aborto en Colombia. 250 mil tragedias al año», *Alternativa*, n° 170, 10-17 juillet 1978, p.3.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ L'article estime que 200 millions de pesos annuellement sont dépensés à l'échelle nationale pour traiter les avortements septiques. *Ibid.*

le manque de ressources périnatales dans cet hôpital public entraînent la mort de dix à quinze enfants par jour, des femmes des classes populaires qui s'y rendent pour accoucher doivent céder leur place à d'autres arrivants à l'urgence après les complications de leur avortement clandestin¹⁰². Autrement dit, aux dires d'*Alternativa*, la clandestinité de l'avortement a un impact direct sur l'accès aux soins de santé pour les femmes et pour la population en général. Dans un reportage publié en octobre 1979, les problèmes de santé et les complications qui résultent des pratiques non hygiéniques d'avortement sont décrites, «telles que la perforation utérine, saignement, obstruction des trompes de Fallope, infection pelvienne, thrombo-embolie, [...] septicémie ou péritonite [...] stérilité, risque accru de fausse-couche, gestation courte, grossesse imparfaite et traumatisme psychique»¹⁰³. La prohibition de l'avortement est donc liée à la mortalité maternelle, est-il avancé¹⁰⁴. Par conséquent, comme l'indique le titre du reportage, la légalisation de l'avortement n'est rien de moins qu'une question «de vie ou de mort»¹⁰⁵.

5.3.2.2 Un enjeu social et politique

Une autre stratégie pour défendre la légalisation de l'avortement dans la revue est de mettre en lumière le contexte dans lequel il se pratique pour arguer qu'il s'agit d'un enjeu social et politique. L'avortement n'est pas un problème individuel, avance *Alternativa*, parce que ses implications ont de larges dimensions économiques, sociales, politiques et culturelles, qui vont bien au-delà des seules femmes. La lutte

¹⁰² «Instituto Materno Infantil. El derecho de nacer», *Alternativa*, n° 216, 7-14 juin 1979, p.28-29.

¹⁰³ «Aborto : una polémica de vida o muerte», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.5.

¹⁰⁴ Le même article inclut une rubrique intitulée «L'avortement dans le monde» qui détaille les types de législation entourant l'avortement ailleurs dans le monde. Ces comparaisons tendent à prouver, est-il conclu, qu'il y a un lien direct entre la prohibition et la mortalité des femmes. *Ibid.*, p.4.

¹⁰⁵ *Ibid.*

pour le droit à l'avortement, de surcroît, s'inscrit dans la lutte plus large pour la justice sociale, parce qu'elle s'imbrique étroitement à des enjeux de classe. À l'instar des féministes, *Alternativa* s'efforce ainsi d'extirper l'avortement de la sphère privée pour en faire assumer les implications à l'ensemble de la société, et pas seulement aux femmes qui doivent y avoir recours au péril de leur santé.

Cet effort pour rendre tangible la trame de fond socio-économique sur laquelle se déploie l'enjeu de l'avortement est visible, par exemple, dans l'entrevue précédemment citée menée avec la psychologue Consuelo Cárdenas, et dont l'une des conclusions est que l'avortement est «une décision de portefeuille»¹⁰⁶. L'argument selon lequel les conditions dans lesquelles vit la majorité de la population en Colombie ne sont pas propices à avoir des enfants et à les élever dans des conditions convenables apparaît dans la plupart des articles sur l'avortement¹⁰⁷. La dimension de classe de la lutte pour le droit à l'avortement est davantage évidente dans un reportage publié en octobre 1979 (n° 234). Ce dernier met en lumière comment la criminalisation de l'avortement affecte surtout les Colombiennes des classes les plus pauvres. Les conséquences judiciaires et sanitaires de l'avortement, essaie-t-il de faire valoir, ne sont pas les mêmes pour toutes. Consuelo Lleras, la représentante libérale qui s'appête alors à déposer un projet de loi pour légaliser l'avortement, est citée à cet effet : «[...] les femmes des classes plus riches peuvent recourir à une législation étrangère et enfreindre la loi sans les conséquences que peuvent subir les femmes des classes plus pauvres»¹⁰⁸.

Béatriz de Vieco, quant à elle, tente de démontrer que l'avortement est un enjeu fondamentalement politique parce que sa pratique remet en question le pouvoir

¹⁰⁶ «Investigación sobre aborto», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.16.

¹⁰⁷ Par exemple, dans le reportage «El aborto en Colombia», *Alternativa*, n° 170, 10-17 juillet 1978, p.4, on avance que «tant que les conditions socio-économiques mentionnées ci-dessus existent, tant que la contraception n'est pas sûre à 100% et que le retard culturel de notre population, qui se reflète dans l'ignorance sexuelle de nombreux couples, disparaît [...], la légalisation de l'avortement serait au moins une aide pour les femmes qui doivent le subir dans la clandestinité».

¹⁰⁸ Lleras, citée dans «Aborto : una polémica...», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.4-5.

ecclésiastique et étatique. Dans une chronique de janvier 1980, elle définit l'avortement clandestin comme «un drame social et politique universel, spécifiquement de sexe et de classe»¹⁰⁹. Pour De Vieco, le prisme idéologique de l'État colombien et sa relation de proximité avec l'Église catholique ont des conséquences sur ce débat. En effet, la lutte pour le droit à l'avortement est associée, «dans la Colombie du Statut de Sécurité», à une doléance «"pour commettre des crimes"»¹¹⁰. Alors que l'Église entreprend un travail de démonisation qui associe les femmes et les tenant-e-s du droit à l'avortement du côté de la *subversion*, l'État utilise les dispositions légales qu'il a lui-même mises à sa propre disposition pour faire taire cette dissidence. Camouflée dans la sphère publique par une aura d'«immoralité» que s'affaire à alimenter l'Église, la posture proavortement opère en réalité, avance De Vieco, une remise en question radicale des valeurs qui sous-tendent l'ordre social et politique en Colombie. Ainsi, croit-elle, la lutte pour le droit à l'avortement s'inscrit plus largement dans «une lutte mixte et totale»¹¹¹ pour changer complètement le monde. «Pouvons-nous à l'avenir souhaiter une nouvelle année sans prisonniers politiques, qu'il s'agisse de collègues journalistes, de sociologues, de médecins, d'adolescentes ou de femmes ayant avorté [...]?»¹¹², demande-t-elle. En plaçant les femmes incarcérées pour avortement dans la catégorie de prisonnières politiques, la chroniqueuse soutient que la lutte des femmes pour le droit à l'avortement est cruciale à la grande lutte pour la libération.

¹⁰⁹ Béatriz de Vieco, «El aborto ¿militarizado?», *Alternativa*, n° 246, 10-17 janvier 1980, p.11.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

5.3.2.3 La raison et les faits contre la morale et l'irrationnel

Les articles en soutien au droit à l'avortement tentent aussi de contrer l'argumentaire opposé, celui en faveur de sa prohibition. En relevant les incohérences de ce discours, *Alternativa* construit une opposition entre la nature morale et irrationnelle de la posture antiavortement et la nature raisonnable et factuelle de la posture proavortement.

L'un des opposants les plus fervents à la légalisation de l'avortement en Colombie est alors, sans surprise, l'Église catholique. La revue s'attèle donc à relever les contradictions de sa rhétorique «pro-vie». Dans plusieurs articles, on dénonce le manque d'«intérêt humanitaire pour les enfants déjà nés»¹¹³ des autorités ecclésiastiques, qui sont plus scandalisés par l'avortement que par le traitement réservé aux enfants qui vivent dans la rue ou à ceux qui souffrent de malnutrition partout au pays. De son côté, Béatriz de Vieco avance que la «vieille morale sexuelle, machiste, hypocrite, fanatique, inhumaine et oppressive» qui habite la position antiavortement «considère l'interruption de grossesse comme la pire violation des droits de l'homme, alors qu'elle reste silencieuse face aux excès» des forces militaires en Colombie qui commettent tortures, violations et assassinats contre «des vies "certaines" et non "probables"»¹¹⁴. Dans un court article publié dans le 235^e numéro (octobre 1979), Ismael Arciniegas relève l'indécence du Code pénal colombien: le «crime» de l'avortement peut encourir des peines carcérales plus sévères que le crime d'abandonner un enfant. Voilà une absurdité, croit l'auteur, alors que la législation devrait «permettre le raisonnable : l'avortement par exemple, dans un pays où les enfants meurent non seulement d'abandon, mais aussi de faim»¹¹⁵.

¹¹³ «El aborto en Colombia. 250 mil tragedias al año», *Alternativa*, n° 170, 10-17 juillet 1978, p.5.

¹¹⁴ Béatriz de Vieco, «El aborto ¿militarizado?», *Alternativa*, n° 246, 10-17 janvier 1980, p.11.

¹¹⁵ Ismael Enrique Arciniegas, « El honor de abortar », *Alternativa*, n° 235, 18-25 octobre 1979, p.10.

Relevant donc l'hypocrisie rattachée aux façons spécifiques et conjoncturelles par lesquelles l'Église invoque le principe de «respect de la vie», *Alternativa* entend aussi montrer comment ceux et celles qui s'opposent à la légalisation font preuve d'un aveuglement devant une réalité qui «est que, contre la loi et les préceptes sociaux ou religieux, les Colombiennes se font avorter»¹¹⁶, comme le formule Nazareth de Cruz. Autrement dit, la rhétorique employée dans la revue s'attache à démontrer que la posture antiavortement s'appuie sur des «principes abstraits»¹¹⁷ qui résistent bien mal à l'épreuve des faits et surtout, de la raison. Les femmes, en Colombie et partout à travers le monde, ont recours à l'avortement, martèle-t-on, statistique à l'appui¹¹⁸. Dans le cadre de la légalité ou de la criminalité, malgré une morale religieuse ancrée dans les consciences collectives, envers et contre tout l'opprobre social,

[I]a vérité brute est que les femmes colombiennes se font avorter, qu'elles le font en nombre croissant et qu'elles le font en toutes circonstances [...]. Ceux qui, au nom de principes tels que le droit à la vie, s'opposent frénétiquement à la législation sur l'avortement méprisent l'ampleur d'un problème qui existe déjà et qu'aucun dogme religieux ne va changer¹¹⁹.

L'argumentaire en faveur de la légalisation de l'avortement qui prend forme dans *Alternativa* à partir de juillet 1978 s'articule ainsi autour de trois thèmes : la santé publique, la justice sociale et la déconstruction du discours moral antiavortement. Le recours au champ sémantique médico-légal et la mobilisation des données et des statistiques sur le sujet tracent les contours d'un cadre d'analyse de la question de l'avortement qui se veut technique et scientifique. L'on remarque aisément, par exemple, que la revue insiste peu sur l'argument de l'autodétermination des femmes. Si le libre-choix des femmes en termes de reproduction est mentionné dans les articles, cet argument n'est néanmoins pas central dans la rhétorique employée par la revue pour

¹¹⁶ Nazareth de Cruz, «Las colombianas abortan», *Alternativa*, n° 229, 6-13 septembre 1979, p.13.

¹¹⁷ «¿Abortó el aborto?», *Alternativa*, n° 235, 18-25 octobre 1979, p.2.

¹¹⁸ Ces statistiques évoluent et se précisent entre 1978 et 1980, à mesure que des travaux de recherche se penchent sur le phénomène.

¹¹⁹ «Aborto : una polémica de vida o muerte», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.6.

défendre la légalisation de l'avortement. Cela est évident dans son insistance sur le caractère économique de l'avortement, qui écarte du débat celles qui prennent cette décision parce qu'elles ne désirent pas être mères.

5.3.3 Le *momentum* pour décriminaliser l'avortement thérapeutique

Cet intérêt pour la question de l'avortement dans *Alternativa* s'inscrit dans une conjoncture précise. Tout au long de l'année 1979 se déploie la campagne féministe à l'échelle nationale pour le droit à l'avortement, et en octobre 1979 est présenté le projet de loi de la libérale Consuelo Lleras devant le Congrès. Si la revue se prononce dès 1978 en faveur du droit à l'avortement, ce qui se manifeste, comme nous l'avons vu, dans sa volonté d'informer son lectorat sur cette réalité par de nombreux reportages et chroniques ainsi que dans sa réitération sous plusieurs formes d'un argumentaire extensif plaidant pour ce droit, elle contribue également à l'élan de la lutte féministe portant cet idéal, conférant une autorité aux militantes en matière de luttes pour la reconnaissance des droits reproductifs et sexuels de toutes les femmes. *Alternativa* alimente ainsi le *momentum* dans la sphère publique autour du projet de loi de Lleras pour décriminaliser l'avortement thérapeutique.

Le projet de loi «par lequel se protège la santé et la vie des femmes vivant en Colombie»¹²⁰, présenté le 3 octobre 1979 par la représentante de la Chambre Consuelo Lleras devant le Congrès de la République, entend modifier la législation colombienne en matière d'avortement. Fixant à douze semaines de gestation le délai d'interruption de grossesse, il propose la dépénalisation de l'avortement dans trois cas : quand la grossesse résulte d'un viol, qu'elle présente un danger pour la santé ou la vie de la

¹²⁰ *Proyecto de Ley 93 por el cual se protegen la salud y la vida de las mujeres que habitan en Colombia.*

mère, ou en cas de malformation ou pathologie fœtale¹²¹. *Alternativa* se positionne immédiatement en faveur de ce projet de loi, jugé «timide, mais courageux»¹²², et suit avec intérêt les «condamnations et [...] adhésions passionnées»¹²³ qu'il suscite dans les mois qui suivent sa présentation. D'un côté, le projet est appuyé au sein de la presse libérale et par quatre-vingt-dix membres du Congrès, ainsi que par l'ex-président Alberto Lleras, père de la représentante¹²⁴. De l'autre côté, la presse conservatrice et l'Église catholique, qu'*Alternativa* appelle les «moralistes démodés», mènent une campagne contre le projet de loi et contre Lleras, alors qu'ils «voient en elle quelque chose comme l'antéchrist ou le diable lui-même»¹²⁵. Lleras réplique à ces attaques et dénonce l'«ingérence indue du pouvoir ecclésiastique face à la détermination autonome de ceux qui représentent l'opinion nationale au Congrès»¹²⁶. Dans son 234^e numéro d'octobre 1979, publié juste après la présentation du projet de loi, Lleras accorde une entrevue sur le sujet à *Alternativa*, entrevue qui démontre une volonté de contribuer à rendre visible l'enjeu de la légalisation de l'avortement. La nature des questions posées par la personne menant l'entrevue permet de voir qu'elle considère que le projet de loi ne va pas assez loin. «Qu'est-ce qui vous a amené à ne pas présenter un projet de loi plus large, dans lequel la décision d'avorter est prise par les femmes enceintes?»¹²⁷, demande-t-on à Lleras. Dans un autre article, il est avancé que malgré ses limites, «le projet en question reconnaît cette réalité [l'avortement clandestin] et cherche à l'humaniser»¹²⁸. Par ailleurs, «en attendant qu'arrive l'avortement libre, légal et gratuit», croit *Alternativa*, «algo es algo»¹²⁹ - c'est mieux que rien. C'est aussi l'avis des groupes féministes FAM, *Colectivo de mujeres*, *Mi Cuerpo es Mío*, et *Mujeres*

¹²¹ Cecilia Barazza Morelle et Claudia Gómez López, *Un derecho para las mujeres: la Despenalización parcial del Aborto en Colombia*, Bogota, Mesa por la Vida y la Salud de las Mujeres, 2009, p.12.

¹²² «Aborto : una polémica ...», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.4

¹²³ «¿Abortó el aborto?», *Alternativa*, n° 235, 18-25 octobre 1979, p.2.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ «Aborto : una polémica ...», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.4

¹²⁶ Lleras, citée dans De Vieco, «El aborto ¿militarizado?», *Alternativa*, n° 246, 10-17 janvier 1980, p.11.

¹²⁷ «Consuelo Lleras de Samper: 'Hay que legalizarlo'», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.7.

¹²⁸ «Aborto : una polémica ...», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.6.

¹²⁹ *Ibid.*

socialistas, dont le billet est publié dans les *Lettres du lecteur* de décembre : «Même si nous pensons que le projet en question est encore timide, car il restreint le droit naturel des femmes à [...] prendre des décisions sur [...] leurs fonctions biologiques, nous considérons que la dépénalisation de l'avortement est un grand progrès»¹³⁰.

Ces militantes rappellent que le droit à l'avortement doit s'inscrire dans une gamme plus large de droits reproductifs : «nous demandons également [...] l'étude et la mise en œuvre de vastes programmes d'éducation sexuelle et de techniques contraceptives, qui en même temps mettront fin à la pratique abusive des stérilisations forcées»¹³¹, précisent-elles dans leur appui à la démarche de Lleras.

Or, si la question de l'avortement en général et le projet de loi de Lleras en particulier reçoivent beaucoup d'attention médiatique de la part d'*Alternativa*, cette attention est moindre pour les activités de la Campagne pour le droit à l'avortement, la contraception et contre les stérilisations forcées. Une chronique de Nazareth de Cruz nous donne un aperçu furtif des activités du front féminin du mouvement *Firmes* dans le cadre de cette campagne. Ce dernier organise, en effet, un «cycle de conférences [...] sur la problématique féminine»¹³² dans la ville de Cali, dont l'une, donnée par un certain Dr Oscar Rojas, porte sur l'avortement. Un billet publié en accompagnement de l'entrevue avec la psychologue Cárdenas dans le 240^e numéro rend compte du militantisme du *Frente Amplio de Mujeres* de Bogota, qui se mobilise alors pour faire libérer les femmes de la prison de Villavicencio qui sont incarcérées pour des peines en lien avec l'avortement. Il y est rapporté que le groupe «a organisé une campagne pour la liberté d'Amalia Ramirez [une prisonnière de 18 ans], en demandant à toutes les organisations syndicales et féministes d'envoyer des télégrammes au juge supérieur de Villavicencio»¹³³. Plusieurs groupes féministes colombiens et de partout à travers le

¹³⁰ FAM, Colectivo de mujeres de Bogotá, Grupo Mi Cuerpo es Mío, et Mujeres socialistas, «Mi cuerpo es mío – Cartas del lector», *Alternativa*, n°244-45, 20 décembre 1979 – 10 janvier 1980, p.48.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Nazareth de Cruz, «Las colombianas abortan», *Alternativa*, n° 229, 6-13 septembre 1979, p.13.

¹³³ «Cuatro años por aborto», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.17.

monde (Costa Rica, Royaume-Uni, France, Belgique, Suisse) ont répondu à l'appel et «Amalia a ensuite été libérée grâce à cette pression et à l'action d'un avocat»¹³⁴. Dans le même numéro, le quatrième de couverture est dédié à inviter le lectorat d'*Alternativa* à la «manifestation en faveur de l'avortement libre et gratuit», annoncée pour le 23 novembre 1979, 17h00, à la *Plaza de las Nieves* à Bogota (figure 5.4). Une photographie en noir et blanc de femmes qui manifestent, poing en l'air, y figure¹³⁵. La revue octroie donc, en cette occasion, une visibilité importante à la manifestation et signale qu'elle prend au sérieux la lutte pour le droit à l'avortement. *Alternativa* publie d'ailleurs un compte-rendu accompagné de photographies de cette manifestation dans son numéro suivant, signalant également son engagement personnel dans cette lutte.



Figure 5.4 – Manifestation en faveur de l'avortement libre et gratuit (*Alternativa*, n° 240, novembre 1979, quatrième de couverture)

¹³⁴ *Ibid.*

¹³⁵ La provenance de la photographie n'est pas indiquée.

Cette manifestation n'attire pas autant de participant-e-s que les groupes féministes qui l'ont organisé l'auraient espéré. Cela s'explique par deux facteurs, croit *Alternativa*. D'une part, dans le contexte du Statut de Sécurité, «les gens ont généralement peur de sortir et de manifester pour quoi que ce soit»¹³⁶. D'autre part, les femmes ayant avorté «préfèrent souvent garder le silence, peut-être dans de nombreux cas par peur et par crainte de la stigmatisation»¹³⁷. Quelques semaines plus tard, le projet de loi de Lleras est abandonné. Il faudra attendre plus de 25 ans pour que l'avortement soit décriminalisé, dans certains cas précis, en Colombie¹³⁸. Néanmoins, jusqu'à son dernier numéro en mars 1980, *Alternativa* continue à rendre intelligibles pour son lectorat les développements de la lutte pour le droit à l'avortement.

Conclusion

Quand *Alternativa* se transforme en une presse affiliée au projet politique de *Firmes* à l'été 1978, elle s'engage au même moment à investiguer davantage les conditions de vie des femmes en Colombie. Jusqu'à ce qu'elle cesse d'être publiée en mai 1980, elle déploie des efforts supplémentaires pour rendre compte de la mobilisation sociale des Colombiennes et être en phase avec les nouveaux discours féministes. La revue devient très clairement une publication alliée dans le combat pour le droit à l'avortement «libre et gratuit». Il s'agit, en définitive, de la lutte féministe la plus visible dans *Alternativa*. Bien que la plateforme qu'elle offrait à certaines militantes féministes ait permis

¹³⁶ «Aborto. Entierro de Segunda», *Alternativa*, n° 241, 29 novembre – 5 décembre 1979, p.15.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ Le 10 mai 2006, la Cour Constitutionnelle de Colombie dépénalise l'avortement en cas de i) risque pour la vie ou la santé de la femme, ii) malformation fœtale grave, ou iii) grossesse qui est le résultat d'un viol ou d'inceste. Cette décision judiciaire fait suite à une demande d'un réseau de groupes de femmes, mené par l'avocate Mónica Roa, qui argue devant la Cour que la pénalisation de l'avortement viole entre autres le droit à l'égalité et à la non-discrimination des femmes, et contrevient donc aux engagements de la Colombie envers les traités internationaux concernant les droits des femmes, notamment la CEDAW (*Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women*).

l'expression de multiples revendications de ce large mouvement social, aucune autre lutte pour les droits des femmes n'acquerra autant de visibilité dans la revue que celle pour la légalisation de l'avortement : il s'agit du plus important terrain d'entente entre la gauche représentée par *Alternativa* et les mouvements féministes à la fin des années 1970 en Colombie. Cette lutte féministe traverse alors une période de mobilisation et d'effervescence inégalées, et dans le projet de loi d'octobre 1979 loge l'espoir réel d'un changement législatif ayant le potentiel de transformer la vie de dizaines de milliers de femmes qui chaque année avortent dans la clandestinité, risquant leur vie et leur liberté.

En revanche, la Campagne de 1979 menée par les organisations féministes ne réclame pas seulement le droit à l'avortement, mais aussi l'accès aux méthodes contraceptives et la fin des stérilisations forcées. Cette triple revendication démontre la conscience aiguë qu'avaient les organisations féministes des rapports de pouvoir de classe, de race et coloniaux à l'œuvre dans les politiques de planification familiale et au sein de l'enjeu de la reproduction. Néanmoins, la demande pour le droit à la contraception est très peu visible dans *Alternativa*. La période où la revue taxait la contraception d'impérialiste a laissé des marques durables dans son *éthos*. En effet, bien qu'à partir de 1978, elle nuance sa rhétorique anti-impérialiste sur la planification familiale et la contraception, elle évite de s'intéresser substantiellement à ce sujet, entretenant une distance et un certain malaise avec la question. La revendication pour le droit à l'avortement s'articule plus aisément aux priorités d'action de la revue, d'une part parce qu'elle soulève d'importants enjeux de classe. En effet, l'aspect tragique de la clandestinité de l'avortement pour les femmes les plus vulnérables est constamment réitéré dans *Alternativa*. D'autre part, l'avortement n'a pas la connotation d'impérialisme qui colle à la peau de la revendication pour l'accès aux méthodes contraceptives.

L'engagement de *Alternativa* avec les thèses féministes en général, et son implication dans la lutte pour le droit à l'avortement en particulier, s'inscrit dans sa contiguïté avec le mouvement politique *Firmes*. Ce mouvement, rappelons-le, entend dès 1978

parrainer une lutte large, inclusive et populaire contre le système oligarchique et impérialiste qui structure les rapports économiques, politiques, sociaux et culturels en Colombie. Comme nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, *Firmes* et certaines franges du mouvement féministe partagent, à la fin de la décennie 1970, des liens concrets, autant dans leurs revendications que dans l'entrecroisement de leurs organisations. Nazareth de Cruz rédige non seulement périodiquement des chroniques féministes dans *Alternativa*, mais est aussi une leader régionale de *Firmes*. Les militantes de ce mouvement sont activement impliquées dans les grandes mobilisations féministes qui se déploient alors au pays : elles sont présentes à l'*Encuentro* de Medellín de décembre 1978, participent à la Campagne féministe nationale de 1979, mettent sur pied des conférences sur le thème de la condition féminine, et sont de l'organisation de la manifestation pour l'avortement à Bogota de novembre 1979. Ainsi, au crépuscule de la décennie 1970, la frontière qui sépare l'organisation de gauche *Firmes*, et la revue *Alternativa* par extension, des mouvements féministes est perméable et mouvante, permettant une réelle osmose entre des courants de pensée qui entretiennent une relation conflictuelle et fondamentale.

CONCLUSION

Dans son 255^e numéro, quelques semaines avant sa fermeture définitive, *Alternativa* publie une photographie prise dans la foulée de la mobilisation du mouvement *Firmes* pour les élections départementales et municipales du 9 mars 1980 (figure 6.1). Sur la photographie, l'on observe un vaste groupe de jeunes en marche, surtout des femmes, bras dessus, bras dessous, portant un t-shirt à l'effigie de *Firmes*. L'ambiance semble à la fête et l'image exsude l'espoir. À l'avant-plan, en tête de la marche et détachée des autres, une jeune femme lève les bras vers le ciel. La revue intitule ainsi la photographie: «Firmes, une présence différente». Le titre, énigmatique, souligne avec fierté que *Firmes* se distingue de façon importante des autres organisations politiques en Colombie. La photographie, elle, incarne et symbolise cette différence revendiquée.



Figure 6.1 - «Firmes, une présence différente» (*Alternativa*, n° 255, mars 1980, quatrième de couverture)

Le présent mémoire nous aide à comprendre ce qui se déploie sous nos yeux dans cette photographie. Par l'étude de la revue *Alternativa*, nous voulions comprendre de quelle manière les mouvements féministes ont contribué à remettre en question et à transformer la gauche en Colombie lors de la seconde moitié de la décennie 1970. La revue nous a permis d'observer, à travers le regard d'une gauche non orthodoxe, l'émergence des mouvements féministes de la seconde vague en Colombie. Le deuxième chapitre, en retraçant l'histoire d'*Alternativa*, révèle qu'à partir de mai 1977, un basculement idéologique important se produit dans sa ligne éditoriale. Cette transformation amène la revue à être plus critique des organisations et des pratiques politiques de la gauche, et à imaginer un nouvel idéal d'unité populaire et nationale contre les élites qui tiennent les rênes du pays. Elle l'amène aussi à épouser la stratégie

électorale, sous la bannière du mouvement *Firmes*. Cela contextualise un phénomène qui dès lors s'observe dans *Alternativa*: l'insertion progressive de la pensée féministe à son contenu. Le troisième chapitre, dans lequel nous avons examiné les représentations de genre et les discours sur le féminisme dans les images et articles publiés entre 1974 et 1976, met en lumière que la revue refuse alors de discuter des propositions politiques du féminisme. Elle tente plutôt de discréditer et de contrôler ce mouvement menaçant pour l'identité de classe, reproduisant par le fait même le machisme dans son contenu. Autrement dit, la relation entre le féminisme et la gauche représentée par *Alternativa* est alors profondément conflictuelle et antagoniste. Entre mai 1977 et juillet 1978, période à l'étude dans le chapitre quatre, des perspectives féministes commencent peu à peu à apparaître dans la revue. Bien que cette relation féminisme-gauche soit toujours marquée par d'importantes tensions, des processus de négociations entre les deux se mettent en œuvre. Finalement, le cinquième chapitre dévoile comment, à partir de l'été 1978, la revue devient une importante plateforme pour la diffusion de certaines revendications féministes. Plus encore, le féminisme contribue à organiser et à orienter les luttes de la gauche représentée par *Alternativa* et par la coalition *Firmes*, une gauche qui se veut alors *populaire* et *démocratique*, notamment en faisant de la lutte pour le droit à l'avortement une priorité éditoriale et d'action.

Somme toute, l'évolution du rapport à la pensée féministe dans *Alternativa* reflète la croissance des mouvements féministes en Colombie, qui prennent particulièrement leur envol à partir de 1977. Les relations entre la gauche et le féminisme de la seconde vague ont été marquées par des tensions profondes et parfois irréconciliables. La naissance de nombreuses organisations féministes en rupture avec les groupes de la gauche en atteste. Mon mémoire met toutefois en lumière comment certaines de ses tensions, plutôt que de se solder en rupture, ont défriché des terrains d'entente et d'agir commun par le biais de négociations patientes. Il révèle également la présence d'une véritable dynamique d'échange dans la circulation des idées entre la gauche et le

féminisme, bien que la première ait souvent tenté de subordonner ou de faire taire l'expression du second. Par ailleurs, cet échange d'idées, bien que jugulé par une culture sexiste, ne s'est pas fait entièrement à contre-courant: des actrices impliquées dans la gauche, les «doubles militantes», ont facilité l'insertion de la pensée féministe dans ces milieux, modifiant les discours et les pratiques de cette dernière. Dans la revue *Alternativa*, par exemple, ce sont sans contredit les textes de Béatriz de Vieco et de Nazareth de Cruz qui ont le plus contribué à faire du thème de la condition des femmes une priorité éditoriale. En retour, leur présence a permis que des féministes autonomes fassent entendre leurs voix dans la revue, que ce soit à travers des collaborations pour des articles d'analyse (Helena Araujo) ou des enquêtes (Sara Bright, Eulalia Carrizosa), ou sous la forme de billets dans les *Lettres du lecteur*. Autrement dit, le travail politique de ces militantes, celles qui luttaient de par l'intérieur de la gauche tout comme celles qui la confrontaient à partir de l'extérieur, a significativement fait évoluer la gauche colombienne entre 1974 et 1980. Comme le démontre ce mémoire, ce changement se matérialise graduellement et de plusieurs façons dans *Alternativa* : dans l'inclusion de voix féminines et de perspectives féministes; dans une attention croissante au sujet de la condition des femmes; dans la mise en lumière de la structure de pouvoir qu'est le patriarcat; dans les liens tracés entre la reproduction, non seulement biologique, mais aussi sociale, et les droits des femmes. La pensée féministe a approfondi l'analyse critique de la gauche en Colombie entamée par la revue en 1977. Elle a dévoilé certains angles morts des analyses marxistes de la société et du capital articulées autour de la catégorie de la classe. Finalement, les féminismes ont rappelé à la gauche que l'homme n'est pas l'unique protagoniste des luttes sociales et politiques. C'est ce qu'indique la revue *Alternativa* en notant avec satisfaction une «présence différente» dans le mouvement *Firmes* : celle des femmes.

La gauche étudiée par le biais de la revue *Alternativa* n'incarne évidemment pas toute la pluralité de la gauche en Colombie à la fin de la décennie 1970. Elle représente plutôt une gauche socialiste *non orthodoxe*, c'est-à-dire non alignée sur une doctrine en

particulier. De surcroît, à partir de la création de *Firmes* en 1978, elle représente une gauche électorale, qui se veut *démocratique* dans sa structure, ses stratégies et ses objectifs, et *populaire*, qui se veut en phase avec les aspirations du peuple colombien et organise son action politique à partir des luttes populaires. La simultanéité de la transformation idéologique de *Alternativa* et de la montée de la visibilité pour le thème de la condition des femmes ne nous apparaît donc pas être un hasard. L'ouverture graduelle à la pensée féministe dans la revue est en partie imputable à la nature de la gauche que nous avons étudiée, qui la rendait prédisposée à l'autocritique et à la remise en question. Or, comme le démontre ce mémoire, cette transformation n'aurait pu survenir sans l'influence et la pression des mouvements féministes, véritables moteurs de changements de la gauche et de la société dans son ensemble.

À l'instar des féminismes, le mouvement politique *Firmes* prône dès sa naissance la reconfiguration du modèle révolutionnaire. La marche vers le socialisme doit être le plus large possible, croit *Firmes*, et inclure tous ceux et toutes celles ayant intérêt à changer un système capitaliste et impérialiste, soit la grande majorité des Colombiens et des Colombiennes. Les féminismes, d'une part, proposent de révolutionner les relations entre les genres, en décelant et en s'attaquant aux rapports de pouvoir patriarcaux qui se reproduisent de façon systémique dans toutes les sphères de la société, allant de l'intime au public. En revanche, comme le prouvent les militantes aux organisations de la gauche à la fin de la décennie 1970 en Colombie, l'analyse féministe met aussi en lumière les relations entre les femmes et le système économique, et est en ce sens nécessaire pour mener les luttes anticapitalistes. Les féminismes s'insèrent donc dans cette grande lutte populaire imaginée par *Firmes*. La lutte pour le droit à l'avortement, par exemple, prend justement une place si importante dans la revue parce qu'elle s'enchevêtre parfaitement avec les priorités d'action du mouvement *Firmes*. Ce dernier, comme nous l'avons vu, espère «travailler aux côtés des populations dans les tâches concrètes de leurs luttes quotidiennes», en organisant son action à partir des «urgences populaires», c'est-à-dire des «problèmes les plus vitaux des habitants de

chaque endroit»¹. Dans cette vision, la lutte pour légaliser l'avortement apparaît comme hautement concrète, urgente et vitale, car elle vise à faire cesser la criminalisation, la marginalisation et la mort des femmes des classes populaires qui ont recours à l'avortement clandestin. Notre mémoire démontre que les mouvements féministes ont fait de la revue *Alternativa* leur partenaire dans le combat pour le droit à l'avortement en Colombie, et que cette lutte s'est avérée être l'un des plus importants terrains d'entente entre cette gauche et les féminismes entre 1978 et 1980. L'enjeu de l'avortement permet aussi de cerner les limites de cette influence des féminismes sur la gauche, alors que l'argument du libre-choix en matière de reproduction, prioritaire pour les féministes, ne l'est pas dans le plaidoyer articulé dans *Alternativa*.

Un second lieu d'imbrication entre la gauche à l'étude et les féminismes en Colombie est l'idéal d'une démocratie radicale. Si *Firmes* entend retourner aux principes fondateurs de la démocratie pour inspirer ses stratégies de luttes, les féministes lui rappellent qu'une société ne saurait être réellement démocratique sans la participation politique et l'exercice du pouvoir des femmes, d'une part, et sans l'extension des idéaux d'égalité et de liberté dans la sphère privée, d'autre part. Ainsi, la gauche colombienne, à la fin des années 1970, lutte pour le respect des libertés et des droits individuels et collectifs, pour l'exercice réel du pouvoir et de la citoyenneté à tous les niveaux; les féminismes, pour paraphraser le célèbre slogan féministe chilien, militent pour que la démocratie s'exerce aussi dans la maison et dans le lit².

Cette recherche comprend en revanche de nombreux angles morts qu'il importe de signaler. Bien que l'ambition générale fut d'étudier l'influence des féminismes sur la gauche, et que la revue *Alternativa* soit un exemple significatif et révélateur des dynamiques à l'œuvre au sein de la gauche colombienne, elle ne saurait la représenter

¹ Comité éditorial, «Carta al lector», *Alternativa*, n° 169, 3-10 juillet 1978, p.1.

² Le slogan «*Queremos democracia en el país, en la casa y en la cama*» émane du mouvement féministe d'opposition à la dictature d'Augusto Pinochet (1974-1990) au Chili. Miller, *Latin American women*, Hanover, University Press of New England, 1991, p.239-250.

dans son ensemble. Les conclusions de ce mémoire ne peuvent être généralisées à toutes les organisations de la gauche en Colombie. Des recherches similaires sur l'évolution de la pensée féministe dans d'autres organisations de la gauche en Colombie, notamment sur les guérillas armées³, étofferaient de façon significative le champ historiographique encore modeste des relations entre le féminisme et la gauche. En outre, l'analyse de *Alternativa* ne permet pas de mettre en lumière les dynamiques internes aux mouvements féministes colombiens des années 1970. Comment les mouvements féministes percevaient et négociaient-ils leurs relations avec les différentes organisations de la gauche? De quelles façons, autre que de faire entendre leurs voix et leurs protestations dans des publications de gauche, était contesté le sexisme dans la sphère militante? C'est par l'analyse croisée de sources et de documentation émanant d'organisations féministes colombiennes que ces questions stimulantes pourraient être davantage explorées.

Au même titre, la nature de la source étudiée n'a pas permis d'étudier de façon exhaustive l'émergence des luttes féministes de la seconde vague ailleurs que dans les grandes villes que sont Bogota, Cali et Medellín, lieux de provenance de la majorité des organisations féministes qui écrivaient dans la revue. Une exception notable est le *Clubes de Amas de Casa* de Barrancabermeja, prédécesseur de l'*Organización Femenina Popular (OFP)*⁴, qui écrit dans les *Lettres du lecteur* du numéro 234 en octobre 1979. Ce faisant, le présent mémoire contribue aux narrations dominantes du féminisme, centrées sur les mouvements prenant naissance en milieux universitaires, urbains et de classe moyenne. La recherche en histoire des féminismes ne saurait être

³ Maria Eugenia Ibarra Melo avance que les conquêtes du féminisme de la deuxième vague n'ont en général pas pu profiter aux femmes dans les guérillas en raison de la «subordination de leur identité personnelle» à leur «identité de classe, qui était considéré comme une priorité pour le militantisme dans ces organisations». Maria Eugenia Ibarra Melo, *Mujeres e insurrección en Colombia: Reconfiguración de la identidad femenina en la guerrilla*, Cali, Pontificia Universidad Javeriana, 2009, p.183.

⁴ Au sujet de l'OFP, voir Patricia Madariaga Villeras, «La Organización Femenina Popular del Magdalena Medio: logros y conflictos de un movimiento de mujeres», dans Centro de Investigación y Educación Popular (éd.), *Una historia inconclusa: izquierdas políticas y sociales en Colombia*, Bogotá, Cinep, 2009, p.389 à 412.

complète sans la reconnaissance de la centralité des apports des activistes provenant des quartiers populaires, des régions, des zones rurales et marginalisées, et des territoires autochtones⁵. Finalement, mentionnons l'enjeu de la traduction des sources et des ouvrages de l'espagnol au français, effectuée librement. Malgré une bonne connaissance de l'espagnol et l'aide d'outils de traduction, je ne possède pas les compétences linguistiques d'une traductrice ni le vécu d'une personne vivant en Colombie. Des nuances, des subtilités, et des particularités régionales et nationales de la langue ont donc pu échapper à mon entendement, changeant le sens de certaines phrases traduites, sans toutefois invalider les conclusions du présent mémoire.

Ce mémoire contribue, d'abord, à alimenter la production historiographique sur la gauche en Colombie. Il met en lumière l'expérience du mouvement *Firmes*, un cas peu étudié dans la littérature sur la gauche colombienne⁶ malgré l'originalité de sa proposition nationale populaire à la fin des années 1970. Il contribue à pluraliser l'histoire de la gauche en Colombie, en démontrant comment la division en sein de la gauche, notamment les querelles idéologiques entre militants et militantes, pouvait induire non uniquement des ruptures définitives, mais aussi un processus de remise en question et de transformation des organisations politiques. Rédigé à partir d'une perspective nord-américaine à laquelle auront échappé des nuances propres au contexte latino-américain et colombien, ce mémoire rappellera néanmoins aux lecteurs et aux lectrices en Amérique du Nord ou en Europe francophone que les projets politiques

⁵ Franklin Gil Hernández et Tania Pérez-Bustos parlent à juste titre d'une «hiérarchie racialisée et régionale de la connaissance» dans les études de genre en Colombie. Franklin Gil Hernández et Tania Pérez-Bustos (dir.), *Feminismos y Estudios de Género en Colombia. Un campo académico y político en movimiento*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2018, p.13.

⁶ Le mouvement *Firmes* n'a pas encore fait l'objet d'une étude extensive dans l'historiographie de la gauche colombienne. Mauricio Archila le mentionne brièvement dans sa rétrospective sur la gauche colombienne entre 1958 et 1990, ajoutant que «[l]e bilan de *Firmes* n'a pas encore été réalisé». Archila, *op. cit.*, p.291. Carlos Agudelo se penche aussi sur le mouvement *Firmes* dans sa thèse doctorale sur l'histoire de la revue *Alternativa*, puisque les deux entités sont intimement liées. Agudelo, *op. cit.*, p.218 à 267. Le présent mémoire contribue ainsi à révéler l'existence de la coalition qu'est *Firmes* qui, bien qu'ayant eu une existence brève, se démarque par ses efforts soutenus pour favoriser l'unité de la gauche, et par son ambition de renouveler la stratégie populiste en Colombie.

féministes de la seconde vague n'émergèrent pas seulement dans ces zones géographiques.

Finalement, la contribution la plus significative de ce mémoire se situe au niveau de l'histoire des relations entre la gauche et le féminisme en Colombie. À l'instar des études historiques sur les relations entre la gauche et les mouvements sociaux, ce mémoire met en lumière comment la première tentait alors de subalterniser les seconds, et particulièrement les mouvements féministes, dont les propositions politiques étaient perçues comme une menace à l'intégrité du projet révolutionnaire basé sur la lutte des classes. Or, en s'intéressant non seulement à ces tensions, mais aussi aux processus de négociations, voire d'alliances et d'ententes, qui habitèrent la relation entre la gauche et le féminisme en Colombie entre 1974 et 1980, ce mémoire révèle que les féminismes contribuèrent de façon significative à renouveler la gauche en Colombie, critiquant inlassablement son aveuglement face à la dimension patriarcale du système, prenant part à l'organisation de ses priorités d'actions et orientant certaines de ses luttes à la fin de la décennie 1970.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Revue *Alternativa*

- «¿Elecciones o abstención?», *Alternativa*, n° 4, 1-15 avril 1974, p.6 à 8.
- «Victoria de una ilusión», *Alternativa*, n° 6, 1-15 mai 1974, p.2
- «Compañera campesina», *Alternativa*, n° 15, 2 septembre 1974, p.33.
- «Victima de la lambonería», *Alternativa*, n° 15, 2 septembre 1974, p.13.
- «Demografía y política: La píldora no evitará la revolución», *Alternativa*, n°16, 16-29 septembre 1974, p.18-19.
- «Habla una dirigente popular», *Alternativa*, n° 16, 16-29 septembre 1974, p.24-25.
- «Alternativa se depura», *Alternativa*, n° 19, 28 octobre – 10 novembre 1974, p.8.
- «Los reinados de belleza : El opio maquillado del sistema», *Alternativa*, n° 19, 28 octobre – 10 novembre 1974, p. 2 à 6.
- «Las luchas de SINTRAUNICA», *Alternativa*, n° 23-24, décembre 1974 – janvier 1975, p.8-9.
- «Experiencias del Frente Unido», *Alternativa*, n° 26, 10-23 février 1975, p.2-3.
- «Liberación: de cuál clase? De cuál mujer?», *Alternativa*, n° 28, 10-25 mars 1975, p.18-19.
- «La píldora: un debate estéril», *Alternativa*, n° 35, 26 mai – 2 juin 1975, p.4 à 6.
- «Padrinos y militares. ¿Quién divide al ejército?», *Alternativa*, n° 37, 9-16 juin 1975, p.8 à 10
- «Liberación con viáticos», *Alternativa*, n° 40, 30 juin – 7 juillet 1975, p.26.

- «El derecho de nacer», *Alternativa*, nº 55, 13-20 octubre 1975,
- «¿Quién controla los cuerpos secretos?», *Alternativa*, nº 61, 24 novembre – 1^{er} décembre 1975, p.2 à 4.
- «Otro atentado a ALTERNATIVA», *Alternativa*, nº 63, 8-15 décembre 1975, p.20.
- «Colombia en el banquillo», *Alternativa*, nº 67, 26 janvier – 2 février 1976, p.22-23.
- «Huelga en Vanitex», *Alternativa*, nº 69, 9-16 février 1976, p.29.
- «Obreras de Vanytex», *Alternativa*, nº 73, 8-15 mars 1975, p.32-33.
- «Sobre una introduccion», *Alternativa*, nº 78, 12-20 avril 1976, p.23.
- «Alineada hasta el cogote», *Alternativa*, nº 96, 30 août – 6 septembre 1976, p.25.
- «Alternativa. Nueva etapa», *Alternativa*, nº 112, mai 1977, p.12
- «Aquí están, éstos son», *Alternativa*, nº112, mai 1977, p.14.
- «No 112 : Exito total», *Alternativa*, nº113, mai 1977, p.13
- «Izquierda y candidatos. Cero y van tres», *Alternativa*, nº 126, 8-15 août 1977, p.8
- «Socorro Ramirez, candidata presidencial», *Alternativa*, nº128, 22-27 août 1977, p.21.
- «Socorro y el entusiasmo de la prensa», *Alternativa*, nº 129, 29 août – 5 septembre 1977, p.6.
- «El Paro Nacional: un precedente histórico», *Alternativa*, nº 131, 12-19 septembre 1977, p.2 à 4.
- «La Mujer y el Trabajo. ¡Ay qué desilusión!», *Alternativa*, nº 143, décembre 1977, p.18-19.
- «Primer movimiento de liberación homosexual: La política del sexo», *Alternativa*, nº143, 5-12 décembre 1977, p.8-9.
- «La izquierda y sus perspectivas», *Alternativa*, nº 146-47, 26 décembre 1977 – 20 janvier 1978, p.20 à 23.

- «La izquierda y sus candidatos», *Alternativa*, n° 151, 13-20 février 1978, p.2.
- «La oposición en las urnas. Cero a la izquierda», *Alternativa*, n° 153, 1-13 mars 1978, p.4-5.
- «Se plantea plebiscito unitario», *Alternativa*, n° 155, 20-27 mars 1978, p.15.
- «500 mil colombianos por la unidad», *Alternativa*, n° 159, 17-24 avril 1978, p.6.
- «El plebiscito unitario. Más allá de las firmas», *Alternativa*, n° 163, 15-22 mai 1978, p.6.
- «Del plebiscito al movimiento», *Alternativa*, n° 166, juin 1978, p.16 à 18.
- «La oposición en las urnas. Otro cero a la izquierda», *Alternativa*, n° 166, 5-12 juin 1978, p.5.
- «El movimiento Firmes. Hacia el encuentro de agosto», *Alternativa*, n° 167, 19-26 juin 1978, p.14.
- «El aborto en Colombia. 250 mil tragedias al año», *Alternativa*, n° 170, 10-17 juillet 1978, p.2 à 4.
- «¿Qué es FIRMES?», *Alternativa*, n°177, 28 août – 4 septembre 1978, p.16 à 19.
- «El encuentro Nacional de FIRMES», *Alternativa*, n° 178, 4-11 septembre 1978, p.16-18.
- «El Estatuto de Seguridad. Turbay se militariza», *Alternativa*, n° 179, 11-18 septembre 1978, p.2-3.
- «El asesinato de Pardo Buelvas», *Alternativa*, n° 180, 18-25 septembre 1978, p.2-3.
- «El control natal en Colombia. A palo seco», *Alternativa*, n° 185, 22-30 octobre 1978, p. 13-14.
- «Las mujeres discuten: ¿Opresión sexual o económica?», *Alternativa*, n° 196, 22-29 janvier 1979, p.9.
- «Ahora más que nunca: defender la democracia», *Alternativa*, n° 197, 29 janvier – 5 février 1979, p.31-32.

- «Todo con el Foro», *Alternativa*, n° 205, 26 mars – 2 avril 1979, p.30.
- «Derechos humanos. Así fue el Foro», *Alternativa*, n° 207, 9-16 avril 1979, p.18-19.
- «Instituto Materno Infantil. El derecho de nacer», *Alternativa*, n° 216, 7-14 juin 1979, p.28-29
- «Movimiento feminista. El viejo enemigo del hombre», *Alternativa*, n° 218, 21-28 juin 1979, p.30-31.
- «Aborto: una polémica de vida o muerte», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.4 à 6.
- «¿Abortó el aborto?», *Alternativa*, n° 235, 18-25 octobre 1979, p.2.
- «Investigación sobre aborto. Una decisión del bolsillo», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.16-17.
- «Cuatro años por aborto», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.17.
- «Aborto. Entierro de Segunda», *Alternativa*, n° 241, 29 novembre – 5 décembre 1979, p.15.
- «El año de la tortura», *Alternativa*, n° 244/45, 20 décembre 1979 – 10 janvier 1980, p.8 à 12.
- «6 años de compromiso», *Alternativa*, n°257, 27 mars 1970, p.4 à 9.
- Helena Araújo, «Machismo y revolución – Cartas de lector», *Alternativa*, n° 18, 14-27 octobre 1974, p.29.
- , «Mujeres latinoamericanas. Las caras del machismo», *Alternativa*, n°156, 27 mars – 3 avril 1978, p.18.
- Ismael Enrique Arciniegas, « El honor de abortar», *Alternativa*, n° 235, 18-25 octobre 1979, p.10.
- Jorge Buitrago, «La izquierda y el control natal – Cartas del lector», *Alternativa*, n° 31, 28 avril – 5 mai 1975, p.21.
- Clubes de Amas de Casa, «Cartas del lector», dans *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.32

- Colectivo de Mujeres, «Mujeres dicen ¡Basta! – Cartas de lector», *Alternativa*, nº 238, 8-15 novembre 1979, p.32.
- Comité éditorial de *Alternativa*, «Carta al lector», *Alternativa*, nº 1, 15-28 février 1974, p.1.
- , «Carta al lector», *Alternativa*, nº 3, 16-31 mars 1974, p.1.
- , «Carta al lector», *Alternativa*, nº 4, 1-15 avril 1974, p.1.
- , «Las bombas del sistema – Carta al lector», *Alternativa*, nº 60, 17-24 novembre 1975, p.1.
- , «Razones de una pausa – Carta al lector», *Alternativa*, nº 111, décembre 1976, p.1.
- , «Ante la crisis – Carta al lector», *Alternativa*, nº112, mai 1977, p.1.
- , «El paro necesario – Carta al lector», *Alternativa*, nº128, 22-27 août 1977, p.1
- , «La conveniencia del paro», *Alternativa*, nº 131, 12-19 septembre 1977, p.1.
- , «El paro enseña – Carta al lector», *Alternativa*, nº 132, 19-26 septembre 1977, p.1.
- , «Pese a todo – Carta al lector», *Alternativa*, nº 152, 20-27 février 1978, p.1.
- , «Por ahí no es – Carta al lector», *Alternativa*, nº 153, 1-13 mars 1978, p.1.
- , «Tres renunciaciones de primera – Carta al lector», *Alternativa*, nº 154, 13-20 mars 1978, p.1.
- , «Por una izquierda con voz propia – Carta al lector», *Alternativa*, nº 159, 17-24 avril 1978, p.1.
- , «Más allá del Plebiscito – Carta al lector», *Alternativa*, nº 161, 1-8 mai 1978, p.1.
- , «Carta al lector», *Alternativa*, nº 169, 3-10 juillet 1978, p.1.
- , «El Foro: primer acto – Carta al lector», *Alternativa*, nº 205, 26 mars – 2 avril 1979, p.1.

- , «Menos que ayer, más que mañana – Carta al lector», *Alternativa*, n° 209, 23-30 avril 1979, p.1.
- , «La aclimatación del temor», *Alternativa*, n° 217, 14-21 juin 1979, p.1.
- , «Frente Democrático: aquí y ahora – Carta al lector», *Alternativa*, n° 238, 8-15 novembre 1979, p.1.
- , «Aniversario con nubarrones – Carta al lector», *Alternativa*, n° 249, 31 janvier – 7 février 1980, p.1.
- , «Mirar hacia adelante – Carta al lector», *Alternativa*, n° 257, 27 mars 1980, p.1.
- Nazareth de Cruz, «La crisis de la familia patriarcal», *Alternativa*, n° 176, 21-28 août 1978, p.14-15
- , «El trabajo invisible del ama de casa», *Alternativa*, n° 188, 13-20 novembre 1978, p.23
- , «Ama de casa: trabajadora sin salario», *Alternativa*, n° 199, 12-19 février 1979, p.33
- , «La socialización de las tareas domesticas», *Alternativa*, n° 201, 26 février – 5 mars 1979, p.19.
- , «¿Y los derechos de los niños?», *Alternativa*, n° 211, 3-10 mai 1979, p.31
- , «Una discusión para todos», *Alternativa*, n° 225, 9-16 août 1979, p.22.
- , «Las colombianas abortan», *Alternativa*, n° 229, 6-13 septembre 1979, p.13.
- , «Trabajo ingrato», *Alternativa*, n° 236, 25 octobre – 1^{er} novembre 1979, p.23.
- , «La mujer sin oportunidad», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.22
- , «Ser o no ser madre», *Alternativa*, n° 248, 24-31 janvier 1980, p.18.
- Béatrix de Vieco, «La proletaria del proletario», *Alternativa*, n° 114, 16-22 mai 1977, p.25.
- , «La mujer en la casa, el hombre en la plaza», *Alternativa*, n°127, p.19.

- , «La izquierda en el banquillo», *Alternativa*, n° 156, 27 mars – 3 avril 1978, p.24.
- , «La lucha por el aborto : comenzar ya!», *Alternativa*, n° 169, 3-10 juillet 1978, p.15.
- , «El aborto ¿militarizado?», *Alternativa*, n° 246, 10-17 janvier 1980, p.11.
- Guillermo Fergusson, «Balada a Socorro», *Alternativa*, n° 130, 5-12 septembre 1977, p.11.
- , «Por qué apoyo a Socorro», *Alternativa*, n°138, 31 octobre – 7 novembre 1977, p.15.
- Frente Amplio de Mujeres, «Las mujeres se organizan – Cartas del lector», *Alternativa*, n° 191, 4-11 décembre 1978, p.32.
- , «Cartas del lector», *Alternativa*, n° 234, 11-18 octobre 1979, p.32.
- Frente Amplio de Mujeres, Colectivo de mujeres de Bogotá, Grupo Mi Cuerpo es Mío, Mujeres socialistas, «Mi cuerpo es mío – Cartas del lector», *Alternativa*, n° 244-45, 20 décembre 1979 – 10 janvier 1980, p.48.
- Gabriel García Márquez, «Cuba de cabo a rabo», *Alternativa*, n° 51, 15-21 septembre 1975, p.2 à 5.
- José Manuel González, «Los universitarios y el sexo», *Alternativa*, n° 240, 22-29 novembre 1979, p.10-11.
- Grupo Amplio por la Liberación de la Mujer, «Si al aborto – Cartas de lector», *Alternativa*, n° 238, 8-15 novembre 1979, p.32.
- José Gutiérrez, «Firmes y el liberalismo», *Alternativa*, n° 207, 9-16 avril 1979, p.13.
- Diego Montaña Cuellar, «Estamos con FIRMES», *Alternativa*, n° 178, 4-11 septembre 1978, p.13.
- Jorge Orlando Melo, «Izquierda. Razones para el optimismo», *Alternativa*, n° 244-45, 20 décembre 1979 – 10 janvier 1980, p.20.
- Partido Socialista de los Trabajadores, «Vamos al socialismo», 1977, publié dans *Alternativa*, n°128, 22-27 août 1977.
- Eduardo Umaña, «Los proxenetes», *Alternativa*, n°124, juillet 1977, p.23.

Unión de Ciudadanas de Colombia, «Mujer y política – Cartas de lector», *Alternativa*, n° 237, 1-8 novembre 1979, p.32.

Revue *Cuéntame tu Vida*

Ana María Rodas, «Poesía de la izquierda erótica», *Cuéntame tu Vida*, n° 5, janvier 1981, p.39.

Études

Monographies

ALVAREZ, Sonia E. *et al.* (éd.), *Cultures of politics/politics of cultures: re-visioning Latin American social movements*, Boulder, Colo, Westview Press, 1998, 459p.

ARCHILA, Mauricio, *Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia, 1958-1990*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia : Centro de Investigación y Educación Popular, 2018 [2003], 508 p.

BARRAZA MORELLE, Cecilia et Claudia GOMEZ LOPEZ, *Un derecho para las mujeres: la Despenalización parcial del Aborto en Colombia*, Bogota, Mesa por la Vida y la Salud de las Mujeres, 2009, 73 p.

BURKE, Peter, *Eyewitnessing: the uses of images as historical evidence*, Ithaca, N.Y, Cornell University Press, 2001, coll. « Picturing history series », 223 p.

Centro de Investigación y Educación Popular (éd.), *Una historia inconclusa: izquierdas políticas y sociales en Colombia*, Bogotá, Cinep, 2009, 571 p.

Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación, *¡Basta ya! Colombia: Memorias de guerra y dignidad*, Bogotá, Imprenta Nacional, 2013, 432 p.

FARNSWORTH-ALVEAR Ann *et al.* (éd.), *The Colombia reader: history, culture, politics*, Durham ; London, Duke University Press, 2017, coll. « The Latin America readers », 634p.

- GÓMEZ CORREAL, Diana Marcela, *Dinámicas del movimiento feminista bogotano: historias de cuarto, salón y calle, historias de vida (1970-1991)*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2011, 262 p.
- GUTIÉRREZ SANÍN, Francisco, *El orangután con sacoleva: cien años de democracia y represión en Colombia (1910-2010)*, Bogotá, Colombia, IEPRI : Debate, 2014, coll. « Biblioteca IEPRI 25 años », 527p.
- HERNANDEZ, Franklin G. et Tania PÉREZ-BUSTOS (dir.), *Feminismos y Estudios de Género en Colombia. Un campo académico y político en movimiento*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2018, 332 p.
- IBARRA MELO, María Eugenia, *Mujeres e insurrección en Colombia: reconfiguración de la identidad femenina en la guerrilla*, Cali, Pontificia Universidad Javeriana, 2009, 238 p.
- LAMUS CANAVATE, Doris, *De la subversión a la inclusión: movimientos de mujeres de la segunda ola en Colombia, 1975 - 2005*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2010, coll. « Antropología en la modernidad », 336 p.
- LAVRIN, Asunción (éd.), *Latin American women: historical perspectives*, Westport, Greenwood Press, 1978, 343 p.
- LEAL BUITRADO, Francisco, *Estado y política en Colombia*, Bogotá, CEREC: Siglo XXI, 1984, 337 p.
- LEÓN DE LEAL, Magdalena, *La Mujer y el desarrollo en Colombia*, Bogotá, Asociación Colombiana para el Estudio de la Población –ACEP–, 1977, 394 p.
- (dir.), *Mujeres y participación política: avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1994, 347 p.
- LUNA, Lola G. et Norma VILLAREAL, *Historia, género y política. Movimiento de mujeres y participación política en Colombia. 1930-1991*, Barcelona, Seminario Interdisciplinar Mujeres y Sociedad – CICYT, 1994, 205 p.
- LUNA, Lola G., *Los movimientos de mujeres en América Latina y la renovación de la historia política*, Santiago de Cali, Universidad del Valle, 2003, 87 p.
- MILLER, Francesca, *Latin American women and the search for social justice*, Hanover, University Press of New England, 1991, 324 p.

- MÚNERA, Leopoldo, *Relations de pouvoir et mouvement populaire en Colombie (1968-1998)*, Louvain-la-Neuve, l'Harmattan, Publications de l'Institut d'études du développement de l'Université catholique de Louvain, 1997, 336 p.
- PALACIOS, Marco, *Between legitimacy and violence: a history of Colombia, 1875-2002*, trad. par Richard Stoller, Durham, Duke University Press, 2007, 299 p.
- PRASHAD, Vijay, *Une histoire politique du tiers-monde*, trad. par Marianne Champagne, Montréal, Écosociétés, 2019, 408 p.
- STANFIELD, Michael Edward, *Of beasts and beauty: gender, race, and identity in Colombia*, Austin, University of Texas Press, 2013, 280 p.
- SUAZA, Maria Cristina, *Soñé que soñaba. Una crónica del movimiento feminista en Colombia de 1975 a 1982*, Bogota, Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo en Colombia (AECID), 2008, 160 p.
- TOUPIN, Louise, *La crise de la reproduction sociale*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2020, 88 p.
- VAN ISSCHOT, Luis, *The social origins of human rights: protesting political violence in Colombia's oil capital, 1919-2010*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2015, coll. « Critical human rights », 297 p.
- VASQUEZ PERDOMO, María Eugenia, *My Life As A Revolutionary: Reflections of a Former Guerrillera*, Philadelphia, Temple University Press, 2005, 328 p.
- VELASQUEZ, Magdala *et al.* (éd.), *Las mujeres en la historia de Colombia. Tomo II. Mujeres y Sociedad*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 1995, 537 p.

Articles

- ALVAREZ, Sonia E. *et al.*, «Encountering Latin American and Caribbean Feminisms», *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, vol. 28, n° 2, 2002, p.537 à 573.
- ARCHILA, Mauricio, «El Frente Nacional: una historia de enemistad social», *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, n° 24, 1997, p.189 à 215.

- , « El paro cívico nacional del 14 de septiembre de 1977. Un ejercicio de memoria colectiva », *Revista de Economía Institucional*, vol. 18, n° 35, 2016, p. 313 à 318.
- ARCHILA, Mauricio et Jorge COTE, « History of the colombian left-wings between 1958 and 2010 », *Revista Tempo e Argumento*, vol. 7, n° 16, 4 avril 2016, p. 376 à 400.
- BERGQUIST, Charles, «La izquierda colombiana: un pasado paradójico, ¿un futuro promisorio?», *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, vol. 44, n° 2, juillet 2017, p. 263 à 292.
- BOYDSTON, Jeanne, «Gender as a Question of Historical Analysis», *Gender & History*, vol. 20, n° 3, 2008, p. 558 à 583.
- CARRANZA FRANCO, Francy et Francisco GUTIÉRREZ-SANÍN, «Organizing women for combat: The experience of the FARC in the Colombian war», *Journal of Agrarian Change*, vol. 17, n° 4, octobre 2017, p. 770 à 778.
- CAULFIELD, Sueann, «The History of Gender in the Historiography of Latin America», *Hispanic American Historical Review*, 81: 3-4, 2001, p. 449 à 490.
- DELGADILLO, Viria, « Performances of Gender in Revolutionary Contexts: The Case of Nicaragua », *Itinéraires*, n° 2 et 3, 2019.
< <https://journals.openedition.org/itineraires/6929> > (12 juillet 2020)
- ECHEVERRY, Gonzalo, «Development of the Profamilia Rural Family Planning Program in Colombia», *Studies in Family Planning*, vol. 6, n° 6, June 1975, p.142 à 147.
- FREIJE, Vanessa, « Speaking of Sterilization: Rumors, the Urban Poor, and the Public Sphere in Greater Mexico City », *Hispanic American Historical Review*, vol. 99, n° 2, 2019, p.303 à 336.
- GAUTIER, Arlette, «Les politiques de planification familiale dans les pays en développement : du malthusianisme au féminisme?», *Lien social et Politiques*, n° 47, 2002, p.67 à 81.
- GOMEZ-MEDINA, Angélica et Fabiola MIRANDA-PÉREZ, «Quelle reconnaissance des droits sexuels et reproductifs au Chili et en Colombie?», *Autrepart*, n° 70, 2014, p.23 à 39.

- LAMUS CANAVATE, Doris, «La construcción de movimientos latinoamericanos de mujeres/feministas: aportes a la discusión teórica y a la investigación empírica, desde la experiencia en Colombia», *Reflexión Política*, vol.9, n° 18, 2007, p.118 à 132.
- LEAL BUITRAGO, Francisco, «La doctrina de seguridad nacional : materialización de la Guerra Fría en América del Sur», *Revista de Estudios Sociales*, n°15, 2003, p.74 à 87.
- LEGRAND, Catherine C., «Legal narratives of citizenship, the social question, and public order in Colombia, 1915–1930 and after», *Citizenship Studies*, vol. 17, n° 5, août 2013, p. 530 à 550.
- LÓPEZ, Ricardo, « De debilidades, fracasos y paradojas. Notas para pensar las historias de las izquierdas », *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, vol. 45, n° 1, janvier 2018, p. 291 à 312.
- NAVARRO, Marysa, «Research on Latin American Women», *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 5, n° 1, 1979, p.111 à 120.
- PALACIOS, Paulo César León, «El M-19 y la subversión cultural bogotana en los setenta: el caso de la revista Alternativa», *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, n° 35, 2008, p. 189 à 212.
- PAVARD, Bibia, « Faire naître et mourir les vagues : comment s’écrit l’histoire des féminismes », *Itinéraires*, 2017-2 : 2018.
< <https://journals.openedition.org/itineraires/3765> > (7 janvier 2021).
- PÉCAUT, Daniel, «Colombia : Violencia y democracia», *Análisis Político*, n° 13, 1991, p.35 à 50.
- , «Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes», *Cahiers des Amériques latines*, n° 36, 31 janvier 2001, p. 65 à 91.
- , «En Colombia todo es permitido menos el populismo», *Revista de Estudios Sociales*, vol. 50, n° 35, 2014, p.21 à 24.
- PIZARRO, Eduardo, «Elementos para una sociología de la guerrilla en Colombia», *Análisis Político*, n° 12, 1991, p.7 à 22.
- QUIROZ, Lissell, «La maternité au croisement des oppressions. Les stérilisations forcées au Pérou (1996-2000)», *Presses de Science Po*, n° 146, 2020, p.69 à 80

- RAPPAPORT, Joanne et Jafte D. ROBLES LOMELI, « Imagining Latin American Social Science from the Global South: Orlando Fals Borda and Participatory Action Research », *Latin American Research Review*, vol. 53, n° 3, septembre 2018, p 597 à 612.
- ROPER, Laura E., «The management of Family Planning Programs : Profamilia's Experience», *Studies in Family Planning*, vol. 18, n° 6, Nov-déc 1987, p.338 à 351.
- SALAZAR TRUJILLO, Boris, « Conflit et contre-révolution en Colombie : une hypothèse », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 83, n° 1, 2012, p.33 à 48.
- STANFIELD, Michael Edward, *Of Beasts and Beauty. Gender, Race and Identity in Colombia*, Austin, University of Texas Press, 2013, 280 p.
- TOUPIN, Louise, «Le salaire au travail ménager, 1972-1977 : retour sur un courant féministe évanoui», *Recherches féministes*, vol 29., n° 1, 2016, p.179 à 198.
- URREGO ARDILA, Miguel Ángel, « El movimiento sindical, el período de La Violencia y la formación de la nueva izquierda colombiana, 1959-1971 », *Dialogos de Saberes*, n° 38, juin 2013, p. 135 à 145.
- VIDAURRÁZAGA ARÁNGUIZ, Tamara, « ¿El hombre nuevo?: Moral revolucionaria guevarista y militancia femenina. El caso del MIR », *Nomadías*, n° 15, juillet 2012, p. 69 à 89.

Chapitres d'ouvrages

- CHERNICK, Marc et Michael JIMÉNEZ, «Popular Liberalism, Radical Democracy, and Marxism: Leftist Politics in Contemporary Colombia, 1974-1991», dans CARR, Barry et Steve ELLNER (dir.), *The Latin American left: from the fall of Allende to Perestroika*, Boulder : London, Westview Press, 1993, p.61 à 81.
- MILANICH, Nara, «Women, Gender, and Family in Latin America, 1820-2000», dans Thomas H. Holloway (éd.), *A Companion to Latin American History*, Malden, Blackwell Pub, 2008, p.461 à 479.
- SAPORTA, Nancy *et al.*, «Feminismo en América Latina: de Bogotá a San Bernardo», dans LEÓN, Magdalena (dir.), *Mujeres y participación política: avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1994, p. 69 à 116.

VILLAREAL, Norma, «El camino de la utopía feminista en Colombia, 1975-1991», dans LEÓN, Magdalena (dir.), *Mujeres y participación política: avances y desafíos en América Latina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1994, p.181 à 204.

Thèses

AGUDELO, Carlos G, *Daring to Think is Beginning to Fight: The History of Magazine Alternativa, Colombia, 1974-1980*, Thèse de doctorat, University of Maryland, 2007, 304 p.

WILLS OBREGÓN, Maria Emma, *Las trayectorias femeninas y feministas hacia lo público en Colombia (1970-2000) ¿Inclusión sin representación?*, Thèse de doctorat, University of Texas, 2004, 324 p.